

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Reconfiguration et stratégies d'adaptation familiales et économiques chez les déplacés
forcés Embera Chami à Pereira (Colombie)

Par

Mauricio Corrales Londono

Département d'anthropologie
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M. Sc
en anthropologie



mars, 2009

© Mauricio Corrales Londono, 2007

GN
4
US4
2009
V.029

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Reconfiguration et stratégies d'adaptation familiales et économiques chez les déplacés
forcés Embera Chami à Pereira (Colombie)**

présenté par

Mauricio Corrales Londono

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

**Pierrette Thibault
président-rapporteur**

**Jorge Pantaleon
directeur de recherche**

**Robert Crépeau
membre du jury**

RÉSUMÉ

Le déplacement de population existe depuis toujours. La migration a fait l'objet de plusieurs études sociologiques et anthropologiques et ce depuis 1930. Par contre, elle n'a été problématisée qu'à partir de la fin des années 1940 à l'échelle internationale et c'est dès lors que toute une politique de gestion entoure cette donnée. On retrouve toute une gamme de définitions pour se référer à cette problématique. Le transfert contraint en Colombie a été en augmentant depuis 1990 suite à l'intensification des conflits armés. Au département de Risaralda, un des peuples amérindiens affectés a été l'Embera Chami résidant aux bordures du fleuve San Juan. Une fois confrontés à la ville, ces gens doivent apprendre de nouveaux codes et développer des stratégies de survie et d'adaptation au milieu urbain. De cette façon, ils rebâtissent leurs identités à partir des connaissances acquises dans le lieu d'origine et de celles obtenues dans la région ou la nation d'accueil. Cette recherche examine les tactiques d'ajustement économiques, de la famille et la reconfiguration socioculturelle que ces personnes expérimentent. Le travail de terrain réalisé dans la ville de Pereira a permis de puiser dans l'expérience migratoire des adhérents à l'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira (ASIDVU) et de constater les changements qu'ils élaborent et ceux auxquels ils se soumettent. L'enquête montre que ceux qui bougent construisent une culture urbaine particulière qui tire ses fondations tant dans les vieilles que dans les nouvelles pratiques sociales.

Mots clefs : Anthropologie, ethnologie, Embera Chami, Pereira, Colombie, migration forcée, stratégies de survie et d'adaptation, reconfiguration socioculturelle, ASIDVU

RESUMEN

El desplazamiento de poblaciones ha existido siempre. La migración fue el objeto de estudio de una miríada de análisis sociológicos y antropológicos desde 1930. Non obstante, el desplazamiento fue problematizado a escala internacional solamente al final de los años 1940 y es desde entonces que se observa la existencia de toda una política de gestión que regula este fenómeno. Encontramos toda una gama de definiciones que hacen referencia a esta realidad. El transfer poblacional obligado en Colombia ha aumentado desde la década de 1990 debido a la intensificación de los conflictos armados. En el departamento de Risaralda, uno de los grupos indígenas afectados por este conflicto ha sido el Embera Chami, que habita a orillas del río San Juan. Una vez desplazados a la ciudad de Pereira, estas personas deben aprender nuevos códigos y desarrollar estrategias de supervivencia y de adaptación al medio urbano. De este modo, los Embera Chami reconstruyen sus identidades a partir de los conocimientos adquiridos en sus lugares de origen y de aquellos obtenidos en el nuevo contexto de vida. Esta investigación examina tales estrategias de adaptación económica y familiar, así como la reconfiguración sociocultural que el grupo experimenta. El trabajo de campo realizado en la ciudad de Pereira ha permitido de explorar la experiencia migratoria de los miembros de la Asociación Solidaria de Indígenas Desplazados y Vulnerables Unidos (ASIDVU) y de constatar los cambios y las continuidades que ellos elaboran y a los que se someten. La investigación demuestra que quienes se trasladan al nuevo espacio construyen una cultura urbana particular cuyas bases se encuentran tanto en las nuevas como en las antiguas prácticas sociales.

Palabras claves : Antropología, etnología, Embera Chami, Pereira, Colombia, migración forzada, estrategias de supervivencia y de adaptación, reconfiguración sociocultural, ASIDVU

ABSTRACT

Population displacement has always occurred. It has been at the center of much sociological and anthropological research since the 1930's though it was only problematized internationally in the 1940's and it is at this time that we see the first attempts to develop political processes to deal with the issue. This problem has many definitions. Forced migration in Colombia has been increasing since the beginning of 1990's due to the intensification of the armed conflicts. In Risaralda, one of the Indian's affected communities has been the Embera Chami, situated at the border of the San Juan River. Once they have arrived in the city, most immigrants from the countryside learn new codes and develop adaptational and survival strategies in the urban arena. Like this, they rebuild their identities using the knowledge they bring with them from their place of origin, along with that which they acquire in the areas they have moved to. This research explores the economic and familial tactics of adjustment and the sociocultural reconfiguration that such individuals experience. Observational work conducted in the city of Pereira has provided a basis for an analysis of the migratory experience of the members of the Solidarity Association of Displaced and Vulnerable United Indians (*Asociación Solidaria d'Indígenas Desplazados y Vulnerables Unidos de Pereira – ASIDVU-*) and also to allow for an evaluation of the changes and the continuities that the group goes through once displacement occurs (by force or otherwise). The study shows that people who migrate create a particular urban culture in the city that draws its foundations from their old as well as their new social practices.

Key words : Anthropology, ethnology, Embera Chami, Pereira, Colombia, forced migration, survival and adaptational strategies, socio-cultural reconfiguration, ASIDVU

TABLE DE MATIÈRES

Introduction	1
--------------	---

CHAPITRE 1. CADRE THÉORIQUE

Introduction	6
1.1 La migration en sciences sociales et en anthropologie	
1.2. Les stratégies adaptatives à la ville	16
1.2.1 Le transnationalisme : un outil présentant des éléments théoriques pour aborder la réalité des Embera Chami dans la ville de Pereira	25
Conclusion	30

CHAPITRE 2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Introduction	32
2.1 Définition de la problématique de recherche	
2.1.1 Objectif principal	32
2.1.2 Objectifs spécifiques	33
2.2 Source et nature des données	
2.2.1 L'entrée au terrain: le rite de passage	33
2.2.2 Composition de l'échantillon	40
2.2.2.1 Techniques de cueillette des données et posture méthodologique	41
Conclusion	44

CHAPITRE 3. CONTEXTUALISATION : LE DÉPLACEMENT FORCÉ DU GLOBAL AU NATIONAL

Introduction	45
3.1 Contexte global du déplacement forcé et des énoncés l'entourant	45
3.2 Le déplacement forcé dans le contexte national de la Colombie	57

Conclusion	66
------------	----

CHAPITRE 4. CONTEXTE RÉGIONAL DU MOUVEMENT DE POPULATIONS

Introduction	67
4.1 Présentation générale de la ville de Pereira (Risaralda)	67
4.2 Les Embera de l'Alto San Juan et leur mode de vie avant le déplacement	71
4.2.1 Les Embera et leurs mouvements migratoires	75
Conclusion	78

CHAPITRE 5. VUE D'ENSEMBLE DU GROUPE EMBERA CHAMI À LA VILLE DE PEREIRA

Introduction	80
5.1 Aperçu global	80
5.1.1 Résultats des entrevues et de l'observation participante	84
5.1.1.1 La langue et son rôle au sein de la communauté Embera Chami	87
5.1.1.2 L'artisanat, le commerce, les tâches et les problèmes rencontrés à la ville	90
5.2 Les Amérindiens, la mendicité et la perception interne et externe de ce phénomène	97
Conclusion	102

CHAPITRE 6. LES EMPLACEMENTS IDENTIFIÉS LORS DU TRAVAIL DE TERRAIN, DEUX CAS

Introduction	105
6.1 La Carbonera	105
6.2 La maison Embera	112
6.2.1 La vente d'artisanat et les difficultés rencontrées	117
6.2.2 Le rez-de-chaussée de la maison embera, ses habitants et les différends avec le voisinage	123

Conclusion	126
------------	-----

CHAPITRE 7. L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE EMBERA CHAMI À PEREIRA

Introduction	128
--------------	-----

7.1 L'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira (ASIDVU)	128
--	-----

7.1.1 La question de la maison embera et de la lutte entre organisations	137
--	-----

Conclusion	141
------------	-----

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

143

BIBLIOGRAPHIE

149

ANNEXES

162-194

1. Questionnaire des entrevues	162
--------------------------------	-----

2. Carta de consentimiento y de participación a la investigación	163
--	-----

3. Tableaux	167-177
-------------	---------

3.1 Croissance démographique de la ville de Pereira depuis sa fondation	167
---	-----

3.2 Distribution de la population recensée (Sisbenizada) par <i>comunas</i>	167
---	-----

3.3 Distribution de la population recensée (Sisbenizada) par strates	168
--	-----

3.4 Territoires amérindiens dans la zone d'influence de l'AMCO par municipalité, nom et peuple, 2002	168
--	-----

3.5 Activités développées dans les territoires d'origine des personnes appartenant aux groupes familiaux interviewés à l'AMCO. Pourcentage des personnes entre 20 et 65 ans par sexe	170
--	-----

3.6 Tableau sommaire des résultats des entrevues	170
--	-----

4. Cartes	178-182
-----------	---------

4.1 Carte politique de la Colombie	178
4.2 Carte de l'écorégion du Gan Caldas	179
4.3 Carte de la municipalité de Pereira	180
4.4 Territoires amérindiens dans la zone d'influence de l'AMCO, localisation approximative, 2002	181
4.5 Carte du centre du centre ville de Pereira	182
 5. Photos	 183-194

ABRÉVIATIONS

- AMCO : Aire Métropolitaine Centre Occidentale
- ASIDVU : Association Solidaire d'Indiens Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira
- AUC : Autodéfenses Unies de Colombie
- CODHES : Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento
- CONPES : Conseil de Politique Économique et Sociale
- CRIR : Conseil Régional Indigène de Risaralda
- DANE : Département Administratif National de Statistique
- ELN : Armée de Libération Nationale (Ejercito de Liberación Nacional)
- EPL : Armée Populaire de Libération (Ejercito Popular de Liberación)
- FARC-EP : Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie - Armée du Peuple (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia –Ejercito del Pueblo)
- HCNUR : Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés
- ICBF : Institut Colombien du Bien-être de la Famille
- INCODER : Institut Colombien de Développement Rural
- INCORA : Institut Colombien pour la Réforme Agraire
- SENA : Service Nationale d'Apprentissage
- SUR : Système Unique de registre
- OINDES : Organisation d'Autochtones Déplacés (Organización de Indígenas Desplazados)
- ONIC : Organisation Nationale Autochtone de la Colombie (Organización Nacional Indígena de Colombia)
- ONID : Organisation Nationale d'Amérindiens Déplacés (Organización Nacional de Indígenas Desplazados)
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PDF : Population Déplacée Forcée
- PNAIPD : Programme National d'Attention Intégrale à la Population Déplacée à cause de la violence en Colombie
- UAO : Unité d'Attention et d'Orientation pour la population déplacée forcée interne

UCPP : Université Catholique Populaire de Pereira (Universidad Católica Popular de Pereira

REMECIEMENTS

Je remercie tout d'abord les gens qui ont été au centre de cette recherche. Sans eux, leur collaboration et leur expérience les résultats ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui. Deuxièmement, je veux témoigner ma reconnaissance envers Mme. Marie-Josée Barrette (ma grande amie et partenaire dans le projet d'alphabétisation et d'aide aux devoirs avec les enfants déplacés Emberas habitant la maison du centre ville de Pereira) pour sa grande contribution, étai et compréhension tout le long de ce processus puisque sans elle ce mémoire n'aurait peut-être jamais vu le jour et ne serait sûrement pas ce qu'il est devenu. Troisièmement, je désire adresser mes remerciements à mon directeur de recherche, M. Jorge Pantaleon, car à travers son appui sincère et inconditionnel, ses conseils, son discernement lors de moments critiques et sa confiance exprimée lorsque peu de personnes l'ont fait, a apporté grandement à ce travail et tout au long de mon parcours de maîtrise. Dans ce même sens, j'estime capital d'exprimer ma gratitude envers la directrice du département d'Anthropologie, Mme. Pierrette Thibault, qui m'a soutenu, écouté et conseillé tout au long de mon développement académique de deuxième cycle. Il faut aussi dire merci aux membres du groupe ALMA MATER, et plus particulièrement à M. William Mejía et à toute son équipe, pour leur appui et leur aide ainsi qu'à la Maison Internationale de l'Université de Montréal pour son apport monétaire en vue de mener à terme le travail de terrain à la ville de Pereira. Également aux professeurs de l'Université Technologique de Pereira pour leur contribution intellectuelle pendant la tâche de terrain. Finalement, je souhaite diriger un petit mot aux membres de ma famille, tant au Canada qu'en Colombie, et plus particulièrement à ma mère, Mme. Mercedes Londoño, pour leur support et encouragement fidèles depuis toujours.

El indígena vive de la tierra y sin ella no es nada.¹

*Van por las montañas, tristes caminando, regando
la tierra con su llanto pobre. Salieron de prisa por la
madrugada, sin llevarse nada, sin saber donde. (...)
Caminan cansados, caminan hambrientos sin
comprender nada de su destino. Blancos, negros,
indios, hombres y mujeres que alumbran sus hijos en
el camino.²*

¹ L'amérindien vit de la terre et sans elle il n'est rien (Mots du président de l'ASIDVU lors du terrain).

² Ils marchent tristes dans les montagnes et arrosent la terre avec leurs larmes de pauvres. Ils sont sortis pressés pendant la nuit, sans rien emporter avec eux, sans savoir où. (...) Ils marchent tout en étant fatigués, ils marchent ayant faim et sans rien comprendre de leur destinée. Des Blancs, des Noirs, des Amérindiens, des hommes et des femmes éclairant leurs enfants dans le chemin (Caminantes. Luz Marina Posada. Interprètes : Duo Karen et Valeria).

INTRODUCTION

Le thème des autochtones n'était guère présent dans ma vie d'adolescent ni dans celle de mes amis. En outre, ils ont été et sont le plus souvent envisagés comme étant inférieurs et appartenant à « la nature ». Ce sujet est pour le moins absent de la vie des gens en Colombie et c'est le statu quo d'agir ainsi. Je ne commence à m'intéresser aux Amérindiens qu'à la fin des années 1990, lorsque j'ai entrepris des études en ethno-éducation à l'Université Technologique de Pereira. C'est à ce moment là que j'ai lu entre autres le livre « la conquête d'Amérique » et pris conscience de mon héritage dans tous les sens ainsi que de la présence d'un groupe indien à Risaralda. Dès lors, j'ai développé une préoccupation pour connaître, faire reconnaître et mettre en valeur la composante autochtone du bagage culturel de la contrée et du pays où je suis né. C'est pourquoi j'ai décidé, en arrivant au Canada, de poursuivre des études en anthropologie en vue d'un jour y retourner et contribuer à la connaissance de cet autre dans le nous auquel j'appartiens de par ma naissance.

Avant de m'intéresser à fond à cette problématique, je possédais une vague connaissance de ce sujet sur le plan théorique. Le déplacement de populations (forcée particulièrement) a attiré mon attention à cause de mes études, de son ampleur et de sa croissance depuis les années 1990 en Colombie et à l'arrivée massive de personnes de cette nation à Montréal après les années 2000 qui coïncidait aussi avec ma venue dans cette métropole. Il est important d'exprimer que mon expérience migratoire a notamment aiguisé mon intérêt par rapport à ce phénomène ainsi que le fait que c'est une donnée récurrente dans l'histoire colombienne et qui est au centre de celle de maintes familles, voire de la mienne. Aussi, dû à ce que le mouvement contraint de personnes (mais pas exclusivement celui-ci) était et est toujours défini tel une anomalie, comme une pathologie et que je voulais vérifier si on pouvait entrevoir d'autres issues d'analyse et d'approche afin de les constater au sein d'un groupe du pays où je suis né et où j'ai encore de la famille, ce qui me semblait dans ce temps presque une obligation. J'ai alors résolu de le réaliser chez le groupe amérindien de ma région et ce puisque je n'avais

jamais eu l'opportunité de le connaître. Je prétendais ainsi aller chez l'autre pour le côtoyer tout en retournant « chez moi » après être devenu autre pour retrouver l'autre dans le nous. Je désirais par ailleurs rompre avec la tradition anthropologique et constater si l'on pouvait retrouver l'autre en soi-même, dans le nous.

Il est évident que mon travail de distancement a été particulier dans la mesure où je suis natif du lieu de l'enquête et à la fois pas complètement car j'habite à Montréal présentement. Pareillement dans le sens où je n'avais pas vraiment connaissance de la collectivité objet d'étude puisque ce sujet était pour le moins absent de la vie de ma famille ou de mon entourage. Aujourd'hui, les gens sont confrontés à cette réalité autochtone au centre ville, aux feux de circulation et un peu partout à Pereira et la perception qu'ils en ont vont de celle du « bon sauvage » jusqu'à celle du « sauvage pas civilisé » et profiteur. Mon boulot d'éloignement a été tout autant inaccoutumé aussi dû au fait qu'à Montréal je m'étais initié à la commercialisation et à la fabrication d'artisanat et ce, non pas parce que j'ai éprouvé les mêmes expériences que les migrants Emberas mais parce que cela m'a permis d'entrer dans la communauté, puisque j'ai utilisé le fait de connaître et travailler dans le marché de ma ville d'accueil et ses alentours pour leur proposer d'ouvrir des espaces de commercialisation au Québec et peut-être au Canada qui bénéficieraient tous les sujets du groupe et leur donneraient la possibilité de subvenir à leurs besoins essentiels tels qu'ils les concevaient. Ceci a eu pour effet de m'ouvrir toute grande la porte de mon terrain. J'ai donc fait appel à toutes mes connaissances sur tous les plans afin de mener à terme mon exercice de recherche mais tout en essayant de garder une certaine distance par rapport aux individus côtoyés et à la recherche.

Il va sans dire qu'une vision anthropologique des déplacés dans cette partie du globe, nous permettra de discerner d'autres manières d'envisager ceux qui se déplacent et leur expérience et de rompre avec les visions de fracture abrupte ou d'adaptation pure et simple des individus confrontés à cette problématique. Aussi de contribuer au développement des connaissances tant en Colombie qu'au Canada et à la visibilité d'un groupe presque invisible dans ces deux contrées du monde.

La migration a été examinée et approchée de plusieurs façons par maintes disciplines chacune ayant ses intérêts tels que ses causes et ses effets, les stratégies déployées par les déplacés, leur nombre, leur distribution spatiale, etc. Un des paradigmes les plus généralement explorés a été celui des causes de l'exode rural-urbain. Le déplacement forcé de populations est, quant à lui, une vieille donnée dans les histoires des sociétés humaines. Cependant, ce phénomène n'a jamais été conceptualisé de la même façon par les sociétés et après la Deuxième Guerre Mondiale, il fait l'objet de toute une série de politiques et d'énoncés. Il est un sujet qui nous aidera alors à cerner la mise en place de la structure, des institutions et des idéologies qui supportent notre monde moderne mais aussi leur changement. Par extension, notre étude de cas nous permettra de comprendre par exemple que même si en Colombie cette donnée est une composante de l'histoire de ce pays, elle n'a été nommée et identifiée comme problématique que depuis peu et que tout ce qui l'entoure aujourd'hui influence grandement l'expérience des personnes qui sont contraintes de partir à cause de différents motifs.

La mobilité obligée d'individus et de groupes a été un fait récurrent à travers l'histoire colombienne et est raisonnée par les auteurs, le plus souvent, comme une donnée presque naturelle que les gens ont toujours subi et vécu de la même façon. Il est impératif toutefois de souligner qu'elle n'a été problématisée que pendant les années 1990 et que c'est depuis lors que toute la gestion qui l'entoure influence considérablement la vie des sujets. Par conséquent, afin d'aborder la migration forcée interne en Colombie, un de nos pas sera de retracer la généalogie de son objectivisation dans la contemporanéité occidentale. J'aimerais spécifier que, lorsque je mentionne le concept de généalogie, je ne me réfère pas à une ligne évolutive mais plutôt aux continuités et aux métamorphoses de la façon dont nous concevons ce phénomène ou le problématisons (Voir Foucault, 1970). J'offrirai donc un portrait global des « expatriés » tout en observant les cadres normatifs-légaux qui configurent ce phénomène pour mieux cerner les liens et les effets que cela a sur l'exode contraint interne des populations en Colombie et plus particulièrement sur les Embera Chami vivant à Pereira.

Les Embera Chami avec lesquels j'ai travaillé, sont arrivés dans la métropole capitale de la province de Risaralda à la fin des années 1990 et au début des années 2000 et provenaient de la réserve (*resguardo*) de Pueblo Rico majoritairement. Ils participaient à l'Association d'Indigènes Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira (ASIDVU) et demeuraient principalement à la Carbonera, à Esperanza Galicia, aux Brisas et Villa Santana et au centre ville de Pereira. J'ai côtoyé nombre de leaders de chaque secteur mais le plus de confiance a été édifée par contre avec les membres de la maison embera du centre ville et qui étaient, eux, les leaders de la direction centrale de l'organisation. Dans ce travail, on traitera du phénomène du déplacement interne vécu par ces sujets tout en essayant de rendre compte de stratégies économiques et familiales qu'ils déploient à la ville et qui contribuent à la reconfiguration de leur monde socioculturel suite à l'expérience du transfert obligé.

Ce mémoire est divisé en sept chapitres, soit le cadre théorique, le cadre méthodologique, le cadre contextuel (qui englobe les sections trois et quatre), et les trois dernières parties qui concernent les résultats. La première section envisage le cadre théorique et positionne, dans un premier temps, les questions conceptuelles anthropologiques sur la migration et celles sur l'adaptation de migrants à la métropole. Finalement je présente quelques postulats du transnationalisme en vue de les rapprocher des limites de ma recherche.

Le deuxième chapitre explore la définition de la problématique de recherche et de la source et nature des données. Premièrement, j'énonce son objectif principal et ses objectifs spécifiques. Ensuite, je donne un avant goût des résultats en faisant allusion à ce que j'ai appelé le rite de passage pour terminer ce segment en décrivant la composition de l'échantillon et les techniques de recueil d'information et des données. En troisième lieu, je positionne méthodologiquement la recherche.

Troisièmement, je passe en revue la problématisation du fait de l'exode obligé. Tout d'abord, je le contextualise globalement, ce qui favorisera la compréhension de cette question à l'intérieur de la Colombie. Par la suite, j'argumente sur ce que ce phénomène représente dans l'espace national colombien. Dans la quatrième portion, j'élabore une présentation de la ville de Pereira (Risaralda) en mettant l'emphasis sur quelques éléments historiques et contextuels relatifs à la métropole pour par après me référer aux Embera Chami, à leur mode de vie avant la migration et à leur transfert contraint.

La cinquième, la sixième et la septième parties concernent les aboutissements de l'enquête de terrain. Premièrement, je présente ses résultats globaux, en donnant au départ un aperçu général de la situation du groupe Embera Chami à la ville, et les questions relatives aux entrevues et à l'observation participante. Postérieurement, je creuse dans l'expérience de deux emplacements des Emberas à la métropole en décrivant les cas de la Carbonera et celui de la maison du centre ville. Dans la septième partie, j'identifie somme toute l'organisation communautaire des individus observés. La section finale est constituée d'une discussion critique du texte, où je rapproche toutes les parties théoriques aux débouchés de la recherche comme telles, et les conclusions générales à retenir.

CHAPITRE 1. CADRE THÉORIQUE

Introduction

Ce chapitre établit le cadre théorico-conceptuel qui permet d'identifier des éléments d'analyse pour discourir du sujet central de ce mémoire. Le mouvement de gens a été approché de plusieurs façons par maintes disciplines. Le plus souvent on l'a envisagé en termes de rupture, d'anomie, de discontinuité ou encore d'adaptation, d'intégration, etc. Par ailleurs, on retrouve une panoplie de définitions concernant ce phénomène et il fait l'objet de politiques depuis la Deuxième Guerre Mondiale (en ce qui concerne les migrations forcées tout au moins). Dans ce chapitre, je m'attarde sur les théories anthropologiques sur la migration et celles sur l'adaptation de migrants à la ville. Finalement, dans le cadre des stratégies adaptatives, je présente quelques éléments conceptuels du transnationalisme.

1.1 La migration en sciences sociales et en anthropologie

La migration peut être conceptualisée comme étant l'une des trois composantes majeures du changement dans une population, les deux autres étant la mortalité et la natalité, ainsi que l'ont énoncé Butterworth et Chance (1981 : 33). Elle a été examinée et approchée de plusieurs façons par maintes disciplines chacune ayant ses intérêts tels que les causes et les effets de la migration, les stratégies déployées par les migrants, leur nombre, leur distribution spatiale, etc. Les techniques quantitatives sont les plus utilisées pour caractériser les transferts d'individus et c'est la science démographique devenue la spécialiste de cette forme d'estimation.¹ Un autre point de vue est celui qui prétend que cette donnée est une réalité motivée par des contraintes économiques, ce qui est soutenu

¹ Voir par exemple K. E. Hinze (1977), A. F. Weber (1899 /1963/), Stilwell, Rees and Boden (1992), entre autres.

par les économistes. Dans le texte de Halebsky (1995 : 55), on retrouve la vision économiste dans la définition même de la migration. Selon cette dernière, elle est une « strategy for meeting economic needs and improving life circumstances and opportunities. It is a decision... based on a rational cost and benefits. » Kemper (1977 : 191) et d'autres² remarquent, pour leur part, qu'il est pareillement important de reconnaître que l'exode de personnes n'est pas toujours relié aux conditions économiques locales, régionales ou nationales et pour eux il faut admettre le rôle que joue la parenté et les liens sociaux dans le processus de déplacement des groupes et des personnes. D'autres points de vue suggèrent qu'il est capital d'être attentif au fait que les personnes sous des conditions de marginalité ou qui ne sont pas satisfaites ou encore qui sont frustrées de leurs conditions ont tendance à bouger. Le mouvement est en quelque sorte une forme d'échappatoire pour les sujets, une façon de vivre de nouveaux défis et de poursuivre leurs rêves et leurs idéaux (Du Toit, 1975 : 3).

Plusieurs critères ont été postulés pour différencier les déplacements. Quelques uns d'entre eux peuvent être celui du lieu et de l'espace socioculturel dans lequel ils surviennent (ainsi se définissent les internes et les internationaux) ou bien celui de la différenciation entre volontaires (économiques) et involontaires (politiques) (Osorio, 2006c : 5). Dans la catégorie de déplacé forcé légitime, on constate l'existence de deux sous-catégories constituées d'une part par les réfugiés et de l'autre par les déplacés forcés internes. D'après Osorio, les quatre types de base s'entremêlent de façon fréquente. Pour Du Toit (1975 : 1-2), dans le cas du migrant forcé, le sujet n'a pas le choix de partir et peut difficilement s'y opposer mais le mouvement migratoire est toujours une donnée qui s'impose aux individus que ce soit par une contrainte économique, sociale, politique, physique, etc. Tel qu'il l'avance lui-même,

« Most persons who migrate do so for a variety of voluntary (and involuntary) reasons. The decision to move is based in choice » (...) To a major degree, persons in both the involuntary migration and the voluntary seasonal migration have little to say about the migration. It is forced on them either by socio-political or by ecological conditions. »

² Voir Balan, Browning, and Jelin (1973 : 159-164), Cornelius (1975 : 22), Buechler (1975 : 287), Graves and Graves (1974 : 128-132), Whiteford (1976 : 23), etc.

Il faut souligner que dans certains cas les personnes peuvent être transportées physiquement d'une place à une autre à cause de l'intérêt des multinationales ou des gouvernements et dans d'autres, il reste à l'individu un peu de marge de décision, à savoir s'il veut ou ne veut pas partir.³ Ceux là, quelques auteurs les prennent comme exemple pour faire la critique de la catégorisation du déplacé forcé car elle ne tient pas vraiment compte de ce qui arrive sur le terrain et des différentes facettes du phénomène migratoire (forcé particulièrement). Les mouvements ont aussi été analysés et classés comme étant temporaires ou permanents (Butterworth et Chance, 1981 : 34).

Cette recherche se situe dans le domaine de l'anthropologie urbaine. Pour Bazin, cette science en tant que telle s'est dédiée traditionnellement à l'étude des sociétés dites « primitives » et elle ne s'intéresse aux phénomènes d'industrialisation (urbains) que lorsqu'elle s'est définie comme anthropologie du changement social au début du 20^e siècle. Cette branche anthropologique (britannique) s'est attardée à l'examen du passage d'un mode de vie « traditionnel » à un mode de vie urbain (« moderne »). La problématique qui s'est posée dès les années 1930 a été celle de l'observation des changements induits par l'industrialisation et l'urbanisation. Cette anthropologie est restée centrée sur l'étude des couches sociales ouvrières (populations « indigènes » qui faisaient face, en situation coloniale ou migratoire, à des fractions sociales dominantes étrangères). Les ethnologues n'ont examiné donc les autochtones que saisis à travers une relation d'altérité. Les rapports de ces derniers avec les dominants ont été partiellement évacués hors du champ d'analyse puisqu'ils n'étaient abordés que sous l'angle de la « résistance », de la « révolte » ou encore de l'« acculturation » (2001 : 112-113).⁴

En Amérique, les choses n'ont guère été distinctes. D'après Oehmichen (2005 : 17), depuis la fameuse distinction entre communauté primaire (*Gemeinschaft*) et

³ Voir par exemple Bartolomé, J. L. (1985) et Cernea, M. M. (ed.) (1991).

⁴ En anthropologie, les contacts et les migrations internes et internationales ont été analysées en général en termes d'« assimilation », de « déculturation », d'« intégration », d'« acculturation », etc. Souvent, tout contact avec l'occident (et les migrations vers les villes) a été conçu comme dommageable, malsain ou nuisible pour les cultures locales. Il y a toujours donc eu un intérêt à parler des spécificités, de ce qui était propre et tout contact a été perçu comme causant la perte ou la corruption des traditions locales (qui étaient et sont en quelque sorte considérées naturelles pour les « indigènes ») (Bazin, idem).

communauté associative ou secondaire (*Gesellschaft*) faite par Tönnies, les scientifiques sociaux ont établi la relation entre le « traditionnel » et le « moderne » en termes d'opposition dichotomique. Les « communautés primaires » ont été conçues comme des groupes humains « naturels » et égalitaires (même origine, ancêtre, corps de croyances, valeurs et règles). On a défini au contraire les secondaires par la prédominance des liens civils et par le contrat social (des lieux relativement denses, grands et permanents où habitent des individus hétérogènes). Redfield, à partir de cette division, a proposé un modèle évolutif, soit celui du continuum rural-urbain, d'après lequel les sociétés « traditionnelles », au fur et à mesure qu'elles s'urbanisent, convergent davantage vers la sécularisation, la désorganisation de la culture et l'individualisme (1941, 1947, 1975).⁵

Cette dernière approche s'inspirait de celle énoncée par Wirth, lui qui définissait la ville comme un « relatively large, dense, and permanent settlement of socially heterogeneous individuals (...) ». ⁶ Il assumait que toutes les personnes qui vivent dans les centres urbains sont affectées par cette expérience de la même façon, soit qu'elles expérimentent la rupture des liens de parenté, de la famille et de voisinage et le développement de l'individualisme, de l'anomie, de la superficialité et des relations sociales transitoires. La dynamique d'urbanisation en est, d'après lui, essentiellement une de désordre (*a process of disorganization*) (Wirth, 1938 : 12-17). Ce dernier auteur pensait donc que les relations sociales devenaient impersonnelles, superficielles, transitoires et segmentées à la métropole. Pour lui, la désorganisation sociale affecte l'urbanité et s'y présente sous la forme de l'anomie. À la ville, les gens expérimentent de l'instabilité et de l'insécurité personnelle, le remplacement des « secondary for primary contacts », etc. (1932 : 12-17).⁷ Tel que la souligné Kemper (1977 : 190),

« This model assumes that differences in population size and environmental setting between "rural" and "urban" groups result in important social, economic, cultural and psychological dissimilarities (...) Such difficulties are supposed to result in culture

⁵ Voir également Butterworth et Chance (1981), Kemper (1977), Oehmichen (idem : 18), Arizpe (1978 : 39), Lomnitz (1975 : 46), etc.

⁶ Consulter aussi Lewis, 1965 : 59.

⁷ Voir aussi Butterworth et Chance (1981 : 91-92)

conflicts, disorganisation of traditional lifestyles, personal anomie and alienation, and breakdown of primary group affiliations. »⁸

Selon Oehmichen, bien que l'esquisse engendrée par Redfield ait été conçue pour l'examen du changement socioculturel, elle le fut aussi pour celle de la migration rurale-urbaine. Un de ceux qui s'est opposé au modèle mis de l'avant par Redfield a été évidemment O. Lewis, qui a montré que la société *Tepozteca*, au Mexique, n'était pas si égalitaire, homogène et sans conflits. Dans les villes cette approche ne s'appliquait pas non plus (du moins à son étude de cas) puisque chez les *Tepoztèques* arrivés à la capitale nationale, on ne trouvait pas les caractéristiques de désorganisation, de sécularisation et d'individualisme que Redfield et les autres membres de son école avançaient (/1951/1986a : 87).⁹ Comme il l'a exprimé lui-même (Lewis, 1952 : 419, 424),

« We found very little evidence of family disorganisation in the city. (...) Families remain strong. (...) there is some evidence that family cohesiveness increases in the city of the difficulties of the city life. (...) There is little evidence of disorganisation and breakdown, of culture conflict, or of irreconcilable differences between generations. »

Dans sa critique du continuum rural-urbain, l'auteur suggérait que cette perspective théorique était inadéquate pour étudier le changement culturel (1965 : 53). Oehmichen (idem : 18-19) explique que loin de confirmer l'intégration réussie des migrants, Lewis montrait qu'à la ville perduraient des procédés de perpétuation d'une *culture de la pauvreté*¹⁰ dans des familles qui vivaient avec le *minimum économique et*

⁸ Ainsi l'exprime aussi Lewis (1952 : 413-414), pour qui ces études précédentes « have been primarily concerned with the causes, the rate and direction, and the amount of migration, factors of selectivity, and occupational accommodation (...). »

⁹ Cet auteur montrait qu'au contraire de ce que prétendaient ces hypothèses, les familles du groupe qu'il a étudié tendaient à renforcer leurs liens et conservaient leur force de cohésion dû au fait de la vie citadine. Il avertissait en outre que les migrants ne rompaient pas leurs liens avec leurs endroits d'origine (1952). Ses études à Mexico indiquaient, au contraire de ce que postulaient les tenants de l'école de Chicago, qu'il pouvait y avoir urbanisation sans rupture (*breakdown*) (idem, 1952 : 414; 1965 : 58-59. Voir également Kemper, 1977 : 185)⁹.

¹⁰ Lewis prétendait que « the culture of poverty is both an adaptation and a reaction of the poor to their marginal position in class-stratified, highly individuated, capitalistic society. It represents an effort to cope with feelings of hopelessness and despair which develop from the realization of the improbability of achieving success in terms of the values and goals of the larger society » (Lewis, 1966 : 68-69). La *culture de la pauvreté* est donc une adaptation pour les migrants arrivant à la ville, une solution appliquée par les gens qui se transmet de génération en génération et qui renforce l'inégalité. Plusieurs sont ceux qui ont fait la critique de ces postulats, par exemple Butterworth et Chance et Kemper. En essence, ils avançaient qu'il

éducatif à cause des conditions de sous-emploi, de chômage, de marginalisation, de promiscuité (*hacinamiento*) qu'elles connaissaient dans les centres urbains. D'autres auteurs se sont aussi opposés aux thèses de l'école de Chicago. Après cette critique de Lewis, et tel que l'a postulé Kemper,

« Anthropologists and other social scientists have devoted considerable attention to cityward migration in Latin America. The causes and patterns of migration, its effects on communities of origin and destination, the characteristics of the migrants, and a wide range of urban adaptations have been investigated » (Kemper, 1977 : 185).

Des anthropologues ont observé des années après Lewis que non pas tous ceux qui partaient du monde rural n'étaient pas pauvres ni que tous les mouvements de sujets étaient d'ordre économique.¹¹ Une panoplie d'auteurs s'est intéressée aux immigrations et l'adaptation.¹² Leurs sujets d'étude étaient des migrants « riches » et relativement acculturés venus à la ville chercher de la mobilité sociale et du prestige. Ils observèrent que ces derniers s'y étaient fondus en « s'intégrant » avec une assez bonne réussite (Oehmichen, 2005 : 19).¹³ Il est alors apparu que la situation des déplacés de l'élite rurale à la métropole contrastait avec celle du bas de l'échelle sociale ou celle des « natifs pauvres ». Ces derniers tendaient à trouver du boulot dans les secteurs de l'économie ambulante ou occasionnelle. Ils remarquèrent encore qu'au moins ceux de la première génération ne rompaient pas leurs liens avec leurs lieux d'origine et qu'ils envoyaient de l'argent, contribuaient à la réalisation de travaux et services d'amélioration de leurs localités d'origine, participaient aux fêtes patronales et donnaient leur appui et accueillaient les nouveaux arrivants. Ils utilisaient donc à la ville des tactiques

faut regarder les articulations entre *subculture* et culture globale. Il n'y a pas une *culture de la pauvreté*. La pauvreté n'est pas un état mais plutôt un continuum et de plus, plusieurs ont exprimé que Lewis confondait souvent ses causes avec ses effets. Ainsi il pouvait penser l'inégalité comme un élément de la dite catégorie lorsqu'elle est même son essence.

¹¹ Voir Butterworth (1962 : 257-274, 1975), Butterworth et Chance (1981), Kemper (1970 : 609-633, 1977) et Graves et Graves (1974).

¹² Entre autres Singer (1973), Oliveira and Stern (1974), Sauers (1974), Du Toit (1975), Kemper (idem), Lomnitz (1975) et Arizpe (1978).

¹³ Ils œuvraient dans les industries et dans les commerces, étaient membres des syndicats et avaient une assurance sociale gouvernementale et ne présentaient pas les caractéristiques de la « culture de la pauvreté » énoncées par Lewis (Oehmichen, 2005 : 19). Dans cette même perspective, Iwanska montrait que les Mazahuas qui bougeaient vers Mexico à cause de la pauvreté et du manque d'opportunités d'emploi dans leurs lieux d'origine, le faisaient également pour obtenir des ressources en vue de contribuer aux fêtes patronales de leurs localités de naissance (1973, citée par Oehchemin, idem).

d'adaptation et elles variaient tout dépendant des groupes et des individus et dorénavant on a voulu, tout comme auparavant, développer une théorie générale du processus migratoire.

Une des thématiques les plus explorées des études migratoires et qui a été au centre de nombre de disciplines a été celle de l'étude de ses causes. Le premier focus a d'ailleurs été celui d'établir le motif principal qui pousse les gens à partir et de décrire les stratégies d'adaptation ou de mésadaptation des migrants ruraux à la ville. Cet état de fait a conduit à suivre la méthode de cueillette de matériaux comparatifs en vue de pouvoir établir des principes ou des « lois » du déplacement. Cette approche a été utilisée par E. G. Ravenstein (1885) lorsqu'il a publié les « Lois de la Migration » (cité par Arizpe, 1978 : 32) et ainsi qu'on le sait, a été à la base des études anthropologiques comparatives qui s'inspiraient du modèle mis de l'avant par Radcliffe-Brown et par Evans-Pritchard.¹⁴ Deux théories centrales ont été développées au sujet de la détermination des mobiles de l'immigration et elles tournent autour de l'explication de la relation entre population et ressources. D'abord l'hypothèse malthusienne qui postule une croissance autonome géométrique de la population et arithmétique dans le cas des ressources, ce qui augmente le déséquilibre entre les deux.¹⁵ Ensuite la conception marxiste qui s'oppose à la thèse ci-haut mentionnée et qui avance que l'excédent se définit non pas par l'accroissance de la population mais par la capacité d'un système économique donné de venir à bout de cette augmentation démographique¹⁶ (Arizpe, 1978 : 31-32).¹⁷

¹⁴ Voir Fortes et Evans-Pritchard, 1987.

¹⁵ Ce point de vue conçoit la migration comme un phénomène fondamentalement démographique.

¹⁶ Le déplacement, depuis cette avenue, résulte de la forme politique d'organisation de la production dans le système qui englobe la ville et la campagne.

¹⁷ D'après Muñoz, Oliveira et Stern (1972 : 32-45; cités par Lomnitz, 1975 : 46), on peut desceller deux approches sociologiques au problème du mouvement d'individus. D'abord, la perspective de la modernisation qui envisage la migration interne comme un processus de « mobilité sociale » dans le cadre d'une dynamique d'industrialisation et modernisation. Ces conceptions examinent les motivations des migrants, leur origine, destinée et assimilation à leur lieu d'arrivée. Deuxièmement, l'avenue historico-structurelle qui explique ce phénomène en termes des caractéristiques structurelles qui surgissent pendant le processus de formation des sociétés capitalistes centrales et périphériques ou dépendantes. Ces postulats étudient les variables socio-économiques déterminantes dans les processus migratoires en termes de structure globale.

Pour Schwarzweller et Mangalam (1973 : 3-17), il était clair qu'il fallait développer un cadre théorique qui englobe les composants économiques, démographiques, sociologiques et culturels de l'exode de personnes. D'autres toutefois se sont déclarés opposés à la formulation d'un postulat particulier du phénomène, tel Argüello (1973 : 60). Arizpe (idem) avance pour sa part que dans l'étude de la migration à petite échelle interviennent plusieurs niveaux explicatifs. D'après cette auteure, il est important de partir de l'hypothèse qui veut que le déplacement n'est pas une donnée *a-historique* ou individualiste et que la perspective pour l'aborder doit inclure les effets qui l'accompagnent. Muñoz, Oliveira et Stern (1975), Oliveira et Stern (1972 : 32-45) et Muñoz et Oliveira (1972 : 5-32) soutiennent pour leur part que l'explication des flux migratoires doit être abordée dans le cadre des postulats qui expliquent le développement de l'industrialisation et de l'urbanisation et les changements dans l'agriculture. Du Toit et Safa (1976) et Singer (1972) ajoutent qu'il faut noter que différentes modalités de l'industrialisation engendrent divers procédés historiques du déplacement.

Arizpe (idem : 33), en tenant compte du point de vue de ces derniers enquêteurs, part de ces perspectives ci-haut mentionnées et considère de plus que le mouvement de sujets est inséré dans le cadre de production dans le champ diachronique et que les moments historiques dans lesquels il survient lui impriment des modalités particulières. Elle indiquait donc qu'il se constitue comme une réassignation des facteurs de la production, tout en accord avec les fluctuations de l'offre et de la demande de main d'œuvre dans les différentes régions du globe. Pour cette auteure, il y a eu une tendance en anthropologie à considérer chaque migration et chaque cas de déplacement d'un groupe comme un événement particulier à être expliqué en fonction de son contexte social immédiat et de ses composants psychologiques et culturels (idem : 30). Toutefois elle spécifie que prendre cette perspective comme point de départ présente des difficultés dans l'étude de petits groupes de migrants et donc qu'il est nécessaire d'établir, avant la recherche, un cadre de généralisations qui éclaire, au niveau structurel, le genre d'industrialisation, d'urbanisation et de développement agricole qui se passe dans le pays ou la région, objet d'étude. En conséquence, l'auteure mentionne le problème central qui a été analysé en anthropologie de la migration, soit les causes du mouvement de gens et

les motivations de ces derniers. Voilà alors que se dessinent deux plans d'analyse, soit celui de la structure et celui de l'individu (Idem : 32-33).

Une question centrale a été énoncée : Pourquoi tous ne bougent-ils pas? En posant cette question les anthropologues ne pouvaient plus continuer d'affirmer un déterminisme économique comme explication unique du transfert de sujets et donnaient de l'importance à l'individu, qui se retrouvait au centre de l'analyse. La seule perspective qui a examiné le rôle des motivations personnelles dans la décision de migrer a été celle de la modernisation. D'après cette dernière, les pays en voie de développement sont en train d'acquérir un mode de vie moderne comme résultat des processus de changement social et culturel (expansion de l'alphabétisation, des moyens de communication, meilleure qualité de vie, meilleur bien-être social, etc.). Ces processus transforment les « cultures traditionnelles » en cultures urbaines. Cette conception tire ces antécédents immédiats des préceptes rural/urbain de Redfield. En Amérique Latine, la dichotomie traditionnelle/moderne a remplacé celle de rural/urbain tout en continuant de tirer ses bases dans la même perspective du changement social, soit une évolution culturelle unilinéaire des sociétés. La ville ou la modernité transforment donc les paysans en êtres modernes. D'où les modifications expérimentées par les migrants dans leurs styles de vie devenaient centrales dans l'étude de cette donnée. Le postulat de la modernisation prétend que dans des conditions similaires seuls quelques individus se déplacent car chacun a une perception subjective qui varie de sujet à sujet. Ses tenants avancent donc qu'il faut tenir compte des facteurs psychologiques pour expliquer les causes de l'exode humain (Arizpe, idem : 39). Pour cette auteure, cette perspective ne tient pas compte de l'hétérogénéité de la population et de ce que cela suppose un pouvoir de décision individuel équivalant à celui que vivent les individus dans les sociétés occidentales (idem : 40).

Mitchell (1959 : 22), après avoir démontré que beaucoup de ceux qui sortaient de leurs lieux de naissance en Afrique le faisaient à cause des facteurs économiques, se demandait déjà quelle était la relation qu'entretenaient ces motivations avec d'autres d'ordre familial ou personnel. Arizpe avançait que ces positions étalent la relation entre

les perceptions personnelles du migrant et le processus social plus large auquel il est confronté. Cela lui a permis d'établir deux distinctions entre deux ordres de cause : Premièrement, les immédiates, appelées aussi causes précipitantes¹⁸ et deuxièmement les conditions générales de la structure sociale et économique dans laquelle vivent les gens (idem : 41). Ceci permet d'après l'auteure d'établir quel est le poids causal des différents facteurs qui influencent le mouvement des hommes. Les conditions qui affectent les différents groupes sociaux dans des sociétés rurales sont déterminées par la structure politique et économique de la région aux alentours et de celles des processus politiques et économiques nationaux qui affectent la région objet d'étude. On décèle donc trois paramètres : les causes précipitantes, les causes immédiates et les causes générales du déplacement d'individus.

Toutefois Mitchell (1959 : 33) précise que l'exode ne peut pas avoir lieu, même si les conditions économiques sont présentes, que jusqu'à ce qu'il y ait un événement dans la vie personnelle de l'individu qui l'amène à prendre la décision de partir. Le problème de l'anthropologie, qui est confrontée à une micro-étude du phénomène, est donc qu'à partir de ces études on ne peut pas dévoiler le processus structurel duquel fait partie le migrant et à insérer les changements sociaux observés au niveau de la communauté dans un schéma plus large. Cela est dû à ce que la branche classique de cette science conçoit l'examen d'une communauté comme un tout, se fondant sur les bases de la conception structurelle-fonctionnaliste qui perçoit l'objet d'étude comme un système équilibré, fonctionnel et autonome. Ceci a été le point de départ dans les analyses des études migratoires, se voyant comme un prolongement de l'étude ethnographique à la ville. Ce genre d'examen se confrontait alors à deux approches ethnographiques, une de la communauté d'origine et une autre de celle d'arrivée (ainsi que l'a fait Kemper). Il va sans dire que cette pratique engendrait déjà les modèles rural/urbain et traditionnel/moderne et que dans tous ces schémas, la migration équivalait au changement mécanique d'éléments d'un pôle à un autre. Toutefois, comme l'expose

¹⁸ Elles sont associées à des événements liés à la vie personnelle des migrants.

Arizpe, ils n'arrivent pas à expliquer comment s'imbrique ce mécanisme dans les processus sociaux plus larges qui accompagnent cette donnée (idem : 43).

Contre les modèles de « désorganisation » ou de changement mécanique, quelques uns ont postulé¹⁹ que les déplacés bâtissent une culture urbaine au fur et à mesure qu'ils s'adaptent à la ville et qu'il n'existe pas qu'un seul système social et culturel à la cité mais qu'ils en coexistent plusieurs qui sont associés aux différentes couches sociales et groupes ethniques. Epstein (1958 : 226) propose donc de considérer la migration plutôt comme un processus de « restructuration » des relations et des comportements sociaux et non pas telle une perte. Singer (1975 : 107) avance quant à lui qu'il faut désigner ce phénomène comme des changements dans les relations de production. Mitchell (1959 : 44-45) explique que ce problème méthodologique est dû au fait que l'archétype structurel-fonctionnaliste ne réussit pas à conceptualiser la dissonance et le conflit comme partie de la réalité sociale (voir Arizpe, idem : 44-47).

Arizpe postule que la seule façon d'échapper à ce type de perspectives est d'entrevoir le changement social comme une séquence de « décompositions », comme une dynamique basée sur des contradictions sociales constantes qui génèrent des conflits, qui une fois résolus, créent des nouvelles dénégations et ainsi de suite. L'erreur des premiers exercices anthropologiques du mouvement de personnes consistait alors à le concevoir en tant que changement culturel. Cette chercheuse précise que l'exode d'individus a été conçu, dans les premières études, comme une donnée unidirectionnelle qui se passe entre deux pôles autonomes et en équilibre interne mais il est toutefois clair qu'en la concevant de cette façon, il est impossible d'expliquer pourquoi il y a un transfert de gens de la campagne à la ville durant certaines époques historiques. La migration rurale-urbaine est un fil conducteur qui touche les processus politiques et économiques clefs des pays (idem).

1.2 Les stratégies adaptatives à la ville

¹⁹ Voir Mitchel (1959) et Epstein (1958).

Ainsi que l'a si bien exprimé Lomnitz (1975, idem : 47), pendant la décennie 1970, la plupart des travaux anthropologiques concernés par le phénomène migratoire, s'articulaient autour de l'adaptation ou la mésadaptation des migrants à la culture urbaine et se référaient au modèle rural-urbain soit pour le confirmer, soit pour le rejeter.²⁰ Elle exprimait toutefois qu'arriver à la ville, pour un paysan, ne signifie pas nécessairement de passer de l'extrême rural à l'extrême urbain. Il a déjà été en contact avec la métropole et cette dernière renferme aussi par ailleurs des îlots ruraux qui accueillent les nouveaux arrivants.

Kemper pensait que les dichotomies rural-urbain ou traditionnel-moderne sont, tout comme l'a observé Bonilla (1964 : 187; cité par Kemper, 1977 : 190), « a facile dualism that makes the city representative of everything modern and progressive and attributes the total burden of backwardness to rural areas. » Il formulait par exemple, au contraire des idées précédentes, que la modernisation de Mexico créait un système simple (*single system*) dans lequel les villages et les villes jouaient des rôles importants et soutenait que pour plus intéressant qu'il soit de faire un examen microscopique de l'adaptation d'un villageois à la ville, il fallait reconnaître qu'il faisait partie d'un système économique, politique et social plus large et que ceci était crucial pour analyser le processus d'ajustement s'appliquant aux migrants.²¹ Kemper pensait que le déplacement « rightfully should be seen as a continuous activity, nearly always simultaneously involving many people in communities both of origin and destination (...) » (Idem : 191).

Dans son manuscrit, l'auteur étale qu'il y a plusieurs façons dont l'adéquation des immigrés à la métropole a été abordée. Dans un premier temps, il y a les études nationales (*National Studies*). Ces études impliquent davantage l'analyse des statistiques que celle des observations de terrain. Puis il y a les études dans la ville (*City-Based Studies*), recherches qui examinent les migrations des sujets vers une ville en considérant

²⁰ Entre autres Lewis, Butterworth, Kemper, Lomnitz, etc. qui ont étudié des groupes de migrants qui côtoyaient des paysans provenant de leur lieu d'origine et conservaient leur organisation familiale et religieuse, loin de présenter des symptômes notables de désorganisation sociale.

²¹ Ainsi l'ont postulé aussi Guillet and Uzzell (1976), Sauers (1974 : 19-26), McGee (1975 : 143-178), Hanson and Simmons (1968 : 152-158) et Graves (1966 : 295-300).

les données statistiques ou en conduisant des sondages (*surveys*) et/ou en combinant ces deux tactiques. Cette approche, tout comme les études nationales (*national-level research*), se concentre sur la comparaison des ceux qui se déplacent et des natifs urbains pour démontrer comment les premiers rivalisent dans l'arène citadine.²² Une troisième perspective est celle des études dans les villages (*Village-Based Studies*), des enquêtes qui sont plus liées au domaine de l'anthropologie. Le dernier champ dont l'auteur en question parle est celui des études de la ville et de la campagne (*Village-City Studies*), soit celui qu'il privilégie lui-même et qui consiste dans l'observation des déplacés « from a single community of origin to a single urban destination (...) ». Elles sont habituellement accomplies en deux étapes : Primo, le chercheur élabore une étude compréhensive de la communauté d'origine et, secondo, il suit ceux qui bougent à la ville où il pourra regarder leur adaptation. Kemper avance que

« for the migrant, adaptation to the city is not a unitary process. Tzintzuntzenos may migrate to Mexico City, but they occupy narrowly circumscribed « niches » relate to home, job, school, neighbourhood, etc. Each migrant therefore, perceives the city idiosyncratically and follows a particular role path (...) in his urban experiences » (Kemper, idem : 194).

Ceux qui s'établissent dans les cités développent toute une gamme de stratagèmes qui vont de l'individuel au social. À travers l'examen des son étude de cas, il dénombre plusieurs genres de tactiques que les migrants mettent de l'avant à la métropole. Il y a par exemple les stratégies résidentielles (*Residential Strategies*), qui impliquent pour le sujet d'aller vivre chez ses amis ou sa famille lorsqu'il arrive à la ville (comme le font les *Tzintzuntzenos* où « first residence usually arranged through friends and relatives »). Une autre conduite peut être celle de s'installer dans la « périphérie » métropolitaine de l'endroit d'accueil. En outre, la famille peut demeurer importante ou au contraire être soumise à une restructuration de la part des migrants. Un autre type de tactiques est celle des stratégies organisationnelles (*Organizational Strategies*). L'auteur remarque que les *Tzintzuntzenos* privilégient à la ville le contact individuel dyadique (*Individualistic dyadic contact*). Ces derniers « emphasize ties of friendship, kinship, and compadrazgo

²² Voir aussi Balan, Browning and Jelin (1973); Herrick (1965), etc.

rather than membership in neighbourhood associations, political parties or unions. The Tzintzuntzenos (...) never united to press for political favors, economic benefits, or social services. » Kemper remarque encore que les groupes formels (*formal groups*) peuvent être d'importance variable pour les déplacés. Pour les gens du groupe qu'il a côtoyé, il résultait qu'ils (les groupes formels) étaient moins significatifs que le contact individuel dyadique (idem : 196-197).

La dernière série de stratégies auxquelles l'auteur fait allusion est celle des tactiques occupationnelles (*Occupational Strategies*) qui impliquent la sécurité au travail et le salaire. Les sujets peuvent œuvrer comme employés domestiques, dans la construction et autres, tout dépendant de la disponibilité différentielle du travail à la ville (idem : 196-197). Brody (1969 : 14), fait aussi référence à l'ajustement psychologique des ceux qui se déplacent et qui « refers to the process of establishing and maintaining a relatively stable reciprocal relationship with the environments. » Pour Kemper, « moving to (...) city (...) also may require modification of an individual's worldview. » Il faut souligner pour conclure l'exposé de l'auteur en question, que dans « either approach the emphasis is on the individual as a significant actor in a system that includes both the communities of origin and destination » (idem : 188).

Butterworth et Chance (1981 : 93), postulent qu'une des raisons pour lesquelles le concept classique de vie urbaine n'est pas satisfaisant est que ces avenues théoriques ne réussissent pas à reconnaître le caractère structuré de l'interaction sociale extérieure au groupe. Ils suggèrent que l'appartenance à un groupe était l'un des aspects centraux de l'optique de Wirth.²³ Par contre, ils avancent qu'une portion significative de la vie sociale, particulièrement dans les métropoles, se passe entre des individus (*pairs of people – dyads*) qui interagissent sporadiquement. D'après eux, ce ne sont pas de vraies communautés car les interactions sporadiques se dissolvent aussitôt que le personnage central (*central ego*) disparaît de la scène sociale.²⁴ Un autre type de relations qui se passent en dehors du contexte du groupe, est la relation en réseau (*network relationship*),

²³ Tel que Jacobson l'a observé (1975 : 361).

²⁴ Voir aussi Boissevain (1968 : 542).

aussi centré sur égo. Butterworth et Chance experiment qu'un réseau « is simply the set of personal links an individual (ego) builds up around himself –a social field or web of relationships that is not governed by any specific role expectations. » Pour eux, cette conception permet de concevoir le sujet comme étant le point de départ pour l'examen de situations dans lesquelles les associations sont absentes ou peu faciles à cerner.

Les études doivent donc se concentrer sur les sujets et les stratégies adaptatives qu'ils déploient dans l'environnement urbain. La nature systématique de la vie sociale ne se base pas seulement sur l'affiliation à des groupes ou sur la structure formelle, mais repose sur des individus actifs engendrant des schémas de comportement grâce à leurs propres décisions dans tous les contextes d'interaction (Idem : 93-94).²⁵ Les tactiques d'adaptation des déplacés peuvent être abordées d'après deux dimensions plus générales. Ainsi Graves et Graves spécifient que

« Strategies may be individualistic – the migrant relies on his own resources or initiative, or group-oriented - he relies on others (kinsmen, fellow villagers) for help. Strategies may also be classified as formal versus informal. In the first case, the migrant makes use of formal channels of organization and urban bureaucracies finding a niche for himself in the city; in the second, he is more apt to rely on more contacts in his own personal network » (Graves and Graves (1974 : 128-132), cités par Butterworth and Chance, idem).

Pour Butterworth et Chance, il existe toute une diversité de stratagèmes (individuels et sociaux) que ceux qui bougent emploient en milieu urbain. Par exemple, ils revendiquent que la parenté par le sang et par alliance et la famille nucléaire jouent un rôle très important dans la décision de migrer ou non et dans les processus d'installation et d'ajustement à la métropole. Ils mentionnent que

« kinship strategies are regularly employed to find jobs and housing, secure loans, provide child care, procure godparents to baptize the newborn, facilitate dealings with urban bureaucracies, purchase consumer goods at lower prices, place children in school, and provide information » (Butterworth and Chance, idem : 94).

²⁵ Consulter Kemper (1974 : 27-28) et pareillement Whitten and Wolfe (1973 : 719).

Ainsi l'exprimaient aussi des auteurs tels que Lomnitz (1974), Kemper (1974), Lewis (1959), etc. Pour eux, la famille ne perdait pas de son importance ni sa force. Au contraire, leurs prospections attestaient que « far from becoming atrophied in the city, the extended family remains strong among migrants, and in some case even increases in significance. »²⁶ Il peut y avoir également, comme l'indiquait Lewis (1959 : 14), le déplacement du rôle dominant du père pour celui de la mère ou le renforcement du rôle dominant du père, différentes tactiques de mariage (union libre, mariage, etc.), changement des rôles au sein de la famille nucléaire et élargie, etc. Butterworth et Chance concluent que

« in keeping with the inherent variety and heterogeneity of modern urban life, it seems most reasonable to hypothesize that Latin American cities (and migrants to them) will inevitably display a number of family and household types determined by a wide range of factors » (Idem : 95-98).

Les migrants maintiennent pareillement des liens avec leurs lieux d'origine. Quelques uns d'entre eux deviennent plus urbanisés que d'autres, dans le sens où leurs identités, contacts sociaux et aspirations sont axés sur la ville et impliquent une variété d'associations avec des personnes ayant des antécédents différents. D'autres, au contraire, côtoient presque exclusivement des gens du même village ou de la même région (*paisanos*) et conservent de solides liens avec leurs lieux de provenance, de même qu'ils n'expérimentent que des changements partiels par rapport au mode de vie qu'ils menaient dans leur lieu de naissance. Les déplacés s'adaptent aussi économiquement et socialement. Ils trouvent des emplois (informels ou formels), vivent comme des *arrimados* (colloques sans payer de loyer) avant de s'établir dans leurs propres maisons, etc. Dans certains cas, les réseaux des quelques uns d'entre eux peuvent compter des gens arrivant de d'autres provenances (« individualistic dyadic contract, with an emphasis on kinship and friendship ties ») (idem : 98-99, 101-102).²⁷

²⁶ Voir également Butterworth et Chance (1981 : 95).

²⁷ Consulter aussi Butterworth (1970, 1972).

Pour sa part, Arizpe (1978 : 33) prétend qu'en Amérique Latine, les personnes qui se mobilisent vers les villes tendent à travailler pour la plupart dans des occupations « marginales ». Le cas typique est la concentration dans les « périphéries » des grandes capitales nationales et le travail domestique pour les femmes et itinérant pour les hommes. Lomnitz (1975 : 71), en voulant développer une approche plus claire au « problème de la vie ou la survie de marginaux », comme elle appelle les migrants, argumente la thèse qui veut que les réseaux d'échange à la cité représentent les structures sociales qui permettent de survivre aux populations d'origine rurale qui demeurent, pour la plupart, en marge de l'économie citadine industrielle. Cette approche lui sert pour constater qu'une grande partie des gens sont exclus de l'économie de marché urbaine industrielle. Cette population, en Amérique Latine, se caractérise par sa non participation ni bénéfice de la croissance du pays, ainsi que l'a exprimé Nelson (1969 : 3-5, 69; cité par Lomnitz, idem). Elle pense que cette dernière définition déborde de l'aspect économique. L'essence de la marginalité réside dans l'incapacité de ces personnes d'avoir accès aux institutions et aux processus urbains tels l'emploi, l'éducation, les services, le logement, les biens, etc. (1975 : 71). Pour Quijano (1970 : 80; cité par Lomnitz, idem), l'état marginal est un effet de la révolution technologique qui permet de réduire le besoin de main d'œuvre dans la production industrielle et une conséquence du système capitaliste chez les économies dépendantes, ce qui est le point de vue de d'autres économistes marxistes (Lomnitz, idem : 71-72).

En récapitulant tout ce que nous venons de voir, on peut conclure que ceux qui se déplacent, loin de s'uniformiser dans les métropoles, comme on le prétendait au début du 20^{ème} siècle, mettent de l'avant toute une panoplie de tactiques d'adaptation qui vont de l'individuel au social. Ils conservent également des liens avec leurs lieux d'origine et expérimentent ce que j'appellerai des pratiques transrégionales (en ce qui concerne les migrants internes) ou transnationales (pour les migrants internationaux). On peut donc affirmer, après tout ce dont il a été question dans cette partie, et tel que l'a fait Bazin, que

« si l'objet de l'anthropologie est d'étudier les processus de production de la société, alors l'analyse des situations contemporaines doit être regardée comme le produit d'une histoire locale, articulée dans une conjoncture globale » (Bazin, 2001 : 115, 118-119).

Les configurations locales des déplacés ne se diluent pas dans un système global hégémonique; elles se reconfigurent en singularisant des objets et des idéologies globales (Kopitoff, 1986 : 72-76). Est-ce dire pareillement que le monde citadin et le rural ne font pas référence qu'à une dichotomie, qu'à deux pôles opposés, mais à deux espaces complémentaires pour ainsi dire. Le raisonnement de la singularisation peut également, à mon avis, être étendu à l'étude de l'exode international et interne d'individus ou de collectivités. Les migrants, seuls ou en groupe, reconfigurent leurs identités à travers les représentations acquises dans leur pays ou région d'accueil et celles de celui de leur origine et ne s'assimilent pas ou s'intègrent tout simplement à leurs sociétés d'arrivée. Ce qui nous intéresse alors ce n'est pas seulement de recenser les survivances des éléments d'une tradition locale ou l'assimilation pure et simple des immigrants, ou leurs maux psychiatriques, ou les traumatismes causés par la rupture tout simplement, mais aussi d'examiner les dynamiques de production et de transformation des rapports sociaux dans les différentes communautés de la société contemporaine et d'en rendre compte en tant qu'observateurs tout en essayant de toujours comprendre « la misère du monde » (P. Bourdieu, 1993 : 1389-1424).

Il est impératif aussi de signaler que l'exode est toujours un phénomène qui s'impose aux individus, et ce davantage aujourd'hui. Il peut se présenter comme une opportunité ou comme une contrainte et est motivé par nombre de raisons qui se combinent à chaque fois et qui peuvent être vues et interprétées comme étant volontaires ou involontaires. Pour le cadre de cette recherche, il est nécessaire de tenir compte tant du plan structurel qu'individuel en ce qui concerne les motifs (immédiats et structurels) qui poussent les Emberas à partir et dans tout le processus migratoire. Je n'insérerai pas par contre mon étude de cas dans une tentative d'élaboration d'une théorie générale quelconque. Toutefois, pour le cas qui nous concerne, il est primordial de regarder le plan international (qui détient une influence notable dans les décisions des pays) et national car ils déterminent ce que les gens expérimentent et feront après leur déplacement à leur

arrivée dans la ville, soit se reconnaître et s'auto-définir ou pas comme des migrants forcés internes et la multitude de choix qui s'offrent à eux. Je prêterai attention à chaque espace (que ce soit celui de l'individu, de la communauté, de la région, du pays, etc.) afin d'établir en quoi exactement l'expérience des gens en question relève de la reconfiguration et de l'adaptation économique et familiale.

Il est également capital de noter que lorsque le processus de transfert survient, il n'en est pas non plus un caractérisé par une transition abrupte. Il met en relation toute une série de membres de la parenté et des régions ou des pays et il contribue aussi à la reconfiguration sociale et identitaire des individus et des collectivités (Halebsky, 1995 : 57). Tel que le souligne Du Toit (1975 : 3) cette expérience affecte l'économie, la population, la densité et d'autres sphères des deux communautés du migrant, celle d'origine et celle d'arrivée. L'exode peut alors aussi être conçu comme générateur de société et non pas seulement en tant que son destructeur. Il fait partie du processus social ainsi que l'a remarqué il y a longtemps Arizpe (1978) et d'autres lorsqu'ils ont souligné que l'erreur de l'anthropologie avait été de le concevoir seulement en tant que changement culturel et de ne pas envisager cette donnée et la société en tant que « désorganisation » constante qui mène à des consensus qui deviennent de nouvelles « désorganisations » et ainsi de suite. Remarquez que la migration et tous les énoncés qui l'entourent, créent aussi des « nouvelles configurations » et qu'il ne faut pas perdre de vue cet aspect à défaut d'adopter le point de vue de ceux qui l'analysent en tant que synonyme d'anomie, de violence, de crime, de rupture abrupte, etc. Il est primordial de garder en tête que cette problématique a été et est chargée sémantiquement et socialement tout comme celle de la violence ou de l'agressivité. Aussi, qu'elle a été et fait toujours, depuis au moins la Deuxième Guerre Mondiale, l'objet de politiques de gestion de la part des États et de la Communauté Internationale et qu'on rencontre une catégorisation et spécialisation de définitions assez importantes en occident-libéral, comme on le verra dans les parties ultérieures de ce mémoire.

1.2.1 Le transnationalisme : un outil présentant des éléments théoriques pour aborder la réalité des Embera Chami dans la ville de Pereira

Depuis les années 1990, les études transnationales ont considérablement augmenté au jour le jour, et ce, que ce soit en anthropologie, en économie, en sociologie ou en sciences politiques.²⁸ Aujourd'hui, les études migratoires sont plus que jamais en vogue à cause du processus de mondialisation de la planète. Malgré qu'il serait très intéressant de faire une revue approfondie de cette perspective analytique,²⁹ je ne touche ici cette thématique que brièvement car ce qui m'intéresse c'est de la rapprocher de l'étude d'une communauté de gens qui n'ont pas croisé la frontière de la nation où ils sont nés et à laquelle ils sont associés et de la présenter comme une des tactiques que les migrants peuvent développer une fois qu'ils se sont déplacés vers les villes. Il va sans dire toutefois que les Embera Chami établis à Pereira sont pour ainsi dire dans un autre pays que le leur. Ils vivent à la métropole entre deux « États », deux cultures et ici, en l'occurrence, deux régions ou localités d'une même nation ou d'une région administrative.

D'aucuns pourraient prétendre que le sujet ici mentionné n'a pas de lien avec la reconfiguration et les stratégies d'adaptation et qu'il est assez éloigné de notre étude de cas. Par contre, même si le concept de transnationalisme est souvent utilisé pour parler d'une personne qui vit entre deux patries, à l'intérieur d'un état nation délimité, on peut aussi retrouver des personnes distinctes ayant des bagages et des cultures ostensiblement dissemblables et qui ont à bouger pour plusieurs raisons. Ils commencent alors à développer des pratiques qui, sans pouvoir être qualifiées de transnationales, peuvent être désignées tout au moins de transrégionales et transculturelles. Car le fait d'habiter un pays avec des limites démarquées arbitrairement, ne veut pas dire qu'on ne puisse pas y percevoir des sujets qui sont plus éloignés les uns des autres que ceux d'un bloc de pays.

²⁸ Voir par exemple Arsenault, 2006 : 6.

²⁹ Pour une analyse plus approfondie de cette thématique, consulter Arsenault (2006 : 6-57).

Les Embera Chami ont donc eu à mettre en œuvre tout un éventail de dispositions dont une organisation communautaire, vivaient en relation avec leur endroit d'origine et demeuraient à Pereira en tant qu'Embera Chami. Ils sont d'ailleurs perçus et se considèrent aussi comme des migrants ruraux, des Amérindiens et tels des déplacés forcés. Ils viennent dans les métropoles à cause des conditions économiques et politiques qu'ils subissent dans leurs régions de naissance et pour d'autres motifs qui s'y combinent. Ici, on peut faire allusion aux pratiques transrégionales car les migrants Emberas ne rompent pas non plus complètement leurs liens avec leurs lieux de provenance. Il faut aussi remarquer qu'ils se regroupent entre autres dans des associations qui cherchent à défendre nombre de leurs intérêts. Ce genre d'outils me servira donc pour faire la vérification des expériences que j'ai rencontrées lors de mon séjour à Pereira, auprès de la population étudiée.

D'après les études transnationales, un migrant peut être envisagé comme un agent économique quelconque qui se débrouille dans la communauté d'accueil et qui réalise des actes de consommation, d'épargne, d'investissement, d'aide aux autres, etc. Néanmoins, dans la mesure où il maintient un lien avec sa nation (sa région, localité de naissance), il garde des goûts et des appartenances définis par son origine et pense au retour. Ces comportements engendrent des pratiques particulières qui mettent en jeu et simultanément les économies de départ et d'accueil et ils font partie de ce qu'on a appelé le transnationalisme³⁰ économique, politique et idéologique des déplacements qui peut impliquer deux contrées³¹ mais aussi trois et beaucoup plus (voir par exemple Mejía, 2006a : 2).

Cette notion a commencé à être utilisée dans la décennie 1990 pour faire allusion aux « « multi-stranded » activities created by immigrants across national borders » (Portes, Escobar et Walton Radford, 2005 : 8) et dans une certaine mesure pour contrecarrer les notions de la thèse assimilationniste qui place l'emphasis sur les processus d'« acculturation », de « déculturation », d'« assimilation », de « ghettoïsation

³⁰ Transrégionalisme pour le cas des migrants internes.

³¹ Municipalités, villes, localités, etc. pour notre cas.

» ou d'« intégration » dans la société hôte. Le transnationalisme « evoked the imagery of a permanent back-and-forth movement in which migrants lived simultaneously in two or more societies and cultures, tying them together into « deterritorialized » communities » (Basch et Al., 1994. Dans Portes, Escobar et Radford, idem). Il peut être défini alors comme les pratiques économiques, politiques et socioculturelles réalisées par les immigrés et qui connectent ou concernent tant le pays d'arrivée que celui de naissance (Guarnizo et Diaz, 1999 : 397); cette approche est donc utilisée pour identifier un « web of patterned and sustained migration-driven relations and activities that transcend national borders and connect Colombians residing abroad with their localities of origin » (idem).³²

Selon M. Mejía (2006b : 2), le transnationalisme comme perspective d'analyse et d'interprétation des phénomènes migratoires a réduit les distances entre la dichotomie assimilation-intégration/ghettoïsation dans les sociétés d'accueil et permet de comprendre l'existence de modes de vie qui transcendent les frontières. En suivant cet auteur, et la perspective transnationale, on peut avancer que les agents construisent leurs identités avec un *poco de aquí y otro tanto de allá*.³³ Les préoccupations des individus concernent donc plus qu'un espace national ou régional et donnent place aux « communautés transnationales ». ³⁴ Toutefois, Arselnault (2006 : 7) indique que le concept de transnationalisme n'a pas été universellement accepté. Portes et ses collègues estiment que le concept de migrant suffit pour définir la réalité étudiée et n'aurait pas besoin d'être remplacé.

Pour Portes, les pratiques transnationales caractérisent la première génération de déplacés car les enfants de ces derniers s'acculturent rapidement au pays d'arrivée et elles (les pratiques transnationales) tendent donc à disparaître après la première génération, raison pour laquelle elles constituent un phénomène de courte durée (Portes, 2005; dans Mejía, 2006b : 2). Elles sont orientées, selon le point de vue des migrants et d'après M.

³² Voir aussi Glick Schiller, Basch et Szanton Blanc (1999 : 73), Bauböck (2003), Arselnault (2006 : 6-7), etc.

³³ Un peu d'ici et un peu de là-bas.

³⁴ Communautés transrégionales pour le cas qui est le centre de cette recherche.

Mejia, vers trois objectifs : Premièrement le maintien des liens (familiaux, sociaux, culturels) avec le pays de provenance et la préparation d'un éventuel retour. Deuxièmement le prolongement des us et des coutumes nationales à l'extérieur de la nation et, troisièmement, la mise à profit de la connaissance des marchés des deux contrées (celle d'origine et celle d'accueil).

Parmi les procédés transnationaux, on retrouve les organisations des déplacés qui, suivant M. Mejía, constituent son expression la plus claire (personnes qui agissent dans le pays d'accueil à partir de leur statut d'immigrants) (Mejia, idem : 3). Pour Cordero (2005 : 1 et 17),

« Community-Based Organisations (CBOs) play a central role during all parts of the immigration process and in the social, cultural, political and economic adaptation and incorporation of immigrants (...); CBOs play a central role in the orientation of immigrants, their reconstruction of social ties, their adaptation and incorporation process..., in all aspects of community formation and development, including building community pride and identity, representation in politics, in policy discussion, formulation and implementation. »

Poursuivant dans l'optique de cet auteur, on peut argumenter qu'une « immigrant organisation is an organisation formed by individuals who are members of a particular ethnic or national origin group, for the purpose of providing social services primarily to immigrants from the same ethnic or national group » (idem : 5). Tout dépendant des objectifs des enquêteurs dans leurs études sur les organisations d'immigrants, il existe plusieurs classifications de ces dernières. Cordero (idem : 1-5), en tenant compte de son terrain à New York, considère qu'elles peuvent être catégorisées par ce qu'elles font (mission, services offerts), leur localisation (les communautés où les services sont offerts) ou par les gens qu'elles servent (leurs clients). Il prétend également que les organisations peuvent être classées comme ethniques (qui pourvoient des services à un groupe d'immigrants ou ethnique particulier, soit qu'elles diffèrent en termes de l'ethnicité ou de l'origine nationale des clients qu'elles desservent), pan-ethniques (qui offrent des services sociaux à des gens venant des pays voisins ou d'une région du globe /Amérique-Latine

par exemple/) et finalement, et en relation avec les points antérieurs, d'après l'aire géographique dans laquelle elles opèrent.³⁵

Toujours selon ce qu'exprime Cordero, il y a trois types de regroupements qui forment le système social des services offerts aux déplacés ou par ces derniers : D'abord les groupes de migrants, les associations et les clubs (qui sont concernés par la promotion sociale et économique, les relations et les activités entre des gens d'un pays particulier ou d'une région). Notez que ceux-ci ont souvent un contact politique, social et économique avec la contrée de naissance, s'organisent autour d'évènements communautaires et ont une petite base de services sociaux. Ensuite, les organisations d'immigrants qui sont souvent des associations sans but lucratif et qui pourvoient des services sociaux à des groupes ethniques ou pan-ethniques particuliers. Puis finalement, les services offerts ou donnés par les organisations métropolitaines (*métropolitan-level social service base*) (Ce sont des établissements qui dispensent des services à des sujets de toute une panoplie de pays et aux non-immigrants) (Idem : 5).

Portes, Escobar et Walton classent les organisations comme civiques ou philanthropiques (*hometowns* ou comités des communautés d'origine), agences sociales, politiques, religieuses, culturelles, professionnelles, éducatives, sportives et économiques (Portes, Escobar et Walton, 2005 : idem). Orozco et Welle (2005) proposent des critères qui font référence aux activités réalisées, à la structure organisationnelle, à la prise de décisions et à la taille des ressources en jeu. Morales, Gonzales et Sanchez (cités par Mejía, 2006b : 5) présentent comme classification celles « d'autodéfinition » : club sportif ou d'activités de plein air, organisation de droits humains ou de coopération, de charité ou d'aide sociale, d'entrepreneurs, des hommes d'affaires ou des commerçants, de professionnel, de pères, culturelles, de hobbies ou d'affinités, d'immigrants, religieuses, etc.

³⁵ Voir également Mejía, 2006b : idem.

Mejía (2206b : 6) signale une double délimitation qui combine la motivation plus générale (l'altruisme ou l'intérêt propre) avec d'autres particularités qui sont en relation avec la forme organisationnelle des associations, la population cible ou encore d'autres caractéristiques. Il présente une taxonomie qui compte : Primo, les organisations à but multiple (d'intérêt propre ou solidaire) qui incluent les clubs, les maisons ou les groupes d'amitié, d'origine ethnique, d'étudiants, etc. Secundo, celles de solidarité (services aux autres) qui impliquent celles d'aide aux autres ou de défense des droits humains. Tercio, celle d'intérêts spécifiques (services aux affiliés) qui englobent les groupes d'entrepreneurs, de professionnels, artistiques, politiques, sportifs, religieux et académiques. En suivant le raisonnement de Cordero (idem : 11-17), on peut exprimer, pour finir avec cette partie, que les agencements des ceux qui s'établissent dans les métropoles jouent un rôle central dans l'assistance d'individus et de familles pour la réunification, l'offre de services sociaux et de programmes communautaires (qui visent à aider et à assister les immigrants dans leur ajustement socio-économique et leur insertion dans la société d'accueil), la représentation de leurs groupes ethniques et les liens entre le pays d'accueil et celui d'origine.

Ce succinct et peu rigoureux exposé est très utile pour notre étude de cas puisque les migrants Embera Chami eux-mêmes vivent, même s'ils n'ont pas croisé la frontière de la nation qu'on dit la leur, entre deux cultures, entre « deux pays » pour ainsi dire. Ils gardent également contact avec leur communauté d'origine et habitent et se présentent à la ville en tant qu'autochtones. Ils sont regroupés d'ailleurs dans une association qui cherche à défendre nombre de leurs intérêts et qui agit à Pereira, leur métropole d'accueil, comme représentante du groupe et de ses besoins, ainsi qu'on l'apercevra lors de la présentation des résultats.

Conclusion

Si on tient compte de tout ce dont il a été question dans le cadre de ce chapitre, on peut conclure que l'exode d'individus vers les villes n'est pas un processus caractérisé

par une rupture abrupte ni non plus par la cassure de liens sociaux et de voisinage. Au contraire, pour plusieurs migrants ces éléments tendent à se renforcer comme l'ont stipulé Lewis et d'autres auteurs. La famille peut ou ne peut pas perdre de sa force et de sa cohérence, la langue peut demeurer importante ou au contraire ne jouer qu'un rôle secondaire quant à l'identification des sujets, ces derniers ont la latitude de chercher à se regrouper et à vivre dans leur contrée dans une certaine mesure ou au contraire de se fondre le plus possible dans leurs endroits de réception. En outre, on a souligné qu'on ne doit pas concentrer notre recherche seulement sur l'identification des groupes mais reconnaître qu'il existe toute une série de stratagèmes que ceux qui se déplacent mettent de l'avant en milieu citadin. Ces tactiques peuvent être orientées vers le groupe ou être de nature individuelle (*dyadic contact*) tout dépendant des gens et des communautés à l'étude.

Entre autres, on a remarqué que les migrants vivent dans leurs lieux d'arrivée en tant que représentants de leurs cultures d'origine lorsque les stratégies sont davantage orientées vers le groupe (*group-oriented*). Ils mettent de l'avant des expériences transrégionales, pour notre cas, et des organisations communautaires qui visent à défendre nombre de leurs intérêts et à les représenter. En dernière analyse, on peut donc avancer que l'identité et la culture des déplacés se réorganisent ou se reconfigurent à la métropole.

CHAPITRE 2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Introduction

Ce deuxième chapitre explore la définition de la problématique de recherche et de la source et nature des données. Dans celui-ci je positionne méthodologiquement la recherche en vue d'éclaircir ses bornes et d'établir ses objectifs, ses sources ainsi que les éléments les plus importants de la négociation pour accéder à mon terrain. Le travail de recherche s'est déroulé en Colombie, dans la ville de Pereira chez les personnes qui participaient à l'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis (ASIDVU) et qui se réclamaient comme des déplacés forcés internes du premier mars au premier juin 2007.

2.1 Définition de la problématique de recherche

2.1.1 Objectif principal

D'après Bazin et Selim, la démarche anthropologique peut adopter comme axe central de problématisation les modes d'inscription des structures globales de domination et de communication dans le champ des rapports interpersonnels (locaux), qui est le niveau de la réalité sociale dans lequel se concrétisent les enquêtes ethnologiques (Bazin et Selim, 2001 : 129). Ce mémoire a donc pour objet de réaliser un exercice de recherche et une contribution aux études des migrations forcées et à l'anthropologie des déplacements en général à travers la compréhension et la description des expériences individuelles, familiales et collectives chez les Embera Chami qui se reconnaissent et se

réclamaient comme tels et comme des migrants forcés à la ville de Pereira (Colombie)³⁶. On veut également examiner l'effet que le déplacement a sur la population à l'étude.

Bien que selon Kemper « Rarely, an investigator will begin work in the city and then move to the village » (1977 : 88), cela a été le cas pour cette recherche car je n'ai pas fait de terrain chez les Embera installés à Pueblo Rico. Néanmoins, j'ai tenté de combler cette méconnaissance par une recherche bibliographique des études faites à leur sujet même si elles ne sont pas nombreuses.

2.1.2 Objectifs spécifiques

En principe, on cherchera à saisir en premier lieu les moyens d'adaptation économiques, de la famille et du groupe chez les Emberas déplacés forcés. Deuxièmement, on analysera les effets qu'ont, auprès de la population objet d'étude, les représentants institutionnels –locaux, nationaux et internationaux- qui travaillent sur le dit problème des déplacés forcés. Dans cette même perspective, on examinera l'impact réciproque de la migration des autochtones embera sur la ville d'arrivée (Pereira) et du mode de vie urbain sur la population cible de cette recherche. Finalement on s'attardera sur la façon dont ces gens vivent le déplacement une fois arrivés à la métropole.

2.2 Source et nature des données

2.2.1 L'entrée au terrain : le rite de passage

³⁶Ce dernier choix se fait dans le but de surpasser la problématique de définition de la catégorie « Embera Chami », qui regroupe, d'après la définition légitime, des gens provenant et demeurant dans différents départements et régions de la Colombie.

Selon certains chercheurs qui développent leurs études dans la ville de Pereira, le travail d'enquête avec la population Embera déplacée (principalement avec ceux provenant de Pueblo Rico) constitue une mission très difficile et même conflictuelle à accomplir. D'après eux, pour « les indiens » toute forme de communication avec leur monde est médiatisée via l'argent, est dans leurs mots « une affaire », « ils (les indiens) ne pensent qu'à l'argent ». Ce type de prédisposition pose des problèmes aux intellectuels et savants qui veulent contribuer à l'avancement des connaissances et considèrent cette pratique comme étant utilitariste et déraisonnable. L'accès à la communauté est, d'après leur impression personnelle, très compliqué car les leaders ordonnent entre autres aux individus de la collectivité de ne pas adresser la parole à personne au risque d'être envoyés au *cepo*³⁷ lorsqu'ils le font.³⁸ En outre, cette pratique du châtiment à travers la loi traditionnelle (le *cepo*) est critiquée par certains et dénoncée comme étant « barbare ».

Les leaders du groupe demandent expressément de l'argent pour que les chercheurs puissent faire leur travail et c'est scandaleux aux yeux de ces derniers qui voient se consolider un « marché de la recherche sociale ». Une chercheuse de la ville m'a dit clairement que œuvrer avec les Emberas était très ardu car ils racontent ce qu'ils veulent dans les investigations et même que quelquefois ils mentent. Les hommes indiquent en outre aux femmes quoi et comment le dire.³⁹ L'enquêtrice et intervenante à la Carbonera a énoncé pareillement que la communauté s'attend toujours à une rétribution économique pour participer à des études ou des projets d'accompagnement. Son institution leur a offert par exemple un projet d'égouts (*alcantarillado*) et d'autres

³⁷ Voir photos 73, 76, 77, 80 et 83, page 189.

³⁸ Le *cepo* consiste dans l'assemblage de deux morceaux de bois qui une fois l'un sur l'autre forment un objet cylindrique avec des trous. La personne peut alors être attachée par les pieds ou par les mains, ces derniers restants attrapés dans les trous une fois que les deux fractions sont ensemble. Le châtié reste donc par terre et peut y passer là des jours, des semaines ou des années en déféquant et en mangeant là d'après ce que ont exprimé quelques chercheurs et intervenants de Pereira et ce qui serait horrible à leurs yeux. Au moment du terrain, le président de l'ASIDVU a avancé par contre que la condamnation au *cepo* était une forme de rééducation des membres de la communauté puisque pendant le jour, ceux qui y purgeaient une peine, faisaient des travaux pour le bien de toute la collectivité et que pendant quelques heures par jour le *jaibana* leur parlait pour les faire réfléchir à leurs fautes.

³⁹ Il faut souligner que je n'ai pas observé cette attitude lorsque j'ai accompli les entrevues avec les femmes de la communauté.

items pour que les gens de la communauté acceptent de s'engager avec eux. Elle a mentionné aussi qu'il fallait négocier clairement avec les têtes de la communauté car une visite sans leur autorisation pouvait entraîner des châtements pour les membres.

Les chercheurs à Pereira soupçonnent encore que parmi les Emberas qui se réclament comme des migrants contraints, il y en a plusieurs qui se passent comme tel sans vraiment l'être. Cette attitude est due, d'après eux, au fait que les gens de cette communauté ne pensent qu'à l'argent même si cela amène des problèmes au sein de leur collectivité d'origine.⁴⁰ Par exemple, d'après l'un d'entre eux, les individus qui appartiennent à l'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis (ASIDVU) ne sont pas reconnus comme des vrais déplacés forcés par l'Organisation Nationale d'Autochtones Déplacés (ONID). C'est dû à ce que certains membres de l'ASIDVU (qui n'étaient des migrants contraints), se sont auto identifiés comme tels et avaient attribué ce fait aux actions de la guérilla (les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie –Armée du Peuple /FARC-EP/ en particulier). Les membres du groupe armé sont alors allés chez les communautés (dans les « réserves ») et ont demandé aux leaders pourquoi les individus à la ville avaient manifesté cela et ensuite tout cet état de fait a entraîné une série de transferts forcés au *Resguardo de San Juan del Chami*. L'ONID a alors décidé que tout migrant forcé Embera devait être certifié par eux et a disqualifié l'ASIDVU. D'après la personne en question, plusieurs Emberas se disent des immigrés obligés (en ne l'étant pas) en vue d'avoir accès entre autres à la subvention d'habitation (*vivienda*) dispensée à travers les programmes et les agences gouvernementales. Cela se passe principalement aux Brisas, quartier qui a été bâti dans la commune de Villa Santana pour rétablir la population forcée d'immigrer à Pereira et où maints Emberas et Afros-colombiens se sont établis et ont acheté des maisons. Selon elle, beaucoup d'entre eux ont

⁴⁰ Surtout lorsqu'ils déclaraient que c'était la guérilla qui avait causé leur déplacement, ce qui a eu comme effet d'entraîner des pressions au sein de la communauté d'origine.

ainsi eu accès à une habitation dans ce quartier, qu'ensuite ils ont laissées à leur parenté avant de repartir vers leur lieu de provenance (souvent la Carbonera).⁴¹

Pour accéder à mon terrain, j'ai entamé des contacts avec des chercheurs qui œuvraient ou l'avaient fait avec la communauté. Une des enquêteuses, qui s'était montrée très intéressée à m'aider avec mon projet et qui travaillait à la Carbonera m'a suggéré, lorsque je lui ai exprimé ma volonté d'étudier le cas des personnes installées dans une maison du centre ville de Pereira,⁴² que ce serait mieux d'examiner celui des gens de son échantillon car ils étaient « moins occidentalisés » puisqu'ils s'habillaient encore de « façon traditionnelle » (avec leurs habits), concevaient et portaient leur production artisanale. Ceux restant au centre ville se vêtaient par contre à l'« occidentale » et même s'ils produisaient de l'artisanat, ils travaillaient aussi comme gardiens privés et autres. De plus, lorsqu'ils vendaient leurs produits, ils le faisaient au centre ville de Pereira dans des espaces alloués par le gouvernement et non pas de façon itinérante.

Tout ce qui vient d'être dit confirme, sur un plan théorique, que toutes les catégories sociales sont construites historiquement, même celle d'Indien, d'autochtone ou de déplacé. Il y a, comme partout, des luttes de légitimité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des groupes. On a souligné pour notre cas par exemple la lutte que se livrent les organisations et la communauté en ce qui a trait au déplacement et sa certification ou pas. Pareillement, on a remarqué que la marginalité ou la catégorie d'Amérindien sont légitimées et analysées de l'extérieur, par exemple lorsqu'une des chercheuses rencontrées a déclaré qu'il était mieux de travailler avec les gens de la Carbonera car ils étaient, dans un certain sens, « plus indiens » que ceux qui habitaient au centre ville ou encore à las Brisas.

⁴¹ J'ai moi-même rencontré à la Carbonera quelqu'un qui possédait une résidence aux Brisas mais habitait à la Carbonera (lieu où il s'était installé lorsqu'il a migré de Pueblo Rico). Sa maison de las Brisas logeait des membres de sa famille.

⁴² Groupe et demeure qui restaient mal étudiés et que quelques chercheurs m'avait encouragé à le faire.

Pour les Embera Chami qui font partie de l'ASIDVU, la collaboration avec des chercheurs de l'Université Technologique de Pereira (UTP) ne fonctionne pas à cause de l'attitude de quelques uns d'entre eux qui sont venus vers la communauté, ont promis des bénéfices et n'ont pas tenu parole voire même rien mis en œuvre subséquemment. L'un d'entre eux a affirmé, lors d'un des entretiens tenus avec la direction de l'organisation, qu'il y avait beaucoup d'autres personnes qui étaient venues en leur promettant mer et monde (*el cielo y la tierra* dans leurs mots) et n'accomplissaient rien à la fin. Par exemple, ils ont fait allusion à une Canadienne qui les avait approchés, s'était engagée à leur trouver des ressources, des ordinateurs et réaliser la commercialisation de leur production artisanale, et qu'après que la communauté se soit mobilisée et ait effectué des heures de travail pour son projet, n'était plus jamais revenue et qu'ils ne connaissaient même pas les résultats du projet de recherche. Le secrétaire a aussi mentionné qu'ils avaient pris part à des projets de recherche ou d'intervention sociale qui leur avaient apporté des matériaux, des matières premières, des instruments de musique et d'autres objets, ce à quoi s'attendaient les membres du groupe afin de remplir leurs besoins de base tels qu'ils les conçoivent. Ils ont spécifié qu'ils avaient besoin de projets qui génèrent de l'emploi et apportent de la sécurité sociale entre autres.

C'est évident donc que la relation entre les gens de l'ASIDVU et les chercheurs, qu'ils soient internationaux ou locaux, est très tendue. Les membres de la communauté embera installés à Pereira jugent qu'ils méritent de profiter aussi des ressources économiques que possèdent les chercheurs, que ces derniers ne doivent pas seulement contribuer au développement des connaissances et s'enrichir dans quelques cas ou avoir des subventions de recherche en exploitant leur vie personnelle et communautaire. Ils ont comme obligation de les récompenser matériellement pour œuvrer avec eux ou du moins laisser derrière eux des choses concrètes qui aident à l'amélioration des conditions de vie de leur collectivité.

Pour ma part, le 8 mars 2007, je me suis dirigé vers la maison embera pour essayer d'entamer mes premiers contacts. Là, j'ai rencontré Fren, avec lequel j'ai eu un court entretien. Il m'a confié (lorsque je lui ai mentionné que j'étais rattaché au groupe ALMA MATER de l'UTP) que les membres de l'association ne voulaient pas avoir de rapports ni avec les étudiants, ni avec les professeurs de cette institution car ils venaient, ramassaient les données et puis repartaient sans plus jamais revenir. Il m'a dit de retourner vers dix-huit heures. Ce n'est donc que vers la fin de l'après-midi que j'ai pu les rencontrer. Lorsque je suis arrivé, quelques hommes étaient réunis au sous-sol de la maison embera et y travaillaient le bois. Tant les femmes que les hommes parlaient en langue embera chami. Je me suis exprimé en espagnol et leur ai raconté que je venais de l'extérieur, de l'Université de Montréal, matérialiser une recherche avec eux si cela était possible. Ils m'ont alors proposé de leur faire parvenir une proposition écrite.

Le 14 mars, après avoir refaçoné et modifié la lettre de participation à la recherche pour qu'elle devienne une présentation du projet pour eux et pour qu'ils la comprennent,⁴³ je suis allé à la maison embera et la leur ai remise, tel qu'ils me l'avaient demandé. Ils m'ont alors informé qu'ils allaient se réunir pour étudier la proposition. La lettre indiquait que les retombées pour leur collectivité seraient la visibilité de leur situation particulière au plan national et international. Je ne leur ai pas offert de rétribution économique pour leur collaboration au projet mais je m'engageais à aider l'association et à donner des cours de langue et d'alphabétisation en espagnol à ceux que cela intéressait. Après avoir rapporté la lettre (cette même journée), en marchant au centre ville j'ai revu Fren, membre et leader de la communauté à Esperanza Galicia, et je lui ai alors mentionné qu'on pourrait peut-être envisager aussi un projet de commercialisation de leur production artisanale au Canada. Il s'est montré très intéressé et est reparti faire part de cela aux autres membres de la communauté.

⁴³ Voir lettre de participation à la recherche, annexe 2, pages 163-166.

Lorsqu'ultérieurement j'ai croisé le trésorier du groupe, il m'a communiqué qu'ils avaient examiné mon offre et avaient quelques demandes à formuler car il fallait dans un premier temps répondre aux besoins essentiels des gens de l'organisation. À titre d'exemple, il a mentionné qu'avec Caritas,⁴⁴ ils avaient obtenu entre autres sa propre nomination au sein de cette association en tant qu'agent promoteur du groupe. Par conséquent, ils voulaient, pour participer à mon enquête, \$300.000 pesos colombiens par mois (150\$C approximativement à l'époque), un ordinateur et le projet de commercialisation de l'artisanat dont je leur avais glissé mot. Je lui ai donc répondu que ma recherche n'était aucunement financée et que c'était impossible que je leur alloue une rétribution monétaire et un ordinateur. Le trésorier en a déduit que le projet d'achat et de vente de la production artisanale devait donc bénéficier à l'ensemble des individus et non pas seulement à une seule personne. Je lui ai fait savoir pour ma part que c'était implicitement compris lorsque j'avais formulé cette idée et j'ai également spécifié que j'étais très intéressé à travailler avec les gens de la maison embera mais que si les négociations étaient trop longues et que nous n'arrivions pas à trouver un terrain d'entente, il faudrait alors que je tourne mon regard vers d'autres collectivités.

Le trésorier a fait remarquer que les personnes du groupe avaient de la réticence à participer à des recherches puisqu'un professeur de l'UTP avait réalisé une enquête au sein du groupe avec une subvention de \$80 millions de pesos (400.000\$C approximativement) et n'avait donné à ses membres qu'un diner lors de son départ. À cause de cela, ils attendaient des dizaines des projets qui leur sont présentés, une contribution tangible (argent, matériaux, appareils ou autre). Je lui ai à ce moment signifié qu'il n'y avait pas beaucoup d'enquêtes internationales qui leur étaient présentées car la Colombie n'était pas considérée comme un endroit sécuritaire pour la recherche et qu'il était peut-être convenable pour eux de participer à une recherche qui pourrait leur donner de la visibilité dans d'autres pays du monde. Il a alors dit qu'il discuterait de tout cela avec les leaders et qu'ils m'en reparleraient par après.

⁴⁴ Organisation non gouvernementale liée à l'église catholique et qui prête de services aux populations déplacées forcées et qui possède des branches nationales et continentales. Suivre le lien <http://www.geocities.com/caritaspereira/>

Le 15 mars, à la fin de l'après-midi, je me suis rendu à la maison embera où les chefs de la collectivité étaient réunis pour échanger sur ma proposition et d'autres sujets concernant leur groupe. Ce sont le plus souvent les hommes qui discutent des affaires qui concernent les membres de la communauté. Le président s'est adressé à moi et m'a demandé de leur expliquer la nature de mon enquête étant donné qu'ils ne comprenaient pas très bien l'espagnol. Je leur ai alors expliqué que j'avais décidé de travailler dans leur collectivité puisque j'estimais qu'ils avaient toujours été victimes de discrimination et que j'étais conscient qu'on comprenait mal leur situation tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur (à moins qu'on l'ignore carrément) et je leur ai de plus précisé que ce projet pourrait peut-être rendre visible leur groupe (tant nationalement qu'internationalement) ainsi que leur « état de marginalité ».

Ils ont exposé ce que le secrétaire m'avait déjà exprimé, soit les diverses expériences avec les chercheurs. Je leur ai fait comprendre que le seul élément tangible que je pouvais offrir à la communauté était d'acheter leurs produits artisanaux et de les vendre au Canada et que je pouvais également les soutenir dans la formulation de projets, l'accompagnement auprès des instances gouvernementales et l'alphabétisation des enfants. Finalement on est arrivé à une entente et on a commencé à travailler après qu'ils m'aient accordé leur confiance estimant que je m'étais montré sincère et honnête face à eux et à ma propre recherche.

2.2.2 Composition de l'échantillon

Notre échantillon est constitué de 7 entrevues (4 hommes et 3 femmes) semi-dirigées avec des membres de la communauté Embera Chami déplacés forcés vers la ville de Pereira et qui vivaient à la maison embera ou qui étaient des leaders de leurs secteurs respectifs et qui fréquentaient la dite demeure⁴⁵ (les hommes et les leaders femmes

⁴⁵ Car il faut noter que tous les gens de ce groupe installés à la ville et aux alentours sont unis par des liens de parenté et qu'il y a maintes visites et séjours qui se font d'un quartier à l'autre.

participant au comité de femmes pour la plupart et ils parlaient ou comprenaient l'espagnol plus ou moins).⁴⁶ Toutefois une certaine tâche d'investigation s'est déroulée avec les membres du groupe en général.⁴⁷ Un entretien s'est de plus déroulé avec le président du moment de l'association et qui explorait la mise en place, la mission et la vision de l'ASIDVU. Toutes les interviews se sont passées en espagnol, puis elles ont fait l'objet d'un résumé et finalement les passages les plus significatifs par rapport à nos objectifs ont été transcrits et ensuite traduits au français. Les entrevues ont été effectuées à partir d'un questionnaire semi-dirigé qui a été utilisé à titre de référence⁴⁸. Il faut noter pour conclure que l'échantillon était composé par des membres de trois des quatre quartiers de la dite métropole, soit las Brisas, le centre ville et la Carbonera. Cette cohorte a fait l'objet d'une observation participante et les données recueillies sur le terrain possèdent à mes yeux une importance capitale.

2.2.2.1 Techniques de cueillette des données et posture méthodologique

Pour développer ce projet, j'ai œuvré à partir de la révision et de l'analyse de sources bibliographiques tant au Canada qu'en Colombie⁴⁹, l'observation participante au sein de la population déplacée forcée interne Embera dans la ville de Pereira⁵⁰ et l'enregistrement de sept entrevues semi-dirigées.

Cette étude, qui est un exercice de recherche compréhensif sur les processus de migration forcée des Emberas à Pereira, suit la méthode ethnologique et plus spécialement la méthode qualitative. Cette technique est capitale car elle permet de pallier

⁴⁶ À la maison embera habitaient deux familles au rez-de-chaussée et 3 familles en bas en permanence. Tout dépendant de la décision de la direction, on pouvait rencontrer d'autres familles déplacées qui logeaient dans l'espace ouvert du sous-sol. Tous les individus qui y demeuraient étaient liés par des liens de parenté et sanguins.

⁴⁷ Car j'ai fait des visites aux quartiers et je connaissais des leaders et des membres de chaque secteur. Tous les sujets participant à l'ASIDVU sont unis par des liens de parenté et sanguins proches ou éloignés.

⁴⁸ Voir le questionnaire des entrevues, annexe 1, page 162.

⁴⁹ Pour ce qui est des sources non accessibles depuis le Canada.

⁵⁰ Qui a occupé 92 jours, soit du 1^{er} mars au 1 juin 2007.

au problème de la validité des données lorsqu'on ne conduit que des entrevues ou des sondages pour approcher la réalité de gens. Le procédé d'observation participante nous accorde la possibilité de mieux saisir les réalités puisque les constatations sont directes et ne passent pas nécessairement par des questions qui dans certains cas sont nébuleuses pour les interrogés. Cet examen s'est fait sur une base quotidienne et il s'est déroulé principalement avec les membres de la maison embera et plus particulièrement avec les hommes dans leurs endroits de vente au centre ville.⁵¹ Quelques visites ont été aussi réalisées dans les autres quartiers pour faire une analyse directe des endroits et mener à terme des interviews avec les leaders communautaires avec l'autorisation de la direction et du président de la collectivité.

Néanmoins, j'ai développé plus de confiance avec les familles qui demeuraient à la maison embera et passé plus de temps avec eux car l'endroit restait relativement mal connu (sinon méconnu) et inexploré par les chercheurs locaux⁵² et puisque c'était plus facile d'accès à cause du temps et de l'argent requis pour s'y rendre. Normalement, j'y allais tous les jours à 8 heures du matin et je passais un peu de temps à la maison puis j'accompagnais les hommes à leurs endroits de vente. Le travail de participation se passait davantage avec le président d'alors et les membres de sa famille immédiate et étendue. Par ailleurs, en termes d'accès et de confiance, l'activité d'alphabétisation qu'on a mise en place⁵³ a d'ailleurs positivement influencé le travail car elle m'a permis d'avoir plus d'accès à la résidence embera, aux femmes, aux enfants ainsi que de créer des liens de confiance plus durables avec les hommes et tous les membres en général. Chaque séance devenait à la fin une importante possibilité d'établir une conversation avec toutes les personnes de la maison du centre ville réunis et d'en savoir un peu plus sur eux et sur leur monde domestique.

⁵¹ Il faut souligner que la communauté a décidé que ce serait le président qui devrait accompagner mon séjour, répondre à mes questions et autoriser les entrevues. Toutefois, c'est moi qui ai décidé des personnes que je voulais interviewer avec l'aval de personnes et de la direction de la communauté et ayant déjà établi des relations d'amitié et de confiance avec les personnes choisies.

⁵² À cause des problèmes déjà mentionnés.

⁵³ En collaboration avec ma partenaire pour le projet d'alphabétisation, Madame Marie-Josée Barrette.

Dans chaque quartier, j'ai prêté attention aux habitations, aux matériaux pour les bâtir, à la distribution spatiale des familles, aux occupations de ses membres et aux éléments les plus importants de leurs vies en général et en accord avec les objectifs du travail d'enquête. Ce qui a été le plus important pour comprendre ce processus d'ajustement à la métropole et d'identification comme déplacé ont été les réunions des leaders auxquelles j'ai pu assister, l'accompagnement aux activités quotidiennes, les moments où les membres des ONG organisaient des rencontres avec les membres de la communauté, etc. Les observations dans chacun de ces moments ont été notées d'une manière régulière et la priorité a été donnée aux éléments qui rendaient compte des stratégies adaptatives et de la reconfiguration que ces gens expérimentent à la ville. Il est important de souligner de plus que j'ai réalisé une systématisation des données primaires dans un tableau qui est mis en annexe et fait une intégration des données provenant des sources locales pour donner plus de solidité aux résultats et à certains données concernant le mode de vie des Embera Chami avant et après le déplacement. Tout cela a permis de procéder à une généralisation de mon objet d'étude sans jamais perdre de vue le point de vue particulier et l'aspect subjectif des personnes observées.

Pour finir, je noterai que le cadre théorique a été utilisé ici comme instrument qui a guidé le processus d'investigation mais que la connaissance que je cherchais comme point de référence était celle des individus ou des groupes.⁵⁴ Néanmoins, j'ai prêté également une attention particulière à la relation de tous les contextes qui concernent le déplacement forcé. C'est donc dire qu'un de mes buts était de comprendre comment le global reconfigure le local et les luttes que cet état de fait engendre au sein des sociétés. Toutefois, les constatations ou hypothèses que je tirerai à la fin de ce projet ont été en grande mesure influencées par le vécu des déplacés forcés Embera. Il faut souligner aussi que les noms des personnes ont été omis afin de ne pas leur porter préjudice et remplacés par des surnoms fictifs. En outre, les noms des lieux et de la ville sont donnés avec l'approbation des membres de l'association ou du moins de ses leaders d'alors ainsi qu'un certain nombre de photos.

⁵⁴ Tel que postulé par Bonnilla-Castro y Rodriguez (1997).

Conclusion

Pour conclure cette partie, j'avancerai qu'après tout ce qu'on a vu, on peut dire que la confiance entre le chercheur et les sujets d'étude ne dépend pas seulement de la bonne volonté ou de la capacité individuelle de chacun mais des relations établies auparavant par d'autres enquêteurs qui génèrent des attitudes plus ou moins permanentes face à d'autres situations similaires dans le futur. C'est d'ailleurs dans ce climat de négociation ardue que notre étude s'est concrétisée. Il est également important de faire mention du fait qu'il faut toujours, comme chercher en sciences sociales, tâcher d'être le plus clair et sincère possible avec nos informateurs. Il en va d'une responsabilité éthique et du respect que méritent les gens avec lesquels nous travaillons. De plus, je pense qu'on est tous garants du travail que nous faisons et de celui que feront ceux qui viendront après nous.

CHAPITRE 3. CONTEXTUALISATION : LE DÉPLACEMENT DU GLOBAL AU NATIONAL

Introduction

Par cadre contextuel, j'entends les éléments qui favoriseront la compréhension du phénomène du déplacement contraint et ce, tant sur le plan international, national, régional, que du point de vue du groupe étudié. La migration forcée en Colombie est le plus souvent analysée en termes de rupture, de problème social etc. et elle est pensée comme ayant toujours existé et dans une certaine mesure étant vécue par les gens de la même façon. Toutefois, ce n'est que dans les récentes années que cette donnée a fait l'objet de politiques et d'énoncés à cause de l'intensification de la guerre, du nombre de déplacés forcés et des pressions venant de la communauté internationale. Dans le cadre de ce chapitre, je fais en premier lieu une contextualisation globale du fait du mouvement imposé à des gens et des énoncés qui l'entourent puis je passe en revue les éléments qui favoriseront la compréhension de cette problématique à l'intérieur de la Colombie. Dans ce dernier sens, j'argumente sur ce que représente cette situation dans le contexte national de ce pays, c'est-à-dire que j'examine la façon dont on conçoit l'exode contraint et ce que vivent les gens qui le subissent.

3.1. Contexte global du déplacement forcé et des énoncés l'entourant

L'exode de populations est une réalité ancienne dans l'histoire des communautés humaines : guerres, changements climatiques, catastrophes naturelles, préoccupations d'ordre économique, etc. ont généré et génèrent encore aujourd'hui des mouvements de populations ainsi que des changements socioculturels, linguistiques et génétiques. Néanmoins, je considère que ce phénomène n'a jamais été ni conçu ni vécu de la même

façon que ce soit par les individus ou par les groupes. Je soupçonne que dans ce qu'on appelle « l'occident » ce fait est institutionnalisé, nommé, fait explicite et chargé d'un contenu sémantique particulier qui répond à des besoins spécifiques dans un « nouvel » espace (international) et qu'il est soutenu par des institutions et des instances « nouvelles » après la Deuxième Guerre Mondiale. Dorénavant il sera conceptualisé à travers des catégories particulières (réfugié, migrant économique, interne, international, etc.). Le problème migratoire deviendra donc une affaire de gestion pour les États et pour la Communauté Internationale et est une construction historique qui est toujours en mouvement.

On sait bien que la façon dont on envisage les expatriés et par conséquent le monde qui nous entoure est soutenue et véhiculée par des institutions et des idéologies dont on peut tracer la genèse. Il s'agit d'un travail social et culturel de création de croyances ou de représentations mentales. On devine facilement aussi qu'il y a des mécanismes de sélection de la terminologie, de groupes, de pays et de populations privilégiées tournant autour de ce sujet, dans le but de penser et d'émettre des lois car comme l'exprime Michel Foucault,⁵⁵

« Dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers. Ces discours, qui s'exercent avec contrainte ou violence, sont supportés par des institutions ou par des réseaux d'institutions qui les imposent, les reconduisent et permettent à quelqu'un de les énoncer et à un autre de les écouter. Le discours traduit les luttes, les systèmes de domination, c'est pour quoi et par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (M. Foucault, 1970 : 10-21).⁵⁶

Il va sans dire que les migrations internes et internationales à cause des conflits armés ont été, depuis la création des États-nations, le plus souvent conceptualisées

⁵⁵ Lui, qui a largement étudié les mécanismes de production du pouvoir et les discours et les pratiques qui l'entourent et qui a démontré comment en Europe se met en place un nouveau système à travers des pratiques de gestion de population au 18^e et 19^e siècles (système libéral qu'implique la libération du marché, l'ouverture de la ville et la construction de voies pour la libre circulation de marchandises et la gestion des hommes et tout ce qui les concerne) -voir entre autres Foucault, 1977-78, 1978-79, 1986-).

⁵⁶ Voir aussi Bourdieu (1982 : 137-138) qui va dans le même sens lorsqu'il affirme que « les luttes des classements sont des luttes pour faire voir, connaître, reconnaître et imposer la définition légitime des divisions du monde social et, par là, de faire et de défaire les groupes. »

comme étant un problème indésirable et ont été associées aux guerres depuis l'émergence de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de la communauté internationale. Ce n'est qu'à partir de l'époque où les États ont défini la notion de souveraineté que cette question est devenue territoriale ou diplomatique, qu'elle s'est transformée dans une affaire de gestion. D'après Arendt, les mouvements massifs de personnes enclenchés par les régimes totalitaires du 20^e siècle ont provoqué la reconnaissance du droit d'asile et ont été l'objet de préoccupations d'ordre économique, social et politique (1951- cité par Agamben, 1997 : 137). Pour Malkki, cet état de fait a permis la mise en place de techniques clés de la gestion des masses et l'apparition de la figure du réfugié comme notion sociale spécifique et telle une catégorie légale (Malkki, 1995- cité par Desjardins, 2006 : 1).

Pourquoi considérait-on les immigrations comme un problème si crucial? Si on suit la logique mise de l'avant par Agamben, on peut signaler que c'était parce que les déplacés contraints rompaient l'ancien *nomos de la terre*,⁵⁷ celui qui unissait les droits humains aux droits du citoyen d'une nation.⁵⁸ Ils plaçaient, pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, les États-nations dans une situation embarrassante car ils remettaient en question leur raison même d'être, soit leur croyance au lien entre l'enfantement et la nation, entre droit humain et citoyen, vie nue et vie politique (Agamben, 1997 : 137-146); on était citoyen de l'endroit où l'on naissait, là où l'on avait son histoire et les expatriés brisaient ce lien. Ils deviendront donc, après la Deuxième Guerre Mondiale, « les représentants par excellence de l'homme des droits (*homo sacer*)⁵⁹ », une affaire politico-

⁵⁷ Dans les États modernes régis par des institutions démocratiques, les sujets sociaux s'articulent et tissent leurs relations autour du couple Nation-Citoyenneté, naissance-Nation. La Nation, dépositaire de la souveraineté et représentée par l'État, possède le pouvoir institutionnel d'instaurer et maintenir l'ordre public et politique. La Citoyenneté pour sa part, qui est en essence le droit d'avoir des droits, constitue la façon reconnue et acceptée à travers laquelle les membres de la Nation s'inscrivent dans la société politique ou *demos* (Naranjo, 2001 : 6). C'est cette localisation dont parle Agamben, voilà l'ancien *nomos de la terre*, celui qui liait la naissance à la nation et la citoyenneté, celui qui donnait le droit d'avoir des droits.

⁵⁸ La naissance du droit humanitaire international correspondait à la venue même des États qui faisaient de la naissance une affaire politique de gestion (biopolitique).

⁵⁹ L'*Homo Sacer* fait allusion à la figure représentative de l'occident, celui qui est insacriable mais que cependant n'importe qui peut tuer. L'*Homo Sacer*, pour Giorgio Agamben (idem: 9-20, 81-84, 115-122), est une vieille figure du droit romain qui était placée au-delà de l'ordre juridique ainsi que de celui du divin, elle était insacriable aux dieux mais n'importe qui pouvait la tuer sans commettre d'homicide. Elle fait référence à une vie humaine comme étant sacrée pour la première fois dans l'histoire de l'occident. Des

apolitique, ceux qui, pour moi, installent une nouvelle ère où vie nue et vie politique deviennent indifférenciées, comme l'a souligné Agamben, ceux qui installent et légitiment la communauté internationale, la prise de la vie nue dans son pouvoir souverain, ceux qui sont liés à la communauté internationale et à ses pratiques. Les déplacés amèneront donc avec eux une nouvelle façon de conceptualiser le monde, ils rompent le *nomos* de la terre et instaurent une nouvelle communauté internationale déterminée par son caractère apolitique (indifférenciation de la vie nue et de la vie politique -voir Agamben, 1997) le respect des droits humains, sa socialisation auprès des groupes, des nations et des individus (diplomatiquement et par la force) et la délocalisation de l'identité territoriale au niveau planétaire; dorénavant on sera citoyen du monde, de la planète qu'habitent les êtres humains, l'humanité.

Il est capital de souligner que, depuis la mise en place de l'ONU et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, le mouvement forcé d'individus a toujours été associé aux conflits armés (Pellathy, 2004 : 11) et a été conçu comme une anomalie ou comme un défaut. Dans la littérature, en sciences sociales, on l'a regardé le plus souvent en termes négatifs. Les notions les plus connues pour traiter ce phénomène sont celles de « choc culturel », « discontinuité », « isolation », « vulnérabilité », « anomie », etc. La littérature sociologique et psychologique examine l'exode avec la maladie mentale, physique, psychique, la violence, le crime, l'alcoolisme, la dépendance aux drogues, etc. (Kleiner, Sorensen et al., 1986 : 306). Il va de soi que depuis lors et comme l'a dit Agier (2002 : 12),

« des psychologues et des psychiatres mettent l'accent sur les traumatismes de la guerre, de la fuite et de l'exil, et sur les soins dont chaque victime, une à une, aurait besoin pour renaître à la vie. Des recherches politiques et géopolitiques montrent les enjeux de pouvoir et de territoire qui alimentent des guerres multiples. »

disciplines comme l'anthropologie et la psychologie ont essayé de décrire cette figure comme étant la confirmation du caractère ambivalent du sacré. Agamben pour sa part, la lie à la structure même de la souveraineté, qui ne s'applique qu'en se désappliquant. L'*Homo Sacer* représente une structure politique originaire de la souveraineté, la vie nue prise dans l'exception souveraine, le fondement même de toute souveraineté; l'*Homo sacer* est la vie capturée dans le ban souverain, celui qui permet au souverain d'agir comme tel et de voir dans tous les individus des vies tuables mais non pas sacrificables.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'avant cette institutionnalisation ou nomination, qu'impose la définition légitime de comment on comprend et problématise ce phénomène et notre monde aujourd'hui, cette catégorie était complètement absente des discours ou qu'elle n'était pas considérée comme étant une problématique (ONU, 1950).⁶⁰ Par contre, après la 1^e guerre mondiale le flux de plus en plus croissant des populations créera une situation différente ainsi que je l'ai soulevé au début de cette partie. Le statut d'expatrié et le « nouveau » niveau international joueront, après son institutionnalisation actuelle, selon des lignes différentes, à travers des institutions « nouvelles » et avec des effets qui ne seront pas les mêmes.

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée Générale de l'ONU adopta la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme⁶¹ comme « a statement of principles » (Risse and Sikkink, 1999). Il va sans dire que, et tel que l'a postulé Cambrézy, « le statut de réfugié(...) est directement inspiré de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 » (2001 : 48). Désormais sera déclenché ce que Risse et Sikkink ont appelé un processus de socialisation des droits humains mais aussi, selon moi, du système économique, politique et idéologique de l'Europe libérale, c'est-à-dire un processus d'homogénéisation de la planète (régulation qui n'est pas la même pour tous ni partout). Car « n'importe qui ne peut parler de n'importe quoi ni n'a le droit de tout dire » (Foucault, 1970 : 11), le 14 décembre 1950, cette même Assemblée a adopté le statut du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCNUR) le nommant comme ayant la légitimité d'émettre des discours là-dessus et de promouvoir leurs droits humains, de leur fournir de « l'aide » et d'intervenir auprès des pays récepteurs et de protéger ces derniers du problème que représentent ces déplacés forcés car, comme la définition le spécifie, ils sont quand-même les héritiers des guerres et donc sont indésirables (Agier, 2002).

⁶⁰ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0004.pdf>

⁶¹ Dont on peut retracer le développement historique qui est lié à l'essor du système libéral et à la croyance à la raison, la civilisation, à une évolution linéaire de l'histoire des sociétés humaines, etc.

Dès lors, des concepts commenceront donc à être associés à celui de migrant obligé : protection internationale, problème, aide, gouvernements nationaux, organismes privés, rapatriement, assimilation, etc. On perçoit alors que cette « culture des droits humains » n'a rien de « naturelle » car elle doit être institutionnalisée et justifiée pour après appliquer son expansion et qu'elle débute sa diffusion dans un nombre restreint de contrées. Comme l'a dit Cambrézy, « par ailleurs, outre que l'universalité du respect des droits de l'homme n'est pas un principe acquis et culturellement intégré par tous les peuples et tous les gouvernements de la planète » (2001 : 51). C'est le 28 juillet 1951 que l'Assemblée Générale a adopté la Convention relative au statut de réfugié qui est entrée en vigueur le 22 avril 1954. Elle définit le terme d'expatrié contraint, précise les devoirs des États envers lui, détaille les obligations de ce dernier envers le pays d'accueil et précise les catégories des personnes. L'article 1^{er} de cette convention stipule que

« un réfugié est une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle avait sa résidence habituelle et qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques et qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou y retourner en raison de la dite crainte » (ONU, 1951).⁶²

On décèle donc qu'un réfugié n'est pas quelqu'un qui a quitté son pays pour des causes ni économiques ni naturelles mais quelqu'un qui fuit la guerre, la persécution politique et donc la violation systématique de ses « droits humains », de sa vie sacrée. Avec la création du HCNUR et l'adoption de la Convention, on assiste à une première ébauche de circonscription, à une première tentative de réunion d'un groupe de personnes qui viennent de différents horizons, qui n'ont en commun que le fait d'avoir fui la guerre, d'être des expatriés, d'être hors de leurs pays à cause des diverses hostilités, d'être délocalisés, d'avoir brisé l'ancien *nomos* de la terre, d'être sous la jurisprudence du HCNUR, etc. La portée de la Convention a été étendue en janvier 1967 par le biais d'un

⁶² Voir <http://www.aidh.org/Refug/convention.htm#1>
<http://www.acnur.org/bibliothèque/pdf/0003.pdf>

et aussi

Protocole auquel 149 pays ont adhéré et dans lequel ils s'obligeaient à appliquer les articles 2 à 34 de la Convention sur les réfugiés (ONU, 1967).⁶³ Avec ce Protocole, le champ d'action de l'ONU, sa légitimation et la socialisation des droits humains, du système économique, politique (apolitique) et idéologique du monde libéral seront amplifiés. L'exode forcé deviendra un « problème universel » dû aux guerres qui se poursuivent, qui ne cessent de « faire des ravages ». La Convention offrira désormais une définition plus universelle de ce terme. Cette dernière et le Protocole constitueront dorénavant la base du système juridique international pour « protéger » celles et ceux qui ont dû fuir leurs contrées pour échapper à la persécution ou à un conflit et donc pour démontrer que la confrontation armée qu'elle soit personnelle ou sociale n'est pas un moyen légitime pour résoudre les différents parce qu'elle porte atteinte à tous les « droits de la personne humaine ». La Colombie a ratifié la Convention le 10 octobre 1961 et le Protocole le 4 mars 1980 et cela peut être dû à la portée de dits documents (ONU, 1967 /2007/).⁶⁴ On peut regarder l'entrée au Protocole comme l'histoire d'un long combat de légitimation du HCNUR, réseau qui soutient la notion de mouvement obligé de groupes et d'individus, et de l'ONU plus spécifiquement; ils deviennent donc partie du phénomène, ils redéfinissent le monde en édictant des lois internationales.

Quant est-il du déplacement forcé interne? Quel est le lien l'unissant au statut de réfugié et à la socialisation des droits humains? On rencontrerait, dans les années 1960 et dans des résolutions émises par l'ONU, les premières mentions à son sujet. Toutefois, les premières évocations que j'ai rencontrées apparaissent dans la *Declaración de Cartagena sobre refugiados*, émise en Colombie en 1984. Ce document peut se lire comme une initiative qui incite les gouvernements de la région à adopter la Convention et le Protocole sur les réfugiés et donc à accepter que la « violence » n'est pas un bon moyen pour résoudre les conflits et contrevient au droit international humanitaire.⁶⁵ Malgré tout ceci, ce n'est que pendant les années 1990 qu'on a institué au niveau international une

⁶³ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0003.pdf>

⁶⁴ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0506.pdf>

⁶⁵ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0008.pdf>

nouvelle sous catégorie du concept de réfugié, soit celle de déplacé forcé interne. Ce ne fut qu'en 1992 que le Secrétaire Général des Nations Unies a désigné M. Francis M. Deng comme son représentant pour les déplacés internes. Puis, on trouve d'autres mentions dans la *Déclaración de San José sobre Refugiados y Personas Desplazadas*, adoptée au Costa Rica en 1994.⁶⁶ En avril 1998, M. Deng a présenté un rapport intitulé *Principios rectores de los desplazamientos internos* où il élabore des cadres normatifs et institutionnels pour la *protection et l'assistance* des déplacés internes. Ces principes ont pour objet de traiter les besoins spécifiques de ces derniers de partout dans le monde et déterminer les droits et garanties nécessaires pour leur protection. Dans le cadre de ces principes

« se comprend comme déplacés internes des personnes ou groupes de personnes qui se sont vues forcées ou obligées à fuir de leurs foyers ou lieux de résidence habituelle, en particulier comme résultat d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violation des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'être humain, et qui n'ont pas traversé une frontière étatique reconnue » (Deng, 1998).⁶⁷

En 2004, la Commission des Droits Humains a demandé au Secrétaire Général d'instituer un nouveau mécanisme pour les migrants internes afin de consolider le travail de M. Deng (dont le mandat s'est terminé cette année-là) et de prêter plus d'attention aux droits humains des migrants contraints internes. En Septembre 2004, le Secrétaire Général a nommé M. Walker Kälin comme son représentant pour la question des droits humains des délocalisés forcés internes ou en matière de déplacés internes. M. Kälin a présenté son premier rapport à la commission des Droits Humains en avril 2005. Une grande partie de ce document est consacrée à une réflexion à propos de la signification de l'expression protection (Kälin, 2004-5).⁶⁸ Il est estimé qu'au niveau mondial, on dénombre entre 20 et 25 millions de migrants internes. Le HCNUR en assiste 5,4 millions dont au moins deux millions de Colombiens.

⁶⁶ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0012.pdf>

⁶⁷ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0022.pdf>

⁶⁸ <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/3145.pdf>

On rencontre aussi une myriade de groupes non étatiques de plus en plus spécialisés dans le domaine des réfugiés internationaux et internes comme par exemple Amnesty Internationale, l'Église Catholique et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) qui se sont développées conjointement. Elles s'opposent au renvoi forcé de toute personne vers un pays où elle risque de subir des violations de ses droits, apportent et distribuent « l'aide humanitaire » pour les déplacés internes (tant dans les camps que dans les villes) et contribuent donc ainsi au mandat de socialisation des « droits universels de la personne humaine » en rédigeant des rapports qui sont acheminés à la communauté internationale.

En passant en revue toutes ces données, un fait saillant s'impose. Un même fait est défini de deux façons tout dépendant si la personne croise ou non une frontière étatique reconnue. On est réfugié lorsque hors de son pays de naissance (qui est une sorte de lieu naturel) et déplacé interne si l'on y reste. Comme on le constate, le mouvement forcé interne ne semble concerner que la nation qui le subit; toutefois, c'est l'ONU, à travers le HCNUR et son représentant pour traiter de cette problématique, qui créera une marque juridique définissant qui est un transposé contraint interne et cela dû au pouvoir grandissant de la communauté internationale au niveau des collectivités nationales et locales. Alors, la migration forcée interne est aussi une affaire internationale en ce qui concerne le droit humanitaire, *l'homme sacré*, *l'homme des droits*, le non citoyen aujourd'hui de sa propre nation, région ou ethnie, celui qui brise, en ce cas, le *nomos* local, régional, celui qui délocalise également. On conçoit donc pourquoi il est important de tenir compte des énoncés et des contextes pour l'étude de cas qui est au cœur de ce mémoire. On peut a priori établir plusieurs liens entre ces « deux phénomènes ». En premier lieu, c'est une même réalité qui est définie de deux façons distinctes par la communauté internationale, la seule différence étant que les uns demeurent dans leur pays de naissance et que les autres traversent des frontières étatiques. En deuxième lieu, on a pu observer que c'est l'ONU à travers le HCNUR et son représentant pour les déplacés internes qui institue la marque juridique qui contraindra les nations concernées

d'accepter que l'exode interne est aussi une atteinte aux « droits fondamentaux de la personne » pour ainsi poursuivre sa mission de socialisation universelle des « droits humains ».

Quelques auteurs ont avancé qu'il y a plusieurs différences entre un migrant contraint interne et un réfugié. Pour le premier, les choses sont plus faciles car il reste dans son lieu d'origine; en conséquence, il ne se voit confronté ni à un nouveau pays, ni à une nouvelle culture, ni à une nouvelle langue, ni même à des coutumes différentes (Kleiner, Sorensen et al., 1986 : 305-316). Néanmoins, ce raisonnement ne tient pas d'après moi. Beaucoup de groupes (par exemple les Embera Chami), qui sont déplacés forcés internes, ont à confronter les villes où ils font face à une nouvelle langue, une nouvelle culture, un nouveau pays pour ainsi dire. Ils se conçoivent plus distants des gens des métropoles du pays qu'on a délimité comme la Colombie par exemple et qui est le leur de par leur naissance à l'intérieur de ses frontières.

Un fait qui attire mon attention dans la définition légitime de migrant interne est qu'on étend cette dernière aux personnes qui se sont vues obligées de bouger à cause d'une catastrophe naturelle suscitée ou non par l'être humain. C'est comme si l'on essayait d'établir un lien entre la guerre et les phénomènes environnementaux que l'on connaît de nos jours et qui sont provoqués par l'action de l'homme sur son milieu. On peut percevoir cela dans les camps de réfugiés au Sri Lanka où sont réunis des migrants politiques et les personnes affectées par le Tsunami survenu en Asie en 2004. On est en mesure aussi de noter cela dans des études publiées par les Nations Unies et où il est mentionné que « l'humanité » connaîtra sous peu un « nouvel » exode, soit celui des « réfugiés environnementaux » à cause de la détérioration du dit milieu ambiant. Cambrézy exprime que cela marque la crise de ce concept qui, tel que défini par La Convention, ne tient pas compte des différentes situations par lesquelles peut passer une

personne, étant déplacée forcée puis réfugiée et finalement immigrant économique ou faux expatrié (2001 : 46-47).

Ainsi, après tout ce qui a été avancé dans cette partie, on peut dire avec M. Agier (2002 : 9) que « dans les périphéries lointaines tout comme dans les interstices de nos villes nous apercevons parfois les derniers prolongements d'un pays que nous ne voyons pas, un pays de réfugiés et de déplacés qui attendent que des étrangers se prononcent sur leur statut. » Et oui, une nation de gens qui ne vivent pas tous sur un même territoire, un pays d'individus qui n'ont pas tous le même statut économique et qui ont cassé l'ancien *nomos* de la terre; une nation de réfugiés certes mais aussi de fonctionnaires qui se prononcent sur leur statut et des organismes non gouvernementaux et religieux qui leur fournissent de « l'aide humanitaire » et qui favorisent et justifient auprès d'eux la socialisation des droits humains et de la société libérale en général. On constate alors l'institutionnalisation d'un « nouvel » espace social qui peut-on dire possède différents champs ou dimensions. Il est soutenu par des idéologies et des institutions dont on peut constater l'existence et le développement historique et qui sont caractérisées par la *localisation* du *non-localisable*, par la gestion de la population mondiale.

Selon Agier, par delà les différences de culture, de religion et de langue, 50 millions de personnes fuient aujourd'hui leurs pays à cause des hostilités belliqueuses (Agier, Idem : 10). Toujours d'après Agier :

« leur existence se fonde sur la perte d'un lieu et sur l'absence d'une nouvelle place sociale. Ces gens ont reçu une identité collective définie comme le résidu des guerres sales, identité qui est donnée dans la contrainte et sans communauté, sans lieux et sans cultures qui lui soient propres et qui la fondent. Toute communauté d'intérêt pour la dite population doit alors être conçue dans des conditions marquées par l'hétérogénéité ethnique, sociale et politique et par la dévalorisation de cette nouvelle identité dans le regard des autres » (Idem : 55-56).

Il faut spécifier également que cette réalité crée des « nouvelles communautés » et des identités qui se développent dans la contrainte de ce qu'imposent les autres, la diversité culturelle et le manque d'un territoire tel que cet auteur le mentionne aussi dans son livre; des identités qui se reconfigurent à partir du nouveau et du vieux soit dans les villes ou dans les « camps de paix » qui reçoivent les réfugiés internes ou internationaux. Ces identités se fondent donc en partie sur le contenu sémantique du dit statut de déplacé, sur l'idéologie soutenue par l'ONU et sur les pratiques culturelles des groupes au niveau local et national. En tenant compte tout ce dont il a été question dans cette partie, on énoncera pour le cadre de notre recherche que la structure de la « nouvelle » communauté internationale n'est pas statique ni totale. Elle est adoptée, reconnue et acceptée par des collectivités ou des nations mais elle est soumise à des reconfigurations et des ajustements partout où elle est présente et ce, tant par les groupes que par les individus; elle change tant de l'intérieur que de l'extérieur. Il y a certainement une homogénéisation de la planète mais elle se concrétise dans la singularisation des idées ou des objets faite par les cultures ou les sociétés locales ou nationales. Aussi et tel qu'affirmé par Binder (2005 : 607-624), il est nécessaire de garder en tête que les

« refugee studies represent a special focus for research on migration and globalization. Social and cultural anthropology can provide significant insights in refugee studies by concentrating on local, transnational and cultural interrelations. Social sciences and, in particular, social and cultural anthropology help to deconstruct the image of refugees as helpless and passive aid receivers. Rather they point out refugees potential active role and its significance for coping with the consequences of the flight experience. »

Il est important également de souligner qu'il existe, selon Agier (2002 : 12-15), une autre dimension plus liée à la réflexion anthropologique, soit celle de la trame existentielle que partagent tous les habitants de ce pays étrange de réfugiés. Ils ont tous vécu l'exode, une expérience qui selon lui apparaît plus clairement si elle est abordée en trois temps : D'abord le temps de la destruction (terres, maisons, villes et trajectoires de vies brisées par les guerres), ensuite le temps du confinement (l'attente pendant des mois ou des années de vie passée en transit) et finalement le temps de l'action (recherche d'un droit à la vie et à la parole). Pour cet auteur, ces trois séquences sont tellement

signifiantes qu'en ignorer une revient à ne plus saisir le sens de l'ensemble. Pour lui, ces humains là sont en sursis, en survie, des parfaites victimes. Leur vie nous dévoile une part de nous-mêmes, de notre propre humanité.⁶⁹ Je noterai pour finir et tel que l'avance Pellathy (2004 : 11-12) qu'au cours des récentes années, le déplacement est passé d'être un sous-produit de la guerre à être un élément clef dans la logique des guerres contemporaines pour le contrôle du territoire et de la logique de la stratégie humanitaire d'intervention militaire de la communauté internationale.

3.2 Le déplacement forcé dans le contexte national de la Colombie

La Colombie a été fondée et délimitée approximativement comme telle en 1886.⁷⁰ Depuis, deux guerres civiles ont opposé les libéraux et les conservateurs : la première, surnommée la guerre des « Mille Jours » (1899-1902) et la seconde, connue sous le nom de « *La Violencia* ». Cette dernière période s'étend des années 1946 à 1960 et elle marque le début de ce qu'on pourrait appeler l'histoire contemporaine de ce pays. Elle démarre suite à l'assassinat du leader populaire du parti libéral, Jorge Eliécer Gaitan, le neuf avril 1948, provoquant ainsi « le bogotazo ».⁷¹ Depuis la mort de ce personnage politique, on perçoit un affrontement entre ceux qui détiennent le pouvoir politique⁷² et économique et ceux qui en sont exclus par tous les moyens, une lutte pour la terre.⁷³ On a assisté à la naissance, pendant cette même époque, des guérillas libérales qui par après deviendraient les guérillas marxistes ou communistes après que se soit conclu le « Pacte National »

⁶⁹ Ce modèle s'assimile à celui de l'écologie humaine énoncé par Lomnitz qui prétend que le migrant passe par trois étapes. Premièrement, celle de Déséquilibre qui est le processus par lequel une niche écologique se sature partiellement ou permanemment en affectant la sécurité d'un groupe humain. En second lieu, celle de Transit qui englobe tous les facteurs qui touchent le processus migratoire en tant que tel (inclut des variables comme la distance du déplacement, les moyens de transport, les caractéristiques des migrants, etc.). Tercio, celle de la Stabilisation qui implique le rétablissement de l'équilibre ou ajustement du groupe à sa nouvelle niche écologique (1975 : 48-49).

⁷⁰ Voir la carte 4.1, page 178.

⁷¹ Consulter Oquist (1980 : 1-20) et La Paz (2006 : 14) (Ce dernier livre est disponible à http://www.abpnoticias.com/boletin_temporal/contenido/libros/planconflicto.pdf).

⁷² En collaboration avec les dirigeants des États-Unis (La Paz, idem : 10-14).

⁷³ Voir Blanquer et Gros (1996 : 7-14) et Pécaut (1996 : 17-63).

entre conservateurs et libéraux en 1960 où ils se mettaient d'accord pour se partager le pouvoir et qui mettra fin à la dite période.⁷⁴ La confrontation armée se poursuivra donc par après et produira de nombreux mouvements de populations après 1960. Pendant les années 1970-90, on verra se développer, parallèlement aux groupes de gauche, les paramilitaires liés au trafic des drogues et qui visent à défendre ses membres des enlèvements concrétisés par les guérillas, principalement par les FARC-EP, lorsque les premiers décident de ne pas payer la taxe sur les cultures de cocaïne (voir Castillo, 1986).⁷⁵ Les protagonistes du conflit se diversifient donc, ainsi que les formes de violence et les acteurs qui l'infligent. Au fur et à mesure que les groupes paramilitaires se sont consolidés, ils auraient été utilisés également par la classe politique dirigeante du pays pour dépeupler des zones convoitées ou pour combattre les groupes armés révolutionnaires et défendre ses intérêts. Notez aussi que la Colombie a connu un développement industriel et urbain très rapide et une grande croissance économique pendant cette même période.

Pendant les années 1990, les groupes armés continuent de se consolider pendant que les Colombiens expérimentent au jour le jour la guerre contre les dits Cartels de la drogue menée par les dirigeants de la République en accord avec les politiques des Etats-Unis et la recrudescence du conflit armé et de l'exode contraint. De plus, c'est pendant cette même décennie que la guérilla (principalement les FARC-EP) perdra de sa crédibilité auprès de la population citadine à cause des fameuses *pescas milagrosas* (pêches miraculeuses), du supposé lien qu'elle entretient avec le narcotrafic⁷⁶ et de la campagne médiatique adressée contre eux de la part de la classe politique dirigeante de ce pays. Henao Arcila propose dans sa réflexion qu'à la fin de l'année 1996 et au début de

⁷⁴ Cet accord exclura toutefois un bon nombre de dissidents et c'est pendant les années 1960 que ces personnes constitueront les groupes de gauche ou les guérillas marxistes-léninistes après qu'ils aient été confrontés à l'attaque des troupes du gouvernement dans les lieux qu'ils occupaient et qui avaient été catégorisés de « Républiques indépendantes et communistes » et hostiles à l'ordre démocratique du pays et de ses dirigeants (Voir La Paz, 2006 : 9, aussi Oquist, idem et FARC-EP, 1.964 -Abril 2 de 1.993-).

⁷⁵ Le livre peut être examiné à <http://www.derechos.org/nizkor/colombia/libros/jinetes/index.html>.

⁷⁶ La Paz (idem : 17-18) et Brittain, J. et Sacouman, J. (2006) (<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=3169>).

1997, il y a eu des transformations dans les stratégies de belligérance,⁷⁷ les déplacements forcés,⁷⁸ la réponse de l'État,⁷⁹ la réponse humanitaire⁸⁰ et finalement dans les mécanismes de résistance de la population affectée (2004 : 2-7). Pendant que se multiplient le nombre de migrants à cause des affrontements armés ainsi que ses protagonistes et que la présence de la communauté internationale s'avère de plus en plus palpable, le gouvernement colombien se voit poussé à reconnaître le droit humanitaire au niveau de sa constitution (1991) ainsi qu'à formuler des politiques pour affronter le problème des déplacés forcés (1997). Pendant les années 2000 et suite à la formation du nouveau gouvernement, le pays s'engagera à fond dans la « lutte au terrorisme » envers la guérilla des FARC-EP principalement et dans la supposée négociation de démobilisation des groupes paramilitaires avec l'État entre autres.⁸¹ La Colombie est désormais un « État d'exception légitime », une nation où les logiques régionales sont dictées par l'acteur du conflit qui possède le droit de les stipuler et de les imposer⁸² mais où le gouvernement a réussi aujourd'hui à décréter la suspension de la norme à travers sa politique démocratique qui permet de déclarer *Homo Sacer* toutes les personnes qui participent à la lutte armée contre le pouvoir en place ainsi qu'à tous ceux qui les appuient ou qui véhiculent des idées qui sont proches ou semblent l'être de celles énoncées par les groupes dits « terroristes ». Remarquez qu'à l'intérieur de ce pays l'ami d'aujourd'hui est l'ennemi de demain et que les alliances entre différents groupes légaux et illégaux se font et se défont tout dépendant des intérêts immédiats.

⁷⁷ La consolidation et l'expansion du principal dispositif anti insurrection de caractère paraétatique : les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) qui auraient généré l'intensification et la dégradation du conflit armé.

⁷⁸ L'émergence croissante des mouvements massifs ou d'exode de communautés entières comme tactique de désoccupation et de repeuplement (populations Afro Colombienne et Amérindiennes dans le Choco).

⁷⁹ Des barrages routiers et des blocages dans l'établissement de campement de déplacés.

⁸⁰ Émergence de l'application des diverses stratégies destinées à la consolidation des nouveaux espaces de sécurité, d'action humanitaire, de contrôle stratégique et de résistance civile. Par exemple les camps de déplacés dirigés par l'Armée Nationale (auberges situées à l'intérieur des colisées, des écoles et des campements), les camps de confinement et les champs de résistance.

⁸¹ Nombreuses sont les questions qui planent quant aux liens unissant le gouvernement aux paramilitaires et certains gens clament haut et fort qu'il n'y a aucun doute là-dessus (Voir par exemple « Dossier Uribe » - <http://www.sodepaz.org/colombia/> -).

⁸² Voir entre autres Ochoa (2004 : 17-42), Torres-Rivas (1999 : 283-300), Pécaut (1999 : 141-167).

Quel discours tient-on à présent par rapport à cette problématique à l'intérieur de cette partie du globe? Comment la conceptualise-t-on? Quel est le nombre de déplacés? Qui sont-ils? Le gouvernement de la Colombie n'acceptera la charte des droits humains au niveau de sa Constitution qu'à partir des années 1990, lorsqu'il en rédige une nouvelle en 1991 (Constitution, 1991). Dans ce pays, pendant les dernières décennies (1990-2000), il y a eu une augmentation du déplacement à cause de la violence et du conflit armé comme l'a énoncé Henao Arcila (idem). Pendant la décennie 1990, ce phénomène a pris la dimension de catastrophe humanitaire auprès des organisations non gouvernementales et a acquis davantage de visibilité tant au plan national qu'international (Universidad de San Buenaventura, 2003).⁸³ La situation des migrants obligés en Colombie est, d'après des organismes internationaux, « la principale crise humanitaire sur le continent américain »; beaucoup de gens s'intéressent alors à ces populations aujourd'hui et ces personnes donnent de la visibilité au « groupe » et aux « droits humains ». Très souvent, lorsqu'on parle de ces individus, on les conceptualisera tels des amputés sociaux, comme des sujets qui ont perdu leur identité, leur culture, c'est à dire leur monde matériel et même d'idées. La plupart des auteurs parlent toujours d'après la plate-forme des droits humains, ils soulignent fréquemment que ces individus ont besoin d'aide, tant sociale, psychique que matérielle, et qu'ils doivent être dédommagés pour les blessures et les coupures causées par la guerre.⁸⁴

D'après Naranjo, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays où les mouvements contraints sont associés avec des faits de confrontation armée concrets qui se circonscrivent dans des périodes de temps relativement courtes et spécifiques, ils sont, en Colombie, un axe de longue durée et c'est une de ses spécificités. Cette auteure, en faisant une identification nationale pour les déplacements forcés des populations, définit les caractéristiques suivantes : Premièrement, il est un axe de longue durée qui ne se réduit pas à une conjoncture spéciale d'aggravation du conflit armé. Deuxièmement, il

⁸³ http://www.disaster-info.net/desplazados/documentos/dinamicaspsicosociales/dinpsi_02informe.pdf.

⁸⁴ Regarder Forero (2003), Naranjo (2001), Correa, Restrepo et Vargas (2006), Torres et Vargas (2003), Londoño et Piedrahita, 2002, Giraldo et Molina, 2004, entre autres.

s'inscrit dans une lutte armée multipolaire et avec une présence différentielle des groupes dans les régions. Troisièmement, on constate une diversité de ses victimes qui n'appartiennent pas qu'à une ethnie, à une religion, à une classe ou à un groupe social spécifique. Selon elle, l'exode contraint en Colombie s'avère être une question très complexe et profondément hétérogène. Dans cette nation, il ne s'agit pas de processus intensifs circonscrits dans des périodes courtes mais d'un phénomène extensif dilué dans le temps, récurrent et continu et qu'étant donné la différence régionale et les dynamiques belliqueuses, les migrations forcées ne se présentent pas de manière simultanée dans toutes les régions et varient dans le temps » (Naranjo, 2001 : 3-4).⁸⁵

L'exode contraint interne a eu, d'après d'autres auteurs, ses premiers épisodes dans la période dite de « La Violence » (1946-1966).⁸⁶ Quoi qu'il en soit, selon les postulats de plusieurs auteurs, en Colombie il s'envisage comme un axe historique qui traverse la vie nationale depuis la fondation de la République (ou la conquête) jusqu'à nos jours et qui se manifeste par des conjonctures aiguës et des périodes de calme relatif. Il est donc un phénomène récurrent et quasi permanent dans le développement de ce pays; il fait partie de la mémoire des familles et des populations, c'est-à-dire que la façon dont on le pense et le conçoit est en quelque sorte « une donnée naturelle ». Aussi, il se constitue comme un pivot central de la création représentative territoriale de la nation. Il m'apparaît toutefois clair qu'on a bien montré que même si la confrontation armée et les déplacements existent depuis fort longtemps dans ce pays (tel qu'ils le mentionnent), tout comme ailleurs sur la planète, cette réalité n'est nommée et institutionnalisée qu'à partir des années 1950 internationalement et pendant la décennie 1990 en Colombie. Par contre, les autres points développés par Mme. Naranjo me semblent très intéressants, car d'après moi ils exposent les nouvelles dynamiques du conflit colombien et dans une certaine mesure, celles du mouvement migratoire interne lui-même.

⁸⁵ <http://www.ub.es/geocrit/sn-94-37.htm>.

⁸⁶ http://www.disaster-info.net/desplazados/documentos/dinamicaspsicosociales/dinpsi_02informe.pdf.

Le gouvernement colombien a donc dû, à cause de l'ampleur du phénomène après les années 1990 et des nombreuses pressions étrangères, le reconnaître et formuler des politiques et des lois pour « venir en aide » à la population affectée et depuis 1994, il a inscrit dans le *Plan Nacional de Desarrollo, Salto Social*⁸⁷ sa volonté d'adopter une politique claire par rapport aux exodes forcés et commencer à définir qui en était un et qui ne l'était pas. C'est seulement en septembre 1995 que le règlement numéro 2804 du Conseil de Politique Économique et Sociale (CONPES) a mis de l'avant un Programme National d'Attention Intégrale à la Population Déplacée à cause de la violence en Colombie (PNAIPD) afin d'assister ces personnes et prévenir les « dynamiques de violence » que ce fait engendrerait. Le 28 avril 1997, on a créé la *Consejería Presidencial para la Atención Integral a la Población Desplazada por la Violencia*⁸⁸ et la *Red de Solidaridad*⁸⁹ dans le but de coordonner le développement des opérations, moyens et mécanismes du Programme National d'Attention qui se financera sur la base du décret 1458 du 30 mai 1997 qui régleme la nature et le fonctionnement du Fonds pour la Réhabilitation, Inversion Sociale et Lutte contre le Crime. Le document numéro 2924 du CONPES de la même année a aussi présenté des tactiques de prévention, attention immédiate, consolidation et stabilisation socio-économique. Aussi, le gouvernement a sollicité auprès du HCNUR l'ouverture d'un bureau en Colombie afin de profiter des expériences de son mandat dans des processus de retour pour la population touchée. Le 18 juillet 1997 on a inscrit, dans le droit colombien, la loi 387 conçue pour traiter le sujet du mouvement forcé et dans laquelle sont proposés les moyens pour la prévention, l'attention, la consolidation, la protection et la stabilisation socio-économique des déplacés. La Constitution politique compte des articles de droit (42, 24 et 93) qui traitent également de cette question.⁹⁰

⁸⁷ Plan national de développement, « Saut social ».

⁸⁸ Conseil » Présidentiel pour l'Attention Intégrale de la Population Déplacée à cause de la Violence.

⁸⁹ Réseau de Solidarité Social aujourd'hui Action Sociale

⁹⁰ Consulter le lien <http://www.cajpe.org.pe/rij/bases/informes/capitulo-6.htm> et aussi Giraldo et Molina (2004 : 12-33).

On peut donc voir qu'il y a en Colombie, tout comme au plan international, tout un langage qui s'est développé autour de cette réalité; à l'intérieur de ce pays elle devient donc associée à la violence, au crime et à la réhabilitation et elle servira aussi à la Communauté Internationale comme moyen d'exercer une pression sur les contrées où elle sévit. Il faut remarquer qu'on retrouve tant en Colombie qu'au niveau international une certaine ambivalence en ce qui concerne les déplacés. D'un côté, on doit les aider à cause des outrages dont ils ont été victimes et de l'autre, on doit s'en protéger car ils génèrent du crime et de la violence. Les migrants appartiennent donc à un monde qu'on doit aider mais duquel on doit également se protéger. Présentement à l'intérieur de la nation en question, d'après le point de vue de l'État, le déplacement est perçu comme étant causé par la guérilla (les FARC-EP) ou par la confrontation armée légitime qu'opposent les dirigeants politiques de la République à ce groupe. Il va sans dire que le regard est centré sur le problème que génèrent les groupes armés et le conflit armé en général et que les médias télévisuels véhiculent ces idées auprès de leurs téléspectateurs. Néanmoins, d'autres organismes, tels les ONG internationales et des intellectuels, affirment que ce phénomène est dû plutôt à l'action des paramilitaires qu'ils associent à l'État et à l'armée colombienne. Que ce soit pour les uns ou pour les autres, la violence est souvent considérée comme une anomalie, comme pathologique.⁹¹ Au plan national, on ira même jusqu'à dire qu'elle fait partie de la culture colombienne, de la mémoire collective des gens; les Colombiens seraient « insensibles et violents », ils partageraient tous une « culture de la violence ».⁹²

⁹¹ Voir entre autres Giraldo et Molina (2004).

⁹² Nonobstant, il est important de mentionner à mon avis qu'on peut aussi regarder la violence comme un mode de communication. Les gens qui se développent au milieu de la guerre doivent pareillement apprendre des codes liés à des logiques autres que celles de l'État ou de la communauté internationale. La situation de confrontation génère une forme de vie impliquant l'apprentissage de mécanismes de survie et de nouveaux codes. En plus le concept de « culture de la violence » me semble inapproprié car tout processus de socialisation est contraignant d'une certaine façon. Il est donc possible de percevoir la violence armée et les déplacements de populations comme générateurs de changements et comme créateurs de logiques autres dans différentes régions. Les individus doivent bouger et se réinstaller, des sujets appartenant à différents groupes commencent à se percevoir comme ayant quelque chose en commun, ils instituent des mécanismes de reconnaissance face aux instances gouvernementales et internationales créant ainsi un langage de la distribution, etc. Une « nouvelle » identité résulte donc de la reconfiguration culturelle qui s'engendre à partir de la situation de confrontation qui sévit en Colombie mais également du processus de pacification qui s'opère au plan international et qui produit une forme de reconnaissance au plan juridique pour les sujets et qui est vécue dans la réalité par ceux qui subissent la migration.

Aujourd'hui, en Colombie, un déplacé se définit comme

« toute personne qui a été obligée de migrer à l'intérieur du pays, abandonnant sa localité de résidence ou ses activités économiques habituelles parce que sa vie, son intégrité physique, sa sécurité ou liberté personnelle a été atteinte par la cause de conflits armés internes, tensions intérieures, violation généralisée, massive des droits humains, etc. »⁹³

Les estimations sur le nombre de migrants contraints sont diverses et les chiffres émis diffèrent d'après l'entité qui les diffuse. Le gouvernement, à travers l'Action Sociale (avant appelée le Réseau de Solidarité Social), entité officielle chargée de prêter attention à la population qui se déplace de force, administre le Système Unique de Registre (SUR) dans lequel les gens doivent s'inscrire comme pré-requis pour accéder à l'offre d'attention étatique. D'après le rapport du SUR, entre septembre 1995 et juin 2003, se sont enregistrées 1.148.696 individus. Selon la *Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento* (CODHES), entre 1985 et décembre 2002 il y a eu 2.914.853 sujets contraints de bouger de leurs endroits de provenance (Forero, 2003 : 2).⁹⁴ Cette dernière entité attribue ces actions à la force publique, aux groupes paramilitaires et aux guérillas. On s'aperçoit alors qu'il existe une grande divergence entre les chiffres émis. Malgré cela, il est communément admis, même par le gouvernement, qu'il existe un sous-registre de population déplacée, dû au fait que plusieurs familles, à cause de la crainte, du désir de demeurer anonyme, du peu d'espoir d'obtenir de l'assistance, etc., ne s'inscrivent pas au SUR. C'est pourquoi l'Action Sociale administre le *Sistema de Estimacion por Fuentes Contrastadas*.⁹⁵ Un des écarts les plus importants dans les estimations correspond à la méthodologie que chacune des sources utilise pour identifier la population déplacée. L'Action Sociale donne de l'aide économique, alimentaire et sociale aux personnes qui s'enregistrent auprès de cette entité pendant trois mois dans l'année qui suit le mouvement migratoire. CODHES, pour sa part, recueille les données directement dans les communautés car d'après cette organisation, beaucoup des déplacés

⁹³ Consulter Giraldo A. et Molina R. (2004 : 9-10 et 12) et aussi Universidad de Sanbuenaventura (2003) (lien internet http://www.disaster-info.net/desplazados/documentos/dinamicaspsicosociales/dinpsi_02informe.pdf).

⁹⁴ Voir www.ideasapz.org/eventos/download/edgar_forero.pdf et aussi www.derechos.org/nizkor/colombia/desplazados/dato96.html.

⁹⁵ Système d'estimation par sources contrastées.

ne s'inscrivent pas à l'Action Sociale par peur ou dû aux inconvénients que peuvent leur apporter cette inscription.⁹⁶ Cette dernière entité estime qu'il y a eu depuis les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui 2.272.559 personnes déplacées forcées (Action Sociale, 2007),⁹⁷ mais il est accepté qu'au moins quatre millions de personnes ont été obligées d'abandonner leurs habitations et aller vers d'autres villes à cause du conflit armé pendant cette même période (Osorio, 2006a : 1).

D'après Naranjo, dû au fait de la multipolarité et de la présence différentielle dans les régions des groupes armés en Colombie (guérillas, auto-défenses, paramilitaires, armée, délinquance commune), il n'existe pas de clef unique qui permette de comprendre les dynamiques et les grammaires du conflit armé interne. Cet état de fait de la confrontation, son opacité et ses particularités régionales ont une incidence dans l'ethnologie et la phénoménologie du déplacement forcé interne. Cela permet de visualiser l'hétérogénéité du contingent de migrants forcés, la pluralité d'agents responsables et la nébulosité des raisons qui motivent l'exode et les variations conjoncturelles de la guerre (Naranjo, 2001 : 4-5). Cette problématique est davantage généralisée parmi les femmes et les enfants et les responsables s'avèrent, à des degrés différents, être les groupes paramilitaires, la guérilla, les forces militaires, les milices urbaines, les narcotrafiquants, la police et d'autres.⁹⁸ Les motifs majeurs du déplacement sont les massacres, les assassinats sélectifs, les menaces, la peur, l'angoisse, les disparitions forcées, les attentats, les tortures et d'autres. Bogota et les municipalités voisines reçoivent le plus grand nombre de déplacés de toute la Colombie, suivi de la province d'Antioquia, Santander, Cordoba, Valle, Atlantico et Choco. Les provinces comptant le plus grand nombre d'expulsions sont Antioquia, Cesar, Cordoba, Santander

⁹⁶ Voir par exemple l'article paru à BBC Mundo (2005).

http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/specials/2005/colombia_desplazados/newsid_4237000/4237043.stm#1

⁹⁷ Suivre le lien

<http://www.accionsocial.gov.co/Estadisticas/publicacion%20nov%2030%20de%202007.htm>.

⁹⁸ Tels la Garde Nationale du Venezuela, des méconnus, la délinquance commune, les voisins, la famille (époux), etc.

et Sucre (Equipo Nizkor, 1997).⁹⁹ Pour Osorio, tous ces processus de mouvement contraint ont des implications dans la construction et la reconfiguration des territoires. Ils se produisent donc d'importantes transformations dans les relations socio-spatiales (Osorio, 2006b : 1).

Conclusion

En ce qui concerne le phénomène de l'exode contraint, on peut avancer qu'il fait l'objet de politiques depuis au moins la Deuxième Guerre Mondiale et que la façon dont on le conçoit, et qu'on l'impose à ceux qui le subissent, est une construction historique et non pas une donnée naturelle. Il a été au centre d'énoncés depuis les années 1940 sous la catégorie de réfugié qui par après sera étendue à celle de déplacé forcé interne. En Colombie, même si les auteurs font référence à des événements du passé pour débattre d'une certaine continuité historique de cette problématique, cette dernière n'est définie qu'à partir de la seconde moitié des années 1990, date à laquelle on assiste à une recrudescence de la confrontation armée et des migrations forcées. Ce qu'expérimentent les personnes confrontées à ce phénomène aujourd'hui diffère sûrement de ce qu'ont vécu d'autres gens à d'autres époques. Il est capital d'accepter que nous regardions cette problématique à travers les yeux qui sont les nôtres, d'après nos croyances et représentations mentales qui sont une construction historique et non pas un fait naturel.

⁹⁹ On peut consulter le document à <http://www.derechos.org/nizkor/colombia/desplazados/dato96.html> et également la plupart des ouvrages et articles cités dans cette partie du chapitre.

CHAPITRE 4. CONTEXTE RÉGIONAL DU MOUVEMENT DE POPULATION

Introduction

La communauté Embera Chami installée le long du fleuve San Juan a été une des populations affectées par la réalité de la migration obligée car leurs terres sont au cœur de projets de développement et il y a donc eu une intensification des combats entre les groupes armés depuis les années 1990. Dans le cadre de cette quatrième partie, je donne un aperçu du contexte régional du déplacement en présentant tout d'abord la ville de Pereira (Risaralda) en mettant l'accent sur quelques éléments historiques et contextuels relatifs à la métropole et sur le phénomène traité par rapport à celle-ci et puis je me tourne vers les Embera Chami, leur mode de vie avant le déplacement et leur mouvement migratoire comme tel.

4.1 Présentation générale de la ville de Pereira (Risaralda)

Pereira est localisée dans la province de Risaralda qui est située au centre-ouest du pays et est constituée de 14 municipalités, incluant Pereira.¹⁰⁰ La majorité de la population de cette province réside à la capitale (Bedoya, Gomez et al., 2006 : 1).¹⁰¹ Ce département appartient d'ailleurs à la région du *Gran Caldas*¹⁰² et à l'axe caféier de la Colombie. La ville de Pereira a été, quant à elle, fondée en 1863 comme site stratégique car c'était là que « se croisaient tous les chemins » qui connectaient l'intérieur et l'extérieur du pays, sur les ruines de l'ancienne Cartago. L'histoire démographique de cette métropole est traversée par l'importance de la colonisation *antioqueña* et est liée

¹⁰⁰ Belén de Umbría, Marsella, La Virginia, Santa Rosa de Cabal, Apia, Pueblo Rico, Mistrató, Guatica, La Celia, Balboa, Santuario, Quinchia et Dosquebradas.

¹⁰¹ Voir également http://www.disaster-info.net/desplazados/informes/rut/21/rut21_04desplazrisaralda.htm

¹⁰² Région qui compte aussi les provinces de Caldas et de Quindío (Mejía, 2006c).

également aux guerres civiles qu'a traversées la Colombie.¹⁰³ Elle a donc subi maints flux migratoires depuis sa fondation et jusqu'à aujourd'hui et l'accroissement de sa population a été très rapide après les années 1900, ainsi qu'on peut le remarquer dans le tableau présenté en annexe.¹⁰⁴

Pendant les années 1980 apparaîtra le narcotrafic et se consolideront les groupes paramilitaires à Risaralda, ce qui entraînera le déplacement massif comme tactique pour l'expropriation et la possession de la terre (Ortiz, idem : 9-10). Pour Castrillon S., après les années 1990, la violence a atteint, dans le *Gran Caldas* comme dans tout le pays, le rural et l'urbain. Le mouvement de personnes de la campagne à la ville a été en augmentant, causant une croissance démographique importante de la masse humaine à Armenia, à Manizales et à Pereira. Pendant ces mêmes années, l'appauvrissement des communautés paysannes a conduit à la tentative de cultures illicites parallèles à celles du café dans la dénommée crise du café. Les groupes armés (FARC-EP, Armée de Libération Nationale /ELN/, Paramilitaires et autres) ont trouvé des motifs suffisants pour se disputer le *triangulo de oro de Colombia* (triangle d'or de la Colombie) d'où ils peuvent affecter l'ensemble de l'économie du pays. De plus, la mise en place des Coopératives de Sécurité privées (CONVIVIR), ont contribué à aggraver le conflit car leur « illégalité » a permis aux paramilitaires de prendre leur place tant à la campagne qu'à la capitale de Risaralda et cela en touchant tout particulièrement les campagnards et les autochtones. Les trois capitales du *Gran Caldas* sont, elles aussi, un territoire de milices composées par des membres des groupes guérilleros et paramilitaires à cause de la détérioration sociale que vivent les secteurs populaires de ces trois agglomérations (Castrillon S., 2004).¹⁰⁵ D'après Bedoya, Gomez et all., l'exode forcé de la zone rurale à la zone urbaine est généré entre autres par la confrontation armée, la rareté des emplois et le peu d'occasions qu'ont les individus de poursuivre des études au niveau supérieur. Cela fait en sorte qu'à chaque année il y a plus de sujets et de groupes qui bougent vers la *cabecera municipal* (la municipalité), ce qui a une incidence sur le développement de la

¹⁰³ Voir Ortiz (2006 : 7), Jaramillo (1982-83), Gil Montoya (2002), Zuluaga (2007), etc.

¹⁰⁴ Regarder le tableau 3.1, page 167.

¹⁰⁵ Consulter le document à <http://www.acnur.org/pais/docs/599.pdf>.

ville, tant dans le secteur du commerce que dans celui de l'industrie, et pareillement sur la zone rurale car elle possède moins de densité populationnelle puisque la production agricole diminue (Idem : 5).

Selon Castrillon S., pendant la décennie 1990, se sont enregistrés les premiers déplacements massifs en lien avec l'opposition armée vers la ville de Pereira. Les gens provenaient du Choco et du *corregimiento* (village) de Santa Cecilia (Pueblo Rico - Risaralda). Ces mouvements étaient associés, d'après Ortiz, à l'expansion et à la consolidation, au milieu du processus de démobilisation des groupes paramilitaires, de ces armées vers le nord et le sud ouest du pays (Ortiz : 10, 34-35).¹⁰⁶ Entre 1994 et 1999, la capitale de Risaralda a reçu 790 migrants à cause du conflit armé et 40.877 entre 1999 et 2003 dont 19.781 pendant l'année 2002. La région de Risaralda a expulsé¹⁰⁷ 30.149 personnes pendant la période 2000-2003. Parmi les gens affectés, on trouve des sujets appartenant aux populations amérindiennes Embera Katio et Chami, Afro-Colombiennes et métisses qui cherchent principalement les centres urbains les plus peuplés de l'Aire Métropolitaine du centre ouest (AMCO) (Castrillon S., 2004).

Pour la fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème}, la venue des traités de libre commerce et la construction de méga projets a entraîné aussi, vers la métropole, des migrants économiques originaires principalement de Risaralda (Pueblo Rico - Santa Cecilia) et du Choco. Les provinces concernées par ces projets ont apporté un nombre significatif de déplacés à Pereira, ce qui se passait en même temps qu'avait lieu une escalade des massacres perpétrés par les groupes paramilitaires entre 1997 et 2004. Les principaux départements qui envoient des migrants vers la ville de Pereira sont Risaralda (municipalités de Quinchia 35% et de Pueblo Rico /Santa Cecilia/ 33%), Choco (Bagado 44% et Tado 33%), Caldas (Rio Sucio 66% et Pensilvania 33%) et Antioquia.

¹⁰⁶ Cette chercheuse propose que quelques auteurs en Colombie (tel Teofilo Vasquez) ont formulé qu'en ce pays, pendant les dernières 5 années, se présente une logique de la guerre qui divise la nation en deux régions, la « norte » et la « sur ». Pendant ce temps, le paramilitarisme a avancé vers le nord-ouest et le sud-ouest du territoire, ce qui correspond à la dynamique du conflit aux niveaux régional et local. À la lumière de ces données, Ortiz déduit que la dynamique du déplacement dans les contrées qui expulsent des individus vers la ville de Pereira a un lien avec l'avancée des groupes paramilitaires (Idem : 10-11).

¹⁰⁷ Cette province expulse des individus des différentes municipalités et est également réceptrice car les individus s'établissent notamment à Pereira.

L'expulsion des masses dans les départements de Caldas et du Choco est dû surtout aux groupes paramilitaires eux-mêmes et celles de Risaralda aux combats entre les guérillas-guérillas-armée nationale-paramilitaires (Ortiz, idem : 35-37, voir également Castrillon, S., 2007 : 102-112).

Selon le DANE, de tous les arrivants à Pereira après les années 1990, 9% sont des déplacés. En accord avec cette donnée, pour l'année 2004, il y a eu dans cette ville 426.700 résidants dont 211.200 originaires d'une autre municipalité et arrivés après les années 1960. 13.4% de la population actuelle sont des immigrants récents, des personnes qui habitaient ailleurs en 1999 (DANE, 2004).¹⁰⁸ Il est considéré que les Afro-colombiens représentent 13% du total de la cohorte de transposés, les Amérindiens 9% et les métis 78% (Ortiz, idem : 47). La plupart des déplacés de force prétendent avoir abandonné leurs biens mais ils sont par contre aujourd'hui principalement des occupants de fait ou des locataires. Ils veulent, pour la plupart, demeurer dans cet emplacement et s'occupent dans diverses activités, telles la vente ambulante (vendeur itinérant) pour la plupart, le travail dans la construction (ouvrier) et dans d'autres métiers (pour les hommes) et le travail dans des maisons (domestiques), divers ou non spécifique (pour les femmes). Plus du 50% de l'échantillon de déplacés est représenté par des femmes, plus de 50% par des gens de moins de 19 ans et plus du 40% par des personnes âgées entre 20 et 59 ans. Ces sujets se sont principalement consacrés dans leurs lieux de provenance au travail agricole et minier pour les hommes et au travail ménager pour les femmes (Réseau de Solidarité Social, 2004).¹⁰⁹

Aujourd'hui, l'aire urbaine de Pereira se divise en 19 *comunas* (Bedoya, Gomez et all., 2006 : 1). Les bourgs les plus peuplés sont Río Otún avec 23.322 personnes, Consota avec 20.692, Villa Santana avec 20.450 et San Joaquín avec 1.229 (SISBEN, 2005, dans idem).¹¹⁰ La majorité réside à la *cabecera del Municipio* (440.307 sujets) et le reste (81.377) habitent la zone rurale et dans cette ville demeurent 276.466 personnes

¹⁰⁸ Examiner aussi le document du Réseau de Solidarité Social, 2004.

¹⁰⁹ Consulter Giraldo et Molina (2004) et Torres et Vargas (2003).

¹¹⁰ Voir le tableau 3.2, page 167.

(SISBEN, dans Bedoya, Gomez et all., 2006 : 5). La distribution économique et sociale de cette métropole se constate par strates. Elle est la suivante en commençant par les « moins bons » (1, 2 et 3 /« les pauvres »/) et montant jusqu'aux « meilleurs » (4, 5 et 6 - « les aisés » -) (Bedoya, Gomez et all., idem : 3-4).¹¹¹

La capitale de Risaralda est aujourd'hui l'un des centres commerciaux les plus importants de l'axe caféier et compte sur des infrastructures qu'on peut considérer comme étant « modernes ». Selon M. Mejía, l'Aire Métropolitaine Centre Ouest (AMCO) de la Colombie qui est constituée par les municipalités de Pereira, Dosquebradas et la Virginia a représenté, depuis la moitié du 20^e siècle, un pôle d'attraction migratoire pour des gens de tout le pays y inclus les Amérindiens, mais tout particulièrement pour les peuples résidant autour de la province de Risaralda et d'autres départements limitrophes tels celui de Caldas, de Quindio, de Valle, d'Antioquia et de Choco. Pour plusieurs sujets localisés dans ces provinces, l'AMCO a représenté et évoque toujours le principal pôle d'attraction et le moins lointain centre citadin, commercial et de services de la région. Pour le cas des gens installés à Risaralda, sa capitale figure comme le centre politique et administratif le plus important (W. Mejía, 2006c : 13-14).

4.2 Les Emberas de l'Alto San Juan et leur mode de vie avant le déplacement

D'après Correa et all., à l'arrivée des Espagnols, la plupart des autochtones du *Viejo Caldas* étaient regroupés le long du fleuve Cauca à l'exception des *Marquetones*, des *Pantagoras*, des *Palenques* et des « Chamis », ces derniers étant installés dans la Cordillère Occidentale des Andes colombiens, en bordure du fleuve San Juan et aux alentours de Mistrato (Risaralda) (Zuluaga Gomez, V., 1992 : 14; cité par Correa et all., 2006 : 24).¹¹² La majorité des territoires amérindiens dans l'AMCO appartiennent au peuple Embera (Embera Chami, Embera Katio, Epera Siapidara, etc.). De fait, ils sont la

¹¹¹ Voir le tableau 3.3, page 168.

¹¹² Consulter la carte 4.4, page 181.

troisième nation en importance parmi les Amérindiens en Colombie, après les Nasas ou Paeces et les Wayuus (DANE, 2003; dans Mejía, 2006c : 21).¹¹³ Pour Mejía, même si officiellement ou par autodéfinition des leaders communautaires eux-mêmes, tous les Amérindiens de la région, et par conséquent ceux qui arrivent à l'AMCO, sont identifiés comme « Emberas », il n'en est nullement le cas. Ils composent par contre un groupe culturel très diversifié et établi dans deux aires géographiques. Premièrement la zone orientale, constituée par les communautés installées le long du fleuve Cauca dans les municipalités de Belalcazar, Supia, Marsella, Risaralda, Anserma, Quinchia Guatica et Riosucio. Deuxièmement l'occidentale, formée par les groupes établis en bordure des fleuves San Juan et Atrato dans les bourgades de Pueblo Rico, Mistrato et Choco (Bagado et Tado) (Mejía, idem). Néanmoins, cet auteur avance que, malgré ce qui vient d'être dit, pour les leaders voire pour les membres des communautés, leur appartenance ethnique commence à détenir une signification prépondérante, et ce non pas seulement dans la construction de leur identité culturelle mais pour des effets pratiques d'accès aux transferts et aux services spéciaux de l'État qui leur confère leur condition d'autochtones (Idem : 18).

À l'Alto San Juan, l'ancien *resguardo* traversait tous les villages actuels de Mistrato, de Pueblo Rico et une partie de celui de Bagado. Cette aire a été réduite à un tiers en 1903. Au début de la République, en 1821, la loi 11 proclama la répartition des *resguardos* et la suspension des *cabildos* des Amérindiens et en 1873, les autorités du Cauca, département dont faisaient partie leurs territoires, ordonnèrent la répartition des *resguardos* existants dans leur territoire, y inclus celui du Chami, de Riosucio, de Guatica, de Quinchia, de Belen de Umbria et d'Anserma (Zuluaga, 1997 : 10) procéda qui se prolongea jusqu'à la seconde moitié du 20^{ème} siècle (Mejía, 2006 : 27). Le 7 juillet 1976, l'Institut Colombien pour la Réforme Agraire (INCORA)¹¹⁴ créa la réserve amérindienne (*reserva indigena*) avec une extension de 17.770 hectares aux bordures de la frange droite du fleuve San Juan pour la communauté Chami habitant les municipalités

¹¹³ Voir le tableau 3.4, page 168.

¹¹⁴ À travers la résolution 106, signée par le gouvernement le six septembre de la même année.

de Pueblo Rico et Mistrato. Postérieurement, au moyen de la résolution 001 de janvier de 1986, l'INCORA procura un caractère légal de *resguardo* à cette réserve. Simultanément, cette même entité promulgua la résolution 002 de janvier de 1986 par laquelle se constituaient en *resguardo* approximativement 7.596 hectares le long de la rive gauche du même fleuve, pour la communauté en question (Correa et all, idem : 26).¹¹⁵

Mejía (idem) indique que la constitution colombienne de 1991 et la législation postérieure cherchèrent à améliorer la situation des Amérindiens.¹¹⁶ On peut citer en exemple, le décret 2164 de 1995¹¹⁷ qui apporte un amendement au chapitre 14^{ème} de la loi 60 de 1994 en relation avec la dotation et l'accréditation des titres des terres aux communautés amérindiennes pour la constitution, la restructuration, l'amplification et l'assainissement des *resguardos indígenas* et des réserves et l'établissement des ces dernières comme des *resguardos*. Cette loi a établi également que les réserves, les autres terres communautaires et les sols où étaient installés les groupes amérindiens, ou qui constituaient leur habitat, ne pouvaient être accrédités qu'aux dites collectivités en qualité de *resguardos*. Dans le cadre de cette même législation, se définissent les notions de Territoires Autochtones,¹¹⁸ celle de Communauté ou Partialité Autochtone¹¹⁹, celle d'Autorité Traditionnelle¹²⁰ et finalement celle de *Cabildo* (lignage) Autochtone¹²¹ (Dans Mejía, 2006c : 12-13).

¹¹⁵ Voir aussi Zuluaga, 1997: 9-13, 2006: 19-27.

¹¹⁶ Consulter aussi Zuluaga (2006 : 27-28) et Martinat (2005 : 49-89).

¹¹⁷ Suivre le lien

http://www.dnp.gov.co/ArchivosWeb/Direccion_Desarrollo_Territorial/legislacion/decreto_2164_1995.pd.

¹¹⁸ Fait référence aux aires habitées, de façon permanente ou non, par une communauté, partialité ou groupe autochtone et celles qui, même si elles ne sont pas possédées de manières ci-haut mentionnées, constituent le milieu traditionnel (*ámbito tradicional*) de leurs activités sociales, économiques et culturelles.

¹¹⁹ Cette notion est associée à un groupe ou à l'ensemble de familles d'ascendance autochtone qui ont conscience de leur identité et partagent des valeurs, des traits, des us et coutumes de leur culture ainsi que des formes de gouvernement, de gestion, de contrôle social ou de systèmes normatifs propres qui les distinguent de d'autres groupes, et ce qu'ils aient ou non des titres de propriété voire qu'ils ne puissent pas les accréditer légalement ou que leurs *resguardos* aient été dissous, divisés ou déclarés vacants.

¹²⁰ Membres d'une communauté amérindienne qui exercent, parmi la structure propre de leur respective culture, un pouvoir d'organisation, gouvernement, gestion ou contrôle social.

¹²¹ Entité publique spéciale dont les intégrants sont membres élus et reconnus d'une communauté autochtone qui compte une organisation sociopolitique traditionnelle dont la fonction est de représenter

Les terres occupées par les communautés amérindiennes de l'AMCO sont localisées dans des *resguardos* reconnus et octroyés par le gouvernement de ce pays. Selon M. Mejía, comme résultat des processus de dislocation et des plus récents de recomposition de ces espaces, les groupes autochtones comptent aujourd'hui sur des territoires qui mettent de l'avant deux modèles généraux de propriété. Dans les *resguardos*, les terres appartiennent collectivement aux communautés et, en accord avec ce qui est stipulé par les articles 63 et 329 de la Constitution politique de la Colombie, elles sont inaliénables, imprescriptibles et non hypothécables. On distingue en outre la propriété collective parmi des communautés et des partialités (avec écritures ou sans elles) qui dans quelques cas coexiste avec la propriété individuelle (Idem : 28). Les formes d'organisation sociale prédominantes chez les sociétés Andines en Colombie ont été les *cabildos* qui furent introduits par les espagnols puis « assimilés » par les autochtones comme des autorités traditionnelles et aujourd'hui source de lutte pour sa permanence. Ces espaces sont composés par un gouverneur général et un suppléant épaulés par des commissaires, des maires, un secrétaire, un trésorier, etc. Ils sont élus à chaque année par les membres de la confrérie pour les gouverner et administrer leurs affaires, actualiser le recensement de la population, assigner des terrains, résoudre les conflits, sanctionner les fautes, représenter leur communauté et empêcher que les gens vendent, louent ou hypothèquent les domaines du *resguardo* (Correa et all., 2006 : 26-27).

Les Embera Chami de la zone occidentale et en particulier ceux domiciliés le long du fleuve San Juan nous intéressent particulièrement car c'est de là-bas que proviennent les gens que j'ai côtoyés à Pereira. En 1998, Bedoya, Granada et Camargo (1998 : 11) estimaient une population de 3.640 personnes à Pueblo Rico et 4.340 à Mistrato, en plus de quelques établissements (*asentamientos*) à Marsella et à Quinchia (Risaralda). D'après Mejía, les Embera Chami ont développé, à travers le temps, des formes d'adaptation propices aux conditions des écosystèmes de *La Selva* (la jungle) humide et très humide

légalement la collectivité, exercer l'autorité et réaliser les activités que lui sont attribuées par les lois, les usages, les coutumes et le règlement interne de chaque société.

tropicale. Ils ont notamment mis de l'avant des activités économiques liées fondamentalement à l'agriculture. Le maïs et le plantain ont été la base de leur alimentation et leur participation éventuelle à l'économie de marché avec des produits tels le café, le cacao, le riz et la vente de l'artisanat (vannerie et un peu d'objets décoratifs) (Idem : 11-12). Traditionnellement, le système de production des Emberas a été celui de *tumba* et *pudre* qui correspond à l'exploitation d'un lopin de terre et de sa mise en jachère pendant plusieurs années après deux récoltes (Mejía, 2006c : 28).

Les activités dans les territoires d'origine des Emberas, comme on peut le constater dans le tableau mis en annexe,¹²² sont principalement l'agriculture, le travail rémunéré dans des fermes (*jornaleo*), la pêche, la chasse et l'élevage pour les hommes et la fabrication d'objets artisanaux, la préparation de la nourriture et la garde des enfants pour les femmes. Mejía souligne la prédominance du travail féminin au sein de la maison et dans des activités liées à la production artisanale (donnée qui est liée à la survivance de la vannerie, assignée traditionnellement aux femmes par rapport à d'autres activités artisanales attribuées aux hommes – comme la taille du bois-). Il remarque par ailleurs le poids du *jornaleo* pour les hommes, symptôme de la relation avec l'économie commerciale de marché et son influence au sein des communautés (Idem : 33-34).

4.2.1 Les Emberas et leurs mouvements migratoires

D'après Mejía, sans compter la conquête, la colonie, la résistance à la couronne, les luttes entre les peuples amérindiens et d'autres événements,¹²³ à la moitié du 20^{ème} siècle on rencontre un climat proche des conditions de violence imposées à la population autochtone résidant dans cette région aujourd'hui. Mejía rapporte que la violence due aux partis politiques (*violencia partidista*) s'étendant des années 1940 à 1970 affecta quelques

¹²² Voir le tableau 3.5, page 170.

¹²³ Tous les auteurs le conçoivent ainsi car pour eux la violation de droits humains et l'imposition du déplacement sont aussi vieux que la conquête et la colonie (Voir Mejía, idem : 16, Zuluaga, 2006 : idem, Correa et all. (idem), etc.).

zones indigènes, motivant la migration de ces individus de leurs endroits de provenance vers l'AMCO (Pereira notamment).¹²⁴ De nos jours, l'agitation exogène subie par les peuples en question est liée directement au conflit interne colombien et dans leurs territoires se livre une dure guerre entre le grand capital (national et étranger), le narcotrafic, la force publique, les paramilitaires et la guérilla (Idem : 47-52). Chacun de ces acteurs se dispute le contrôle des contrées ancestrales troublant ainsi leur autonomie de façon drastique. Pour une bonne partie des communautés influencées par l'AMCO, leur localisation sur le corridor naturel qui unit La Dorada au Magdalena Medio avec le Pacifique, en traversant l'axe caféier, fut une circonstance particulière qui entraîna leur entrée dans le conflit armé puisque le dit passage s'avère être un élément décisif de dispute entre les groupes armés irréguliers en vue de contrôler la mobilité des hommes, le trafic d'armes, de drogues et de matériel d'intendance.¹²⁵

Un des motifs provoquant le mouvement de ces sujets a été le conflit armé. Dans l'enquête menée à terme par Mejía et ses collègues, les gens indiquèrent, dans 59.7% des cas, qu'un des facteurs liés à leur migration fut l'action d'agents violents dans les aires d'origine et la guérilla fut citée comme responsable le plus souvent. Quoi qu'il en soit, une bonne portion des protagonistes causant ce phénomène ne furent pas identifiés parce qu'ils étaient méconnus ou parce qu'on les craignait. D'autres mobiles rattachés à l'exode des personnes furent les tensions internes au sein de la communauté (des ennemis personnels ou la délinquance commune) et dans une troisième tranche des interviews menées à terme (30.2%), les menaces furent évoquées comme cause du déplacement. Dans 23.2% des cas, l'assassinat de personnes proches voire de membres de la famille ou la disparition de personnes furent signalés comme vecteurs de cette problématique. En outre, dorénavant, les groupes armés tentent des expériences permanentes d'expansion dans les étendues occupées par l'adversaire.

¹²⁴ Voir aussi Zuluaga, 2006 : idem.

¹²⁵ Voir aussi Correa et al. (2006 : 27).

Pour Mejía, il est évident qu'il y a eu une résurgence, à partir de l'année 2001, d'une vague de violence de grande intensité chez au moins quelques unes des communautés autochtones qu'il a considérées et que cette situation s'explique par l'action des autodéfenses. La confrontation armée, la terreur, dans son acception politique, sont des tactiques en vue d'acquérir le contrôle territorial que cherchent à obtenir les différentes forces antagonistes. Même l'État apparaît comme source d'excès (idem : 51-55). Selon Mejía, les éléments déclenchant le déplacement de ces hommes sont très diversifiés et de nature économique, environnementale, culturelle, politique ou psychologique. Pour le cas de l'émigration des Amérindiens de Pueblo Rico, les facteurs les plus cités sont le conflit armé et le désir d'avoir une vie meilleure. Pour l'ensemble des régions et des municipalités objet de cette étude, les raisons nommées principalement ont été la recherche d'un emploi, l'ambition d'avoir des meilleures conditions de vie et des faits liés au conflit armé ou à la violence. Les prétextes les plus souvent énoncés ont été par contre la confrontation armée et physique, les mobiles économiques et la taille réduite des terres par famille qui n'assure pas un travail à tout le monde (Idem : 23-26).

D'après Olga Lucia Bedoya, à l'intérieur de la communauté existe également un contrôle social interne d'expulsion qui fait en sorte que lorsque quelqu'un n'est pas aimé ou désiré, le reste de la communauté lui fait ressentir son rejet. La mécanique de globalisation fait également paraître la ville comme attirante pour les membres du groupe entre autres à cause de l'accès à l'éducation occidentale (universitaire). Pour Ignacio Sanchez, chargé des affaires amérindiennes au Département de Risaralda, le déplacement amérindien a comme origine principale le conflit armé, le conflit interne à l'intérieur des communautés (pression à l'intérieur) et les facteurs économiques (les aspirations à une meilleure vie).

Suivant la logique d'un article paru dans le *Diario del Otún*, les Emberas qui décident volontairement ou involontairement d'aller s'installer dans la province de Risaralda, le font principalement à la ville de Pereira et dans les municipalités

environnantes de la Celia, de Quinchia, de la Virginia, entre autres.¹²⁶ À la capitale de ce département, ils logent essentiellement dans les quartiers de la Platanera, de la Laguna, de la Cascada, etc., où ils bâtissent des maisons en *bahareque* dans des endroits qu'ils occupent sans qu'ils ne leur appartiennent d'un point de vue légal. L'occupation majeure de ces individus, en particulier pour les femmes, est la quête dans la rue avec leurs enfants et la vente d'artisanat (Diario del Otún, 16 octobre 2006).

Conclusion

En récapitulant ce qu'on a exploré au cours de deux derniers chapitres, on peut avancer qu'on a vu tout au long de ces parties le contexte historique, politique et social au niveau international, national et régional pour, dans un dernier temps, se concentrer sur le groupe Embera Chami de la région dans le but de mettre en évidence les façons dont ces niveaux se sont articulés pendant les dernières décennies avec la société régionale et de pouvoir les rapprocher de la recherche. Toutes ces données nous permettent, évidemment, de mieux saisir l'ensemble de la question qui est au centre de ce mémoire et nous donnent l'opportunité de comprendre la partie suivante et le travail de terrain qui s'est déroulé avec les Embera Chami établis à Pereira.

Par ailleurs, on peut résumer nos observations de la façon suivante : Premièrement, les causes structurantes du phénomène sont les mégaprojets et la globalisation. En deuxième lieu, les motifs immédiats sont la confrontation armée entre les différents groupes et le conflit interne en général et, troisièmement, les raisons précipitantes sont la mort d'un membre de la famille, les attaques armées, la détérioration des conditions économiques etc. Cet état de fait se déroule, on l'a vu, dans la région de Risaralda et concerne des individus qui proviennent de Pueblo Rico et du Choco, des

¹²⁶ Voir aussi Mejía, 2006c.

autochtones, des Afros-colombiens et des métis. Ces derniers désirent s'installer dans les centres urbains et pour eux, une des villes de prédilection est Pereira.

CHAPITRE 5. VUE D'ENSEMBLE DU GROUPE EMBERA CHAMI À LA VILLE DE PEREIRA

Introduction

Il n'existe guère de recherches portant sur les Amérindiens déplacés provenant de la région de Risaralda puisque ni les institutions ni les équipes de recherche (de l'UTP entre autres) ne considèrent leur situation problématique. Le peu d'enquêtes menées concernant les migrants à la ville se centrent sur les communautés « Afros » et dans le quartier le Plumon. Les Embera Chami que j'ai côtoyés provenaient pour la plupart de Pueblo Rico et étaient arrivés à Pereira à la fin des années 1990 et au début de des années 2000. Les trois prochains chapitres présentent un aperçu des résultats recueillis sur le terrain. L'observation s'est déroulée principalement chez les familles installées dans la maison embera, au centre de la ville. Toutefois des visites ont été effectuées aux emplacements ruraux et des entrevues ont été conduites avec des leaders de chaque lieu.¹²⁷ J'ai également découvert quelques textes inédits, révélateurs de la réalité décrite ici. En premier lieu, je présente des résultats globaux, provenant des entrevues et de l'observation participante qui donnent un aperçu général de la situation du groupe Embera Chami à la ville. Puis, au chapitre six, j'explore l'expérience des Emberas dans deux emplacements à la métropole en donnant les exemples de la Carbonera et celui de la maison embera. En troisième lieu, au chapitre sept, j'identifie l'organisation du groupe étudié à Pereira.

5.1 Aperçu global

¹²⁷ Toujours avec l'aval des leaders de la communauté.

Les Embera Chami avec lesquels j'ai travaillé étaient arrivés à la ville de Pereira après les années 2000 et provenaient du *resguardo* de Pueblo Rico, le long du fleuve San Juan dans le département de Risaralda. Ils étaient membres de l'Association d'Indigènes Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira (ASIDVU) et demeuraient principalement à la Carbonera, à Esperanza Galicia, aux Brisas et à Villa Santana et au centre ville.¹²⁸ Ces quatre lieux peuvent être divisées en deux groupes : le rural (Galicia et la Carbonera) et l'urbain (las Brisas et Villa Santana et le centre ville). Ignacio Sanchez, lors de notre entretien, était d'avis que la population amérindienne déplacée à Risaralda se trouve installée principalement à las Brisas, à la Carbonera et à Galicia. Dans chacun de ses secteurs, il y a des leaders formés au SENA et qui travailleraient dans les différentes écoles.

Dans leur recherche,¹²⁹ Correa, Restrepo et Vargas associent ces personnes aux localités de Caimalito, de La Carbonera, de La Curva, de Villa Santana et d'Esperanza Galicia. Ils proposent d'ailleurs que la structure sociale embera est basée sur des familles étendues – parents, enfants, conjoints, petits enfants – dans un système qui reconnaît tant la parenté de la lignée maternelle que paternelle. De plus, il est expressément interdit aux membres de la communauté d'épouser des personnes de la parenté¹³⁰ et des individus qui ne sont pas autochtones (*no indígenas*). Le contrôle social interne est exercé par le chef de famille qui est souvent la personne la plus âgée et qui coordonne le lieu pour s'établir, assigne des terres (*terrenos*) aux membres de sa famille et résout les conflits. Par contre, les tensions culturelles sont traitées par le *cabildo* (Correa, Restrepo et Vargas, 2006 : 36).

Dans toute la parenté, il y a des sous-groupes qui habitent dans une même agglomération et qui constituent le fondement de l'organisation sociale des Emberas.¹³¹ Chaque maison est occupée par une famille. Chaque couple bâtit une habitation et avec le

¹²⁸ Ce sont les quartiers que j'ai identifiés. Il va sans dire qu'ils étaient associés à la marginalité. Las brisas en outre était perçu comme l'un des quartiers les plus dangereux de Pereira.

¹²⁹ Dans lequel ils ont travaillé avec un échantillon de 388 personnes (40 chambres et 29 maisons).

¹³⁰ La parenté est de trois générations.

¹³¹ Ils sont installés dans des secteurs en bordure d'un fleuve ou dans une *vereda*. Ces emplacements sont habités par une série de familles ayant des liens familiaux entre eux.

temps, les enfants qui se marient continuent d'y résider avec leur progéniture jusqu'à ce que la demeure se fasse trop petite et qu'un des couples décide d'aller construire une autre résidence et recommencer le cycle. L'organisation sociale tourne donc autour de groupes locaux constitués par la parenté et les voisins qui participent à des activités comme les festivités et les *mingas* (réunions autochtones) (Idem : 41-43).

Correa, Restrepo et Vargas estiment que du total de 64 familles étudiées, 51.29% de la population correspond aux enfants, 33.24% sont liés à la figure du chef de famille ou du conjoint, 32.56% sont mariés¹³² et qu'entre 53.49 % et 65.52% sont célibataires. Le divorce ne n'est pas très courant puisque seulement 4% des gens sont divorcées et ce, dû au fait qu'il existe une solide union au sein de la famille qui tire ses origines dans la culture autochtone. En règle générale, les femmes sont plus nombreuses (50.51%) que les hommes (48.485%). Les jeunes entre 0 et 25 ans ont un poids relativement important au sein du groupe comptant 50% des personnes. 65.2% des individus ne fréquentent pas les centres éducatifs et 63.14% parlent l'espagnol comme langue maternelle dont 34.04% s'expriment aussi en embera. L'espagnol est utilisé davantage à Villa Santana (97.24%) et à la Curva (89.47%) et l'embera et l'espagnol à Caimalito (67.44%), à la Carbonera (62.86%) et à Galicia (58.70%) où la plupart des sujets sont bilingues. Ces données permettent aux auteurs de conclure que dans les zones rurales de la ville persistent des traits culturels tels la langue maternelle et que dans les zones urbaines les personnes ont adopté un mode de vie plus propre à la ville, raison pour laquelle ils ne s'expriment qu'en espagnol (Idem : 44-61).

Seulement 51% de la population possède une éducation primaire, 9% a complété au moins une année du secondaire et 2% l'a terminé. 36% du total des individus n'ont aucune instruction (Idem : 66). 36.34% des sujets ont un travail, 26.03% sont aux études, 25.52% ne se consacrant à aucune activité et 8.25% se livrent aux tâches ménagères. Parmi les gens actifs, il y en a 15.46% qui se consacrent à des activités artisanales, à la vente d'*arepas* (crêpes de maïs) ou à des tâches de garde (*vigilancia*), 21.11% se

¹³² Sauf à Esperanza-Galicia où 30.43% de la population vit en union libre.

retrouvent dans le secteur de l'agriculture, 4.90% dans la construction, 2.84% dans les services domestiques, 0.26% dans la médecine traditionnelle et 0.77% dans l'enseignement. L'agriculture prédomine dans l'aire rurale avec un 27.91% pour Caimalito et 13.04% à Galicia, tandis que le travail lié au secteur de la construction est plus important à Villa Santana (9.66%), puis à la Curva (7.89%) et finalement à Galicia (4.65%) (Idem : 71-74).

En observant la totalité de l'échantillon, les auteurs concluent d'ailleurs que 63.6% des individus vivent en promiscuité (*hacinamiento*) et cela peut-être dû à la pauvreté généralisée et à l'impossibilité de se trouver un logement. À Caimalito, 16.28% des personnes habitent dans des chambres parce que la communauté s'y entasse en deux familles ou plus,¹³³ et 9.30% demeurent dans des résidences ou des appartements. À La Carbonera, il y a des familles plus nombreuses qui partagent des chambres dans une maison (18.75%) contre 2.86% qui vivent dans des maisons. À la Curva, le pourcentage est de 10.53% qui logent dans des chambres et de 7.89% pour ceux qui ont leur propre domicile. À Villa Santana, 6.21% des gens partagent des chambres et 10.34% habitent dans des maisons.

Près du tiers des sujets bâtissent leurs murs en bambou (*guadua*), en cane ou en *esterilla* (31.82%), tandis que 31.82% des gens le concrétiseraient en ciment ou brique, en *bahareque* (24.24%), en bois (10.61%) ou en zinc (1.52%). Tous ces matériaux sont bien manipulés par les autochtones car ils se retrouvent aussi dans leur milieu d'origine. Là où l'on construit en brique ou en ciment, on le fait à cause de l'amélioration des conditions économiques.¹³⁴ Du total des foyers étudiés, 44.78% utilisent le bois pour le sol, 20.9% des maisons possèdent des planchers en ciment ou *gravilla* (mélange de

¹³³ Beaucoup d'entre eux pensent que la famille doit rester unie aussi.

¹³⁴ En outre, dans certains quartiers marginaux de la ville il y a une différence catégorielle qui se bâtit à travers les matériaux utilisés pour construire les habitations. Ceux qui possèdent des maisons en brique montrent qu'ils ont plus de moyens et dans une certaine mesure davantage de qualité humaine. Par contre, ceux qui en ont une en bois, bambou ou *esterilla* étalent ainsi leur misère. Un des leaders et ethno-éducateur d'Esperanza Galicia a fait mention de tout ceci pendant un de nos entretiens. Il a exprimé par ailleurs que même s'il avait l'argent pour édifier sa maison en brique, il ne le faisait pas car elle était en bois et en bambou et cela faisait en sorte qu'il se sentait comme au *resguardo*.

pierres et de ciment), particulièrement à Villa Santana et à la Curva, et 9% en céramique (Idem: 84-85, 90-92).

5.1.1 Résultats des entrevues et de l'observation participante

Presque tous les Embera Chami interviewés provenaient de Pueblo Rico. Pour les femmes (3 de nos sujets), l'occupation à la ferme était de prendre soin de la maison, des enfants, du *terreno* (de la ferme en général)¹³⁵ ainsi que de la production artisanale pour usage personnel. Pour les hommes (4 de nos participants), elle était de cultiver les champs, de s'occuper des animaux (de la ferme), d'aller à la chasse et à la pêche et de participer à l'espace public (la vie politique de la communauté). À la « réserve », ils fabriquaient de l'artisanat pour usage personnel (principalement les femmes à des fins décoratives) et un peu pour la distribution commerciale (qui est accomplie principalement par les hommes). Ils fabriquaient et commercialisaient surtout des *canastos* (paniers) qui étaient vendus au marché de Pueblo Rico. Pour ceux qui avaient des enfants, ces derniers allaient à l'école et participaient aux tâches domestiques. Chaque famille nucléaire (père, mère et enfants) vivait dans une petite maison (*ranchito*), composée d'une chambre, un salon et une cuisine. Les membres de la famille dormaient tous par terre ou sur des matelas et dans la même chambre. Aux alentours, demeuraient également d'autres membres de leur communauté ou de leur famille consanguine ou par alliance. Pour deux des femmes interviewées, on peut remarquer une résidence patrilocale puisque elles étaient établies chez la famille de leurs maris. Seulement l'une d'entre elles logeait chez son père. Les parentés des deux premières restaient non loin de leurs lieux d'habitation, dans d'autres villages (*pueblos*) voisins.

Ainsi qu'on le constate dans le tableau présenté en annexe¹³⁶ et tel qu'on le remarque dans les entrevues, la plupart de nos interviewés sont arrivés à Pereira à la fin

¹³⁵ S'occuper de la ferme consistait à élever des poules et des cochons, cultiver le manioc et le plantain et de veiller à la récolte et aux animaux en général.

¹³⁶ Voir le tableau 3.6, pages 170, 177.

de la décennie 1990 ou au début de celle des années 2000. La majeure partie de gens s'est déplacée à cause de problèmes familiaux ou liés au conflit armé.

« On voit des questions liées à l'ordre public qu'on vit en Colombie. Le conflit armé a quelque chose à voir (avec le déplacement). Mais non pas à cause des menaces, mais parce que l'on se fatigue d'être en relation avec les groupes armés. On voyait des massacres, des combats, etc. » (Chucho).¹³⁷

« Parfois ni les gens ni la *gobernación* ne veulent croire ou pensent qu'il est faux que les autochtones sont déplacés. Mais le jour où ils ont laissé tuer une famille, là, ils ont dit que c'était vrai (qu'on était des migrants forcés) » (Glida).¹³⁸

De tous nos participants, seul Nolsen arrivé en 2006 Pereira. Il est venu en compagnie de sa femme et de ses enfants car dit-il, presque toute la famille de son épouse y était installée et ils s'ennuyaient beaucoup puisqu'ils ne pouvaient pas fréquenter leur parenté. Le motif qui a précipité arrivée à la ville était les difficultés économiques rencontrées, tel qu'on peut le remarquer dans le témoignage suivant :

« La montagne est bonne (pour vivre) lorsqu'on a de l'argent. Si l'on n'en a pas, alors cela ne marche pas » (Nolsen).¹³⁹

Il s'est donc déplacé à la ville parce qu'il voulait tenter de trouver de meilleures conditions économiques au centre-ville de Pereira. Également car il étudiait et cela représentait une difficulté pour lui parce que s'il allait à l'école, il n'avait rien pour nourrir ses enfants puisqu'il ne pouvait plus labourer la terre. C'est la somme de tous ces facteurs qui l'ont poussé à décider de proposer à sa conjointe de partir s'installer à la capitale de Risaralda. Ses parents à lui sont restés au *resguardo* (à la « réserve ») et il ne les a pas revus depuis qu'il est à la métropole. Selon ce qui a été exprimé par le président

¹³⁷ Pues...hay cositas que se ve. El orden publico que hay...en Colombia, cierto. Entonces el conflicto armado tiene que ver en eso. Pero no por amenazas sino cierto, uno se cansa de estar relacionado con los grupos armados (...) Uno veía unas masacres. Veía que más...veía combate en el territorio, cierto (Chucho : 03:59-04:41).

¹³⁸ A veces la gente no les gustan creer, que es mentira que a los indígenas no desplaza nada (...) entonces a nosotros no quisieron creer como de la gobernación, de la red...decían que era mentira. Pero ya la vez cuando...cuando dejaron matar una familia mía...ahí si dijeron que era verdad (Glida : 08:39-09:02).

¹³⁹ La montana es buena cuando uno tiene un billete, si no lo tiene, no funciona (Nolsen : 08:30-09: 2).

de l'ASIDVU, la plupart des membres de la communauté viennent dans les villes, le plus souvent, à cause du conflit armé qui sévit à l'intérieur de la Colombie et de préoccupations d'ordre économique.

Nolsen, sa conjointe et leurs enfants sont allés s'installer, au début de leur arrivée en ville, chez les membres de la famille de sa femme qui logeaient à la maison embera. Toutefois, ils ont eu à déménager peu de temps après car il y avait des gens qui disaient qu'ils ne pouvaient pas être là puisqu'ils n'étaient pas de vrais déplacés forcés et que la demeure était uniquement réservée aux gens de ce statut. Il a alors emménagé chez son oncle à la Carbonera, où il y avait une chambre de libre, où il pouvait s'installer avec sa famille et où il logeait jusqu'à peu de temps après mon arrivée. Il pensait d'ailleurs que depuis qu'il résidait à la métropole, sa condition ainsi que celle de sa famille s'est améliorée. Pendant qu'il allait à l'école, ses enfants allaient à la garderie et sa famille ne se faisait pas de souci pour la nourriture. Cela permettait également à sa femme de s'occuper des tâches ménagères et leur donnait l'opportunité à tous les deux de produire de l'artisanat, unique source de revenu en plus des subventions qu'il recevait pour compléter son cours secondaire à l'école Normal et ainsi peut-être devenir l'un des ethno-éducateurs de la communauté.

La plupart de nos interviewés (es) sont arrivés à Pereira soit avec quelques membres de leur famille ou seuls avec leur famille nucléaire (un de nos interviewés). Deux de nos participantes sont venues avec presque tous ou tous les personnes de leurs villages, l'une d'entre elles à cause de l'assassinat de son oncle. Ils ont tous laissé derrière eux leurs terres, leurs animaux, leurs cultures et leurs habitations entre les mains des autres membres de leur communauté restés dans leur lieu d'origine. Trois de nos sujets, sont allés s'établir dans des chambres louées dans des hôtels du centre ville, où ils dormaient avec leurs enfants et d'autres membres de leurs familles. Deux autres de nos interviewés sont allés s'installer à la Carbonera avec leur famille nucléaire et étendue et les deux autres ont emménagé à la maison embera et par après ils sont allés à Esperanza Galicia.

5.1.1.1 La langue et son rôle au sein de la communauté Embera Chami

Les femmes, lorsqu'elles sont arrivées à Pereira, ne s'exprimaient qu'un peu en espagnol et davantage en embera chami. Elles ont appris l'espagnole à la ville au contact des *Kapunias*¹⁴⁰ qui avaient des liens avec leurs maris ou qui faisaient de la recherche ou de l'intervention au sein de la communauté.

« - Et...lorsque vous êtes arrivés à Pereira, quelle langue parliez-vous? – Je parlais (le) katio, (...) (le) katio, oui. (...) – Vous ne parliez pas l'espagnol? – Je (le) parlais mais très peu. Je comprenais quelques mots mais très peu. (...) Quelques mots seulement. – (...) Vous avez appris l'espagnol ici à Pereira? – Oui, ici. (...) Oui...avec les autres camarades de...de mon époux qui venaient, faisaient des recherches et alors il fallait, il fallait que je parle lentement avec eux. – Et maintenant, quelles langues parlez-vous? – Les deux. (...) je parle les deux maintenant, les deux » (Emla).¹⁴¹

Les hommes parlaient pour la plupart, au moment de leur venue à la métropole, dans les deux langues et les enfants en embera, langue dans laquelle ils sont socialisés jusqu'au moment où ils fréquentent les écoles des *Kapunias*. À la maison, les interviewés communiquaient en embera chami (katio) et beaucoup ne s'exprimaient pas en espagnol, ni avec leurs enfants, ni avec leurs conjoints. Les enfants qui habitaient au centre ville parlaient en langue vernaculaire entre eux et utilisaient l'espagnol à l'école. En zone rurale, ils recevaient également des cours en embera dispensés par les ethno-éducateurs du groupe. Les hommes s'exprimaient plus fréquemment en espagnol entre eux et les femmes ne le faisaient jamais ou le faisaient rarement. D'après l'une de nos interviewées, les hommes sont plus habitués à employer cette langue car ils sont toujours dans la rue et

¹⁴⁰ Métis.

¹⁴¹ -¿Y...cuando usted llega a Pereira que lengua hablaba? – Hablaba katio. (...) katio, si. (...) – No hablaba español – Hablaba muy poquito. Yo entendía pero ahí unas palabras entendía pero muy poquito. (...) Ahí unas palabras entendía, pero ahí unas no más. - ¿(...) Aprendió aquí en Pereira el español? - Si, acá. (...) Si...ya con los otros compañeros de...de mi esposo que llegan, investigan, entonces yo...yo tocaba hablar así despacio con ellos. - ¿Y ahora que lenguas habla (...)? - Las dos. (...) Las dos yo ya habla, las dos (Emla : 09:34-10:27).

doivent s'entretenir avec leurs clients. La plus part du temps les femmes parlaient embera entre elles, avec leurs enfants et avec leurs conjoints.

« Eh...en premier lieu, disons, l'embera, premièrement, premièrement son dialecte, oui, chez nous c'est en première instance l'embera bedea, les enfants, la femme, c'est toujours l'embera bedea. Il y a très peu d'Emberas...qui apprennent l'espagnol, très peu. Là-bas, au *resguardo* (nous apprenons l'embera) toujours, toujours (...) » (Franco).¹⁴²

Toutes les familles résidant à la maison embera s'exprimaient par ailleurs dans leur langue vernaculaire entre eux la majorité du temps. Ce n'était qu'aux hommes qu'il arrivait parfois de communiquer en espagnol parmi eux.

« Espa...no, katio. (...) À la maison je ne parle pas l'espagnol. (...) Jamais avec mon mari je ne parle l'espagnol. (...) Non plus avec les enfants. (...) Les enfants parlent l'espagnol avec leurs amis seulement mais à la résidence les enfants ne m'adressent pas la parole en espagnol. (...) Ils parlent avec leurs camarades mais moi aussi...lorsqu'ils arrivent comme des Blancs (à la maison), alors je parle avec eux tout simplement » (Emla).¹⁴³

À la métropole, le plus grand nombre des individus interviewés voulaient que leurs enfants s'expriment en embera et en espagnol. Pour la plupart, la langue utilisée à la maison et avec les autres membres de la communauté ou de la famille étendue était l'embera.

« - Et vous voulez que...que vos enfants parlent en embera ou...? – En embera, En embera (...). Parce que...ils plus...plus en avant, au fur et à mesure qu'ils grandissent, ils deviennent très...très civilisés. Moi, parfois lorsque...on entreprend des études, ils

¹⁴² Eh...en primer lugar pues digamos, el embera, primero, primero era su dialecto, si, en su campo primero es el embera bedea, los niños, la mujer, siempre es el embera bedea. Es muy poco que el embera...aprenda el español, es muy poquito. Allá en el resguardo siempre, siempre (...) (Franco : 22:22-22:48).

¹⁴³ Espa...no!, katio. (...) En la casa yo no habla español. (...) Nada, con el esposo mío también yo no habla español. (...) Y con los hijos también no. (...) Y los niños también por eso ya hablan español pero con los amiguitos de ellos no mas pero en la casa el niño no hablan el español a mi. (...) Ya ellos con los compañeritos no más hablan pero yo también...cuando llega así blanco así ya habla con ellos no más (Emla : 10:30-11:10).

(disent) parfois, Ah no maman, je suis gêné de parler en katio, je suis gêné! Et cela ne se peut pas. Alors, la mère a l'habitude (de dire aux enfants), non!, c'est nous, nous sommes Emberas, nous devons parler en embera...nous...nous ne sommes pas des *Kapunias*. Mon Dieu vous a...vous a créé comme cela, en deux petits mots, alors nous devons apprendre comme cela (aux enfants), comme...comme nous enseignons. J'ai étudié mais lorsque...lorsque je sors, c'est comme cela, je ne suis pas gênée de parler. Je m'exprime dans mes mots (ma langue)...(...) et en espagnol aussi » (Glida).¹⁴⁴

D'après Nolsen, lui et les membres de son groupe vivent avec les deux langues :

« La nôtre (l'embera) et la vôtre (l'espagnol) ». ¹⁴⁵

Toujours selon lui, il leur fallait parler les deux comme des hommes et de par leur ethnie. Cela sous entend qu'ils accordent une importance à l'espagnol comme moyen de communication avec les autres Colombiens mais également qu'ils concèdent un grand rôle à leur langue vernaculaire comme moyen d'identification culturel. Il voulait par ailleurs que sa culture, sa langue et ses gens soient connus et mis en valeur aux yeux des *Kapunias* mais aussi apprendre et connaître l'espagnol afin d'échanger avec ces derniers. Pour Nolsen, ils continuent d'utiliser leur langue vernaculaire car c'est l'héritage de leurs ancêtres. Dès un bas âge, ils apprennent et communiquent seulement en embera. Ils ne commencent à apprendre l'espagnol qu'une fois à l'école. Les enfants à la ville étaient également socialisés en embera et s'exprimaient uniquement dans cette langue avant l'âge de 5 ans sauf pour ceux qui fréquentaient les garderies des métis. Pour tous les membres de la communauté, enseigner leur langue d'origine aux enfants était une priorité puisqu'il existait toujours le danger que les enfants se mettent à mépriser leur culture et leur moyen de communiquer dit « traditionnel ».

¹⁴⁴ -¿Y usted quiere que...que sus hijos hablen embera o...? - En embera, en embera (...). Por que...ellos entre...entre...entre mas adelante, cuando van creciendo ellos, ya ellos vuelve es muy...muy civilizado. Yo a veces ya cuando...uno mete en el estudio, ellos a veces, ¡ah no mama me da pena de hablar en el katio, me da pena! Y eso no puede ser. Entonces ya la mama le acostumbra, ¡no! somos nosotros, somos embera, tenemos que hablar en embera, nosotros...nosotros no somos kapunia. El mi diosito le di...le crio es así, en dos palabritas, entonces nosotros tenemos que enseñarles así, como...como enseñamos nosotros. Yo he estudiado pero yo cuando...cuando me salgo, es así, no me da pena de hablar. Yo me hablo, en mi palabra... (...) y en español también (Glida : 12:52-13:42).

¹⁴⁵ Las de nosotros y la de ustedes (Nolsen : 11:34-11:55).

« Lorsque les enfants parlent seulement en espagnol, alors ils ne veulent plus utiliser le katio (embara). C'est pourquoi (on pense que) la première école c'est les parents (qui la font) » (Nolsen).¹⁴⁶

« Car notre langue est notre pilier, notre base. Si l'on perd notre langue, on perd tout » (Chucho).¹⁴⁷

On peut alors attester, en tant que synthèse de la question de la langue, qu'un des effets du déplacement est la redéfinition de la différence générationnelle (parents-enfants) à partir de l'acquisition de l'espagnol. Ce même phénomène se présente, dans une moindre mesure, chez les femmes adultes car la connaissance de l'espagnol crée certaines opportunités pour elles et dans d'autres cas marque davantage leur subordination lorsqu'elles n'arrivent pas à dominer cette langue.

5.1.1.2 L'artisanat, le commerce, les tâches et les problèmes rencontrés à la ville

À la métropole, les femmes embara s'adonnaient principalement aux tâches ménagères, à la garde des enfants et à la fabrication de l'artisanat en petites billes (*chaquira*). Elles tissaient en grande partie les colliers, les boucles d'oreilles et les bracelets tandis que les hommes allaient pour la plupart vendre dans la rue les créations de leurs familles nucléaires et travaillaient le bois et toute sorte de graines. Les dames concevaient aussi pour elles-mêmes et brodaient des habits « traditionnels » qu'elles portaient lors de certaines occasions. Les trois femmes participantes à ce projet avaient toutes un emploi à côté (à la demeure ou en dehors d'elle) pour des motifs différents. La production et commercialisation des connaissances artisanales répondent au besoin d'œuvrer à la ville et au manque de formation académique des membres de la communauté qui leur permettent d'accéder au marché de l'emploi formel.

¹⁴⁶ Cuando los niños hablan español, ya no quieren hablar « katio ». Por eso la primera escuela son los papas (Nolsen : 15:00-15:33).

¹⁴⁷ Por que la lengua es el...el pilar de nosotros, ósea la base (...) Si pierde la lengua, pierde todo (Chucho : 14:15-14:30).

« On n'a pas d'expérience de travail (à la ville) et c'est pourquoi on ne nous octroie pas de boulot. L'autochtone n'est pas préparé académiquement et cela a une incidence car à la cité on doit savoir beaucoup, avoir des études et l'amérindien ne remplit pas ces critères et il est alors exclu du marché de l'emploi » (Chucho).¹⁴⁸

Les enfants fréquentaient l'école et collaboraient un peu à l'entreprise artisanale. Ils se concentraient néanmoins sur leurs devoirs scolaires car c'était, d'après Emla, leur principale obligation. Toujours est-il qu'ils apprennent à créer de l'artisanat en bas âge. Les filles s'initient à faire la vaisselle, cuisiner, tisser un habit féminin ou des colliers, des boucles d'oreilles et d'autres objets décoratifs. À la campagne, les garçons accompagnent leurs pères au *monte* où on leur enseigne comment récolter le cacao, couper le bois, chasser des animaux, pêcher, etc. À la ville, on leur montre la façon de réaliser de l'artisanat et ils doivent étudier.

« Si on ne leur apprend pas, c'est très difficile par après » (Emla).¹⁴⁹

À Pereira et ses alentours, les groupes nucléaires se sont mis à produire de l'artisanat et à le commercialiser depuis le début. C'était souvent le cas pour les hommes d'aller dans les rues ou de se déplacer vers d'autres endroits du pays en vue d'accomplir cette tâche qui est celle de mettre en marché le produit de leurs familles immédiates et parfois élargie. Par ailleurs, Mme. Cano, à travers son propre projet, a pu mettre en évidence le fait qu'au sein de la collectivité de la Carbonera, les sujets reconnaissent l'importance de conserver leur culture, entre autres parce que cela permet qu'elle ne s'éteigne pas et aux institutions qui leur prêtent assistance de continuer à leur en offrir, selon ce qu'a exprimé Blandio. C'était pour cette dernière raison qu'ils continuaient de s'exprimer dans leur langue vernaculaire chez eux et fabriquaient de l'artisanat. Il était

¹⁴⁸ Uno no tiene como experiencia laboral, cierto, entonces a uno no dan trabajo (...) El indígena no esta preparado académicamente y tiene que ver por eso también...por que acá tiene que ser...tiene que saber mucho...de estudio, entonces si, unos requisitos, entonces que...ósea el indígena no cumple con los requisitos, entonces por eso también no dan los trabajos (Chucho : 13:00-13:35).

¹⁴⁹ Si no se les ensena es muy difícil después (Emla : 23:43-23:56).

également clair pour eux qu'il était nécessaire de partager et de transmettre tout cela aux enfants (2007 : 5-6).

« Et les autres familles qui habitent ici...qu'est-ce qu'elles font comme...comme occupation? – Ils travaillent aussi comme (artisans) (...), ils travaillent beaucoup. – Ils produisent de l'artisanat et produisent...? – Oui, ils sortent...sortent plus que nous aussi (...) – Et qui alors... qui sont ceux qui sortent (pour aller vendre), les hommes vont vendre ou les femmes aussi? – Les hommes et les femmes, tous les deux (...) Vous savez que lorsqu'on doit sortir, on a peur de sortir, d'aller au centre ville (...). – Et qui sont ceux qui produisent? – Tous, tous, tous. – également? – également! » (Glida).¹⁵⁰

Quelques unes des femmes allaient négocier de porte en porte (*manear*) ou voyageaient parfois avec leurs conjoints. Elles n'allaient guère vendre car elles s'occupaient du logement et des enfants et aussi parce que c'était elles qui tissaient les colliers et produisaient la majorité de la production en *chaquira*. Une de nos participantes a raconté qu'elle ne se sentait pas discriminée lorsqu'elle faisait du porte à porte. Selon elle, les gens étaient très gentils (*la gente era muy formal*).

« Les gens avaient pitié de moi et décidaient alors de m'acheter quelque chose. Moi, j'expliquais aux gens (ma situation), que je voyais (le moyen de) faire manger mes enfants. C'est pourquoi les gens m'écoutaient parce que je vendais » (Emla).¹⁵¹

Au début, maintes familles n'avaient aucune aide, ce qui fut corrigé par la suite (projets en petites billes (*chaquira*), loyer et épicerie pendant trois mois, etc.). La plupart des sujets ont déclaré qu'ils se sont inscrits au début à l'Action Sociale pour avoir accès à

¹⁵⁰ -¿Y las otras familias que viven acá que...que hacen como...como ocupación? - Ellos también así como (...) trabajan mucho. - ¿Producen artesanía y producen...? - Si. Ellos salen...salen mas que nosotros también (...) - ¿Y entonces quien... y quienes son los que salen, los hombres salen a vender o las mujeres también? - Los hombres y las mujeres, todos dos (...). Usted sabe que uno pa salirse, uno...uno le da mucho miedo pa ir al centro por allá (...) - ¿Y quienes producen (...)? - Todos, todos, todos. (...) - ¿Por igual? - ¡Por igual! (Glida : 19:11-19:52).

¹⁵¹ Antes la gente decía pobrecita, entonces nosotros vamos a colaborar (...) Ellos compraban...le daban pesar. Yo explicaba a la gente (...) por eso estoy vendiendo...buscando comida pa los niños, yo le decía eso (...) Y ento la gente ya atendía a uno, por que yo vendía (Emla : 19:32 –19:57).

l'aide gouvernementale. À la cité, ils étaient tous mariés avec d'autres Embera Chami et étaient associés à l'ASIDVU.

« Car on doit bien penser avant de raconter ou pas (qu'on est déplacé). Il a fallu au moins trois mois pour que je décide de m'enregistrer comme déplacé (forcé interne). Je voyais qu'il y avait des garanties comme l'aide par exemple » (Chucho).¹⁵²

Tant les femmes que les hommes ont indiqué que tout leur était apparu davantage compliqué à la métropole, en commençant par l'accès à la nourriture et aux matières premières pour leur travail, puis la difficulté d'aller vendre leur production dans les rues en espagnol. À la ferme, il y avait toujours de quoi manger. À la ville, tout doit être acheté, il faut de l'argent pour avoir accès aux aliments. À la campagne, il y avait de l'argent qui provenait de la vente du cacao, du café, du manioc, des poules, etc. lequel servait pour l'achat du matériel scolaire pour les enfants, du sel, du riz et de l'huile entre autres, ce qui était différent de ce qu'ils expérimentent à la cité.

« Ici, il faut tout acheter, il faut toujours avoir de l'argent. Où que tu ailles, il te faut de l'argent » (Emla).¹⁵³

« Eh puis...disons qu'à la ville tout est difficile pour nous. La vie à la métropole est très compliquée pour l'autochtone. L'économie, l'alimentation, la façon de vivre...tout, tout, tout. Parce que...disons que l'Embera à la ville...ce sont deux mondes (différents), l'autochtone est habitué à...la campagne (...). Mais si l'on change et qu'on vient alors à la ville, c'est une...une transformation très différente. (...) Lorsque nous habitons aux *resguardos*, nous avons tout. Nous avons la nourriture, les poules, les cochons, nous avons le champ ouvert, l'eau...nous avons de l'eau, pouvions respirer de l'air pur...et les enfants...eh...faire leur joie, ils pouvaient courir dans les champs (...). Mais alors, on vient à la ville (et) (...) (ce) n'est pas la même chose ici. (...) On arrive ici (et) en premier lieu on n'a pas de place pour s'installer...parce que non, tu-sais?, (on) ne possède pas de résidence. On doit alors en première instance arriver dans une auberge....car (pour) louer une maison, personne va la lui louer parce que...on ne (nous) connaît pas, tu-sais? (...). Et également l'alimentation...oui, parce que...la nourriture à la ville est toute achetée...tout, tout est acheté. (...). (...) Ils (les Emberas) viennent à la métropole et là c'est un monde différent que ...l'on n'arrive pas à imaginer (...), disons que l'on ne

¹⁵² Por que teníamos que pensarlo bien, cierto, si ir a contar o no (...) Duré por ahí tres meses sin...sin registrarme como desplazado (...) Si, por que uno vea que tenía garantías, por ejemplo la ayuda, cierto (Chucho: 07:29-07:50).

¹⁵³ Aquí todo es comprado, todo es plata, donde vaya tiene que sacar plata (Emla : 34:25-34:59).

connaît pas les normes de la ville, tu-sais?, beaucoup de fois, on se sent renversé par (tout) cela. (...) » (Franco).¹⁵⁴

« Pour les femmes c'est très dur car les autochtones ne savent pas comment manipuler les...eh... - Les machines? - c'est cela, les engins, les manipuler...c'est très difficile. Parce que les Emberas...les femmes autochtones embera n'ont jamais manipulé les...les (outils) électriques, ne manient pas les appareils (et) c'est alors très difficile. De...d'apprendre...on peut apprendre (...). - Qu'est-ce qui a été le plus difficile pour vous ici à la ville? - Tout. (...) Tout, de temps en temps la nourriture, si l'on ne vend pas d'artisanat c'est alors très dur. (...) À la ferme oui...à la ferme on n'achetait rien, tout est libre. (...) Ici, si l'on veut (quelque chose), on doit l'acheter (...) et les enfants me demandent aussi de l'argent » (Emla).¹⁵⁵

¹⁵⁴ Eh...pues digamos uno en la ciudad, todo es difícil para uno. La vida para el indígena en la ciudad es muy difícil. La economía, la alimentación, la forma de vivir de es...todo, todo, todo. Por que... uno pues digamos, el embera en la ciudad...son dos mundos, esta acostumbrado el indígena en...al campo (...). Pero si uno ya cambia y viene a la ciudad es un...un transformar muy diferente. (...) Cuando vivíamos pues digamos allá en los resguardos teníamos todo nosotros. Teníamos la comida, teníamos la gallinita, teníamos marranito, teníamos el campo libre, el agua es...eh...teníamos agua, podíamos respirar aire puro...y los niños podían pues digamos...eh...hacer su...su alegría, podían correr, en el campo (...) Pero ya uno viene a la ciudad, esa respiración que uno...ese manantial de agua que uno recibía allá no es lo mismo acá. Ya acá pues digamos la vida tiene que ser... (...) Uno llega acá, en primer lugar no tiene en donde llegar...por que no, cierto, no tiene casa. En primer lugar tiene que llegar a un hospedaje...por que pues arrendar casa, nadie le van arrendar por que no...no lo conocen, cierto, por que ellos ponen muchos requisito (...). Y igualmente la alimentación...sí, por que...la comida en al ciudad todo es comprado...todo, todo es comprado (...) Pal desayuno tiene un presupues...tiene que tener uno plata, pal almuerzo tiene que tener plata, pa la comida tiene que tener plata. Para vestir, lo mismo... ¿sí? Entonces todo eso ya uno ve quel cambio es mucho y eso pal embera extraña mucho y igualmente también el embera pues digamos...ellos son muy sabios en su mundo, en su campo y viene a la ciudad y ya eso es otro mundo diferente que...uno no alcanza a imaginar y uno no, pues digamos, no conoce las normas de la ciudad, cierto muchas veces uno no, siente muy atropellado de eso. Y si, una primera vez, primera experiencia para nosotros fue muy duro, más que todo para mí fue muy duro, bastante. - ¿Y para la señora también? - Si, igualmente, claro, por que ella no adaptaba a la ciudad, nada. Se extrañaba mucho la comida, se extrañaba mucho la familia, todo eso. Y entonces pues digamos muy duro, sinceramente, por que uno...igualmente uno se enferma, tiene que tener dinero por que en el hospital no lo van a poder atender que si no lleva plata, la consulta (...). Y entonces son cosas muy duras pal embera. Por que uno en el campo va, pues digamos se enferma alguien, un niño, una familia, una señora, sabe quel campo le va favorecer, que uno consigue la planta y uno esta consiguiendo la planta y con eso se mejora (Franco : 18:09-22:15).

¹⁵⁵ Por que a las mujeres queda muy duro por que las mujeres indígenas no saben como manejar a las así...eh...- ¿las maquinas? - eso, los maquinas, como manejar...queda muy duro. Por que los embera...embera indígenas mujeres, nunca no manejaron así a las de...de eléctricas, así maquinas no manejan entonces queda muy duro. Pues uno si...aprender, si ya...puede aprender (...). - ¿Y a usted que es lo que le ha parecido mas difícil acá en la ciudad? - Todo. (...) Todo, pues uno hay veces en cuando la comida, uno cuando si no vende artesanía queda muy duro. (...) En la finca si...en la finca si no compra, todo es libre. (...) Aquí si quiere tiene que comprar (...), donde vaya tiene que sacar plástica, donde vaya tiene que sacar plastica...y los niños también me pide plástica (Emla : 33:55-35:00).

En plus des difficultés déjà mentionnées, on constate dans le dernier témoignage que le maniement d'engins était également une source de problème pour les femmes tout particulièrement pour le travail du bois qui était fait par les hommes ainsi que l'exploitation des outils mécaniques. Tous nos interviewés croyaient d'ailleurs que leur façon de penser (coutumes, manière de se vêtir, de manger, etc.) s'était modifiée à la Pereira. Quelques uns ont avancé par exemple que dans les réserves ils ne communiquaient qu'en *katio*, qu'ils entendaient rarement parler l'espagnol. Les peintures faciales ainsi que leurs habits « traditionnels » tendent à être aussi moins utilisés par les femmes car il y a des individus en ville qui disent que c'est étrange tout comme leur culture. Une autre modification concernait la question de l'autonomie quant à l'argent et à la nourriture, tel qu'on a pu le voir précédemment et dans la déclaration qui suit.

« Cela a changé! (...) La nourriture. (...) La nourriture. (...) La nourriture a beaucoup changé pour nous. Nous, vous savez que, nous avons pure...culture embera...et alors on parle d'autonomie propre, cela a beaucoup changé. Notre autonomie propre c'est par rapport à la nourriture, au linge, c'est cela notre autonomie propre, la peinture (faciale)...a changé. Mais la langue n'a pas changé mais...les autres choses ont beaucoup changé. (...) Nous avons beaucoup changé notre autonomie propre. (...) Le plus difficile est (la question de) la nourriture aussi. (...) Très dur. Parfois, nous n'avons pas de quoi (manger)...nous travaillons mais vous savez que l'argent (...) des fois ne suffit pas (...). Être affamé. (...) Mais vous savez que l'enfant de Dieu ne meurt jamais » (Glida).¹⁵⁶

Lorsqu'il y avait des membres de la communauté installés à Pereira qui se rendaient à Pueblo Rico, les autres leur demandaient donc d'apporter du poisson, du plantain, du manioc, du *chontaduro*, des fèves, etc. Ils jugeaient que la bouffe qui venait de là-bas était plus naturelle et exempte de produits chimiques. D'après Nolsen, à la réserve, ils mangeaient leurs propres aliments et ils ne consommaient « pas beaucoup de

¹⁵⁶ ¡Ha cambiado! (...) De la comida. (...) De la comida. (...) De la comida ha cambiado mucho nosotros. Como nosotros usted sabe que, nosotros tenemos puro...cultura embera...y entonces estamos hablando de la autonomía propia, ha cambiado ese mucho. La autonomía propia de nosotros es como de comida, como de la ropa, así esa es la autonomía propia, es la pintura...ha cambiado. Pero en palabra no ha cambiado pero...de las otras cosas si ha cambiado mucho. (...) La autonomía propia cambiamos mucho. (...) Lo mas difícil es como de la comida también. (...) Muy duro. A veces aguantamos...trabajamos pero usted sabe que la plata (...) cuando no alcanza (...). (...) Aguantando hambre. (...) Pero usted sabe que el hijo de Dios nunca se muere (Glida: 27:03-28:15).

produits chimiques » car leur mets étaient naturels (*pura normalidad*), des plats typiques ou végétaux. Selon lui, dorénavant il y a davantage de maladies et ce peut être dû au fait que les membres de sa communauté ingurgitent des substances de plus en plus artificielles. Il pensait d'ailleurs qu'il était très compliqué de mettre la main sur de la nourriture typique dans la métropole et exprimait que même le poulet était surgelé et qu'à la ferme, ils élevaient des porcs, de la volaille et du bétail exempts de produits chimiques. Pour tous nos participants, la bouffe était plus saine dans leurs lieux d'origine puisqu'elle provienne de la nature.

Il est important également de souligner que les membres hommes de la communauté partageaient aussi des espaces comme les terrains de soccer où ils jouaient les fins de semaine (un secteur contre l'autre) et la taverne proche de la maison du centre ville où quelques uns d'entre eux se réunissaient les vendredis pour boire, partager un moment entre eux et ainsi renforcer les liens familiaux et d'amitié.

Très peu des Emberas ayant quitté les « réserves » de Risaralda et qui ont participé à cette enquête y sont retournés. Cela était dû au coût du transport pour s'y rendre et aux frais de subsistance. La majorité de ceux qui y allaient, ne le faisaient que jusqu'à Pueblo Rico, endroit où les autres membres de leur communauté commercialisent leurs objets. La plupart ne voulaient pas rentrer vivre dans leur lieu d'origine car il y d'après eux il y avait beaucoup de problèmes. Selon certains membres du gouvernement, les Embera Chami ne peuvent pas le faire car ils n'y sont pas acceptés à cause de leur contact avec la ville où de leur contamination¹⁵⁷ (rencontre avec le représentant des communautés

¹⁵⁷ À travers ce point, on comprend que le déplacement est, d'une certaine façon, une expérience sans retour pour ceux qui le subissent, non pas seulement à cause du conflit armé national mais parce que ceux qui sont restés dans le *resguardo* les rejettent car ils pensent que ceux qui habitent à la ville sont contaminés par l'expérience de la vie urbaine.

minoritaires de la *gobernación* de Pereira).¹⁵⁸ Quoi qu'il en soit, ils ont tous exprimé une volonté de se réinstaller à la campagne, aux alentours de Pereira.

5.2 Les Amérindiens, la mendicité et la perception interne et externe de ce phénomène

La ville capitale de Risaralda présente aujourd'hui toutes les allures d'une métropole moderne et elle est actuellement le centre commercial le plus important de l'axe caféier. Le centre ville s'étend de la rue 14 à 40 entre *carreras* (intersections) 6^e à 9^e et le centre de ce dernier s'étale de la rue 24 et la 14 entre *carreras* 8^{ème} et 4^{ème}.¹⁵⁹ Malgré les politiques de l'administration et ses dernières stratégies en matière de développement et d'occupation de l'espace public, on voit dans cette aire toute une série de vendeurs ambulants dont certains sont autorisés à le faire par le gouvernement mais beaucoup qui ne le sont pas. Quelques uns commercialisent leur production artisanale (légalement ou « illégalement »), d'autres vendent des bonbons, des cigarettes par paquets et à l'unité, des fruits et des légumes, des articles électroniques, des livres, des vêtements, des minutes pour parler au téléphone cellulaire,¹⁶⁰ etc.

On y rencontre aussi actuellement un certain nombre de femmes amérindiennes qui se promènent au centre ville avec leurs enfants et quêtent ou vendent leur artisanat. D'après certains citadins et même chercheurs, l'argent qu'elles font, elles le remettent à leurs maris qui le dépensent dans l'alcool et qui, selon eux, n'ont pas d'autre occupation dans leurs vies. Pour quelques uns des dirigeants des organisations qui offrent des

¹⁵⁸ Selon le président de l'ASIDVU, il est impossible pour une personne de repartir vers le *resguardo* après avoir vécu plus de trois ans à la ville car les autres le considèrent alors comme un citadin qui peut difficilement se réintégrer au groupe. Le dirigeants tiennent entre autres un registre où ils notent les entrées et sorties des membres de la communauté et ce sont eux qui décident si quelqu'un peut ou ne peut pas y retourner.

¹⁵⁹ Voir la carte 4.5, page 182

¹⁶⁰ Le marché de vente de minutes pour appeler à partir d'un téléphone cellulaire s'est beaucoup développé à Pereira, et en Colombie en général, pendant les dernières années. Cette activité est devenue une stratégie économique que les marginaux développent en vue de participer au monde social et économique de la ville.

services ou qui font affaire avec la communauté Embera, ou déplacée forcée en général, la principale source de revenu des autochtones est de quémander de la monnaie à Pereira, ce qui est dû à la générosité des *Pereiranos*, à ce qu'ils nomment la « culture civique Pereirana ». Pour la dirigeante de l'UAO, le peuple Embera Chami déplacé habitant à la métropole depuis cinq ans ou plus a accès à des aides gouvernementales auxquelles n'ont pas droit ceux qui y demeurent depuis moins de cinq ans mais toutefois ils pratiquent notamment la mendicité avec leurs enfants comme moyen d'obtenir des ressources. Ainsi l'a exprimé également le chargé des affaires amérindiennes au gouvernement de Risaralda, M. Sanchez. D'après lui, une des pratiques les plus courantes des Amérindiens à la métropole est la quête d'argent, fait qui est perçu comme étant problématique pour les entités gouvernementales et leurs plans de développement. Les femmes « utilisent les enfants pour cette pratique » et les membres de la *Defensoria del Pueblo* les enlève à celles qu'ils voient dans les rues du centre ville pour les emmener au *Bienestar Familiar*. M. Sanchez exprimaient aussi que les Emberas déploient la stratégie d'aller de métropole en métropole en pratiquant la mendicité et que c'était dû à cet état de choses qu'il allait y avoir des réunions au sein de l'administration pour discuter des tactiques visant à enrayer cette pratique. En résumé, selon les deux personnes citées jusqu'ici, là où il y a une femme quémandant de la monnaie, non loin se trouve son mari buvant de l'alcool car dans cette culture ces derniers ne travaillent pas.

Conformément aux dires de l'un des intervenants de Caritas, plusieurs des Emberas qui viennent quêter en ville sont amenés par des traiteurs blancs ou métis qui les transportent et leur enlèvent l'argent ramassé par la suite.¹⁶¹ Ils leur offrent, pour ce faire, de la nourriture ainsi qu'une chambre pour les femmes et les enfants et de l'alcool et les services de prostituées pour les hommes qui ne sont pas loin de l'endroit où leur famille mendie. D'après lui, les autochtones s'entassent tous dans une même chambre d'un hôtel

¹⁶¹ Pour ma part, j'ai vu des gens en train de faire le trottoir plus ou moins concentrés au centre ville mais cela ne permet pas d'inférer l'existence de ces mafias de mendiants (qui existent partout dans le monde). Par ailleurs, bien que ce type de trafic et de mafias existent, il est bien su que les gens des ONG religieuses (tel Caritas) tendent à justifier leurs actions en exagérant une réalité qui n'est peut-être pas si mafieuse qu'ils le prétendent et ainsi pouvoir se présenter comme les sauveurs des autochtones.

où ils dorment « par terre comme des animaux ». Dans les réserves, la situation ne serait guère meilleure. Les hommes se chargent certes de couper le plantain mais ce sont les épouses avec leurs enfants sur le dos qui le transportent pendant que leur conjoint marche devant avec sa machette.¹⁶² En outre, Caritas, en plus d'intervenir avec le groupe Embera transposé à Pereira, vise à promouvoir dans les réserves des espaces pour la « libération » de la femme. Pour notre informateur, grâce au labeur de l'organisation, ces dernières ont désormais, tout comme les hommes, des espaces pour se réunir, fumer du tabac et parler des leurs époux à une fréquence de deux heures par semaine.

Comme on l'a remarqué, presque tous les chercheurs et les représentants des autorités gouvernementales et des ONG ont exprimé de plus que les Emberas s'attendaient toujours à une compensation économique pour participer à des recherches. À l'occasion, il m'est apparu évident que les enquêteurs, les intervenants et autres imaginent que les communautés amérindiennes perdent leur monde traditionnel lorsque leurs membres se déplacent et s'installent dans les métropoles et aussi dû au fait que quelques uns y mettent de l'avant la pratique de la mendicité et de la rétribution économique pour prendre part à des recherches sociales. Par ailleurs, maints individus à Pereira pensent généralement que les Amérindiens sont des profiteurs car en plus d'avoir accès à l'aide gouvernementale pour les déplacés, ils demandent de l'argent dans les rues du centre ville et aux feux de circulation. Par contre, cette remarque ne s'applique pas qu'aux Emberas mais également aux « Afro-colombiens » et aux autres migrants métis. Pour une partie des citadins, les autochtones sont mal perçus car en plus d'être ce que je viens de mentionner, ils sont des *memes*¹⁶³, des *indios*.¹⁶⁴

¹⁶² Chuchó pensait par contre que cette attitude des *Kapunias* reflétait leur méconnaissance du monde Embera car s'ils marchaient en avant de leurs femmes au *resguardo*, ce n'était pas à cause d'une position machiste mais dû au fait que dans le *monte*, il y a des animaux sauvages et les hommes ne pourraient pas les affronter s'ils n'ont pas assez de mobilité. C'est pourquoi le mari va en avant avec sa machette et l'épouse derrière avec les enfants et le plantain.

¹⁶³ Terme péjoratif que les habitants métis de la ville utilisent pour faire référence aux autochtones.

¹⁶⁴ Cette perception peut être mise en relation avec celle des autochtones des *resguardos*. En dernière analyse, il y a un double rejet toujours par rapport à la pureté ou à la contamination. Les Amérindiens « purs » des réserves refusent un possible retour de leurs pairs et les gens urbains les excluent, en invoquant

J'ai eu l'opportunité d'apercevoir à diverses reprises des femmes Emberas vêtues de leur costume « traditionnel » et leurs enfants, soit vendant de l'artisanat ou quêtant de l'argent. Presque toutes celles que j'ai croisées provenaient des municipalités environnantes de la ville de Pereira (La Virginia par exemple) et affirmaient être des déplacées provenant de Pueblo Rico pour la plupart. De plus, j'en ai également vu quelques unes qui venaient d'arriver du Chocó et qui ne s'exprimaient guère en espagnol. Pour celles que j'ai côtoyées, leur occupation était considérée comme un emploi, ce qui va à l'encontre de la cosmovision du travail salarié et à l'idéologie de développement et de progrès du gouvernement et des villageois urbains (bureaucrates et intellectuels inclus). Une poignée d'entre elles se rendaient à la capitale de Risaralda tous les quinze jours pour amasser des ressources en vue de payer leur loyer. D'autres m'informaient être de passage et quémander de l'argent seulement pour repartir vers leurs régions ou encore bouger vers d'autres avec leurs familles nucléaires, car plusieurs des migrants en Colombie le font en couple et avec leurs enfants (les métis et les Afros-colombiens inclus). Ces ménages avaient pour la plupart délaissé leurs terres, leurs animaux, leurs cultures, etc. lors du départ de leur lieu de naissance. Ils utilisaient comme stratégie de travail la vente de bonbons, de crayons ou la vente d'artisanat ou encore la mendicité dans les rues du centre ville et aux feux de circulation situés aux intersections les plus importantes de la métropole (terminal de transport interrégional, autour du centre ville - quartier Providence, Parc Olaya Herrera, etc., entre autres).

le même argument, car ils seraient impurs ou tout simplement des mendiants qui utilisent leur identité pour obtenir un quelconque avantage monétaire.



Source: Journal le Diario del Otún (Pereira).

Chez les Amérindiens, ce sont surtout des femmes qu'on aperçoit avec leurs enfants marchandant leur artisanat ou quêtant sur les trottoirs de la métropole. Par exemple, le treize mars 2007 j'ai approché une femme « Embera » quémandant de l'argent au centre ville avec une petite et je lui ai demandé d'où elle était originaire. Elle m'a répondu qu'elle demeurait à la Virginia et qu'elle se rendait tous les quinze jours à Pereira pour récolter de quoi acquitter son loyer. Je lui ai alors demandé si elle considérait cette activité comme son emploi, ce à quoi elle a répondu par l'affirmative. À la Virginia, elle logeait avec sa fille et la fille de cette dernière et cela faisait cinq ans qu'elles y habitaient. Elle a indiqué qu'elles étaient autochtones et qu'elles n'entretenaient pas beaucoup de relation avec les autres Emberas. D'après ce qu'elle m'a rapporté à cette occasion, elle a dû dans un premier temps migrer car on a tué son père puis dans un deuxième temps à cause du conflit armé. Lorsqu'elle venait travailler à Pereira, elle prenait l'autobus pour ses allées et venues. À une autre occasion, j'ai aussi eu l'opportunité de causer, au quartier Providencia (au feu de circulation de la 21^{ème} rue avec *carrera* 20), avec deux femmes Embera accompagnées de quatre enfants qui y demandaient de la monnaie aux automobilistes. Elles ont indiqué qu'elles étaient installées à Anserma et qu'elles se déplaçaient tous les huit jours à Pereira pour ramasser

le montant du loyer mensuel. Ces femmes ont mentionné qu'elles étaient Emberas mais qu'elles ne vivaient pas avec la communauté dans leur lieu de résidence.

Cette même semaine, en me promenant au centre-ville, j'ai aussi rencontré une famille d'Afro-colombiens (une femme, un homme et une petite fille) qui affichait un pamphlet dans lequel ils indiquaient aux gens qu'ils étaient des migrants du Chocó et leur demandaient leur aide. Lorsque je leur ai parlé, ils ont mentionné que cela faisait une semaine qu'ils étaient à la métropole et qu'ils avaient déjà réclamé de l'aide à l'UAO et qu'on leur avait promis trois mois d'épicerie et d'hébergement. L'homme marchandait des bonbons achetés en vrac à \$500 (25 cents). Il affirmait avoir été déplacé à cause des différents conflits entre les acteurs armés, délaissé sa terre et habiter maintenant au centre-ville avec d'autres familles vivant les mêmes conditions qu'eux. Une des stratégies économiques fréquemment déployée par la population migrante est d'acheter un sac de bonbons et de le revendre à l'unité par la suite.

Pour les membres de l'ASIDVU, le phénomène de la mendicité de certains autochtones était source de débats et était envisagé comme un problème en général. Ils cherchaient entre autres à l'enrayer et interdisaient leurs membres de le faire à défaut d'aller au *cepo* car cela leur enlevait de la crédibilité auprès des instances gouvernementales et des organisations qui leur accordaient des services et leur octroyaient de l'aide économique et logistique. Ils ne pouvaient pas par contre interdire aux individus qui n'étaient pas affiliés à l'association de le réaliser et ce sont ces gens qu'on verrait au centre ville. Pour ma part, je n'ai jamais vu aucun membre de la communauté en train de pratiquer cette activité. Le seul moment où j'ai vu quelqu'un, c'était une femme habitant aux Brisas et qui vendait son artisanat avec ses enfants en dehors de la foire artisanale du parc *El Lago* à laquelle ont pris part Franco et Chuchó.

Conclusion

Dans le cadre de ce chapitre, on a découvert, en premier lieu, que les causes qui précipitent le déplacement des autochtones de l'Alto San Juan sont d'ordre structurel en ce qu'elles découlent de l'intérêt économique national et des multinationales dans leurs territoires et donc de la globalisation économique. Elles relèvent également du conflit armé immédiat à l'intérieur du pays et l'exode est précipité par des morts, des menaces, etc. ou tout simplement par des raisons économiques. En deuxième lieu, on a remarqué que la langue joue un rôle prépondérant au sein du groupe en ce qui a trait à l'identification des individus et à la recherche de reconnaissance auprès des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Par ailleurs, on a souligné comme synthèse sur la question de la langue qu'un des effets du mouvement de personnes est la redéfinition de la différence générationnelle (parents-enfants) à partir de l'acquisition de l'espagnol. Cette même donnée se présente, dans une moindre mesure, chez les femmes adultes car la connaissance de l'espagnol crée certaines opportunités pour elles et dans d'autres cas marque davantage leur subordination lorsqu'elles n'arrivent pas à dominer cette langue.

En troisième lieu, on a mentionné certaines stratégies économiques que les gens du groupe étudié développent et des problèmes rencontrés à la ville de Pereira. On peut avancer que la tactique économique la plus importante est celle de la fabrication artisanale qu'exécute chaque famille nucléaire. Les femmes se concentrent dans les demeures, s'occupant des tâches ménagères, des enfants et de la production en petites billes (*chaquira*). Celles qui le peuvent, accompagnent parfois leurs maris lorsqu'ils partent en voyage d'affaires ou vont faire du porte à porte dans les différents quartiers de Pereira. Les hommes Embera pour leur part commercialisent dans les rues le produit de leur famille nucléaire et œuvrent surtout le bois et les semences mais aussi un peu la *chaquira*. Ils offrent le fruit de leurs créations de porte à porte à Pereira et ailleurs, dans des foires artisanales, de façon itinérante, etc. Les enfants fréquentent l'école, aident un peu à la production artisanale et aux tâches domestiques.

En outre, on a noté, à la fin de cette partie, que quelques unes des femmes utilisent comme stratagème la mendicité carrément, parfois combinée à la vente itinérante sur les

trottoirs. Cette dernière pratique permet à la plupart des citoyens d'inférer que les autochtones sont devenus impurs ou tout simplement qu'ils sont des mendiants profiteurs qui utilisent leur identité pour accéder à un certain avantage monétaire. Cette perception peut être mise en relation avec celle des Amérindiens des *resguardos*. En définitive, il y a une double exclusion toujours par rapport à la pureté ou à la contamination. Les autochtones « purs » des réserves excluent un possible retour de leurs pairs et les gens urbains les rejettent, en tenant le même argument, car ils sont impurs ou tout simplement des mendiants profiteurs. On comprend donc que l'exode est, d'une certaine façon, une expérience sans retour pour ceux qui le subissent, non pas seulement à cause du conflit armé national mais parce que ceux qui sont restés dans le *resguardo* désavouent ceux qui demeurent à la métropole prétextant qu'ils sont contaminés par l'expérience citadine. En outre, on a observé que quelques intervenants faisaient allusion à ce qu'on a nommé comme une certaine mafia des mendiants et que bien que ce type de trafic et de mafias existent, il est bien su que les gens des ONG religieuses (tel Caritas) ont une tendance à justifier leurs actions en exagérant une réalité qui n'est peut-être pas si mafieuse qu'ils le prétendent et ainsi pouvoir se voir et se présenter comme les sauveurs des autochtones.

CHAPITRE 6. LES EMPLACEMENTS IDENTIFIÉS LORS DU TRAVAIL DE TERRAIN, DEUX CAS

Introduction

Cette partie des résultats présente un portrait plus ou moins exhaustif de deux emplacements de la communauté Embera Chami Pereira. En premier lieu, je décris celui de la Carbonera qui est situé en zone rurale de l'aire métropolitaine. Deuxièmement, je présente celui de la maison embera qui est située en zone urbaine, plus spécifiquement au centre de la ville.

6.1 La Carbonera¹⁶⁵

Selon Cano Salazar (2007 : 1),¹⁶⁶ la communauté Embera Chami est installée à la Carbonera, dans la localité (*corregimiento*) de Caimalito, depuis 1997 (depuis 1999 d'après nos données).¹⁶⁷ Selon nos témoins et les données de Cano cette collectivité a été obligée de migrer du *resguardo* de Santa Marta, dans la municipalité de Pueblo Rico à Risaralda. D'après Glida, ils se sont déplacés à cause de la mort d'un de ses oncles.

« Nous nous sommes déplacés à cause de la mort d'un de mes oncles. Les premiers jours, ils ne nous ont pas prêtés attention. Nous avons migré ici à la Virginia. (...) Par après, comme nous venions du territoire (la réserve), ils nous ont ramassés et nous ont dit que nous devions aller travailler à la ferme. (...) La deuxième fois, ils ont pris un de mes oncles, le frère de mon père, l'ont emmené avec eux et l'ont tué sans nous laisser le voir. Si nous ne partions pas de là-bas, on aurait achevé toute notre famille. Merci à Dieu, nous avons quitté ce lieu, nous souffrons mais nous nous dirigeons vers l'avant. (...) Ils

¹⁶⁵ Regarder la photo 104 (ce dessin vient de mon journal de bord), page 192.

¹⁶⁶ Mentionnons que cette partie est traitée à partir de deux sources. Premièrement, du texte non publié de ma collègue Gabriela Cano qui a conduit un travail de recherche et d'intervention au sein des familles regroupées à la Carbonera et deuxièmement, de deux entrevues que j'ai conduites avec Glida et Nolsen, deux des leaders de cet emplacement, de l'observation directe que j'ai pu réaliser quelques fois sur place (lorsque la direction de l'ASIDVU l'a autorisé) et de l'établissement de lien avec Nolsen en particulier.

¹⁶⁷ Ce bourg est situé à 24 kilomètres de la zone urbaine de Pereira, le long de la rivière orientale du fleuve Cauca.

étaient...ils étaient en train de poursuivre mon père aussi car il était son frère » (Glida).¹⁶⁸

Cano (idem : 1-2) offre une description très pertinente de la morphologie de l'emplacement présent de ces personnes. En premier lieu, il est localisé sur la rivière orientale du fleuve Cauca. Deuxièmement, les limites occidentales sont les eaux du fleuve et à l'est les quelques collines (*cerros*) qui font partie des derniers prolongements de la cordillère centrale des Andes dans cette zone de la province; c'est pourquoi la configuration urbaine de cet endroit se regroupe dans le sens sud- nord tandis que dans l'axe orient-occident, on ne retrouve des demeures que de part et d'autre de la voie centrale. Dans le quartier, il y a présence d'Afro-colombiens,¹⁶⁹ de métis et d'autochtones Embera Chami, ce qui présente une configuration hétérogène perceptible même dans les maisons, car chaque groupe met son empreinte culturelle et personnelle à ses habitations.

À la Carbonera, il est d'ailleurs courant de trouver quelques parcelles de terrain (*chagras*) où l'on cultive des produits pour l'autoconsommation. Cependant, étant donné que la terre dans ce secteur est concentrée dans peu de mains (*latifundios*), le système économique des gens qui y logent est configuré par la présence de petites entreprises (dépanneurs */tiendas/*, boulangeries, bars et quincailleries */cacharrerías/*). Cette pratique a modifié le système économique de la communauté par rapport à son environnement passé puisque, en fait, ils dépendent des mêmes variables qui affectent la vie de toute la population de la contrée où ils résident (Cano, idem). Tout ceci est exprimé dans la citation suivante de Glida :

¹⁶⁸ Por que nosotros...nosotros desplazamos...era...hicieron...lo dejaron matar a unos tíos míos. (...) Del primer día casi no atendieron a nosotros. Desplazamos nosotros aquí a la Virginia (...) Ya después como vivía en el territorio nos recogieron, que tienen que ir pa la finca a trabajarse. (...) Y a la segunda vez cuando llegamos a la finca nos llevaron un tío mío, el hermano de mi papa, lo llevaron y lo mataron y no dejaban ver. Si nosotros no abrimos de por allá, iban...iban a acabar la familia de nosotros todos. Pero gracias a Dios nosotros abrimos de por allá, pero sufrimos, pero ya estamos yendo pa delante nosotros. (...) Ya estaban... Ya estaban persiguiendo a mi papa también, como era el hermano de él (Glida : 04:12-05:14).

¹⁶⁹ Provenant du Choco pour la plupart.

« Au début nous avons beaucoup souffert. (...) Vous savez que dans la ferme nous n'achetions rien. Nous achetions le riz, la *panela*, la viande, l'huile, c'est ce qu'on achetait. Mais vous savez que nous pouvions avoir des légumes. Nous cultivions du plantain, du manioc, quelques fois du maïs, des fèves, etc. C'est pourquoi c'est très dur pour nous ici, nous vivons bien mais nous souffrons en même temps ». ¹⁷⁰

Au cours de son enquête Cano a révélé l'existence, au moyen de dessins produits par des membres du groupe, de cinq maisons dont trois contigües à la droite de la voie centrale et qui abritaient dix familles de la communauté.¹⁷¹ Les deux autres demeures étaient situées en face, en diagonale, sur la marge gauche de la voie et correspondaient au dépanneur et à la *platanería* (lieu où l'on vend des fruits et des légumes). À l'évidence, ces espaces étaient utilisés comme des services de proximité grâce auxquels ils pouvaient se pourvoir des éléments nécessaires à leur subsistance quotidienne. La collectivité autochtone Embera Chami à la Carbonera était composée de 10 groupes de familles nucléaires (idem : 5-7). Voici le témoignage de Nolsen quant au nombre de familles et puis celui de Glida :

« Dans une maison il y a 10 enfants, et ce sans compter les deux qui sont handicapés avec lesquels vous comptez 12 enfants dans une seule maison. À la Carbonera il y a beaucoup de familles. Il y a par exemple le beau frère, qui habite à côte et où y résident cinq familles. Avec eux et pour tous, cela fait un total de 9 familles ensemble. Des fois, il y a des cousins(nes) qui viennent et la tante de la (sa) femme » (Nolsen).¹⁷²

¹⁷⁰ (...) El primer día cuando llegamos nosotros sufrimos mucho (...) Usted sabe que la finca de nosotros, nosotros no compraba nada. (...) Compraba era arroz, panela, carne, sal, aceite, así es que compraba. Pero usted sabe que de la verdura nosotros mismos sacaba a veces. Saca plátanos, yuca, a veces (...) sacábamos maíz, frijoles, así, entonces ya nosotros sentimos muy duro por acá, pero vivimos bien pero sufrimos mucho nosotros a la vez (Glida : 06:39-07:08).

¹⁷¹ Voir la photo (le dessin) 104, page 192.

¹⁷² En...en una casa hay...diez niños, diez niños...sin contar a los dos incapacidad, que tienen incapacidad, seria ya con eso doce niños que aparecen en una sola casa (...) Eso en la Carbonera hay mucha familia. Por ejemplo lo del otro cuñado, ahí algún, al lado, pegadito ahí, en ese lado hay, también cinco matri...también cinco familias, ahí cerquitita (...) Si, hay nueve familias juntos. También ahí aparecen los cuñados, primos, cuñadas y primas aparecen ahí (...) Ahí esta la tía de...de la señora. Ahí esta la tía de ella (de la señora) (Nolsen: 02:15-02:).

« Nous habitons...deux, trois, quatre, cinq familles (...) ici dans cette maison. Là-bas, il y a une autre (...) une famille. Dans l'autre maison, il y a cinq familles de plus. - Il y a onze familles ici...ici à la Carbonera? - Oui monsieur! » (Glida).¹⁷³

Les logis ressemblaient à des *tambos*, soit les habitations qu'ils construisaient dans leur lieu de naissance. La famille était composée du père et leader et ses enfants avec leurs parentés nucléaires respectives. Ils étaient liés également par des liens sanguins et par alliance avec les Emberas des autres secteurs et allaient les visiter ou les recevaient chez eux assez souvent.

Au moment du séjour à la ville de Pereira, la communauté effectuait du travail d'artisanat en petites billes (*chaquira*) chez eux comme projet productif appuyé par Caritas depuis 2 ans. Dans cette entreprise, tous participaient et ce, que ce soit dans la fabrication ou la commercialisation des produits. Selon Cano, par le passé, le groupe vivait des revenus d'un dépanneur (*tienda*) qu'ils tenaient à la résidence et dans lequel œuvraient notamment les femmes. Les hommes s'occupaient alors dans les fermes (*haciendas*) aux alentours et les autres personnes vendaient de l'artisanat, qu'ils fabriquaient eux-mêmes, dans les villes de Pereira et Manizales (Cano, idem : 3).¹⁷⁴ Glida fournit aussi des éléments révélateurs quant à l'aide reçue au début :

« Au début? De la Red (Réseau de Solidarité). (...) On nous a aidés avec trois mois d'épicerie et vous savez que l'aide dure seulement trois mois (...) De temps en temps, on nous assiste comme ça pendant trois mois; vous savez qu'il y a quelques personnes qui n'ont pas reçu de support pour le loyer. Nous, nous n'avons pas reçu d'allocation pour payer le loyer. Vous savez que des fois il y a des gens qui sont favorisés, ceux à qui on donne (de l'aide). Ceux qui ne sont pas approuvés ne reçoivent rien. C'est comme ça, nous n'avons rien reçu (...) » (Glida).¹⁷⁵

¹⁷³ Vivimos...dos, tres, cuatro, cinco familias (...) en esta casa. Y allá otra (...) una familia (...) Y allá otra casa, otras cinco familias. - ¿Hay once familias aquí...aquí en Carbonera? - ¡Si señor! (Glida: 15:50-16:11).

¹⁷⁴ Il faut souligner aussi qu'ils participaient au projet de Mme. Cano qui visait à faire un diagnostic de la communauté, sensibiliser ses membres et intervenir dans le projet productif et dans les besoins ressentis soulignés dans la sphère psychosociale de la collectivité (idem).

¹⁷⁵ ¿Al principio? (...) Pues de...de la Red. (...) Les...les...les ayudaron con tres meses de mercadito y...usted sabe que aquí le ayuda por tres mese no mas (...). Y a veces, al...al uno así ayudaron por tres meses,

Les familles distribuaient leur production artisanale de porte en porte (*maneando*), dans d'autres villes ainsi que par commande. Il faut noter que ce dernier point leur permettait d'établir également en plus d'une relation économique avec l'acheteur, une relation de confiance et d'amitié. Ce rapport appartient au domaine public et incombe le plus souvent aux hommes. Toutefois, quelques uns de ces acheteurs¹⁷⁶ connaissent d'autres membres de la famille des personnes de la communauté qu'ils fréquentent et parfois ils ont même l'opportunité de connaître des femmes mais sans pourtant pouvoir vraiment rentrer dans l'espace domestique du groupe. Ce dernier lieu est synonyme de femme, d'enfants, de famille, de domaine privé, de production artisanale, etc. par opposition à la vente. Le collectif participait également au projet de Mme. Cano lors de mon séjour et ses membres avaient reçu, pour y prendre place, des tables pour travailler, la rénovation de la salle de bain et l'appui du projet productif, entre autres.

Un des problèmes que Mme. Cano a identifié se situait au niveau de la communication. D'abord avec les institutions car la communauté ne manipulait pas les codes nécessaires pour avoir accès à l'assistance qu'elles prêtaient et ensuite avec les regroupements métis du secteur dans un contexte de contact culturel. Selon elle, le site d'habitation se constitue alors comme un micro monde dans lequel il est possible de reproduire la culture autochtone. Ceci se voit souligné par le fait que la socialisation linguistique s'effectue dans les deux langues (espagnol et embera) mais avec une forte tendance à le faire dans la dernière. La plupart des rapports verbaux entre adultes-adultes, adultes-enfants et enfants-enfants se passe en embera (Idem : 4).¹⁷⁷ Cela se vérifie dans la citation suivante :

usted sabe que al unos no ayudaron de...de arriendo. Como a nosotros no aportaron de...de arriendo. Usted sabe que a veces llega como a favorecidos así, a la gente favorecidos le dan, al...al que no llegan favorecidos no le dan. Así fue, a nosotros no ayudaron nada (...) (Glida : 07:14-07:48).

¹⁷⁶ *Kapunias* (métis) dans la langue des membres du groupe.

¹⁷⁷ Cela est possible grâce au fait que les adultes de la communauté sont conscients de l'importance de préserver leur langue maternelle.

« À la maison, j'ai l'habitude de parler en embera (...). Toujours, toujours avec lui (son époux), avec les enfants, avec les adultes, mais toujours » (Glida).¹⁷⁸

Pour Cano, ce qui était offert par le système éducatif traditionnel et formel (école de la Carbonera) n'était pas conforme aux demandes de la collectivité et dans maints cas, cela plaçait en position d'infériorité les formes d'éducation propres aux autochtones. À cause de ceci, se manifestait la possibilité d'un espace coordonné par Glida qui agissait en tant que directrice du foyer d'enfants du groupe Embera Chami. Ceci se passait à la maison embera de la Carbonera et où l'on préservait sa langue, sa culture et ses rythmes de vie (même s'ils étaient d'après l'auteur déjà en quelque sorte « contaminés » - *permeados* -¹⁷⁹ par la ville) (Cano, idem : 5).

« Moi, je m'occupe par moments de la cuisine et mon époux se charge de produire l'artisanat. Étant donné que j'ai mon travail alors par moments...je n'ai pas beaucoup d'études mais...comme les autochtones déplacés, les présidents de l'association ont demandé (...) ce foyer en *tutela* et alors on leur a donné cette maison et (où) je coordonne (une garderie) avec les enfants autochtones immigrés. Je suis comme une mère communautaire mais comme (...). C'est comme je vous ai dit, je n'ai pas étudié mais c'est mieux que rien. - Et vous enseignez aux enfants en embera? - Hum, hum, en embera et en espagnol. Aujourd'hui (...) mon occupation, je travaille comme mère communautaire (...), je coordonne (la garderie) avec les enfants...Emberas déplacés (...) en espagnol et en embera. Je m'occupe aussi de la demeure » (Glida).¹⁸⁰

¹⁷⁸ Como yo en la casa...acostumbro de hablar es en embera (...). Siempre, siempre con el...con los niños, con los adultos, pero siempre (Glida : 11:13-11:22).

¹⁷⁹ Cette catégorie de *permeados* est liée à celle de la contamination que j'ai mentionnée plus haut, car on a bien vu qu'il y a un rejet de la part des gens du *resguardo* envers ceux qui veulent y retourner et ceux qui restent à la ville développent, depuis leur perspective, des tactiques de démarcation des limites de la métropole et du monde privé (qui est en même temps ethnique). C'est-à-dire que les souillés cherchent à ne pas l'être ou à l'être dans la mesure qu'ils puissent le supporter économiquement, culturellement et psychologiquement.

¹⁸⁰ Yo por momentos yo aquí, aquí...yo ocupo es como de la cocina...y ya el esposo ya recomienda es de hacer en la artesanía. Como yo tengo mi trabajo entonces yo (...) ya entonces yo, yo por momentos yo, no tengo muchos estudios pero...como los indígenas desplazados, los presidentes de la asociación pidieron (...) pidieron este hogar como en tutela, y entonces ellos le dieron este hogar y entonces yo manejo con los niños indígenas desplazados. Yo es como una madre comunitaria pero como una (...). Yo como que le digo, yo no he estudiado pero algo es algo. - ¿Y usted les enseña a los niños en embera? - Uhm, uhm, en embera y en español (Glida: 12:00-12:46). Hoy en día (...) lo ocupación mía, estoy trabajo como una madre comunitaria (...) manejo con los niños...embera desplazados (...) en español y en embera. También me ocupo de la casa (15:29-15:46).

D'après le système social de ce groupe et ce qui est avancé par Cano, tous les contacts doivent se bâtir avec son leader naturel, Blaudio, qui est à la fois le porte-parole et celui qui prend les décisions qui regardent la communauté. Ce dernier s'intéresse davantage aux projets qui génèrent des revenus (idem : 5-6). Blaudio possédait une maison aux Brisas et il envisageait, selon le président de l'ASIDVU, d'emménager là-bas. Il était également le propriétaire de la demeure à la Carbonera. D'ailleurs, dans cette habitation, on retrouvait trois cuisines où chaque famille préparait ses aliments. Le gaz pouvait être partagé à l'occasion ainsi que la nourriture mais la plupart du temps, c'était le contraire qui se produisait. Lorsque quelqu'un manquait de nourriture, les autres l'aidaient mais comme l'a dit Chucho, ce n'était pas éternel et tendait à finir car chaque foyer luttait pour sa survie.¹⁸¹

Mme. Cano avance qu'il y a plusieurs changements en ce qui concerne le mode de vie de ces personnes. En premier lieu, dans un même logis résident plusieurs familles qui appartiennent à une même parenté étendue. Lorsqu'un fils se marie, il prend une chambre au domicile avec son épouse et ses enfants et ainsi de suite. Dans la demeure dans laquelle elle a travaillé, vivaient dix familles nucléaires qui s'apparentaient par des liens sanguins mais qui fonctionnaient comme des noyaux familiaux qui n'avaient rien à voir les uns avec les autres. Voici la déclaration de Glida quant au mode d'occupation de l'espace :

« - Et chaque famille habite à....dans une chambre, chaque famille possède une petite chambre? – Dans une petite chambre. Dans une petite chambre parfois il y a jusqu'à deux familles. Alors ce n'est pas comme d'être le propriétaire de son propre logement, nous

¹⁸¹ On peut dire que ces maisons sont des vrais laboratoires sociaux où l'on ne voit pas seulement comment les migrants délaissent leur « culture traditionnelle » mais constater qu'ils acquièrent des nouveaux comportements groupaux sous des nouvelles conditions. Cela nous permet de ne pas regarder que le côté de l'acculturation mais aussi celui de l'apprentissage de stratégies de survie urbaines. Ces espaces de socialisation, de communication, de façons de s'adapter au nouveau monde, de relations entre les enfants, de conflits sont comme des sources des nouvelles façons d'être Embera et nous permettent en outre de ne pas tomber dans le simplisme qui veut qu'une communauté n'implique que des liens d'alliance mais aussi le partage de tensions internes entre ses membres.

sommes entassés. Parfois, chaque noyau nucléaire est habitué de se sentir chacun chez lui (Glida) ». ¹⁸²

En constatant ce qu'a dévoilé Glida, on peut remarquer que le fait d'habiter avec d'autres familles était, en quelque sorte, problématique pour chaque unité nucléaire car au *resguardo* chacune d'entre elles possédait une petite demeure (*ranchito*) qui n'était occupée que par le père, la mère et les enfants.

6.2 La maison embera¹⁸³

La maison embera (qui était en même temps le siège social de l'ASIDVU) était située au centre de la ville de Pereira. Y résidaient, au moment du terrain, 5 familles (3 au sous-sol et 2 au rez-de-chaussée)¹⁸⁴ qui totalisaient 18 personnes. Toutefois, à certains moments, il y en a eu jusqu'à 15 (70 individus approximativement). Ceux qui sont partis, l'ont fait après avoir acheté des logis grâce aux subventions offertes par le gouvernement. Deux des foyers que j'ai côtoyés et le père des deux chefs de ces demeures (ses deux fils) en avaient reçu une de \$11.800.000¹⁸⁵ chacun et cherchaient d'ailleurs à déménager aux Brisas. D'autres personnes auront alors l'opportunité d'y habiter mais cela dépendrait de leur condition économique et du nombre de gens qui logent à la demeure au moment de la demande. C'est à l'équipe de direction de prendre la décision lorsque quelqu'un désire s'y établir. Certains des Emberas habitant à la maison centrale et qui ont participé à ces entrevues, avaient accès à une subvention pour les enfants également.

¹⁸² -¿Y cada familia vive en...en que, en un cuartito, cada familia tienen su cuartico? - En un cuartico. En un cuartico, a veces están de...de dos...de dos familias en un solo cuarto. Ya entonces uno pone a veces (...) ya a veces no es como una casa propietaria comunitaria, entonces ya estresa mucho. A veces como uno estamos acostumbrados, cada familia sentirse cada en su casa (Glida : 22:50-23:09).

¹⁸³ Voir les photos 81, 84, les dessins faits par les enfants de la maison embera 88, 91, 94, 97, 99, 100 et les dessins 102, 107, 108, 110 et 112 (dessins tirés de mon journal de bord), pages 190-194.

¹⁸⁴ Au rez-de-chaussée habitait également le *Jaibana* de la communauté et père du président de l'ASIDVU.

¹⁸⁵ 6.000\$C approximativement.

« Oui, cinq familles y habitent (à la maison embera). (...) Auparavant, quinze y résidaient et aujourd'hui ce nombre est réduit car les gens sont en train de partir parce qu'ils (les membres du gouvernement) leur ont donné un petit logis et c'est pourquoi ils partent. (...) La (subvention pour la) maison est dispensée par l'UAO, organisation à laquelle nous sommes affiliés. Ils sont en train de donner les (subvention pour les) logements. Ils vont aussi nous en offrir une. (...) Oui, nous allons partir aussi et la petite maison sera vide. Mais il y en a qui vont rester au bureau d'en haut. (...) Quelqu'un va y rester » (Emla).¹⁸⁶

Cinq de nos interviewés vivaient à la maison embera, soit deux femmes et trois hommes.¹⁸⁷ Quatre d'entre eux logeaient au sous-sol comme on l'a mentionné.¹⁸⁸ Tous les sujets provenaient du *resguardo* le long du fleuve San Juan dans la municipalité de Pueblo Rico. Ils étaient d'ailleurs tous unis par des liens de parenté et faisaient partie de l'équipe de direction de l'association. On retrouvait parmi nos interviewés, le président de l'ASIDVU, son frère (qui était aussi l'un des leaders du centre ville), leur beau-frère (qui était leader à la Carbonera), l'épouse du président de l'organisation et finalement la femme du cousin de ce dernier qui habitait au rez-de-chaussée.

Lorsqu'ils ont emménagé en ville, ils ne s'exprimaient qu'en embera chami et très peu en espagnol. Cela a été en outre une source de difficulté tant pour les femmes¹⁸⁹ que pour les hommes, ainsi que le fait que dans le *resguardo*, ils ont été tout autant confrontés au monde hispanique.

« En première instance ma...ma langue, l'embera chami, tu-sais?, mais alors j'ai vu que c'était une nécessité pour pouvoir (communiquer)...d'apprendre l'espagnol. Je comprenais plus ou moins mais très peu le...l'espagnol, mais très peu. Ce que je connaissais c'était ce que j'avais appris à l'école, avec les sœurs, les missionnaires des

¹⁸⁶ Si, viven cinco familias. (...) Antes vivían quince y ya están reduciendo por que la gente ya están saliendo, que están dando la casita, están saliendo ya. (...) Pues la casita están dando del...la ayu...de l'UAO, donde nosotros afiliarnos, de ahí están dando...la casa. (...) Pues también nosotros que van a dar, dice, la casita. (...) Si, también van a salir, ya después va quedar solita la casita. (...) Pero alguien van a quedar acá, la...oficina arriba. (...) Alguien van a quedar ahí (Emla : 27:41-28:34).

¹⁸⁷ Trois permanents et un semi-permanent.

¹⁸⁸ Consulter les photos 61, 65, 67, 70, 71, 90 et 93, pages 188-190.

¹⁸⁹ Beaucoup plus pour elles car elles n'avaient presque aucune connaissance ni de contact avec cette langue avant d'arriver à la ville.

mères Lauras qui l'ont appris (aux membres de la communauté). C'est cela que...c'est avec cela que...j'ai commencé, disons, à moyennement interpréter, à moyennement écouter (...) à la ville, mais cela a été très difficile, pour de vrai (...) » (Franco).¹⁹⁰

Au début, ceux du sous-sol sont arrivés dans un hôtel au centre de Pereira puis ils ont loué une maison unifamiliale (1 et demi à Montréal) et se sont alors déplacés vers Las Brisas car, à l'hôtel, ils ne se sentaient pas en sécurité à cause du va-et-vient des gens et du danger pressenti pour les enfants. Ils n'avaient pas, dans ce temps-là, d'autre parenté dans le secteur et devaient d'ailleurs se débrouiller pour payer leur loyer à la journée en produisant et en commercialisant, tous, leur production artisanale. Les membres de leurs familles consanguines ou étendues résidaient toutefois à la Carbonera, à Las Brisas et à Galicia.¹⁹¹

« Moi, je suis parti (du *resguardo*) pour venir ici pendant l'année 2002 ou l'année 2003. (...) Je suis venu avec ma famille et une autre famille, mon frère Chucho avec sa femme et moi avec la mienne. (...) Lorsque je suis arrivé, je me suis installé dans un hôtel et j'ai commencé à travailler (...). J'ai commencé à produire l'artisanat et à le commercialiser...de porte en porte, en voyageant et en faisant des commandes, lesquelles je remettais et c'est ce qui m'a permis de survivre (...). Alors, nous voyons que...le camarade, mon frère, Conrad, qui était arrivé un...eh...un mois auparavant, m'a alors expliqué, Franco vous pouvez aller à la *Personeria* dans le but de déposer une déclaration (pour expliquer) la cause de votre présence ici (à la ville). J'ai alors commencé à gérer (cela) et à chercher (des projets), et j'ai donc entamé ma déclaration (auprès) de la *Personeria* municipale (...). Alors (ils) ont vu que la déclaration m'était favorable et c'est

¹⁹⁰ Primero mi...mi idioma, el embera chami cierto, y pero entonces yo vi que era una necesidad para poder...de aprender el español. Yo mas o menos pues medio entendía un poquitico el...el español, pero muy poco. Lo que traía era lo que aprendí en la escuela, con las monjitas, las misioneras de las madres Lauras, ellas nos enseñaron. Eso es lo que...con eso era lo donde... empecé pues digamos a medio interpretar, a medio escuchar (...) en la ciudad, pero fue muy duro, verdad que si (...) (Franco : 24:37-25:19).

¹⁹¹ Cela et la déclaration qui suit permettent d'établir un lien avec le cadre conceptuel de ce mémoire qui traite de stratégies de survie et de la reconfiguration à la métropole. On découvre ici deux fonctions importantes liées à l'habitation : D'abord, on constate que le déplacement vers la métropole implique une trajectoire où l'on a choisi l'emplacement pour s'installer de façon permanente et ce même malgré le peu de marge de manœuvre que possèdent ces personnes étant donné leurs moyens économiques minimes. C'est-à-dire qu'il y existe une sorte de dynamique des migrations proches (passer d'un hôtel à une demeure et de cette dernière à une autre dans la même ville mais dans des zones différentes) dans le grand mouvement de gens (du *resguardo* ou de la zone rurale à la zone urbaine). Deuxièmement, on remarque que les réseaux sociaux s'établissent dans le premier moment de recherche d'un endroit permanent pour habiter. Il se développe donc la constitution d'un noyau originel et par après des sujets qui y adhèrent et cela implique que le premier groupe les accepte et que les individus commencent à se percevoir et à se constituer entre eux tel un groupe ayant des solidarités de base.

alors que la croix rouge a commencé à me supporter...eh...(avec) l'aide humanitaire.¹⁹² L'allocation a été de trois mois d'épicerie et par après ils m'ont alloué aussi trois mois de loyer et la fondation Caritas nous a donné...m'a intégré dans le projet de semences, d'une valeur d'un million de pesos (550\$C approximativement) (...). Cet appui m'a donné la chance de solidifier la production et la vente » (Franco).¹⁹³

Dans la cour de la cave, les lieux d'habitation avaient été construits par les gens qui y résidaient et ce, en bois (bambou), en *esterilla* et le toit en tôle. Chaque famille occupait l'espace d'une petite chambre pour un total de trois. Il y avait donc trois unités nucléaires totalisant de 9 à 11 personnes, tout dépendant des personnes qui y étaient installées. Pour tous, cet endroit représentait en quelque sorte un souvenir de la maison qu'ils possédaient dans leur lieu d'origine,¹⁹⁴ de leurs *ranchitos*, car elle était surélevée et construite en bois.¹⁹⁵ De plus, Franco a indiqué qu'il n'arrivait pas à dormir dans les chambres du rez-de-chaussée car il ne s'y sentait pas bien là-dedans et donc qu'il avait bâti les habitations dans la cour du sous-sol.

¹⁹² Yo pues digamos acá me vine en el 2002, 2003. (...) Eh...vino a...junto conmigo salimos dos...dos familias, dos...mi hermano Chucho con la compañera y yo con la señora. (...) Pues...eh...cuando llegue ya pues digamos esa vez yo me instale en un hospedaje, en un hotel, yo me empecé a quedar ahí y a trabajar de ahí (...). (...) Empecé a producir la artesanía y empecé a comercializar...de puerta en puerta, empecé a viajar y a hacer algún pedido, entregaba ese trabajito y todo eso y con eso empecé a sobrevivir (...). Pero entonces veíamos que...el compañero, el hermano mío, Conrad, había llegado un...eh...un mes antes, entonces el me explico, Emukira4 usted puede ir al...a la Personería para que ponga su declaración de por que usted esta acá, todo eso. Entonces yo empecé pues como a...a gestionar y a buscar, entonces ya...empecé ya la declaración por la personería municipal (...). Entonces ya pues...vio que la declaración fue favorable para mí, entonces...ya la cruz roja me empezó a ayudar...eh... la ayuda humanitaria (Franco : 35:57-37:30).

¹⁹³ Pues digamos...la ayuda fue tres meses de mercado, luego...también me ayudaron con tres meses de arrendamiento y también fundación Caritas pues digamos nos...me ayudo con el proyecto semilla, de un valor de 1 millón de pesos (...). Entonces pues digamos eso...ese apoyo me empezó a ayudarme más a la producción y en venta (Franco : 38:21-39:07).

¹⁹⁴ On saisit, à travers ces remarques et le témoignage qui suit que pour les gens objet d'étude, il ne suffit pas seulement de s'établir dans un endroit choisi mais qu'il faut également qu'ils transforment leur demeure (non pas complètement mais dans les limites du possible) pour qu'elle soit plus similaire à ce qu'ils entendent par le mot maison. Ceci implique donc que la survie suppose tout autant une domestication de la nouvelle habitation et ici, il ne s'agit ni de survie matérialiste ou économique (manger ou avoir de l'argent) ni linguistique (préserver la langue) mais de quelque chose de plus subtil. Il est question de la reconstruction de ce qui est propre à la métropole mais en tenant compte du bagage culturel avec lequel ils y arrivent. Le résultat est évidemment un hybride mais qui fait état des aboutissements de ces tactiques d'adaptation socioculturelles. Il est capital de reconnaître qu'un stratagème d'ajustement englobe aussi une domestication du logement selon ses propres modèles sociaux et que les sujets et les groupes, même en sachant que la demeure ne sera pas identique à ce qu'elle était dans le lieu de naissance, la bâtissent pour qu'elle leur rende la vie plus tolérable en termes d'identité et de la mémoire matérielle des objets avec lesquels ils ont vécu et vivent au jour le jour.

¹⁹⁵ Regarder les photos 58, 61 et 71, pages 188-189.

« Disons, pendant ce moment ici...ici où nous habitons c'est une maison que...eh...que la mairie a octroyé en consignment (*comodato*) à l'association. (...) C'est dans cette demeure où, disons, nous nous réunissons...pour une assemblée, une rencontre de leaders, une formation, une rencontre (...). (...) Et j'ai mon *ranchito* (mon petit logement) par exemple, là-bas dans la cour où l'on m'a ouvert cet espace pour que je puisse avoir mon *ranchito*. Eh...ce *ranchito* a été bâti dans le but de...d'avoir disons mon logis, c'est-à-dire, en pensant à la petite maison des *resguardos*, de la communauté d'où je suis parti. (...) Parce que cette habitation ici, disons, symbolise beaucoup. Lorsque j'y entre, c'est comme si je rentrais au *resguardo* parce que je pénètre dans une petite cabane en bois, en bambou, oui, alors disons que là-bas...je me plais beaucoup. (...) Mais si alors...si...si...si Confamiliar, le gouvernement m'aide pour (acheter) mon propre domicile, alors je partirai, c'est mon rêve » (Franco).¹⁹⁶

Pour cuisiner, ils possédaient un petit poêle à deux éléments et une bombonne à gaz qu'ils partageaient pour préparer les mets.¹⁹⁷ Les trois familles faisaient à manger dans un même chaudron duquel ils se répartissaient le repas. Les trois épouses se divisaient les tâches ménagères et l'achat des denrées (riz, huile, sel, *panela*, etc.) et s'adonnaient à la production artisanale.

« Disons qu'ici à la maison ce sont deux ou trois familles que...qui y vivent et alors nous nous aidons les uns les autres (...). Nous collaborons tous ensemble » (Franco).¹⁹⁸

On retrouvait en outre dans la cour du sous-sol une toilette que les gens partageaient pour faire leurs besoins et pour prendre leur douche.¹⁹⁹

¹⁹⁶ Pues digamos en el momento aquí...aquí donde vivimos esto es una casa que...eh...que la alcaldía le...le dio comodato a la asociación. (...) Esta casa es donde pues digamos todos nos reunimos...a una asamblea, a una junta de líderes, a una capacitación, a un encuentro (...). (...) Y yo tengo mi *ranchito* por ejemplo pues ahí en el patio, donde me abrieron ese espacio para poder yo tener mi *ranchito*. Eh...ese *ranchito* ahí donde esta fue con un fin de...de tener como mi casita, o sea pensando de la casita de los *resguardos*, de la comunidad donde yo me vine. (...) Por que esa casa pues digamos simboliza mucho. Yo dentro allá es como yo entrarme al *resguardo*, por que dentro a una casita de madera, de guadua, si, entonces yo pues digamos ahí...me amañó mucho. (...) Pero entonces ya pues si...si...si ya confamiliar, ya el gobierno me ayuda con la casita, ya luego me voy pa mi casita, ese es el sueño mío (Franco: 53:02-54:27).

¹⁹⁷ Voir les photos 13, 61 et 72, pages 184-188.

¹⁹⁸ Pues digamos acá la casita son dos o tres familias que...que estamos y entonces ayudamos unos con los otros (...). Todos nos ayudamos juntos (Franco: 52:45-52:59).

¹⁹⁹ Consulter les photos 16, 62 et 65, pages 184-188.

6.2.1 La vente d'artisanat et les difficultés rencontrées

Au sous-sol, ou plutôt dans la cour, résidaient donc trois familles dont deux frères avec leur famille nucléaire respective et leur sœur avec son époux.²⁰⁰ À cet endroit de la demeure, les personnes dépendaient, au moment de mon séjour, de la vente d'artisanat qu'ils faisaient à la 18^{ème} rue, au centre ville, pour deux d'entre elles.²⁰¹ Les trois autres groupes nucléaires qui détenaient des lieux autorisés pour vendre leur production à cet endroit étaient deux frères qui s'ajoutaient à ceux de la maison embera et qui habitaient aux Brisas et un cousin qui vivait à Galicia. Ils ont obtenu ces emplacements à force de se battre et de résister à la politique de la métropole qui voulait montrer l'image d'une métropole libre des marchands ambulants (sans vente informelle).

« Oui, parce qu'ici (...) ce sont les deux frères, c'est mon beau-frère, il travaille aussi l'artisanat et sa femme travaille aussi l'artisanat et lui, il garde leur enfant. – Et la...la sœur de Franco aussi? – Elle travaille aussi l'artisanat et son époux...produit et ils se partagent (les tâches). (...) Oui, ils travaillent tous, tous » (Emla).²⁰²

Nos participants vendaient surtout à Pereira (ceux du centre ville) mais il y en avait qui le faisaient aussi dans d'autres villes ou qui allaient de porte en porte comme le faisaient ceux de la Carbonera. À la maison embera, les hommes commercialisaient l'artisanat aussi dans certaines foires,²⁰³ contribuaient à la fabrication et parfois ils ramassaient et mettaient en marché la production artisanale de d'autres familles de leur parenté étendue.

²⁰⁰ Néanmoins, ce dernier couple est allé s'établir à La Carbonera pendant qu'il y avait un autre couple (une autre sœur avec son conjoint) qui s'installait dans leur chambre à la maison embera.

²⁰¹ Voir la carte 4.5, page 182.

²⁰² Si, por que aquí (...) son los dos hermanos, es cuñado mío, él también trabaja artesanía y la señora también trabaja artesanía y él cuida el niño. – ¿Y la...la hermana de Franco también? – Ella también trabaja artesanía y el esposo...produce y se reparten. (...) Si, todos trabajan, todos (Emla : 30:00-30:26).

²⁰³ J'ai eu l'opportunité d'être présent pendant la foire artisanale du parc El Lago (voir les pots 49, 53, 56 et 59, pages 186-187) et aussi dans une autre à l'avenue circunvalar auxquelles ont participé Franco et Chucho.

« Disons qu'en ce moment...eh...nous travaillons à la (rue) mais ici à la ville...parfois...disons (se) présentent quelques foires (artisanales) (...), eh...foires dans les rues, foires des fois...eh...dans un...dans un centre d'achat. (...). Il y a parfois des foires (artisanales), il y en a dans les centres d'achat et d'autres lieux » (Franco).²⁰⁴

Au début, pour ceux qui habitaient le centre ville de Pereira et qui y distribuaient le produit de leur famille nucléaire, la situation était (d'après une des participantes) plus compliquée car ils n'avaient pas accès à un lieu autorisé pour le vendre et car les autres artisans leur en bloquaient l'accès. Ils devaient donc s'enfuir en courant avec leur marchandise chaque fois que les policiers les poursuivaient car ils la leur enlevaient s'ils réussissaient à les capturer. Dans un tel cas, la production était saisie pendant trois mois et ils devaient donc s'organiser pour trouver le moyen d'acheter des matières premières pour en faire d'autre. Pendant ce temps, il a fallu qu'ils apprennent à circuler et à se mobiliser à la métropole et à chercher les meilleurs endroits pour commercialiser leur travail.

« Comme toujours, de l'artisanat. (...) De l'artisanat en « chaquira. » (...) Seulement de la production d'artisanat. (...) Il vendait, moi, j'œuvrais à la maison avec les enfants parce qu'à cette époque ils étaient très petits (...) alors je les gardais chez nous, je tissais cet artisanat et lui, il commercialisait. (...) Il tisse mais...comme il travaille à l'extérieur, il n'a pas de temps pour le faire. C'est pourquoi je...tissais. (...) À cette époque, les choses étaient très difficiles pour mon époux car il n'avait pas d'emplacement pour vendre. Les gens que...tous les...les artisans souffraient beaucoup (...) beaucoup, beaucoup. Ils (les membres des autorités gouvernementales) ne nous laissaient pas (travailler). Ils nous enlevaient de...des espaces publics, de...de (l'emplacement de) la mairie, ils nous confisquaient beaucoup notre artisanat. Ils nous l'ôtaient pendant trois mois et pendant ce temps mon époux cherchait d'autre marchandise. On tissait tous les deux, au logement, et lui, il sortait en attendant qu'on nous remette l'autre (artisanat) qu'ils nous avaient pris. Ils ne nous laissaient pas (œuvrer), ils prenaient (notre stock). Alors, ils me le remettaient (l'artisanat) et c'était à nouveau (le moment de) travailler dans la rue mais en courant, en courant. Ils ne nous laissaient pas (travailler).

²⁰⁴ Pues digamos en el momento...eh...trabajamos en la 18, pero entonces aquí en la ciudad al.....a veces...pues digamos adelante con algunas ferias (...), eh...ferias en las calles, ferias de pronto...eh...en un...en un centro comercial. (...). (...) A veces están unas ferias, están unos centros comerciales y otros lugares (Franco : 50:32-51:07).

Et...après...après avoir beaucoup souffert, alors on lui a donné un lieu de vente » (Emla).²⁰⁵

Les Emberas ont dû en outre mener la lutte de reconnaissance des endroits de vente de 18^{ème} rue avec les autres artisans *Kapuinias*. Ils ont obtenu les cinq places pour les cinq familles en adressant des demandes à la *Gobernación* de Risaralda appuyés par l'ASIDVU et suivant les consignes de la coopérative artisanale de la 18^{ème} rue. Après un certain temps, la municipalité a octroyé des espaces au centre ville à ceux qui y travaillaient déjà.²⁰⁶ Franco a expliqué qu'au début la relation avec les autres artisans était tendue. Ces derniers leur disaient que leur place était au *resguardo*, qu'ils n'appartenaient pas à la ville et de plus que lorsqu'ils allaient aux toilettes, quand ils revenaient il y avait toujours des items qui avaient disparu.²⁰⁷ Selon les dires du président, les autres artisans étaient aussi jaloux des Emberas car ils vendaient davantage que les autres, que les citadins les sollicitaient pour faire de la recherche, de l'intervention ou pour leur passer des commandes. Plusieurs artisans métis avaient en outre essayé de produire de l'artisanat en *chaquira* mais se sont vite découragés après avoir expérimenté la lourdeur de la tâche. Au moment du terrain, après avoir mené plusieurs batailles, et même s'ils disaient toujours ressentir un peu de discrimination, celle-ci avait beaucoup diminué. Les Emberas

²⁰⁵ Como siempre, artesanía. (...) Artesanía así en chaquira. (...) Solo producción de artesanía. (...) Él vendía, yo trabajaba en la casa con los niños como en esa época el niño era muy pequeñito (...) entonces yo cuidaba con los niños en la casa, yo tejía eso...esta artesanía y él vendía. (...) Él teje pero...como él esta vendiendo él no puede tejer, como él esta trabajando no da tiempo, entonces yo...tejía. (...) Esa época el esposo mío tocaba muy duro por que esa época no había puesto. La gente que...todos los...los artesanos sufrían mucho (...) mucho, mucho. No los dejaban. Lo quitaban de...de los espacios públicos del...de la alcaldía, lo quitaban mucho los artesanía. Lo llevaban pa tres meses y mientras eso el esposo buscaba otro artesanía. Tejemos los dos, en la casa, y el salía mientras nos entregue la otra que no(s) llevaron. No lo dejaban, no lo dejaban, lo llevaban. Ya entonces me lo entregaban, ya otra vez que a trabajar en la calle pero corriendo, corriendo. No nos dejaban. Y...después ya...sufrió mucho en eso y ya le dieron un puestico (Emla : 16:20-18:00).

²⁰⁶ Parmi eux, 5 Embera Chami appartenant à l'ASIDVU et trois de nos participants aux entrevues.

²⁰⁷ En outre, Franco a mentionné que lors d'une occasion dans laquelle un des premiers Embera à la 18^{ème} rue s'est fait élire comme président de la coopérative d'artisans, les métis citadins, voyant cela, ont entamé une pression auprès de la *Gobernacion*. Ils lui ont alors adressé des lettres pour exprimer qu'il était impossible que cette personne occupe ce poste car il ne faisait partie du groupe que depuis un an. Il a été contraint, à cause de cet état de fait, de démissionner de sa charge.

qui vendaient au centre ville se tenaient entre eux et n'échangeaient guère avec les autres artisans *Kapunias* de la 18^{ème} rue.²⁰⁸

« On n'a pas de relation avec eux. Ils restent de leur côté et nous du nôtre » (Chucho).²⁰⁹

Les cinq Emberas qui exploitaient ces postes marchandaient à leur table le produit de leur famille nucléaire et d'autres items qu'ils achetaient, soit à d'autres membres de la communauté, soit à d'autres artisans et qu'ils monnayaient par la suite. Leur table était composée de colliers, de bracelets, de boucles d'oreilles confectionnés à la main en *chaquira* ou en bois avec des graines, etc. Certains d'entre eux commercialisaient aussi des tuques et des objets qu'ils achetaient à des communautés de l'Équateur.²¹⁰ Les artisans commençaient le jour entre 7h00 et 8h00 et terminaient vers 19h00 ou 20h00.

Ces personnes participaient aussi à des projets et entretenaient des liens commerciaux, d'amitié et intellectuels avec les étudiants et les chercheurs des universités de la ville. Par exemple, Chucho,²¹¹ l'autre habitant du sous-sol, avait proposé à l'Université Catholique Populaire de Pereira (UCPP) de dispenser des ateliers dans lesquels on enseignerait l'histoire, la culture et la langue autochtone embera chami aux étudiants de 4^{ème} et 6^{ème} semestres inscrits aux départements d'histoire et de dessin industriel. L'apprentissage tiendrait compte des mythes, contes, us et coutumes ainsi que de la langue embera. Il souhaitait en outre décrire tant le mode de vie des gens au *resguardo* que celui de ceux demeurant à la ville. Les cours seraient dispensés du lundi au jeudi à raison de deux heures par jour parmi deux groupes de 15 étudiants (une heure chacun) durant un semestre académique. Le coût de cet exercice serait de \$15.000 de

²⁰⁸ J'ai pu observer lors des occasions où j'ai été à la 18^{ème} rue, qu'il y avait certains artisans (deux ou trois) qui parlaient avec les Emberas ou surveillaient leurs tables. Toutefois, les membres de la communauté se tenaient entre eux.

²⁰⁹ No relacionamos con ellos, no. Ellos por aparte y nosotros por aparte (Chucho: 23:41-23:47).

²¹⁰ Regarder les dessins 109, 111 (page 194) et toutes les photos incombant l'artisanat (pages 183-194).

²¹¹ Chucho était aussi étudiant normaliste et aspirant au travail d'ethno-éducateur de la communauté.

l'heure (7.50\$) ou \$120.000 par semaine (60\$). Chucho désirait développer cette activité car, selon lui, les autochtones avaient toujours été discriminés et infériorisés et que ces attitudes tout autant que certains préjugés à leur égard persistaient dans la communauté *kapunia* colombienne. Il pensait que c'était capital de faire connaître l'importance de sa culture, ses usages et ses coutumes et ainsi contribuer à sensibiliser la population de Pereira.

Les autres membres de l'ASIDVU (parenté) travaillaient aussi l'artisanat comme le réalisaient ceux qui vivaient à la demeure embera. D'après le président de l'association qui était en fonction lors de ma visite, tant les hommes que les femmes produisent l'artisanat à la métropole. Un enfant de 5 ans et plus va aider à la fabrication dû au besoin de main d'œuvre pour le boulot. Comme on l'a vu, dans les réserves, les Embera Chami créent de l'artisanat pour leur usage personnel et ce sont les femmes qui le réalisent notamment. À la métropole, l'artisanat devient un élément important dans l'économie des familles car il est un des seuls moyens qu'elles possèdent pour obtenir de l'argent, ce qui est essentiel en ville, d'après notre informateur, car toute denrée coûte très cher. C'est pourquoi, ils se sont vus contraints de commercialiser leurs produits, ce qui fait partie des connaissances des Embera.

Dans certains quartiers une famille produit pendant une ou deux semaines pour ensuite mettre en marché le fruit de leur labeur pendant 8 jours de suite dans différents villages, municipalités, régions ou quartiers de la ville de Pereira (en faisant du porte à porte). Dans chaque secteur, il y a également des leaders qui ramassent le produit fini des familles pour aller le vendre puis redistribuent l'argent à chacun lorsqu'ils sont de retour dans leur demeure.

« Disons que la population, la plupart de la...de l'association, toutes les familles, presque toutes produisent (de l'artisanat); c'est cela la majorité, ils (en) fabriquent tous (...). Mais également, les *compañeritas* (les femmes) façonnent leur artisanat au logis. Parce que je pense que l'artisanat pour l'Embera ce n'est pas que de produire et de

commercialiser...lorsqu'ils élaborent quelque chose, ils sont en train de matérialiser leurs connaissances (culturelles)...ils sont en train de tisser leur représentation du monde. (...) Ils n'ont jamais...jamais abandonné leur artisanat car c'est un...c'est un...l'artisanat constitue (aussi notre) culture (...) » (Franco).²¹²

Quant aux enfants de la maison embera, ils allaient à l'école et participaient un peu aux tâches artisanales.

« Étudier et...produire de l'artisanat » (Emla).²¹³

Les femmes vaquaient aux occupations domestiques, s'occupaient des enfants, de la fabrication d'artisanat et avaient un travail à l'extérieur de la maison pour deux d'entre elles. Pour ces dernières, les relations linguistiques se passaient le plus souvent en embera à la maison et en espagnol à l'extérieur ou avec des *Kapunias*.

« En ce moment, actuellement, elle (Emla), disons, en premier lieu, elle travaille le...eh...eh...son artisanat (...) et cela fait deux mois qu'elle...disons, qu'une camarade, (...) une métisse (...) nous a octroyé le boulot pour elle et (alors) elle travaille l'après midi, de cinq à...à onze heures la nuit. Eh...J'ai vu que c'était peut-être une nécessité car présentement on a besoin de ressources pour pouvoir compléter l'argent de la...(...) de l'allocation d'habitation qui (nous est) arrivée de Confamiliar. C'est dû à cela que nous avons dit, alors, c'est cela camarade, alors (...) nous nous aiderons tous les deux, vous...eh...eh...contribuez avec...avec les ressources que vous gagnez en travaillant et moi aussi j'aide par ici (de mon côté). Alors, nous sommes tous les deux (ensemble) (...) pour réussir à ramasser l'argent qui nous manque pour compléter pour (l'achat de) la demeure dont nous rêvons » (Franco).²¹⁴

²¹² Pues digamos la población, la mayoría de la...de la asociación, toda la familia casi todos hacen, esa es la mayoría, todos hacen (...). Pero igualmente las compañeritas en su casita elaboran su artesanía. Por que pienso yo que la artesanía para el Embera no solo es producir y comercializar...cuando ellos están elaborando algo, ellos están ahí plasmando su conocimiento...ellos están tejiendo su conocimiento. (...) Ellos nunca...nunca abandonan su artesanía por que eso es un...eso es... la artesanía es cultura. (...) (Franco: 54:34-55:50).

²¹³ Estudiar y ya...producir artesanía (Emla : 29:40-29:42).

²¹⁴ Pues en el momento actualmente ella (Emla) pues digamos, en primer lugar ella labora el...eh...eh...su artesanal (...) y...ya ella pues hace dos meses, que...pues digamos una compañera, un mest...una mestiza nos ayu...nos ayu...nos dio el trabajo a ella y ella trabaja por la tarde, es de cinco a...a

Par moments, mon travail c'est toujours...la plupart (du temps) c'est...l'artisanat. (...) Oui, je suis en train d'effectuer un travail...(consistant à faire des) « arepas boyacas » (...). Je travaille dans cela (aussi) (...), oui, cela fait un mois » (Emla).²¹⁵

6.2.2 Le rez-de-chaussée de la maison embera, ses habitants et les différends avec le voisinage

Au rez-de-chaussée, habitaient, au temps du terrain, deux familles avec trois et deux enfants respectivement. Y résidait également le père du président de l'association,²¹⁶ qui était d'ailleurs l'un des *jaibanas*²¹⁷ de la communauté à la ville de Pereira. L'un des couples était constitué du cousin du président et ex-président de l'association, de sa femme et ses trois enfants. La seconde famille était formée de la sœur du président, de son mari et de leurs deux enfants.²¹⁸ Chaque unité nucléaire occupait une chambre du

once de la noche. Eh...yo vi que tal vez era una necesidad por que en el momento necesitamos unos recursos para ajustar una platica para...el...el...el subsidio de...de vivienda que llego a confamiliar. Entonces debido a eso dijimos pues listo compañerita, entonces usted, nos ayudamos ambos, usted...eh...eh...ayuda con...con el recurso que usted gana allá trabajando y yo también ayudo acá. Entonces nosotros ambos estamos (...) para poder recoger esa plática para ajustar para la vivienda que estamos soñando (Franco: 51:12-52:12).

²¹⁵ Pues por momentos, el trabajo mío siempre es...la mayoría es artesanía. (...) Si, estoy haciendo un trabajo...arepa Boyacá (...). Estoy trabajando en eso (...), si, ya va un mes (Emla : 25:24-25:50).

²¹⁶ Par ailleurs, j'ai eu la chance, à deux ou trois reprises, de parler avec le plus vieux de la maison, le père du président de l'association et *jaibana* reconnu au sein du groupe. Au moment d'une de nos rencontres, il a signalé être très malade de la prostate, maladie qui serait méconnue dans les réserves, dans les territoires où ils demeuraient avant de s'installer en ville, et qu'il avait fréquenté des hôpitaux et des médecins mais qu'il continuait d'en souffrir quand-même. Selon lui, dans leurs contrées, ils se soignent avec des herbes et des médicaments naturels. À la métropole, cette pratique tend à disparaître; les jeunes seraient très différents des aînés et ne penseraient qu'à l'argent et la façon de profiter de n'importe quelle occasion pour en faire.

²¹⁷ Le *jaibana* est l'homme médecine de la collectivité. Selon le président de l'association, le leader politique et le spirituel vont de pair. Le *jaibana* est celui qui oriente spirituellement, celui qui dialogue avec l'esprit des arbres, des animaux, des fleuves, etc. Il est un sage qui indique par où il faut aller. Il est presque un dieu pour les Emberas car Karagavi, leur dieu, lui a laissé la connaissance et c'est pourquoi il est le leader suprême parmi le groupe, celui qui connaît le plus la communauté. Le gouverneur est par contre davantage un leader politique. À la cité de Pereira, il y a deux *jaibanas* reconnus et établis dont celui qui loge à la maison embera et puis son frère qui vit à Esperanza Galicia. D'ailleurs, le fils de celui du centre ville (Conrad) était le représentant principal des Brisas et cheminait pour devenir l'homme médecine des personnes de sa collectivité à Pereira.

²¹⁸ Toutefois, ils n'étaient pas installés à Pereira comme déplacés mais y résidaient car l'homme du foyer représentait le *cabildo* de Pueblo Rico. Leurs deux enfants allaient à l'école en espagnol et ils allaient tous ensemble au moins une fois par semaine au *resguardo*.

logement qui était, lui, bâti en ciment, comme les autres habitations du quartier. C'est d'ailleurs le cousin du président de l'association, Liandro, qui avait obtenu la résidence embera et avait expulsé Raij, le leader de l'OINDES et résidant du rez-de-chaussée en ce temps-là. Lui et sa famille sont arrivés à la capitale de Risaralda en 2001 accompagnés de 7 autres foyers à cause de problèmes d'ordre public vécus dans la réserve. Au début, ils ont emménagé au sous-sol de la maison embera avec la permission de Raij puis ils ont acheté un terrain à Esperanza Galicia et sont tous allés y résider, selon ce qu'a rapporté Alca, l'épouse du cousin du président. Lors des premiers jours et mois, ils n'ont pas eu accès à l'aide gouvernementale ou autres puis ils ont eu droit à une allocation pour un mois d'épicerie et à des projets productifs coordonnés par Caritas subséquentment.

Au *resguardo*, Alca s'adonnait aux tâches ménagères, gardait les enfants, prenait soin de la récolte, des champs, des animaux et participait également au comité de femmes. Son époux, Liandro, était professeur, consacrait du temps pour labourer à la ferme et représentait un leader pour sa communauté. Ils habitaient dans une maison (*tambo*) (tous les deux et leurs deux filles) et les membres de la famille de l'époux d'Alca résidaient aux alentours. Lorsqu'ils ont atterri à la métropole, ils parlaient tous les deux l'embera et l'espagnol, ainsi que leurs filles. Alca s'exprimait, bien sûr, moins bien en espagnol au début qu'elle ne le faisait lors de l'entretien qu'elle m'a accordé. Quand elle est débarquée à Pereira, ses occupations étaient la fabrication d'artisanat, entretenir le logement et aller vendre au centre ville comme le faisaient les autres femmes de son groupe. Son époux s'employait à produire et à commercialiser l'artisanat de sa famille nucléaire et à travailler comme ébéniste à l'occasion, ainsi que comme leader de sa collectivité. Au moment du terrain, Alca créait de l'artisanat, le mettait en vente et s'occupait dans une moindre mesure du logement car elle travaillait à l'extérieur de l'espace domestique dans une fabrique de confection de vêtements. Liandro agissait à titre d'ethno-éducateur du groupe, enseignait à la Brisas, était leader de la communauté et commercialisait un peu l'artisanat à la ville. Leurs deux filles allaient à l'école, aidaient aux labeurs domestiques et un peu à la confection de produits pour marchander. L'une d'entre elles fréquentait l'école pour adultes les fins de semaine et du lundi au vendredi

gardait sa sœur cadette (l'autre de leurs filles qui était encore trop petite pour aller à l'école) et s'occupait de la résidence.

Au rez-de-chaussée se déroulaient également les réunions des leaders, les entretiens avec les membres des ONG qui offraient des services ou voulaient entreprendre des recherches au sein de la communauté tout comme quelques ateliers de formation. Ceux qui concernaient la manipulation du bois étaient administrés au sous-sol, lieu où se retrouvaient les machines et les tables de travail avec des chaises. À cet endroit, on sanctionnait encore les fautes car c'est là qu'était installé le *cepo*. J'y ai aussi été témoin d'une grande réunion entre l'ONIC, le CRIR et l'ASIDVU et des membres du *resguardo* de Pueblo Rico pour discuter de la problématique du déplacement forcé des Embera Chami vers la ville de Pereira et des « problèmes » qui en découlent.

D'après les habitants de la demeure embera, il y a eu peu de conflits avec le voisinage. Selon Franco, au début il y a eu quelques frictions dues au fait d'allumer des feux de bois pour cuisiner ou lors des fêtes organisées par et pour la communauté et où il y avait consommation d'alcool et un nombre important de gens. Au sujet du feu, les voisins affirmaient que leurs vêtements s'imprégnaient de l'odeur qui s'en dégageait et se sont plaint auprès du gouvernement. Pour les participants aux entrevues, lorsqu'ils en faisaient, c'était lié à ce qu'ils n'avaient pas de ressources pour acheter du gaz. Il fallait alors cuisiner pour les enfants et les autres membres de la famille malgré tout. Cela représentait au début une contrainte puisqu'à Pueblo Rico, les foyers carburaient au bois. Aujourd'hui, il leur est interdit d'allumer des feux. Lors d'un de mes entretiens avec les voisins, l'ex-voisine et propriétaire du logement d'à côté de la résidence embera, a exprimé qu'elle avait eu à déménager car elle ne supportait pas la façon d'être et d'agir des autochtones qui, selon elle et d'autres individus du coin, avaient détérioré le secteur. Elle a mentionné que, lorsqu'elle habitait son logis, les Emberas mettaient les ordures de son côté et que le bruit et les odeurs dus aux feux de bois étaient insupportables. En définitive, elle dit qu'« ils ne les laissaient pas vivre ». Alors qu'elle affirmait qu'elle ne

sortirait de sa maison qu'une fois morte, la venue des Amérindiens l'a contrainte à le faire car elle ne les supportait plus. La personne à qui elle avait loué sa demeure se plaignait également et elle l'accusait de l'avoir trompée en lui cachant la réalité quant aux voisins.

Conclusion

On a découvert deux fonctions importantes et stratégiques liées à l'habitation : D'abord, on constate que le déplacement vers la ville implique une trajectoire où l'on a choisi l'emplacement pour s'installer de façon permanente et ce, même malgré le peu de marge de manœuvre que possèdent ces personnes vu leurs moyens minimes. C'est-à-dire qu'il existe une sorte de dynamique des migrations proches (passer d'un hôtel à une maison et de cette dernière à une autre dans la même ville mais dans des zones différentes) dans le grand exode (du *resguardo* ou de la zone rurale à la zone urbaine).

Deuxièmement, on remarque que les réseaux sociaux s'établissent dans ce premier moment de recherche d'un endroit permanent pour demeurer. Il y a une sorte de noyau initial et par après des sujets qui y adhèrent. Cela implique que le premier groupe les accepte et qu'ils se perçoivent et se constituent entre eux telle une collectivité partageant des solidarités de base. D'ailleurs, on a souligné que pour les gens rencontrés, il ne suffit pas seulement de s'établir dans un lieu choisi mais il leur faut également transformer leur résidence (non pas complètement mais dans les limites de leurs possibilités) pour qu'elle se rapproche davantage de ce qu'ils entendaient par le mot maison. Ceci implique donc que la survie suppose également une domestication de la nouvelle habitation et ici, il ne s'agit ni de survie matérialiste ou économique (manger ou avoir de l'argent) ni linguistique (préserver la langue) mais d'un autre procédé plus subtil. Il est question de la reconstruction de quelque chose qui est propre à la métropole mais tout en tenant compte du bagage culturel avec lequel ils y arrivent. Le résultat est à l'évidence un hybride qui

fait état à nouveau des aboutissements de ces tactiques d'ajustement socioculturelles. Il est nécessaire de reconnaître qu'une stratégie d'adaptation englobe aussi un approvisionnement de la demeure selon ses propres patrons et que les personnes, même en sachant que le logement ne sera pas identique à ce qu'il était dans le lieu d'origine, le bâtissent pour qu'il leur rende la vie plus tolérable en termes d'identité et de la mémoire matérielle des objets avec lesquels ils ont vécu au jour le jour.

On peut aussi noter que la promiscuité est, en quelque sorte, problématique pour chaque unité nucléaire car au *resguardo* chacune d'entre elles possédait une petite maison (*ranchito*) qui n'était habitée que par le père, la mère et leurs enfants. Finalement, on peut souligner que la proximité avec les citoyens, et ce que ce soit avec les voisins ou avec les autres *Kapunias* au travail, semble être conflictuelle. Les citoyens considèrent soit que les autochtones appartiennent au monde rural et non pas à la ville ou encore qu'ils ne savent pas vivre d'après les normes sociales des citoyens et qu'ils n'arriveront peut-être jamais à le faire. Pour les amérindiens, la relation avec les *Kapunias* se résume à un rapport commercial, de recherche ou encore d'intervention. Il va sans dire qu'ils se méfient des membres de la société majoritaire et qu'ils cherchent à se rassembler pour pouvoir conserver leur culture et leur identité telles qu'ils les pensent.

CHAPITRE 7. L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE EMBERA CHAMI A PEREIRA

Introduction

Cette partie dépeint les éléments les plus importants concernant l'organisation communautaire embera chami à Pereira. Primo, je présente certains renseignements généraux sur l'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis (ASIDVU), tels sa fondation, ses buts, sa population cible, etc. Secundo, je passe en revue le problème qui s'est présenté lors du conflit pour l'assignation du siège social central du groupe (la maison embera du centre ville).

7.1 L'Association Solidaire d'Autochtones Déplacés et Vulnérables Unis de Pereira (ASIDVU)

L'ASIDVU²¹⁹ a été mise sur pied à Esperanza Galicia au cours de l'année 2003. Elle s'est donnée comme mandat, depuis sa fondation, de prêter attention à la population amérindienne déplacée mais ses membres nourrissaient un désir, au moment du terrain, d'élargir leur clientèle cible en ajoutant celle qui était vulnérable (non seulement de migrants contraints) établie à la ville et originaire d'un *resguardo* soit de Risaralda (Pueblo Rico et Mistrato) ou de Caldas (Rio Sucio). Cette organisation a vu le jour car entre les années 2000-2002 une grande famille de Pueblo Rico s'est vue obligée de se déplacer vers Pereira. Elle s'est constituée pour permettre à ces personnes de rester unies et de ne pas perdre « leur essence » comme Embera à la métropole selon les dires de son président en 2007.

²¹⁹ Nommée au début ASID.

« Entre les années 2000 et 2002 s'est déplacé un clan de famille de la municipalité de Pueblo Rico, plus précisément d'une réserve d'une communauté Embera Chami, et ce dû au fait du problème interne qu'on vit en Colombie. Alors, quelques familles ont migré. Une fois ces gens rendus à la ville, on a identifié le besoin de se réunir et de constituer une association à la métropole pour pouvoir réussir à se tenir ensemble et que les unités nucléaires restent unies et ne perdent pas leur essence comme Emberas à la ville. On a fait cela plus spécifiquement pour pouvoir conserver notre culture, notre dialecte, nos peintures, nos danses, nos croyances et nos coutumes car à la ville on est entouré par la société majoritaire et que peut-être les enfants pouvaient, dans un futur rapproché (10 ou 20 ans) et à force de recevoir (les idéologies de) l'occident, qui est le monde moderne, en sortir affectés. Alors, l'organisation a été créée pour nous permettre de vivre et conserver notre culture ici en milieu urbain » (Franco, président de l'association en 2007).²²⁰

L'ASIDVU était constituée par ailleurs de cinq comités (d'éducation, de santé, d'artisanat, de femmes et de leaders), une équipe de direction (*junta directiva*) (président, vice-président, *fiscalizador*, trésorier et secrétaire) et cinq équipes de direction pour chaque secteur qui y participait et y était représentée (Carbonera, Esperanza Galicia, Villa Santana, Las Brisas et Centre de Pereira). L'association se régissait par la justice amérindienne et était enregistrée, au moment de mon séjour à Pereira, comme ONG et reconnue comme personne juridique face aux instances gouvernementales. Toutefois, ses membres commençaient à considérer la possibilité d'instaurer un *cabildo* (regroupement officiel) autochtone à la métropole.²²¹ Ils prévoyaient d'ailleurs entamer un travail de coopération avec le CRIR et l'ONIC et ont aussi tenté de se rapprocher de ces organisations après avoir coupé les liens sous le gouvernement précédent celui que j'ai côtoyé.

²²⁰ Precisamente en el año 2000 a 2002, se desplazo...un clan de familia del municipio de Pueblo Rico, de un resguardo, de una comunidad embera-chami...eh...debido a un problema que se esta viviendo pues digamos aquí en Colombia, entonces...se desplazaron unas cuantas familias, entonces vio la necesidad de...de...de reunirse esta comunidad aquí en la ciudad y conformar una asociación...para poder pues digamos que ellos así estén en la ciudad o donde estén, para que esta familia permanezca unido y no pierdan su esencia como embera en la ciudad. (...) Precisamente para conservar su cultura, su dialecto, su pintura, sus danzas sus creencia y sus usos y costumbres, eso fue la necesidad para...porque estamos pues digamos rodeados acá de la sociedad mayoritaria donde de pronto los niños indígena pueden...eh...en un futuro, hablemos 10, 20 anos...eh de tanto ya recibir pues digamos el mundo occidental que es el mundo moderno, entonces los niños indígenas pueden ser...pueden salir afectados en ese sentido. Entonces ya la organización se creo para poder pervivir y permanecerla su cultura aquí en la ciudad (Franco président de l'association : 00:40-02:07).

²²¹ En fait, si l'on se fie aux renseignements d'un de nos informateurs et membre de la direction de la communauté avec lequel je garde toujours un contact, ils sont aujourd'hui constitués comme *cabildo* à la ville.

La majorité des membres de l'ASIDVU étaient des gens originaires de Pueblo Rico (cousins, oncles, frères et sœurs, etc.). Toutefois, elle comptait également des familles venant de Rio Sucio (Caldas) qui, d'après son président, avaient perdu leurs coutumes, leurs dialectes, leur langue maternelle mais qui étaient « quand même des Amérindiens ». Les autres provenaient de Pueblo Rico et du Putumayo (Ingas) et se qualifiaient et se percevaient comme de vrais autochtones (« nettement »).

« (...) Ils proviennent de différents *resguardos* comme...: de Rio Sucio Caldas, Emberas, ce sont des autochtones mais que...cela fait beaucoup de temps, c'est historique qu'ils ont perdu leurs...leurs...leurs coutumes, leur dialecte, leur langue maternelle mais ce sont des Amérindiens. Et les camarades, la famille d'ici de Risaralda qui proviennent de Pueblo Rico et Mistrato, ce sont de vrais autochtones qui encore aujourd'hui vivent leur...leur culture et leur...leur langue vernaculaire. (...) Et dans ce groupe, il y a...trois, quatre familles qui viennent du Putumayo, qui sont autochtones Inga....et ont aussi leurs coutumes » (Franco, président de l'association en 2007).²²²

Un autre objectif de l'association était de récupérer d'une certaine façon les terres qu'avaient perdues les familles (animaux et maisons inclus). Néanmoins, ses adhérents n'affirmaient pas désirer retourner dans leur lieu d'origine, car il n'y avait ni sécurité ni garanties de la part du gouvernement ou de l'autorité traditionnelle. Ils proposaient en opposition d'aménager des terres qu'on leur octroierait aux alentours de la municipalité de Pereira (à la campagne) et donc de regrouper la communauté pour qu'elle soit plus concentrée et dispose de plus de force et de cohérence car le fait que les unités conjugales soient éparpillées dans différents quartiers de Pereira, faisait en sorte qu'il était très compliqué de se réunir et de continuer de vivre dans leur langue et leur culture.

« (...) Parce que...nous avons vu que ce qui était primordial, et nous sommes en train de donner priorité à cela, c'est la terre. Car...ils ont déjà une expérience de...5, 4 années et

²²² (...) Son procedentes de diferentes resguardos como...: de Rio Sucio Caldas, embera, son indígenas pero que...hace mucho tiempo, son histórico que ellos se perdieron su...su...sus costumbres, su dialecto, su lengua materna pero son indígenas. Y los compañeros ya la familia de aquí de Risaralda que son procedentes de Pueblo Rico y Mistrato, son indígenas netamente que todavía la perviven su...su cultura y su...su lengua materna. (...) Y dentro de estos hay unos...unos 3, 4 familias que es del Putumayo, que son indígena Inga...y también manejan sus costumbres (Franco, président de l'association : 13:55-14:47).

ont vu que....sans terre...c'est comme s'ils vivaient dans l'air...et ils ne peuvent pas vivre ainsi. Alors, leur position à eux c'est de se réinstaller (una reubicación de tierra). Dans les assemblées, s'est exprimée...cette attente...ce qui est essentiel pour eux, ce dont ils ont besoin c'est la terre, même si c'est n'importe quel morceau de terre mais ils ont besoin de faire leur foyer, leur maison...et pour pouvoir en faire bon usage car...si dans un futur ils possèdent des terres, ils auront tout. Parce que c'est cela la proposition, lorsqu'un autochtone possède sa terre, il a la santé, l'éducation, l'habitation, l'eau, tout. Mais en ce moment nous n'avons rien car nous ne possédons pas de terre » (Franco, président de l'association en 2007).²²³

D'après les membres du groupe, tout au long de l'année, l'ASIDVU organise également des réunions de leaders pour connaître les besoins du groupe en général dans tous les emplacements. Ces associés possèdent d'ailleurs un calendrier d'activités pour chaque année et il y a en outre des réunions de l'équipe de direction pour regarder, évaluer et faire avancer les tâches liées à l'association et analyser les thèmes à présenter à l'assemblée des leaders de chaque secteur. L'assemblée centrale décide en dernière instance de tout ce qui touche la communauté (formations, recherches, etc.). Ils participent aussi à des activités coordonnées par l'association nationale (ONIC) et régionale (CRIR), organisent des cérémonies avec le *Jaibana*, des fêtes pour réunir toute la collectivité et aménagent des espaces pour la commercialisation de la production artisanale de ses artisans.

Au moment du terrain, l'organisation travaillait davantage avec Caritas *diocesanas*²²⁴ qu'avec d'autres ONG locales, nationales ou internationales. Elle leur a fourni des machines,²²⁵ des matières premières, des cours de formation, des projets

²²³ (...) Por que...Vimos que lo mas primordial y lo estamos priorizando, es la tierra. Por que...ellos ya han tubido experiencia sobre...cinco, cuatro años y ven que...ellos sin tierra...es como ellos vivirsen en el aire...y ellos no pueden vivir así. Entonces el planteamiento de ellos es para una reubicación de tierra, mediante una asamblea se dan...la expectativa es eso...ellos lo mas primordial que ellos necesitan es la tierrita, así sea cualquier pedazo de tierrita pero ellos necesitan hacer su cambito, necesitan hacer su casita...y para poder dar el uso ahí por que...si en un futuro ellos tienen tierra, tendrán todo. Por que eso es el planteamiento, cuando un indígena tiene su tierrita tiene salud, tiene educación, tiene vivienda, tiene agua, tiene todo. Pero en el momento no tenemos nada por que no tenemos tierra (Franco, président de l'association : 20:28-21:29).

²²⁴ Organisation catholique possédant des branches nationales, continentales et internationales.

²²⁵ Concernant les instruments électriques, il me semble important de mentionner que pendant un entretien avec l'un des dirigeants de Caritas, ce dernier a exprimé que l'ex-président de l'ASIDVU les avait obtenus à travers eux pour toute la communauté et que par après, il avait dit qu'ils n'appartenaient qu'à lui. Selon

productifs, etc. en vue de contribuer à la pratique de la production et commercialisation de l'artisanat et ainsi générer des « activités productives » au sein du groupe. Le SENA leur a offert en outre des ateliers en collaboration avec la fondation Caritas.²²⁶ Un des membres de cette dernière institution a affirmé qu'ils avaient un plan pour la communauté Embera Chami installée à Pereira et qu'à travers lui, ils avaient réussi entre autres à faire engager ainsi, au sein de cette organisation, un jeune ethno-éducateur embera provenant de Caldas et qui remplissait le rôle de secrétaire au sein de l'équipe de direction de l'ASIDVU.²²⁷

Pour le secrétaire de l'association, Caritas était une de ces ONG qui en dehors de tout processus politique avançait des projets qui apportaient du développement à plusieurs des membres de la collectivité dans le sens où elle leur permettait de pouvoir débiter et de continuer à chaque fois leur programme productif et ce, en respectant leur culture et en les laissant rebâtir à nouveau leur plan de vie. Le comité artisanal était l'une des propositions les plus importantes qui ait été formulée car elle contribuait, à moyen terme, à résoudre la problématique de la pauvreté et de la malnutrition parmi maintes

lui, cela montre comment les Emberas deviennent individualistes et occidentalisés à la ville tout comme les autres citoyens (Voir photos les 64, 86 et 87, pages 188-190).

²²⁶ Les membres de l'équipe de direction se sont par ailleurs plaints devant le dirigeant de Caritas car selon eux, pendant la formation du travail du bambou, la professeure qui l'a dispensée les obligeait à parler en espagnol et les méprisait sans les laisser communiquer dans leur langue vernaculaire. Quelques uns ont avancé que cette personne, au lieu de donner les cours, venait dans le but de s'approprier leurs savoirs. Ils ont en outre manifesté qu'ils poursuivraient les cours de capacitation seulement si c'était un autre individu qui les donnait.

²²⁷ Lors d'un entretien avec des leaders de Caritas, celui qui coordonnait le projet du comité artisanal de la communauté embera a signalé que la fondation voulait commettre le moins d'erreurs possibles pendant leur boulot avec ce groupe. Par ailleurs, ils avaient déjà rencontré quelques problèmes et avaient le désir de les éviter dans le futur (comme le cas des machines par exemple). Une autre difficulté avait été que quelques sujets avaient reçu de l'argent pour poursuivre leur projet productif, l'avaient dépensé puis ils en quémendaient dans les rues du centre ville. Le comité artisanal avait été en outre une tactique pour accéder à la collectivité autochtone déplacée en vue de développer un travail social et communautaire. Ils désiraient alors chercher la façon de mieux intervenir au sein d'un groupe qu'ils considéraient problématique et ils l'accomplissaient d'une manière humanistique. La nouvelle sorte d'action et de distribution de l'aide supposait que les sujets Emberas participent activement aux projets pour qu'ils arrêtent de penser que tout doit leur être donné. Le psychologue a manifesté qu'ainsi faisant, on ne respectait pas le temps de travail du groupe et que ses adhérents étaient donc tenus de produire à la manière des citoyens. Quelques uns des intervenants ont indiqué cela explicitement lorsqu'ils ont déclaré que les Emberas étaient désormais à la métropole et que ceci les contraignait à s'adapter à elle et à la manière dont les sujets œuvraient.

familles.²²⁸ Cet adjoint de l'équipe de direction pensait que dans la mesure où l'on assure la continuité de cette initiative, elle pouvait soutenir le renforcement du potentiel humain des gens qui y adhèrent et ainsi réussir à passer, à travers la sensibilisation et l'éducation, d'une économie de subsistance (*pan coger*) à une économie solidaire. Ainsi, pouvaient aussi s'accroître les espaces et les moyens pour commercialiser la production artisanale et atteindre l'autosuffisance en vue de soutenir l'initiative d'une participation politique accrue des femmes (leur *empoderamiento*) et contribuer à ce que, même dans la ville, ce soient elles et la parenté qui soient à la base de la culture embera (Tapasco, rapport mensuel, 2007 : 5).

L'association tentait aussi de participer à toutes sortes d'entreprises. Par exemple, le 27 mars 2007 en matinée, le secrétaire de l'ASIDVU m'a téléphoné et demandé d'aller le rejoindre à la maison embera, lieu où il est resté deux mois avant de revenir dans son foyer avec sa femme et son enfant. Lorsque je suis arrivé, il m'a invité à aller dans sa chambre où il y avait un lit simple, un bureau, son ordinateur et une petite table où était placé un réchaud. Il m'avait convoqué pour que je jette un coup d'œil sur un document qui traitait d'un projet de subvention destiné aux peuples amérindiens et coordonné par la Banque Mondiale et la Communauté Internationale. Le financement pouvait aller de 10.000\$ à 30.000\$ US et se voulait un appui qui bénéficierait à la communauté en général et qui encouragerait les droits humains. Le secrétaire m'a informé qu'ils voulaient que je les aide à formuler le projet, ce à quoi j'ai répondu que c'était à eux-mêmes de le réaliser en tenant compte des besoins qu'ils avaient identifiés au sein du groupe. D'après lui, leur proposition visait à contribuer à subvenir aux nécessités nutritionnelles des enfants, promouvoir la commercialisation de l'artisanat et la prise de pouvoir (*empoderamiento*) des femmes au sein de la communauté, entre autres. Pour ma part, je lui ai conseillé

²²⁸ Dans le cadre du comité d'artisanat, la fondation Caritas avait entrepris aussi un projet de partage et d'apprentissage des connaissances artisanales embera que dispensait le président de l'association.

également de souligner l'aspect linguistique mais il n'a pas semblé très emballé par cette idée.²²⁹

La question de l'artisanat était un point central de ce projet car le collectif désirait procurer des lieux où les membres des familles qu'il englobe puissent mettre en marché celui qu'ils produisaient. Puisqu'à la ville, il n'y avait que cinq familles qui bénéficiaient chacune d'un espace alloué par la municipalité. Les autres unités nucléaires faisant partie de l'ASIDVU devaient vendre leur production dans d'autres métropoles où dans les rues de Pereira, ce qui générait des problèmes car elles ne pouvaient pas offrir leur produit n'importe où risquant ainsi de se faire retirer la marchandise par les autorités municipales. Un autre point que visait le projet proposé par l'organisation était la création de comités artisanaux où le savoir-faire se transmette à d'autres générations. Pour le développement de cette entreprise, ils devaient contribuer à 20% du total de l'opération et les ressources qu'ils obtiendraient, ils les destineraient en partie aux gens de la collectivité (50%) et l'autre part serait consacrée au programme comme tel. Le secrétaire a souligné qu'il y avait, en ce qui concernait cette affaire, une difficulté quant à la distribution de l'argent et l'organisation au sein du groupe.²³⁰

²²⁹ Ils ont en outre présenté ce projet à l'Incubadora, une autre ONG locale de Pereira, pour voir s'ils pouvaient les appuyer pour formuler la demande. Les Emberas sont entrés en contact avec cette organisation car ils ont gagné un concours dans le cadre duquel cette institution a choisi trois projets communautaires sur 150 pour les aider dans la formulation de projets.

²³⁰ Tapasco a mentionné par ailleurs aussi qu'un des problèmes de la communauté est que ses adhérents ont l'habitude de recevoir de l'aide gouvernementale car le pouvoir colombien est paternaliste. Entre autres, d'après leur condition de déplacés, ils ont le droit à une aide de trois mois d'épicerie et de loyer et quelques uns ont aussi obtenu des subventions pour acheter des maisons unifamiliales à Las Brisas. Cela a conduit à une situation où l'Amérindien s'est accoutumé à penser que tout lui est dû. Selon lui, entre autres problèmes qui se posent pour la collectivité à la métropole, on retrouve celui de la mendicité et celui du faible niveau organisationnel des groupes amérindiens à Risaralda en comparaison avec ceux des autres départements du pays (Caldas et Cauca). Pour les regroupements de Risaralda, cet état de chose est impossible à atteindre à cause de la méfiance que les autochtones de cette région entretiennent à l'égard de tous les individus de l'extérieur qui les approchent. Pour eux, le *Kapunia* cherche toujours à les voler et doit toujours leur offrir quelque chose.

Les partenaires de l'ASIDVU cherchaient aussi à prendre part à des activités d'intervention et de recherche qui puissent leur offrir des items pouvant améliorer leurs conditions de vie. Les épouses et filles participaient d'ailleurs à un comité artisanal de femmes, créé dans le cadre du grand regroupement d'artisanat mis de l'avant par la mairie et Caritas, où elles discutaient de comment œuvrer et élaborer des idées énonçant ce dont elles avaient besoin à la ville. D'après Emla, formuler des plans qui concernaient l'élevage d'animaux à la ville n'était pas viable car ils n'avaient pas de terre. À cause de cet état de fait, elles en avançaient qui étaient liés à l'artisanat en petites billes (*chaquira*), en bois et en graines.²³¹

70% des personnes qui faisaient partie de l'ASIDVU lors de mon séjour produisait et marchandait le travail en *chaquira* et en graines (boucles d'oreille, colliers, bracelets)²³² comme occupation économique principale. L'association totalisait 350 à 412 personnes selon son président :

« Eh...selon, disons, les données que nous avons, ce sont approximativement...de 80 à 92 familles, pour un total de 350 à 412 personnes, d'après les données du recensement disponibles en ce moment » (Franco, président de l'association en 2007).²³³

La collectivité embera chami comptait également à la ville trois ethno-éducateurs qui œuvraient aux Brisas, aux Manos Unidas et à Esperanza Galicia et qui étaient des leaders de toute l'association en même temps. Cela constituait d'ailleurs un problème à la métropole car le groupe en requérait davantage puisque ce nombre était insuffisant pour un total de 387 enfants, tous secteurs confondus. C'est à cause de cela que ses participants avaient adressé des demandes au gouvernement municipal pour qu'il nomme trois ethno-éducateurs de plus afin qu'ils puissent enseigner l'embera à l'école et

²³¹ Cela signifie que la gestion qui entoure le monde de l'artisanat devient quelque chose de féminin aussi et non pas seulement le domaine des hommes.

²³² Voir les photos 1-12, 14-21, 24-54, 56, 57, 59 et 60, pages 183-187.

²³³ Eh...según pues digamos el dato que tenemos nosotros, aproximadamente son...de 80 a 92 familias, para un total de 350 a 412 personas, según el dato pues, según el censo actualizado del momento (Franco, président de l'association : 13:42-13:55).

dispenser des cours de culture autochtone aux enfants. Par exemple, à un certain moment, un des leaders m'a demandé de regarder une lettre qu'ils souhaitaient adresser à la mairie de Pereira et dans laquelle ses membres soulignaient les statuts qui protègent leur culture, leur identité et leur langue et formulaient la nécessité qu'éprouvaient les enfants Emberas de recevoir une certaine éducation dans leur langue vernaculaire.

Les participants de l'ASIDVU se considéraient comme membres à part entière de Pereira et adressaient des demandes au gouvernement municipal en tant que citoyens. Toutefois, ils se déclaraient préoccupés par leur collectif en ce qui concerne la survie de leurs coutumes traditionnelles, leur culture et en particulier leur langue. C'est pourquoi ils avaient enclenché depuis 2006 la demande d'effectifs additionnels et ce, dû à la croissance de la population infantile en âge d'aller à l'école ou à la garderie qui avait augmenté de 100% entre 2005 et 2006. Au moment du terrain, les autorités, après avoir mis maints bâtons dans les roues du cheminement de cette demande, ont refusé d'y accéder. Ils ont argué que les éducateurs que l'ASIDVU souhaitait faire nommer ne possédaient pas assez de formation pour dispenser les cours en question et qu'il fallait aussi attendre la réglementation qui découlerait d'un concours spécial lancé par le gouvernement.

Pour se rattacher à l'association, on doit être déplacé, provenir d'une « réserve » et avoir la connaissance de ce qu'est une organisation. Les membres de l'ASIDVU voulaient montrer à la société majoritaire qu'il y avait une collectivité autochtone structurée à la ville et qu'ils pouvaient et désiraient y rester.

« En premier lieu disons...eh...ce groupe disons ici à la ville est récente et...et (les membres de) la société majoritaire voient que...une communauté dans une...une collectivité autochtone à la cité est pour eux... ce sont des choses nouvelles (et) que peut-être auparavant ils ne connaissaient pas une organisation (amérindienne) ici à la métropole. En premier lieu de montrer à la société majoritaire qu'ici il y a déjà un groupe organisé...car pour le peuple autochtone il n'y a pas en territoire colombien (...) de

limitation... (...) Ils (les autorités ou d'autres) (ne) peuvent (pas) nous dire : « non, vous comme Amérindiens, vous devez rester aux *resguardos*. Il n'y a pas de loi, ni la constitution ne (le) dit pas non plus, il n'y a pas de limitation qui (dise) que nous devons (rester) aux réserves. Nous pouvons créer un agroupement dans n'importe quel endroit de la nation ici en Colombie... parce que... ce territoire a été habité par... par les peuples autochtones, n'est-ce pas? » (Franco, président de l'association en 2007).²³⁴

7.1.1 La question de la maison embera et de la lutte entre organisations

Au moment du terrain, le siège social de l'ASIDVU se trouvait au centre ville de Pereira, dans une demeure qui avait été octroyée temporairement à la communauté par la mairie et la *gobernacion* de la ville.²³⁵ Les Emberas ne payaient que leur consommation d'eau et d'électricité; aucun loyer ne leur était facturé. Cette résidence était auparavant entre les mains de l'autre organisation d'Amérindiens de la ville (l'OINDES) dirigée par Raij. D'après Mejia, les deux organisations visent, sans le vouloir, des populations cibles différentes. Tandis que l'ASIDVU regroupe les gens venant du département de Risaralda (Pueblo Rico et Mistrato), l'OINDES regroupe ceux venant du département du Caldas et de Quinchia (Risaralda) (2006 : 141). Les relations entre les deux regroupements sont tendues sinon hostiles à cause de l'accès à l'aide gouvernementale et celle dispensée par d'autres ONG. M. Raij a été en outre chassé de la maison par des membres de l'équipe de direction de l'ASIDVU avec l'appui du CRIR. Voilà l'opinion de M. Raij quant à ce qui s'est passé :

²³⁴ Pues en primer lugar pues digamos...eh...esta comunidad pues digamos aquí en la ciudad es reciente y...y a la sociedad mayoritaria ven que...una comunidad en una ciu...una comunidad indígena en una ciudad para ellos pues...son cosas nuevas que de pronto cuanto antes ellos no conocían una organización aquí en la ciudad. En primer lugar de mostrarlo a la sociedad mayoritaria que acá, ya hay una comunidad organizada... por que para el pueblo indígena no hay aquí en territorio colombiano o aquí en Co..., en territorio colombiano, no hay una limitación...donde ellos nos puedan decir: « no es que ustedes como indígenas debe ser en los resguardos ». No hay ley ni tampoco la constitución dice, no esta limitando de que tiene que ser en los resguardos. Podemos crearnos una comunidad en cualquier rincón del país aquí en Colombia... porque...este territorio fue habitada por, por los pueblos indígenas, si o no (Franco, président de l'association : 16:59-17 : 57).

²³⁵ Ignacio Sanchez (chargé des affaires gouvernementales à la *gobernacion* de Risaralda) a mentionné que l'ASIDVU est constituée comme une personne juridique et que la maison du centre ville est le résultat d'un accord (*comodato*) entre la mairie et la *gobernacion* avec le groupe.

« En ce moment la relation est tendue car nous, l'OINDES, avons débuté un processus pour réussir à obtenir un siège et ces autres communautés (l'ASIDVU) se sont associées pour arracher cet endroit à l'OINDES et ils l'ont fait d'une façon qu'on pourrait qualifier de violente le 1 juillet 2004, date à laquelle ils se le sont appropriés (et) nous ont expulsés quand c'était à nous et qu'aujourd'hui c'est le leur. La mairie (de Pereira) a engagé quelques démarches (administratives), quelques audiences pour qu'on puisse réussir à partager cette maison. Nous (l'OINDES) étions même allés jusqu'à céder pour qu'on occupe la demeure à moitié, c'est-à-dire en égalité de conditions, car nous connaissons leurs besoins aussi (de ceux des membres de l'ASIDVU). Toutefois, pendant la troisième audience, (ils) ont adopté une posture totalement égoïste si l'on peut dire ainsi et puis se sont retirés de la table de négociations en disant qu'ils voulaient la maison pour eux tous seuls. Cela signifie que c'est l'OINDES qui obtient la résidence, mais cette dernière reste au nom de la municipalité et cette situation a profité à cette organisation pour se l'approprier à cause du nombre (des gens) lorsque l'ASIDVU a obtenu l'appui des autochtones de Pueblo Rico, Mistrato, Quinchia, Marsella et Guatica. C'est alors que notre organisation est apparue petite à côté de ce nombre d'autochtones (réunis).

Ils veulent nous imposer leurs règles, leur mode de vie et l'OINDES n'accepte pas cela car elle est une organisation pacifique qui aime gérer ses affaires et avoir accès à des ressources à travers les voies administratives, politiques, normales pour ainsi dire. Ils (les membres de l'ASIDVU) aiment avoir accès à ce dont ils ont besoin à travers les manifestations, soit de situations de fait (...); c'est-à-dire qu'on n'a pas à prendre place au Conseil Régional Indigène de Risaralda (CRIR) (...) car la Constitution Politique Nationale donne (aux individus et aux groupes) la liberté de s'affilier ou pas (à ce qu'ils veulent quand et comment ils le veulent). Ils sont régis par le décret 1088 de 1993 ou 1994, décret qui est facultatif au fait que les organisations, les *cabildos* dans ce cas-ci, peuvent s'associer ou pas. Ils veulent que nous les rejoignons (l'ASIDVU) par la force et nous ne pouvons pas faire ainsi. Nous avons toutefois fait preuve de prudence et sommes en attente de ce que la mairie fixe les règles d'occupation de la maison. Il faut préciser que l'OINDES a été fondée pendant l'année 1995 et l'Association Solidaire d'Indigènes Déplacés pendant l'année 2003... » (E2 01, AMCO, président de l'OINDES, cité par Mejia, 2006 : 143-44 – Traduction libre -).²³⁶

²³⁶ « En este momento la relación es tensa porque nosotros, la OINDES, inició una gestión para conseguir una sede, una casa... y estas otras comunidades se asociaron para quitarle a la OINDES esa sede y lo hicieron de una forma prácticamente violenta, el 1 de julio del año 2004 y se apoderaron de la sede, nos sacaron a nosotros, ésa era nuestra sede, ahora es la sede de ellos. La alcaldía (de Pereira) adelantó algunos trámites, algunas audiencias para que esa sede la compartiéramos; nosotros, la OINDES, llegó al punto de ceder para que ocupáramos esa sede por mitad, es decir, en igualdad de condiciones, porque también nosotros sabemos de la necesidad que ellos tienen, sin embargo, en la tercera audiencia tomaron una postura totalmente egoísta, digámoslo así y se retiraron de la mesa y dijeron que la casa la querían para ellos solos. O sea, la OINDES adquiere la casa, pero queda a nombre del municipio y esa situación fue aprovechada por esta organización para apoderarse de ella y resulta que el número, al sumarse a la Asociación solidaria de Indígenas Desplazados el apoyo de indígenas de Pueblo Rico, Mistrato, Quinchía, Marsella y Guática, pues su número se eleva, entonces nuestra organización OINDES queda, digamos, pequeña frente a ese número de indígenas.

Ellos nos quieren imponer sus reglas, sus modos de vida y la OINDES no lo acepta, porque la OINDES es una organización pacífica, le gusta gestionar sus cosas, conseguir los recursos por las vías administrativas, políticas, normales; digamos así, a ellos les gusta conseguir lo que necesitan usando como medios de presión las marchas o sea situaciones de hecho...; (...) nosotros no tenemos obligación de ser integrantes

En accord avec ce qui est avancé par M. Mejia et en conséquence du dernier témoignage, l'appui donné par les institutions régionales à l'ASIDVU a contribué à ce que les participants à cette organisation soient reconnus comme ayant le pouvoir légitime de prêter assistance à la population autochtone de l'AMCO et donc à obtenir la possession du logis. En outre, on voit à travers ces faits que les migrants gagnent une certaine force, paradoxalement, en déplaçant d'autres groupes semblables (ce pourquoi l'épisode de l'occupation du domicile embera étale d'autres types d'« exodes »). C'est-à-dire, qu'il semble que pour que la notion de déplacé prenne forme à Pereira, il a fallu que se produise un petit « coup d'état ».

Voici les données que j'ai recueillies pendant mon séjour à la ville de Pereira concernant ce différend entre les deux organisations. Lors d'une réunion entre des leaders de l'ASIDVU et du CRIR, les membres du premier groupe manifestaient la volonté de mettre sur pied un projet conjoint entre l'organisation nationale, régionale et leur association dans lequel soit pris en compte le travail communautaire de ce dernier et le travail organisationnel des deux autres regroupements. Le leader du CRIR a alors pris la parole et a indiqué que cette institution avait été créée en 1999 à cause des conflits entre Mistrato et Pueblo Rico. Au début, ils ne reconnaissaient pas qu'il y avait des migrants contraints amérindiens à la métropole. Au fur et à mesure qu'ils cheminaient, ils se sont toutefois rendu compte qu'il y avait certains groupes organisés dont Raij était le leader. Lorsque ce dernier leur a demandé de collaborer avec eux, ils ont créé le *cabildo* de Pereira. Suite à l'obtention de la maison embera, ont commencé les frictions avec le dirigeant de l'OINDES pour la possession de cette dernière.

D'après le leader du CRIR, Raij disait que l'endroit octroyé par la mairie n'appartenait qu'à lui et que dedans n'habiteraient pas d'autres personnes. Un des chefs

del Consejo Regional Indígena del Risaralda, la Constitución Política Nacional da libertad para pertenecer o no, ellos están regidos por el Decreto 1088 de 1993 o 94, ese decreto es facultativo de que las organizaciones, en este caso los cabildos, se pueden asociar o no y ellos quieren que nosotros nos asociemos a ellos a las malas, pues no lo podemos hacer; sin embargo, hemos guardado prudencia y estamos a la expectativa de que la alcaldía fije las reglas para ocupar la casa. (...) Es de aclarar que la OINDES es fundada en el año 1995 y la Asociación Solidaria de indígenas Desplazados en el año 2.003... » (E2 01, AMCO, président de l'OINDES, cité par Mejía, 2006 : 143-44).

de l'ASIDVU affirmait quant à lui que cette demeure était seulement destinée aux déplacés et non pas la possession d'un seul individu. Liandro, cousin du président et ex-président de l'association au moment de mon terrain, a appuyé les propos des dirigeants du CRIR, à savoir que la résidence était destinée aux migrants forcés internes. Ils y sont alors allés, ont défoncé la porte, frappé, attaché et expulsé Raij. Liandro a alors été nommé représentant des autochtones à Pereira avec la collectivité d'Esperanza Galicia mais il a pris par après le chemin opposé du CRIR en voulant créer une ONG même si la norme nationale parlait de *cabildo*.

En chemin, le président de l'ASIDVU a rompu totalement ses relations avec le CRIR après tout un processus de lutte juridique contre Raij. Dès lors, cette association a décidé de travailler indépendamment de toutes les instances amérindiennes et toute seule, jusqu'à la réunion demandée par son actuel ex-président le 25-04-2007 (Réunion CRIR-ASIDVU).²³⁷ D'après Franco, son cousin Liandro avait une autre approche prétendant qu'ils n'entretiennent pas de contacts avec les autres organisations autochtones. L'équipe de direction de la communauté embera a évalué cette position au moment de l'enquête et ses adhérents ont conclu qu'elle n'apportait pas de bénéfices puis, ils ont décidé de s'unir avec les autres regroupements de leur origine et se sont engagés dans ce processus malgré l'opposition de Liandro (Franco, président de l'association en 2007).²³⁸

La dispute du logement embera s'est soldée par une poursuite juridique entamée par Raij envers les membres de l'ASIDVU qui l'avaient délogé. Au printemps 2007, elle suivait toujours son cours. Malheureusement, je n'ai pas réussi à savoir où sont allés le

²³⁷ L'actuel président de l'ASIDVU est à nouveau son cousin (Liandro). Il est entré en poste après que ce soit passé le mandat du frère (Conrad) du président (Franco) qui était en poste au moment de mon séjour et qui était l'un des apprentis *jaibana* de la communauté et leader des Brisas.

²³⁸ Lors d'un de mes entretiens avec Liandro, ce dernier se plaignait de Franco et de son administration. Il exprimait entre autres que pendant son gouvernement, il avait obtenu la maison embera, des cours de formation, des subventions, des machines, etc. Il manifestait en outre que son cousin faisait davantage d'argent que les autres sujets de la collectivité et que même s'il n'était pas un vrai déplacé, il avait reçu la subvention pour l'habitation, ce qui ne s'était pas passé pour lui qui était un « vrai migrant obligé ». Il avançait également que même si son cousin Franco avait été réélu pour un deuxième mandat comme président de l'ASIDVU, maintes personnes se sont plaintes de sa gestion et du fait qu'il n'avait rien matérialisé de concret. Lors d'une rencontre à la taverne avec quelques membres de l'équipe de direction, ils ont déploré pour leur part l'opposition de Liandro et ont déclaré que sous leur administration ils avaient reçu beaucoup plus de choses que l'autre ne l'avait fait.

président de l'OINDES et ses associés ou s'ils ont créé des alliances avec d'autres ONG ou des fonctionnaires de la municipalité de Pereira. Selon la rumeur, ils s'étaient déplacés vers Dosquebradas où ils poursuivaient leur lutte et leurs tâches. Je peux par contre affirmer que la résidence de déplacés était, au moment de mon séjour, le lieu où les personnes participant à l'ASIDVU se concentraient, tenaient leurs réunions, assemblées, conseils des leaders et des échanges avec les institutions (cours de formation pratique et autres). Pour eux, cet endroit apparaît tel un territoire symbolique où ils se retrouvent et se réunissent.

Conclusion

On peut exprimer après ce qu'on a vu à travers ce chapitre, que les Emberas installés à la ville de Pereira et qui ont participé à ce projet y habitent en tant qu'autochtones. Ils ne revêtent peut-être plus leur habits dits « traditionnels », ils ne se peignent probablement plus mais ils continuent de parler leur langue et essayent par tous les moyens qui leur sont accessibles de perpétuer leurs traditions. Ils fabriquent et commercialisent aussi leur production artisanale, ce qui fait partie des leurs connaissances. En outre, on a signalé qu'une des manifestations les plus importantes des pratiques dites transnationales sont les organisations des migrants qui opèrent dans le pays d'accueil en tant que représentants du groupe d'origine. L'association des Embera Chami est l'ASIDVU et elle agissait à Pereira, au moment du terrain, en tant que représentante de leurs besoins et de leurs revendications.

En ce qui a trait à la question du siège social de l'ASIDVU, on a remarqué que les migrants gagnent une certaine force, paradoxalement, en déplaçant d'autres groupes semblables (ce pourquoi l'épisode de l'occupation de la maison étale d'autres types de « migrations »). C'est-à-dire qu'il semble que pour que la notion de déplacé autochtone prenne forme à Pereira, il a dû se produire un petit « coup d'état ». Par ailleurs, à travers notre étude de cas, on peut avancer que les tiraillements entre les deux associations amérindiennes à la métropole et entre les membres au sein de l'ASIDVU montrent que

l'illusion qui veut que la population autochtone soit homogène s'avère fausse ou ne s'applique pas à notre étude de cas. Entre les communautés et à l'intérieur de celle représentée par l'ASIDVU se décèlent des différences et des frictions entre les adhérents.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

On a exposé en premier lieu que les migrations vers les villes ont été le plus souvent analysées en termes de perte, d'anomie, de rupture abrupte de la famille, des liens de voisinage et de la culture (idéologique y incluse) en général. D'autres chercheurs se sont opposés à ces positions et affirmaient le contraire. Pour notre étude de cas, on a vu que chez les Embera Chami déplacés à la ville de Pereira les liens sociaux, familiaux et de voisinage ne perdent pas de leur importance. Au contraire, les rapports avec les autres Emberas participant à l'ASIDVU ou les membres de la parenté étendue semblent se solidifier et se multiplier. Il y a maintes visites d'un quartier à l'autre et les hommes se réunissent pour participer aux affaires qui concernent leur groupe, pour jouer au soccer ou encore pour boire à la taverne. La 18^{ème} rue était par ailleurs, pour les cinq artisans qui y œuvraient, en plus d'un emplacement pour aller marchander, un lieu où les autres adhérents au groupe, qui résidaient dans les quartiers ruraux et citadins éloignés et les *resguardos*, se rendaient pour les visiter et partager un moment avec eux. La famille reste donc unie et se renforce à la métropole.

En deuxième lieu, on a souligné que ceux qui sont contraints de bouger déployaient toute une panoplie de stratégies d'adaptation et qu'elles variaient tout dépendant des individus et des groupes. Pour quelques uns, l'expérience était plus groupale tandis que pour les autres elle était individuelle ou ne se concrétisait qu'à travers des dyades de personnes. Pour les gens côtoyés, les stratagèmes semblent être plus orientés vers le groupe (*group oriented*) et non pas liés à des contacts dyadiques. Toutefois, chaque famille produit son artisanat et pour chacun de nos cas c'était l'homme de chacune d'entre elles qui le commercialisait. Cette activité en est une qui se déroule souvent entre deux personnes, soit le vendeur et l'acheteur. Les sujets établissent ainsi des relations individuelles plus ou moins durables avec d'autres personnes de la métropole. Comme on l'aperçoit, on rencontre les deux genres de tactiques chez les gens de notre échantillon. Elles sont orientées vers le groupe car plusieurs sont associés à l'ASIDVU et sont représentés dans l'équipe de direction mais sont aussi individuelles lors de la vente et la mise en marché du produit artisanal de chaque famille nucléaire.

Toutefois, ils peuvent parfois se réunir pour aller vendre dans d'autres villes ou encore pour certains, recueillir l'artisanat de leurs familles étendues et puis répartir les profits mais toujours entre eux. Par ailleurs, on a signalé que quelques unes des femmes utilisent carrément la mendicité parfois combinée avec la vente itinérante sur les trottoirs du centre de la ville comme stratégie économique.

Cette dernière pratique permet en outre à certains citoyens d'inférer que les autochtones en sont devenus impurs ou tout simplement qu'ils sont des mendiants profiteurs qui utilisent leur identité pour obtenir un quelconque avantage monétaire. On a souligné que cette perception peut être mise en relation avec celle des Amérindiens des *resguardos*. En dernière analyse, il y a un double rejet toujours par rapport à la pureté ou à la souillure. Les gens « purs » des réserves rejettent un possible retour de leurs pairs et les citoyens le font, en tenant le même argument, car ils seraient des individus impurs ou tout simplement des mendiants profiteurs. On comprend donc que le déplacement est, d'une certaine façon, une expérience sans retour pour ceux qui le subissent, non pas seulement à cause du conflit armé national mais parce que ceux qui sont restés dans le *resguardo* les repoussent car ils pensent que ceux qui habitent à la métropole sont pollués par l'expérience de la vie urbaine.²³⁹ En outre, on a perçu que quelques intervenants faisaient allusion à ce qu'on a nommé les pratiques mafieuses des mendiants et que bien que ces types de trafics existent, il est bien connu que les représentants des ONG religieuses (telle Caritas) ont tendance à justifier leurs actions en exagérant une réalité qui n'est peut-être pas si répandue qu'ils le prétendent; ils peuvent ainsi se présenter comme les bienfaiteurs des autochtones.

²³⁹ Quiconque pourrait prétendre que cette conclusion n'est pas conséquente et ce en tenant compte que pendant le chapitre théorique j'ai beaucoup critiqué la vision de la cassure abrupte pour aborder l'étude des analyses migratoires. Ce que nous percevons est qu'il y a des moments de rupture avec le milieu physique et culturel original mais non pas une rupture culturelle ou idéologique totale. Ce qu'on voit est qu'il existe des scissions mais aussi des prolongements, effet des regroupements des Embera Chami sous leurs nouvelles conditions de vie. On peut avancer que les significations de ce que veut dire être Embera Chami acquièrent d'autres sens (sous des nouvelles contraintes) mais qui reconnaissent une source liée à des relations ethniques et de parenté qui se présentaient auparavant (même s'ils ne reproduisent pas leurs patterns culturels de la même manière que dans le contexte rural précédent).

En définitive, on peut signaler que le stratagème économique le plus important est celui de la fabrication artisanale qu'exécute chaque famille nucléaire. Les femmes s'occupent des demeures ainsi que des tâches ménagères, des enfants et de la production en petites billes (*chaquira*). Celles qui le peuvent accompagnent parfois leurs maris lorsqu'ils partent en voyage d'affaires ou vont marchander de porte en porte dans les différents quartiers de la ville de Pereira. Les hommes Embera, pour leur part, vont dans les rues commercialiser l'artisanat produit par leur famille nucléaire et œuvrent surtout le bois et les graines mais aussi un peu la *chaquira*. Ils commercialisent de porte en porte dans leur ville d'accueil et dans d'autres métropoles, dans des foires artisanales, de façon itinérante, etc. Les enfants vont à l'école, aident un peu à la fabrication de l'artisanat et aux labeurs domestiques.

Troisièmement, on a souligné que la langue vernaculaire n'est pas disparue et qu'elle continue d'être parlée au foyer et d'être enseignée aux enfants. Elle est d'ailleurs utilisée par les gens côtoyés comme moyen de s'identifier à leur groupe et de se différencier du reste de la société. On a découvert que pour cette communauté perdre leur langue équivalait à perdre leur culture. Cela ne démontre pas qu'il y a une équivalence obligatoire entre langue et identité mais que dans ce cas particulier, le lien est perçu comme essentiel. On connaît d'autres endroits où ce lien est toutefois moins évident. Néanmoins, pour les sujets de la collectivité embera chami, communiquer dans leur langue maternelle constituait une nécessité qui touchait à toutes les sphères de leur vie sociale.

La stratégie économique la plus employée par nos participants a été celle de la vente ambulante de l'artisanat produit par chacune de leurs familles. Cette tactique ainsi que celle de s'exprimer en embera sont utilisées d'ailleurs pour obtenir la reconnaissance auprès des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui peuvent leur prêter soutien et pour accéder à l'aide qu'ils dispensent. Par ailleurs, on a avancé comme synthèse sur la question de la langue qu'un des effets du déplacement est la redéfinition de la différence générationnelle (parents-enfants) à partir de l'acquisition de l'espagnol. Ce même phénomène se présente, dans une moindre mesure, chez les femmes adultes car

la connaissance de cette dernière langue engendre certaines opportunités pour elles et dans d'autres cas marque davantage leur subordination lorsqu'elles n'arrivent pas à la dominer.

On s'est aperçu aussi que le fait de se déclarer comme réfugié pour avoir accès à l'aide gouvernementale est un stratagème mis de l'avant par les individus de notre enquête. Cela montre sans doute que tout l'enjeu de pouvoir et de gestion (national et international) qui entoure le phénomène des migrations contraintes joue un rôle prépondérant dans la vie des sujets qui le subissent. En plus, on a également constaté que les réseaux sociaux s'établissent dans ce premier moment de recherche d'un endroit permanent pour habiter. Il existe une sorte de premier noyau et par après, d'autres gens s'y greffent. Cela implique que le premier groupe les accepte et qu'ils se perçoivent et se constituent entre eux telle une collectivité ayant des solidarités de base. D'ailleurs, on a soutenu que pour les personnes rencontrées lors de l'enquête, il ne suffit pas seulement de s'établir dans un lieu choisi mais il leur faut aussi transformer leur demeure et leur environnement social (non pas complètement mais dans les limites de leurs possibilités) pour qu'ils soient plus similaires à ce que signifiaient pour eux ces mots dans leurs lieux de provenance. Ceci implique donc que la survie suppose aussi une domestication de la nouvelle résidence et ici, il ne s'agit ni de survie matérialiste ou économique (manger ou avoir de l'argent) ni linguistique (préserver la langue) mais de quelque chose de plus subtil. Il est question de la reconstruction de ce qui est propre à la ville mais en prenant compte du bagage culturel avec lequel ils y arrivent. Le résultat est évidemment un hybride mais qui fait état à nouveau des aboutissements de ces stratégies d'adaptation socioculturelles. Il est impératif de reconnaître qu'une tactique d'ajustement englobe aussi un apprivoisement du logement et du milieu social selon ses propres patrons et que les personnes, même en sachant que la demeure ou société ne seront pas identiques à ce qu'elles étaient dans le lieu d'origine, les bâtissent pour qu'elles leur rendent la vie plus supportable en termes d'identité et de la mémoire matérielle des objets et des idées avec lesquels ils ont vécu.

On a allégué qu'une des thématiques les plus explorée en vue de bâtir une théorie générale du phénomène migratoire a été celle de ses causes. Plusieurs ont exprimé que le déplacement était dû à des contraintes économiques, d'autres ont avancé qu'il se présentait à cause de la globalisation. Arizpe attestait quant à elle qu'il fallait prendre en compte, pour déterminer les motifs de l'exode d'un groupe donné, les motivations structurantes et les déclenchantes ou précipitantes (individuelles). Pour les gens de notre collectivité, on a exposé que la principale raison pour quitter leurs terres était celle du conflit armé, soit de façon directe ou indirecte. Cela est sans doute lié aux programmes de développement du Pacifique colombien et de la construction d'un canal interocéanique (argument plus que suffisant pour qu'il y ait une réelle confrontation dans leurs lieux de naissance) et à la dispute pour la terre que se livrent les mouvements armés en Colombie. Les causes précipitantes se présentaient après avoir ressenti et côtoyé le danger et la décision de partir se prenait bien sûr après avoir souffert d'un événement déclencheur et consulté la famille nucléaire et même parfois élargie. Pour maintes personnes de notre échantillon, l'expérience migratoire a été groupale. Pour d'autres, elle s'est concrétisée par contre davantage avec la famille nucléaire, comme ce fut le cas pour certains autochtones habitant l'AMCO. En dernière analyse, on peut reconnaître que les causes qui précipitent l'exode des Amérindiens de l'Alto San Juan sont d'ordre structurantes en ce qu'elles témoignent de l'intérêt des multinationales et de l'intérêt national économique pour leurs territoires et donc, de la globalisation. Elles relèvent du caractère immédiat en ce qu'elles découlent du conflit armé. Finalement, elles sont de caractère précipitant en ce qu'elles sont dues à des morts, à des menaces et autres, ou tout simplement à des raisons purement économiques.

On s'est référé également aux pratiques transnationales qu'on a prises comme assise pour bâtir un cadre qui nous permette de comprendre ce que j'ai nommé les expériences transrégionales lorsqu'un groupe ne traverse pas une frontière étatique reconnue mais qu'il se retrouve cependant comme je l'ai dit « dans un autre pays ». On a noté que les Emberas installés à Pereira et qui ont participé à ce projet y demeuraient en tant qu'autochtones. Ils ne se vêtissent peut-être plus de leurs habits dits « traditionnels », ils ne se maquillent probablement plus mais ils continuent de parler leur langue et

essayent par tous les moyens qui leur sont accessibles de continuer de l'être. Ils fabriquent et commercialisent aussi leur production artisanale, ce qui fait partie des connaissances des Emberas. En outre, on a signalé qu'une des manifestations les plus importantes des pratiques dites transnationales sont les organisations des migrants qui agissent dans le pays d'accueil en tant que représentants de la communauté d'origine. L'association des Embera Chami est l'ASIDVU et elle s'employait dans la ville de Pereira, au moment du terrain, à représenter leurs besoins et leurs revendications.

Une autre conclusion qu'on peut tirer de notre enquête est que les tiraillements entre les deux associations amérindiennes à la métropole et entre les adhérents de l'ASIDVU montrent que l'illusion qui veut que la population autochtone soit homogène s'avère fausse ou ne s'applique pas à notre étude de cas. Entre les groupes et à l'intérieur de celui représenté par l'ASIDVU se décèlent des différences et des frictions. Comme l'ont si bien souligné Londoño et Piedrahita, ces controverses qu'on retrouve au sein des sociétés autochtones brisent la vision statique de la culture où l'on assume que les natifs participent à des « groupes ancestraux » qui maintiennent leurs racines et leurs traditions sans jamais s'être modifiés. Les phénomènes culturels sont dynamiques et toujours sujets aux transformations et le fait qu'une ou plusieurs collectivités autochtones transforment certains éléments qui les identifiaient, ne signifie pas automatiquement par ailleurs qu'ils cessent d'être autochtones. Cela indique au contraire qu'ils font partie de peuples vivants en permanente construction et reconstruction et qu'ils ne sont pas des pièces pour les musées mais des acteurs sociaux et culturels. Le plus important n'est pas de retracer ou de faire revivre les coutumes amérindiennes mais de reconnaître l'existence de celles qui sont vivantes (Londoño et Piedrahita, 2002 : 23). On a identifié par exemple, en ce qui concerne la question du siège social de l'ASIDVU, que les déplacés gagnent une certaine force, paradoxalement, en déplaçant d'autres groupes semblables.

BIBLIOGRAPHIE

1. Monographies et articles

AGAMBEN, G.

Homo Sacer 1 : Le pouvoir souverain et la vie nue. Éditions du seuil, 1997.

AGIER, M.

Aux bords du monde : Les réfugiés. Éditions Flammarion, Paris, 2002.

ARGÜELLO, O.

« Estructura Agraria, participación y migraciones internas. » En Argüello, O. et al., Migración y desarrollo. CLASCO, 1973.

ARIZPE, L.

Migración, etnicismo y cambio económico. Un estudio sobre migrantes campesinos a la ciudad de México. Colegio de Mexico, 1978.

ARSENAULT, S.

Transnacionalismo : El caso de los refugiados colombianos en Quebec. Departamento de Antropología social. Universidad Laval, 2006.

BALAN, J., BROWNING, H. and JELIN, E.

Men in a Developing Society: Geographic and Social Mobility in Monterrey, Mexico. In Latin American Monographs, No. 30, Institute of Latin American Studies. The University of Texas, 1973.

BARTOLOMÉ, L. J.

Relocalizados : Antropología Social de las Poblaciones Desplazadas. Instituto de Desarrollo Económico y Social, 1985.

BAUBÖCK, R.

Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism. International Migration Review, 37(3), 2003 : 700-723

BAZIN, L. et SELIM, M.

« Rétrospectives et perspectives ». Dans Motifs économiques en anthropologie, Bazin, L. et Selim, M., éditions l'Harmattan, 2001 : 13-26.

BAZIN, Laurent.

« Industrialisation, désindustrialisation. » Dans Motifs économiques en anthropologie. Idem : 111-156.

BEDOYA, E., GOMEZ, R., DÍAZ, J. y ARIAS, J.

Diagnostico Municipal y de Unidad básica de Atención UBA. Alianza Pereira. Red de Universidades Publicas del Eje Cafetero (ALMA MATER), Profamilia, Fundación Nacional de mujeres Positivas, « Proyecto Girasol », Asociación Juvenil Red Humana Positiva, Fundación Vida y Futuro, junio 2006.

BEDOYA, O. L., GRANADA, P. ET CAMARGO, J. C.

Proyecto de vida de la comunidad Embera-Chami en el Departamento de Risaralda. Gobernación de Risaralda, Secretaria de Educación Departamental, ISBN 958-96496-0-2, 1998.

BINDER, S.

Refugees as a Particular Form of Transnational Migrations and Social Transformations: Socioanthropological and Gender Aspects. *Current Sociology*, DOI : 10.1177/0011392105052717, International Sociological Association, Vol. 53, No. 4, 2005 : 607-624.

BLANQUER, J-M. et GROS, C.

« La colombie à l'aube du troisième millénaire. » Dans *La colombie à l'aube du troisième millénaire*, Institut des hautes études de l'Amérique Latine et les auteurs, Éditions de l'Heal, 1996.

BOISSEVAIN, J.

« The place of non-groups in the social sciences. » In *Man*, 3, 1968 : 542-556.

BONILLA C., E. y RODRIGUEZ, P.

Más allá del dilema de los métodos. Editorial Norma, Bogotá, Colombia. En Osorio, Flor, presentación del proyecto « En búsqueda de progreso y protección. Experiencia de ruptura y reconstrucción vital de inmigrantes económicos y refugiados colombianos en Quebec, Canadá », 2006.

BOURDIEU, Pierre.

Ce que parler veut dire: La force de la représentation. Fayard, 1982 :136-137 (chapitre 3). Dans recueil de textes ANT3035 : Dynamique socioculturelle, Université de Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, Département d'anthropologie, Hiver 2005.

« Comprendre ». In Bourdieu, P. (dir.). *La misère du monde*, édition du Seuil, 1993 : 1389-1424.

BRODY, E.

« Migration and Adaptation : The Nature of the Problem. » In E. Brody (ed.), *Behavior in New Environments*, Sage publications, 1969 : 14-21.

BUECHLER, H.

« Comments. » In B. Du Toit and H. Safa (eds.), *Migration and Urbanisation. Models and Adaptive Strategies*. Mouton Publishers-The Hague, 1975.

BUTTERWORTH, D.

« A study of urbanisation process among mixtec migrants from Tilatongo in Mexico city. » *América Indígena*, vol. 22, 3, México, 1962 : 257-274.

« From royalty to poverty: decline of a rural Mexican community ». *Human Organization*, 29, 1970 : 5-11.

« Two small groups : a comparison of migrants and non-migrants in Mexico City ». *Urban Anthropology*, 1, 1972 : 29-50.

« Tilatongo : comunidad mixteca en transición ». Instituto Nacional Indigenista, México, 1975.

BUTTERWORTH, D. and CHANCE, J. K.
Latin American Urbanization. Cambridge University Press, 1981.

CAMBRÉZY, L.
Réfugiés et exilés : Crise des sociétés, crise des États. Éditions des archives contemporaines, 2001.

CANO SALAZAR, G, M.
Diagnostico Rápido Participativo de la comunidad Embera Chami de la Carbonera (Inédito). Organización Manantial, 2007.

CASTRILLON S., P. P.
 « La política publica de atención a la población desplazada en el Eje Cafetero. » En documentos de la Red, Red de Universidades Publicas del Eje Cafetero (ALMA MATER), 2007.

CERNEA, M. M. (ed.)
Putting People First. Sociological Variables in Rural Development. Oxford University Press, 1985 /1991/.

CORDERO, H., R.
Community -Based Organisations and Migration in New York City. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Volume 31, Number 5, September, 2005.

CORNELIUS, W.
 « Introduction ». In W. Cornelius and F. Trueblood (eds.), *Anthropological Perspectives on Latin American Urbanization*. *Latin American Urban Research* vol. 4, Sage publications, 1974.

CORREA OSPINA, M., RESTREPO AGUIRRE MdelS. et VARGAS JIMÉMEZ, H. A.
Estudio sobre la situación socioeconómica del grupo étnico embera que reside en el municipio de Pereira. Universidad Cooperativa de Colombia, Pereira, 2006.

DANE
Desplazamientos migratorios hacia la Ciudad de Pereira. DANE, Dirección de Metodología y Producción estadística, Dirección Dimpe, 2004.

DESJARDINS, M.
 Présentation du projet « L'expérience du processus canadien de détermination du statut de réfugié: effets d'un discours normalisant. Université de Montréal, Département d'anthropologie, 2006.

DU TOIT, B. M.

« Introduction. Migration and Population Mobility ». In B. Du Toit and H. Safa (eds.), *Migration and Urbanisation. Models and Adaptive Strategies*. Mouton Publishers-The Hague, 1975 : 1-15.

DU TOIT, B. M. et SAFA, H.
Migration and Development. Implications for Ethnic Identity and Political Conflict. Mouton Publishers-La Haya, 1976.

EPSTEIN, A. L.
Politics in an Urban African Community. Manchester University Press, 1958.

FARC-EP
 Programa Agrario de los Guerrilleros de las FARC-EP. Proclamado el 20 de Julio de 1.964 en el fragor de la lucha armada de Marquetalia, corregido y ampliado por la OCTAVA CONFERENCIA NACIONAL de las FARC-EP, Abril 2 de 1.993.

FORTES, M. et EVANS-PRITCHARD
African Political Systems. London: KPI in association with the International African Institute, 1986.

FOUCAULT, Michel.
L'ordre du discours, leçon inaugural au collège de France prononcé le 2 décembre 1970, éditions Gallimard, 1970.

Histoire de la gouvernementalité : Sécurité, territoire, population. Cours donné au Collège de France, 1977-78, Hautes Études, Éditions Seuil/Gallimard, 2004.

Naissance de la biopolitique. Cours donné au Collège de France, 1978-79, Hautes Études, Éditions Seuil/Gallimard, 2004.

La gouvernementalité, Actes, 54, 1986 : 6-14.

GAVIRIA, A.
Visa USA: Fortunas y extravíos de los emigrantes colombianos en Estados Unidos; documento CEDE, Universidad de los Andes (Colombia), marzo de 2004.

GIL MONTOYA, R.
 « Nido de cóndores »: aspectos de la vida cotidiana de Pereira en los años veinte. Ministerio de Cultura, 2002.

GIRALDO A., J. y MOLINA R., J.
Determinación del perfil ocupacional del desplazamiento en la ciudad de Pereira. Universidad Tecnológica de Pereira, Facultad de Ingeniería Industrial, 2004.

GLICK SCHILLER, N., BASCH, L. et SZANTON BLANC, C.
From immigrant to transmigrant : Theorizing Transnational Migration. Migration and transnational Social Spaces, Aldershot : Ludger Pries, 1999 : 73-105.

GRAVES, T.

« Alternative Models for the Study of Urban Migration. » In *Human Organization*, 25(4), 1968 : 295-300.

GRAVES, N. D. and GRAVES, T.

« Adaptative strategies in urban situations. » In B. Siegel, A. Beals, and S. Tyler (eds.), *Annual Review of Anthropology*, vol. 3, Palti Alto, Cal., 1974.

GUARNIZO, L. E., SANCHEZ, A.I. and ROACH, E. M.

Mistrust, fragmented solidarity, and transnational migration: Colombians in New York City and Los Angeles. *Ethnic and racial studies*, Volume 22 number 2, march 1999. Routledge, 1999.

GUARNIZO, L. E. and DIAZ L. M.

Transnational migration: a view from Colombia. *Ethnic and racial studies*, Volume 22 number 2, march 1999. Routledge, 1999.

GUILLET, D. and UZZELL, D. (eds.).

New approaches to the Study of Migration. *Rice University Studies*, Vol. 62, no. 3, 1976.

HALEBSKY, S.

« Urban Transformation and Survival Strategies. Dans *Capital, power and inequality in Latin America*, ed. by S. Halebsky and R. Harris, Westview Press, Inc., 1995 : 53-80.

HANSON, R. et SIMMONS, O.

« The Role Path: A Concept and Procedure for Studying Migration to Urban Communities. » In *Human Organization*, 27(3), 1968 : 152-158.

HENAO ARCILA, D. F.

Extraños, nómadas y confinados. CODHES, 2004. Publicado originalmente en *Asuntos indígenas*. No 4/03. « Los pueblos indígenas y el conflicto colombiano », Bogotá-Copenhague, International Work Group for Indigenous Affairs-(IWGIA), 2003.

HERRICK, B.

Urban Migration and Economic Development in Chile. Cambridge, The M.I.T. Press, 1965.

HINZE, K. E.

Causal factors in the net migration flow to metropolitan areas of the United States (1960-70). Community and Family Study Center, University of Chicago, 1977.

JACOBSON, D.

« Mobility, continuity and urban social organization. » In *City ways*, ed. J. Friedl and N. J. Chrisman, 1975.

JARAMILLO, H. A.

Pereira: proceso histórico de un grupo étnico colombiano. Instituto de cultura de Pereira, 2003 (1982-83).

KEMPER, R. V.

Migration and Adaptation. Tzintzuntzan Peasants in Mexico City. Sage publications, 1977.

 « El estudio antropológico de la migración a las ciudades en América Latina ». América Indígena, vol. XXX, num. 3, 1970 : 609-633.

KLEINER, R. J., SORENSEN, T., DALGARD, O. S., MOUM, T. and DREWS, D.
 « International Migration and Internal Migration: A Comprehensive Theoretical Approach. »
 In Migration across time and nations. Population mobility in historical contexts. Edited by Ira A. Glazier and Luigi de Rosa, Holmes and Meier, 1986 : 305-317.

KOPYTOFF, I.
 The cultural biography of things : commoditization as process ». In Appadurai (ed.). The social life of things. Commodities in cultural perspective. Cambridge University Press, 1986 : 64-94.

LEWIS, Oscar.
 « Urbanisation without Breakdown: A case study ». Scientific Monthly, Vol. 75, No. 1, 1952 : 31-41. In Lewis, O., Anthropological Essays, Random House : 413-426.

 « Five Families: Mexican case studies in the culture of poverty ». New York, 1959.

 « Further Observations on the Folk-Urban Continuum and Urbanization, with special reference to Mexico City. » In « The study of Urbanisation », Hauser, P. M. and Schnore, L. F. (eds.), 1965. In Lewis, O. Anthropological Essays : 53-66.

 « The Culture of Poverty. » In La Vida, ed. Random House, 1966. Also in Lewis, O., Anthropological Essays, 1966 : 67-80.

LOMNITZ, L.
 Como sobreviven los marginados. Siglo XXI editores, 1975.

LONDONO, M. Y. et PIEDRAHITA, J. A.
 Entre la ruptura y el Remiendo. Un acercamiento a las relaciones sociales gestadas por la población desplazada en Pereira. Universidad Tecnológica de Pereira, 2002.

MARTINAT, F.
 La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique. Presses Universitaires du Septentrion, 2005.

MC GEE, T.
 « Malay Migration to Kuala Lumpur City : Individual Adaptation to the City. » In B. Du Toit and H. Safa (eds.), Migration and Urbanisation. Models and Adaptive Strategies. Mouton Publishers-The Hague, 1975 : 1-15.

MEJIA OCHOA, William.
 Significado económico de las practicas transnacionales de los migrantes colombianos, con énfasis sobre los establecidos en Estados Unidos; borrador de trabajo elaborado en el marco del proyecto de investigación Cancillería-FIU, sobre la migración colombiana a Estados

Unidos y presentado en la Cátedra de las Américas, organizada por la Cancillería Colombiana, Universidad Internacional de la Florida, OIM y Universidad del Norte, Barranquilla, febrero 9 y 10 de 2006a.

Colombianos organizados en el exterior; documento preparado para presentar en el Simposio ANT37 Migraciones latinoamericanas : génesis y evolución de las comunidades transnacionales, 52º Congreso Internacional de Americanistas, 17 al 21 de julio del 2006b.

Presencia Embera en el Área Metropolitana Centro Occidente. ALMA MATER, ISBN, 2006c.

MITCHELL, C.

« The causes of Labour Migration. » In Bulletin of the Inter-African Labour. Institute, VI, 1, 1959 : 12-47.

MUNOZ, H. et OLIVEIRA, O.

« Migraciones internas en América Latina: exposición y crítica de algunos análisis. » En Muñoz et al., Migración y desarrollo. CLASCO, 1972 : 5-32.

MUNOZ, H., OLIVEIRA, O. et STERN, C.

« Diferencias socioeconómicas de migrantes y nativos: comparación entre Monterrey y México. » En Migración, estructura ocupacional y movilidad social en México. Universidad Autónoma de México, 1975.

OECHMICHEN B., M. C

Identidad, género y relaciones interétnicas. Mazahuas en la ciudad de México. Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Antropológicas, Programa Universitario de Estudios de Género, 2005.

OCHOA GAUTIER, A. M.

« Sobre el estado de excepción como cotidianidad: Cultura y Violencia en Colombia. » En La cultura en las crisis Latinoamericanas, Alejandro Grimson (compilador), Colección Grupos de Trabajo de CLASCO, CLASCO, 2004 : 17-42.

OLIVEIRA, O. et STERN, C.

« Notas acerca de la teoría de las migraciones internas: aspectos sociológicos. » En H. Muñoz et al., Migración y desarrollo. CLASCO, 1972 : 32-45.

« Notas acerca de la teoría de las migraciones internas: aspectos sociológicos. » En H. Muñoz et al., Las migraciones internas en América Latina. Ediciones Nueva Visión, 1974 : 59-82.

ORTIZ CAMARGO, Diana Patricia.

Diagnostico situacional de la población desplazada recepcionada en Pereira. Primer quinquenio del siglo XXI: Un ejemplo de la aplicabilidad de las herramientas básicas estadísticas en la investigación social. Universidad Tecnológica de Pereira, Facultad de ciencias básicas, 2006.

OSORIO PÉREZ, F. E.

Verdad, justicia y reparación en medio de la guerra : los desplazados en Colombia. Universidad Javeriana, Bogotá, Colombia, 2006a.

Las migraciones forzadas en Colombia : algunas reflexiones. Congreso de Sociología. Mesa : Espacio y sociedad. Los estudios socio espaciales en la Sociología, 2006b.

Présentation du projet « En busca de progreso y protección. Experiencias de ruptura y de reconstrucción vital de inmigrantes económicos y refugiados colombianos en Quebec, Canadá. », Universidad Javeriana, Bogotá, Colombia, 2006c.

OQUIST, P.

Violence, conflict, and politics in Colombia, Studies in social discontinuity. Casa de Gobierno, Managua, Nicaragua, Academic Press, 1980.

PÉCAUT, D.

« From the Banality of Violence to Real Terror: The Case of Colombia. » In Societies of Fear. The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America, Edited by K. Koonings and D. Kruijt, Zed Books, 1999 : 141-167.

« Présent, passé, future de la violence. » Dans La colombie à l'aube du troisième millénaire, Institut des hautes études de l'Amérique Latine et les auteurs, Éditions de l'Heal, 1996.

PELLATHY, T. M.

« The incorporation of displacement into the logic of war: The case of Kosovo. » In Conflict and displacement. International politics in the developing world, Edited by Anrzej Bolesta, 2004 : 11-26.

PORTES, A.; ESCOBAR, C. and WALTON R., A.

Immigrant transnational Organization and Development : A Comparative Study. Princeton University, The Center for migration and development working paper series, august 2005.

REDFIELD, R.

The folk culture in Yucatan. Chicago, 1941.

« The Folk Society. » In American Journal of Sociology, 52, 1947 : 293-308.

El mundo primitivo y sus transformaciones. SepSetentas, 1975.

RED DE SOLIDARIDAD SOCIAL

Datos del desplazamiento por causa de la violencia; PEREIRA. Presidencia de la República, 2004.

RISSE, T. and SIKKING, K.

« The socialisation of international humans rights norms into domestique practices : introduction ». In *The power of Humans Rights. International Norms and domestic change*. Edited by T. Risse, S. C. Ropp and K. Sikkink, Cambridge University Press, 1999.

SAUERS, B.

« Peasant Migrations in Latin America: A Survey of the literature in English. » In *Peasant Studies Newsletter* 3(2), 1974 : 19-26.

SCHWARZWELLWER, H. et MANGALAM, J. J.

« General Theory in the study of Migration : Current Needs and Difficulties. » In *Jornal of Migration*. IX, 1973 : 3-17.

SINGER, P.

« Migraciones internas en América Latina: consideraciones teóricas sobre su estudio. » En M. Castells (ed.), *Imperialismo y Urbanización En América Latina*. Editorial Gustavo Gili, 1973 : 27-56.

« Migraciones internas en América Latina: consideraciones teóricas sobre su estudio. » En Muñoz et al., *Migración y desarrollo*. CLASCO, 1972 : 45-67.

STILLWELL, J., REES, P. and BODEN, P.

Population Redistribution in the United Kingdom. Belhaven Press, 1992.

TAPASCO, L. R.

Rapport Mensuel présenté à la Fondation Caritas. Programa de apoyo a población desplazada en Colombia, convenio Acción Social, CHF Internacional, mayo 2007.

TORRES FRANCO, P. A. et VARGAS TORRES, S. M.

Construir ciudad : Una nueva expectativa de vida para la población desplazada por acciones violentas que reside en Pereira y Dosquebradas. Universidad Tecnológica de Pereira, Facultad de Educación. Licenciatura en Ethno-educación y Desarrollo Comunitario, 2003.

TORRES-RIVAS, E.

« Epilogue : Notes on Terror, Violence, Fear and Democracy. » In *Societies of Fear. The Legacy of Civil War, Violence and Terror in Latin America*, Edited by K. Koonings and D. Kruijt, Zed Books, 1999 : 283-300.

WEBER, A. F.

The Growth of Cities in the Nineteenth Century. A Study in Statistics. Cornelius University Press, (1899 /1963/).

WHITEFORD, M.

The forgotten ones : Colombian Countrymen in an Urban Setting. The University of Florida Press, Latin American Monographs, second series, No. 20, 1976.

WHITTEN, N. E. and WOLFE, A. W.

« Network analysis. » In *Handbook of social and cultural anthropology*, ed. J. J. Honigmann, 1973.

WIRTH, L.

« Urbanism as a way of life. » American journal of Sociology, Vol. 44, 1938 : 1-24.

ZUICHES, J.

Migration Methods and Models : A Demographic Perspective. In Internal Migration Systems in the Developing World: Whit special reference to Latin America. Edited by Thomas, R. and Hunter, J., Michigan Agricultural Experiment Station Journal, Article No. 7910, 1980 : 3-25.

ZULUAGA GOMEZ, V.

Historia de la Comunidad Indígena Chami. Greco Impresores, Bogotá, 1988.

Mitos y Leyendas de los Embera Chami. Universidad Tecnológica de Pereira, 1997.

Una Historia Pendiente. Indígenas Desplazados en el Viejo Caldas. Graficas Buda Ltda., 2006.

La nueva historia de Pereira: Fundación. Universidad Tecnológica de Pereira, Telefónica de Pereira, 2007.

2. Liens des textes internet

ALMA MATER (CORPORATION RÉSEAU D'UNIVERSITÉS PUBLIQUES DE L'AXE CAFETIER DE LA COLOMBIE)

Estudio sobre el avance del conflicto interno en el Eje Cafetero y algunos efectos del mismo. Gobernación de Risaralda. ALMA MATER, Pereira, 2003.

http://www.almamater.edu.co/Publicaciones/Conflicto_Armado_Interno_Desplazamiento_Ec_orregion.pdf (03-15-2008)

BBC MUNDO.COM

« Desplazados: las cifras ». 4 de febrero del 2005.

http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/specials/2005/colombia_desplazados/newsid_4237000/4237043.stm#1 (03-18-2005)

BRITTAİN, J et SACOUMAN, J.

Colombie: Les FARC-EP sont-elles coca-dépendantes? Mondialisation.ca, 6 septembre 2006 (ancoll.org, Le Grand Soir – traduction de l'anglais).

<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=3169> (14-01-2009)

CAPITULO 4

« Desplazamiento forzado interno », 2000.

<http://www.cajpe.org.pe/rij/bases/informes/capitulo-6.htm> (16-03-2005)

CASTILLO, F.

Los Jinetes de la coca (1987). Editado electrónicamente por el Equipo Nizkor- Human Rights el 06 octubre 2001.

<http://www.derechos.org/nizkor/colombia/libros/jinetes/index.html> (15-10-2008)

CASTRILLON SANCHEZ, P. P

Conflictos y desplazamiento en el Gran Caldas. Red de Solidaridad Social, 2004.
<http://www.acnur.org/pais/docs/599.pdf> (23-11-2005)

CODHES

« El 12% de los desplazados colombianos son indígenas », le 30 abril 2004.
<http://www.codhes.org.co/dbreves2.php?breve=80> (15-05-2005)

CORDOBA BERRIO, M.

« Afrodescendientes desplazados en Colombia », Foro de las Americas/ Por la diversidad y la pluralidad/.
http://movimientos.org/foro-racismo/noticias/show_text.php3?key=66 (07-05-2005)

DECLARACIÓN DE CARTAGENA SOBRE REFUGIADOS

Adoptado por el « Coloquio Sobre la Protección Internacional de los Refugiados en América Central, México y Panamá: Problemas Jurídicos y Humanitarios », celebrado en Cartagena, Colombia, del 19 al 22 de noviembre de 1984.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0008.pdf> (20-01-2005)

DECLARACIÓN DE SAN JOSÉ SOBRE REFUGIADOS Y PERSONAS DESPLAZADAS

Adoptada por el « Coloquio Internacional: 10 Años de la Declaración de Cartagena sobre Refugiados », celebrado en San José, Costa Rica, del 5 al 7 de diciembre de 1994.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0012.pdf> (20-01-2005)

DIARIO DEL OTUN PAREIRA

<http://www.eldiario.com.co/inicio>

DOSSIER URIBE

<http://www.sodepaz.org/colombia/>

ESTADOS PARTE DE LA CONVENCIÓN DE 1951 SOBRE EL ESTATUTO DE LOS REFUGIADOS Y EL PROTOCOLO DE 1967

Fecha de aplicación efectiva: 22 de abril de 1954 (Convención) 4 de octubre de 1967 (Protocolo), 17 de mayo de 2007.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0506.pdf>, (17-01-2005)

ESTATUTO DE LA OFICINA DEL ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS REFUGIADOS

Adoptado por la Asamblea General en su resolución 428 (V), de 14 de diciembre de 1950.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0004.pdf>, page 1, chapitre 2, section A. i, (17-01-2005)

EQUIPO NIZKOR

« Desplazados: entre la violencia y el miedo ». Documento digitalizado por el equipo Nizkor en Madrid el 17 de agosto de 1997.
www.derechos.org/nizkor/colombia/desplazados/dato96.html, (21-01-2005)

DENG, Francis M.

- Intensificación de la promoción y el fomento de los derechos humanos y las libertades fundamentales, en particular la cuestión del programa y los métodos de trabajo de la comisión

DERECHOS HUMANOS, ÉXODOS EN MASA Y PERSONAS DESPLAZADAS.
Presentado con arreglo a la resolución 1997/39 de la Comisión de Derechos Humanos, 1998,
(25-01-2005)

Principios Rectores de los desplazamientos internos, 1998.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0022.pdf>, (25-01-2005)

FORERO, Edgar
« El desplazamiento interno forzado en Colombia ».
www.ideasapz.org/eventos/download/edgar_forero.pdf, (01-02-2005)

FONDATION CARITAS DIOCESANAS (Pereira-Colombia).
<http://www.geocities.com/caritaspereira/> (15-08-2007)

KÄLIN, Walter
Grupos e individuos específicos. Éxodos en masa y personas desplazadas. Informe del Representante del Secretario General sobre los desplazados internos, presentado de conformidad con la resolución 2004/55 de la Comisión de Derechos Humanos, 31 de diciembre de 2004.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/3145.pdf>, (30-01-2005)

PROTOCOLO SOBRE EL ESTATU DE LOS REFUGIADOS
Firmado en Nueva York el 31 de enero de 1967. Entrado en vigor el 4 de octubre de 1967, de conformidad con el artículo VIII Serie Tratados de Naciones Unidas Nº 8791, Vol. 606, p. 267.
<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/0003.pdf>, (17-01-2005).

LA PAZ, A.
Plan Colombia y conflicto interno colombiano, 2006.
http://www.abpnoticias.com/boletin_temporal/contenido/libros/planconflicto.pdf, (09-02-2005).

LA CONVENTION RELATIVE AU STATUT DES RÉFUGIÉS
Adoptée le 28 juillet 1951 à Genève.
<http://www.aidh.org/Refug/convention.htm#1>, (17-01-2005).

NATIONS UNIES
-Collection des traités, 2001.
-Convention relative au statut des réfugiés, 1951.
http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/treaty2ref_fr.htm, (17-01-2005)

NARANJO GIRALDO, Gloria
« El desplazamiento forzado en Colombia, reinención de la identidad e implicaciones en las culturas locales y nacional ». Scripta Nova-Revue électronique de Géographie et Sciences Humaines-Université de Barcelone), 2001.
<http://www.ub.es/geocrit/sn-94-37.htm>, (18-04-2005)

ONU
Histoire des Nations Unies.

<http://www.un.org/french/aboutun/unhistory/index.html>, (15-01-2009)

RUT INFORMA

« Situación de violencia y desplazamiento en Risaralda ». Boletín No. 21, Enero a Marzo 2004.

http://www.disaster-info.net/desplazados/informes/rut/21/rut21_04desplazrisaralda.htm, (19-01-2005)

UNIVERSIDAD DE SAN BUENAVENTURA. FACULTAD DE PSYCHOLOGIA.

« Identité et dynamiques psychosociales chez les jeunes déplacés en procès de rétablissement urbain appartenant à la micro-communauté « Revivre de los Campanos » ». Publicado en Salud y desplazamiento, 2003.

http://www.disaster-info.net/desplazados/documentos/dinamicaspsicosociales/dinpsi_02informe.pdf, (15-03-2005)

ANNEXES

1. Questionnaire des entrevues

1.1

Où êtes-vous né?

Où habitiez-vous avant d'arriver à Pereira?

Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint là où vous habitiez?

Quel était votre travail ou occupation? Celle de votre femme? Celle de vos enfants? Celle de membres de votre famille?

Avec qui habitiez-vous dans votre maison? Dans votre village?

Combien d'enfants avez-vous?

1.2

Quant est-ce que vous êtes arrivé à Pereira?

Pour quelle raison vous êtes-vous déplacé?

Avec qui êtes-vous arrivé à la ville? Où vous êtes vous installé?

Avez-vous eu de l'aide économique ou autre?

Il y avait d'autres Emberas là où vous vous êtes installé?

Quelle a été votre première occupation à la ville?

Quelles langues parliez-vous à votre arrivée? Votre femme? Vos enfants? Et maintenant?

Parliez-vous l'espagnol à votre arrivée? Votre conjoint? Vos enfants? Et maintenant?

Quelle langue parlez-vous avec votre conjoint? Avec vos enfants? Quelle langue parlent-ils entre eux? Votre conjoint avec eux? Quelle langue aimeriez-vous qu'ils parlent? Dans quelle langue étudient-ils?

Avez-vous de la famille ici à la ville? Sont-ils mariés? Avec d'autres Emberas ou des *Kapunias* ?

1.3

Quelles occupations avez-vous eu depuis que vous êtes installé à la ville de Pereira? Votre conjoint? Vos enfants? Les membres de votre famille?

Quelle est votre occupation actuelle? Celle de votre conjoint? Celle de vos enfants?

Dans quelle langue travaillez-vous? Votre conjoint? Vos enfants

Dans quelle langue aimeriez-vous travailler?

Il y a d'autres Emberas là où vous travaillez?

Avez-vous suivi de cours de formation ou d'autres?

Avez-vous ou avez-vous eu des aides gouvernementales ou autres?

Qui dispense des services aux membres de la communauté?

Où habitez-vous? Avec qui? Combien de personnes habitent dans votre demeure? Sont-ils tous de la famille?

Pensez-vous que vos coutumes, façon de manger ou autres ont changé?

Êtes-vous retourné à votre endroit d'origine?

Entretenez-vous des relations avec votre communauté d'origine? Commerciales? Lesquelles?

Appartenez-vous à une organisation ou association d'autochtones?

2. Carta de consentimiento y de participación a la investigación

A: Asociación Solidaria de indígenas desplazados (ASID) de Pereira

De: Mauricio Corrales

Presentación del proyecto

Título del proyecto: Estrategias de adaptación económicas y reconfiguración familiar en los desplazados forzados « Emberas » en la ciudad de Pereira (Colombia).

Investigador: Mauricio Corrales, aspirante al diploma de maestría en antropología, Departamento de Antropología, Universidad de Montreal.

Director de investigación: Jorge Pantaleón, profesor en el Departamento de Antropología de la Universidad de Montreal.

1. Objetivos de la investigación

Esta investigación busca describir comprender y analizar su modo de vida y su cultura y ver como ustedes han podido adaptarse a la ciudad de Pereira con su traslado a ella.

2. Participación a la investigación

Para hacer esta investigación, yo participare activamente a su comunidad y efectuare entonces una observación participante que se efectuara en una base cotidiana. Realizare igualmente entrevistas cuando haya identificado personas con una historia de vida representativa de los miembros de la comunidad, tres hombres y tres mujeres.

Su participación en esta investigación consistirá en ser parte de una observación participante abierta y activa que hará referencia a aspectos de su vida diaria en la medida de lo posible y hasta donde esto les parezca conveniente. Esta observación se hará durante tres meses aproximadamente. Y responder a un cuestionario, de aproximadamente una hora y media, donde se tocaran algunos aspectos de sus vidas en el plan económico y esto tanto antes del desplazamiento como después del mismo. Durante la entrevista hablaremos de algunos aspectos de sus medios de subsistencia en su lugar de origen y luego de aquellos que ustedes tienen en la ciudad de Llegada (Pereira). En la entrevista hablaremos de tres temas específicos: 1. de sus vidas económicas antes del desplazamiento, 2. de sus historias migratorias y 3. de sus medios de subsistencia en la ciudad de Pereira y el efecto que ellos y el desplazamiento tienen al interior de sus familias y su colectividad.

3. Confidencialidad

La confidencialidad será respetada afín de no causarles ningún problema ni a ustedes, ni a sus familia, ni a su colectividad. Sus nombres, sus apellidos o aquellos de sus familias u otros miembros de su comunidad no aparecerán en ninguna parte y todas las informaciones que los conciernen y que pueden identificarlos serán cambiadas (nombres de lugares específicos, detalles personales sobre sus vidas familiares o de barrio, la localización de su barrio, etc.). Les entrevistas serán gravadas y las observaciones escritas a la mano. Las informaciones recogidas serán utilizadas exclusivamente para este estudio y serán guardadas en un lugar seguro y bajo llave. Nadie, a parte del investigador de este estudio, tendrá acceso a ellas y serán conservadas durante 7 años.

4. Ventajas e inconvenientes

Participando a esta investigación ustedes contribuirán a una mejor comprensión del fenómeno del desplazamiento forzado, fenómeno poco conocido y estudiado a nivel internacional, y de las implicaciones que el tiene sobre sus vidas y sobre su comunidad. Su participación en esta investigación permitirá igualmente hacer conocer y saber lo que sucede en su comunidad en otras partes del país y del mundo. Este estudio producirá un tipo de información que será útil a su comunidad pues le dará visibilidad en el plano nacional e internacional y dará a los miembros de su comunidad la oportunidad de proveerse de la tesis de maestría que será producida y que el investigador se compromete a realizar la respectiva devolución al momento que esta tesis este finalizada y traducida al español. No obstante, es posible que el hecho de contar sus experiencias o sus historias migratorias en la entrevista les haga recordar cosas dolorosas. Si este es el caso, háganselo saber al investigador que hará todo lo posible para evitar este problema o al menos para minimizar esa posibilidad.

5. Derecho de retirarse

Su participación es completamente voluntaria. Ustedes son libres de retirarse cuando quieran, verbalmente, sin prejuicio y sin justificar su decisión. Ustedes son igualmente libres de responder a las preguntas que deseen y de permitir la observación participante del investigador hasta donde consideren correcto. Si deciden retirarse de esta investigación, pueden comunicarse con el investigador. Estas informaciones aparecen en la última página de este documento. Si deciden retirarse de esta investigación, todas las informaciones que los involucran no serán utilizadas y serán por lo tanto destruidas.

6. Compensación

Estando dado que esta investigación es hecha por voluntad del investigador y de los escasos recursos económicos con los cuales él cuenta, su participación es completamente voluntaria. Ninguna compensación económica será dada por su participación a esta investigación. No obstante, el investigador se compromete a comprar sus productos artesanales por la suma de un millón de pesos (cosa que ya ha sido hecha), dispensar cursos de alfabetización en español para los niños y para todas las personas de la comunidad que pudieran estar interesadas. El investigador se pone igualmente al servicio de la comunidad para todo lo que ella considere que

él pudiera servir, como por ejemplo para acompañarla en procesos que la comunidad considere necesarios. La comunidad se compromete por su parte a participar activamente en el proyecto y a facilitar la oportunidad al investigador de conocerla para poder acompañarla y describirla.

Les agradezco por participar en esta investigación y me comprometo a ofrecer a su comunidad una copia de la tesis de maestría cuando ella este terminada y traducida al español. Asimismo, me comprometo a conservar su anonimato para evitarles cualquier problema y de destruir las informaciones grabadas oralmente y aquellas tomadas por escrito 7 años después de elaborada la tesis.

Carta de consentimiento

Aceptan de participar en esta investigación denominada «Estrategias de adaptación económicas y reconfiguración familiar en los desplazados forzados Emberas en la ciudad de Pereira» que el señor Mauricio Corrales realiza para obtener su diploma de maestría en antropología en la Universidad de Montreal, Quebec, Canadá. El señor Corrales les indico y explico que su investigación trata sobre los modos por los cuales ustedes sobreviven y trabajan en la ciudad de Pereira y el efecto que ellos y el desplazamiento tienen sobre sus familias y sus relaciones de vecindad.

El señor Corrales les hizo saber igualmente que ustedes pueden retirarse de la investigación en el momento que lo deseen; que pueden responder a las preguntas que quieran y que la observación participante del investigador ira hasta los limites de lo posible y hasta donde ustedes quieran. El señor Corrales les ha igualmente informado de su intención de dar a su comunidad una copia de su tesis de maestría cuando ella este terminada y traducida al español.

Ustedes comprenden que responderán a una entrevista exploratoria; que quizá es posible que participen en una entrevista en profundidad y que el investigador realizara algunas observaciones en sus propias vidas cotidianas y en la de su comunidad como observador participante. Comprenden que las entrevistas serán gravadas, las observaciones tomadas por escrito, que las informaciones serán utilizadas solamente para este estudio, que solamente el señor Corrales tendrá acceso a estas informaciones y que ellas serán conservadas durante 7 años.

Comprenden igualmente que la confidencialidad será respetada para no causarle problemas o causar problemas a los miembros de sus familias o su comunidad. Sus nombres, sus apellidos o aquellos de sus familias o de los miembros de su comunidad no aparecerán en ninguna parte y todas las informaciones que permitirían a alguien de identificarlos serán remplazadas por otras (nombre de lugares específicos, detalles personales sobre su vida de barrio o familiar, la localización de su barrio etc.).

Finalmente, declaran haber tomado conocimiento y comprender todas las informaciones mencionadas en este documento, sea el fin, la naturaleza, las ventajas y los inconvenientes de esta investigación, y haber obtenido respuesta a todas las preguntas sobre la naturaleza de su participación.

Después de haber reflexionado largamente y un lapso de tiempo razonable para pensar sobre su participación a este estudio, consienten libremente a hacer parte de esta investigación.

Nombre _____ Apellido _____

Firma _____ Fecha _____

Declaro haber explicado el fin, la naturaleza, las ventajas y los inconvenientes ligados a esta investigación y haber respondido al máximo de mis conocimientos a las preguntas hechas por el participante.

Nombre _____ Apellido _____

Firma del investigador _____ Fecha _____

Por toda pregunta relativa a este estudio o por retirarse de esta investigación, puede comunicarse con el señor Mauricio Corrales, investigador principal de este estudio, al numero de teléfono siguiente: [information retirée / information withdrawn] al [information retirée / information withdrawn] o a la dirección electrónica siguiente: [information retirée / information withdrawn]

Toda queja relativa a su participación a esta investigación puede ser dirigida a el ombudsman da la Universidad de Montreal al numero de teléfono (514) 343-2100 o a la dirección electrónica ombudsman@umontreal.ca (l'obudsman acepta las llamadas prepagas)

Mauricio Corrales

Estudiante y aspirante al titulo de maestría en antropología

Universidad de Montreal, Québec (Canadá)

3. Tableaux

3.1 Croissance démographique de la ville de Pereira depuis sa fondation

ANO	Nombre d'Habitants
1870	633
1904	14229
1912	18000
1918	23557
1920	50931
1951	115342
1964	188365
1973	226877
1985	300224
1993	354625
2005	440307

Source : Ortiz, 2006: 8

3.2 Distribution de la population recensée (Sisbenizada) par comunas

Comuna	Nivel 1	Nivel 2	Nivel 3
Villa Santana	91%	8.7%	0.4%
Río otún	29.8%	42.6%	27.4%
Centro	44.9%	9.8%	40.9%
Villavicencio	30%	7.2%	62.9%
Oriente	39.9%	24.2%	35.8%
Universidad	50.6%	32.6%	16.5%
Boston	52.4%	24.6%	22.7%
Jardín	36.8%	44.2%	4.2%
Cuba	38.1%	20.4%	41.3%
Consota	50.3%	42.1%	7.6%
Olímpica	25%	38.9%	16.7%
Ferrocarril	77.6%	21.3%	0.9%
San Joaquín	41.5%	45.5%	13%
Perla del Otún	13.1%	80.2%	6.8%
El Oso	25.1%	47.1%	27.8%
San Nicolás	57.6%	27.8%	12.5%

El Rocío	48.2%	50.5%	1.4%
----------	-------	-------	------

Source : Bedoya et all., 2006 : 17

3.3 Distribution de la population recensée (Sisbenizada) par strates

Population de strate 1	128.870 personnes
Population de strate 2	99.777 personnes
Population de strate 3	46.590 personnes
Population de strate 4	1213 personnes
Population de strate 5	16 personnes

Source : Bedoya et all., 2006 : 17

3.4 Territoires amérindiens dans la zone d'influence de l'AMCO par municipalité, nom et peuple, 2002

Municipalité	Nom	Peuple amérindien
Resguardos		
Belalcázar	Totumal	Embera chamí
Riosucio, Supía	Cañamomo-Lomaprieta	Cañamomo
Riosucio	La Montaña	Embera
Riosucio	San Lorenzo	Embera katío
Risaralda	La Albania	Embera chamí
Bagadó	Tahami del Andágueda	Embera katío
San José del Palmar	Copeg del río Ingara	Embera katío
Tadó	Bochoroma-Bochoromacito	Embera
Tadó	Mondo-Mondocito	Embera
Tadó	Peñas del Olvido	Embera chamí
Tadó	Tarena	Embera

Marsella	Altomira	Embera chamí
Marsella	Suratena	Embera chamí
Mistrató, Pueblo Rico	Márgenes der. e izq. río San Juan	Embera
Mistrató	La Loma	Embera chamí
Pueblo Rico	Gito Docabú	Embera chamí
Ansermanuevo	Dachi Drua Mundi	Embera chamí
Communautés avec/ou possédant une résolution ou office de reconnaissance du Ministère de l'Intérieur		
Belalcázar	La Betulia-otros	Embera
Riosucio, Quinchía	Escopetera y Pirza	Embera chamí
Riosucio	San Lorenzo	Indígenas de Caldas
Risaralda	La Tesalia-otros	Embera
San José del Palmar	Suramita	Embera
Mistrató	Aribató	Embera
Mistrató	Atarraya	Embera
Mistrató	Buenos Aires	Embera
Mistrató	Chorroseco-otros	Embera
Mistrató	Citabará	Embera
Mistrató	Cuena	Embera
Mistrató	El Silencio	Embera
Mistrató	Palestina	Embera
Mistrató	Río Arriba	Embera
Quinchía	Embera Chamí	Embera chamí

Source : DANE, 2003; dans Mejía, 2006c : 12

3.5 Activités développées dans les territoires d'origine des personnes appartenant aux groupes familiaux interviewés à l'AMCO. Pourcentage des personnes entre 20 et 65 ans par sexe

<i>Activités</i>	Hommes	Femmes
Agriculture	74,1	23,7
« Jornaleo »	29,6	7,0
Pêche	14,8	0,9
Artisanat	9,3	29,8
Élevage d'animaux	10,2	14,9
Chasse	8,3	0,0
Minerie	6,5	1,8
Préparation des aliments	0,0	64,0
Garde et charge des enfants	0,0	56,1
Autorité	11,1	0,9
Professeur	0,9	0,9

Source : Mejía, 2006c : 33

3.6 Tableau sommaire des résultats des entrevues

	<i>Emla</i>	<i>Glida</i>	<i>Alca</i>	<i>Nolsen</i>	<i>Chucho</i>	<i>Conrad</i>	<i>Franco</i>
<i>Lieu de naissance</i>	Pueblo Rico	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Lieu de résidence avant le déplacement</i>	Reserve de Pueblo Rico	Pueblo Rico	Pueblo Rico	Santa-Cecilia (Pueblo Rico)	Reserve Unifiée le long du fleuve San Juan	Pueblo Rico	Pueblo Rico
<i>Niveau scolaire</i>	Primaire non-finie	Primaire non-finie	Primaire non-finie	4 ^e du secondaire	Secondaire	Secondaire finie	Primaire non-fini
<i>Âge</i>	32	30	30	24	22	37	34

<i>Travail dans le lieu d'origine</i>	S'occuper de la maison, des enfants, de la récolte des champs, des animaux et de la production artisanale pour usage personnel.	Elle était la présidente du comité des femmes et s'occuper de la maison et des enfants et de la terre avec son mari.	S'occuper de la maison, des enfants, de la récolte des champs, des animaux et participer au comité de femmes	Dirigeant, s'occuper des champs, des animaux, de la chasse et de l'espace public et étudier	Étudier et s'occuper des champs, des animaux, de la chasse (de la ferme) et de l'espace public	Dirigeant et s'occuper des champs, des animaux, de la chasse et participer à l'espace public et travailler comme Jaibana	Dirigeant et s'occuper des champs, des animaux, de la chasse. Gobernador et trésorier du resguardo de Pueblo Rico
<i>Occupation du conjoint</i>	Ramadas (moudre de la panela) et s'occuper des champs et aller à la chasse	Dirigeant, s'occuper des champs, des animaux, de la chasse et de l'espace public et étudier	Professeur et s'occuper de la ferme	S'occuper de la maison et produire artisanat personnel décoratifs et vêtements	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Occupation des enfants</i>	collaborer un peu dans les labeurs domestiques	Étudier et collaborer un peu dans les labeurs domestiques	IDEM			IDEM	IDEM
<i>Mode d'occupation des maisons</i>	Famille nucléaire	4 personnes (son mari et ses deux enfants)	Famille nucléaire (son mari et ses deux filles)	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Personnes avec lesquelles habitait</i>	Famille de l'époux principalement	Famille consanguine	Famille de l'époux	Famille de l'époux et sa famille	Famille consanguine	Famille consanguine	famille consanguine

<i>aux alentours</i>							
<i>Personnes avec lesquelles habitait à la maison</i>	Son époux et ses deux enfants	Son époux et ses deux enfants	Son époux et ses deux enfants	Sa femme et ses deux enfants	sa femme	Sa femme et ses deux enfants	Sa femme et ses deux enfants
<i>Date du déplacement</i>	2002	1999 puis 2001	2001	2006	2002	1999 à Pueblo Rico et 2001 à Pereira	1998 puis 2002
<i>Motif de la migration</i>	Problème familial	La mort d'un de ses oncles.	Problèmes d'ordre public dans la réserve	Problème économique	Problèmes d'ordre public dans la réserve	Problèmes d'ordre public dans la réserve	Maladie puis problèmes d'ordre public
<i>Personnes avec lesquelles vous êtes arrivé à Pereira?</i>	Son conjoint, ses deux enfants et son beau frère avec sa femme	Son conjoint, ses deux enfants et tout le village ou la famille consanguine	Son conjoint et ses deux enfants et 7 familles de plus (la famille de l'époux)	Sa femme et ses enfants	Sa femme et ses deux frères	Sa conjointe, ses deux enfants et son frère avec sa conjointe	Sa conjointe, ses deux enfants et son frère avec sa conjointe
<i>Lieu où s'est installé</i>	Centre ville de Pereira (Dans un hôtel)	À la Carbonera . Ils payaient un loyer.	Au sous-sol de la maison embera	Dans le siège de l'ASIDV U	Dans un hôtel	À Esperanza Galicia et à la Carbonera puis au Centre ville de Pereira (au siège de l'ASIDV	Centre ville de Pereira (Dans un hôtel)

						U)	
<i>Langues parlées au moment de l'arrivée</i>	Embera et un peu d'espagnol	IDEM	IDEM	Embera et espagnol	Embera et un peu d'espagnol	Embera et espagnol	Embera et espagnol
<i>Celles du conjoint?</i>	Embera et espagnol	Embera et espagnol	Embera et espagnol	Embera	Embera	Embera	Embera
<i>Celles des enfants?</i>	Embera	Embera	Embera	Embera		Embera	Embera
<i>Enregistré comme déplacé forcé?</i>	Oui, pour avoir l'aide gouvernementale	Oui	Oui	Oui, pour avoir l'aide gouvernementale	Depuis trois mois à la ville il s'est enregistré	Oui, pour avoir l'aide gouvernementale	Oui, pour avoir l'aide gouvernementale
<i>Aides gouvernementales et non-gouvernementales</i>	Non au début puis ont eu 3 mois de loyer et d'épicerie et aide dans un projet de chaquira	Non au début puis ils ont eu 3 mois d'épicerie, aide dans un projet de chaquira et des projets de recherche-intervention	Non, puis ils ont eu trois mois d'épicerie	Il est en attente des aides	Non au début puis ils ont eu 3 mois de loyer et d'épicerie et aide dans un projet productif	Non au début puis ils ont eu 3 mois de loyer et d'épicerie et aide dans un projet productif	Non au début puis ils ont eu 3 mois de loyer et d'épicerie et aide dans un projet productif
<i>Première occupation à la ville</i>	Production d'artisanat et s'occuper de la maison	Production d'artisanat et s'occuper de la maison et des enfants.	Production d'artisanat et s'occuper de la maison et aller vendre au centre ville	Vente d'artisanat	Vente d'artisanat	Travail comme Jaibana et vente d'artisanat	Vente d'artisanat

<i>Occupation du conjoint</i>	Production et commercialisation d'artisanat	Production et commercialisation d'artisanat	Artisanat et ébénisterie		S'occuper de la maison et de la production artisanale		
<i>Occupation des enfants</i>	Aide à la maison et dans la production d'artisanat	IDEM	IDEM			IDEM	IDEM
<i>Autres lieux d'habitation</i>	Ils sont tous allés habiter aux Brisas		ils ont acheté un terrain à Esperanza Galicia	La Carbonera	Ils sont allés habiter aux Brisas		Ils sont allés habiter aux Brisas
<i>Occupations depuis que vous habitez à la ville</i>	Production artisanale en chaquira	IDEM, s'occuper de la cuisine et diriger la garderie embera à la Carbonera	Production artisanale en chaquira, s'occuper de la maison et travailler dehors de la maison	Étudier et produire et vendre de l'artisanat	IDEM	Produire et vendre de l'artisanat	IDEM
<i>Celles du conjoint</i>	Vente artisanale	Production et vente d'artisanat	Professeur et leader de la communauté				

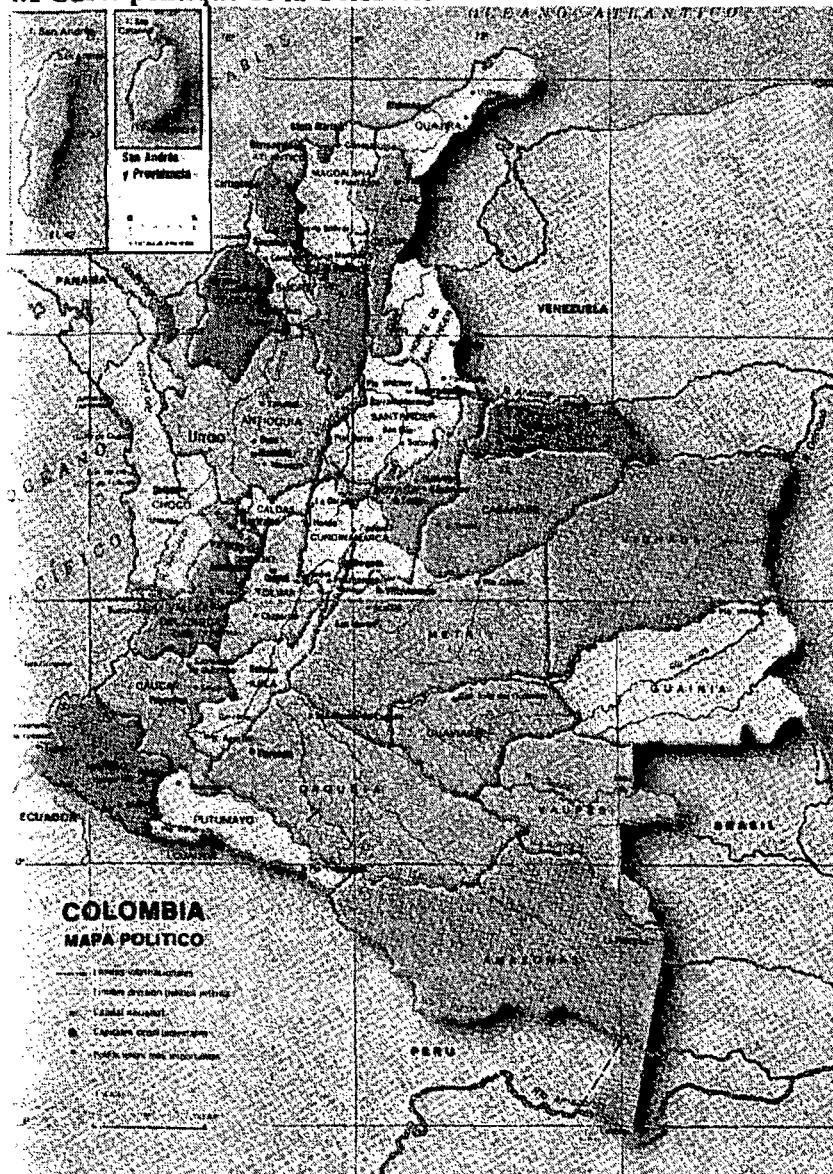
<i>Celles des enfants</i>							
<i>D'autres familles Emberas au moment de l'arrivée à la ville?</i>	Il n'y avait pas d'autres familles au centre ville. Les autres étaient à la Carbonera, à Galicia et aux Brisas		Son arrivés avec 7 autres familles avec lesquelles ils se sont installés à la maison embera puis à Esperanza Galicia		Il n'y avait pas d'autres familles au centre ville. Les autres étaient à la Carbonera, à Galicia et aux Brisas	IDEM	Il n'y avait pas d'autres familles au centre ville. Les autres étaient à la Carbonera, à Galicia et aux Brisas
<i>Occupations de vos familiers</i>	Artisans	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Les familiers sont mariés?</i>	Oui, avec d'autres Emberas	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Langue parlés à la maison</i>	Embera	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Avec la communauté</i>	Embera	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Celle du conjoint</i>	Embera	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Celle des enfants</i>	Embera	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM
<i>Occupation actuelle</i>	S'occuper de la maison, produire de l'artisanat et travailler	IDEM et travailler comme leader communautaire et diriger la garderie	Production et vente d'artisanat, s'occuper un peu de la	Étudier, produire et commercialiser de l'artisanat et travailler	Étudier, produire et commercialiser de l'artisanat et travailler	Produire et commercialiser de l'artisanat et travailler comme	Produire et commercialiser de l'artisanat et travailler comme

	dans une boulangerie	de la Carbonera	maison et travailler dehors du foyer dans une fabrique de confection	comme leader communautaire	travailler comme leader communautaire	leader communautaire et comme Jaibana	leader communautaire
<i>Celles du conjoint</i>	Produire et commercialiser de l'artisanat et travailler comme leader communautaire	IDEM	Travailler comme ethno-éducateur et leader communautaire	S'occuper de la maison, des enfants et de produire de l'artisanat	IDEM	IDEM	IDEM et travailler dans une boulangerie
<i>Celles des enfants</i>	Étudier et contribuer à la production artisanale dès qu'ils sont capables	IDEM	IDEM			IDEM	IDEM
<i>Lieu de résidence</i>	Maison pour déplacés	Carbonera	Maison pour déplacés (rez-de-chaussée)	Carbonera, Maison pour déplacés	Maison pour déplacés	Les Brisas	Maison pour déplacés
<i>Mode d'occupation de l'espace</i>	Famille nucléaire dans une chambre et autres familles de la famille étendue dans les	IDEM	IDEM	IDEM	IDEM	Famille nucléaire dans une chambre et son frère avec sa femme	Famille nucléaire dans une chambre et autres familles de la famille étendue dans les

	autres chambres (une dans chaque habitation)						autres chambres (une dans chaque habitation)
--	--	--	--	--	--	--	--

4. Cartes

4.1 Carte politique de la Colombie



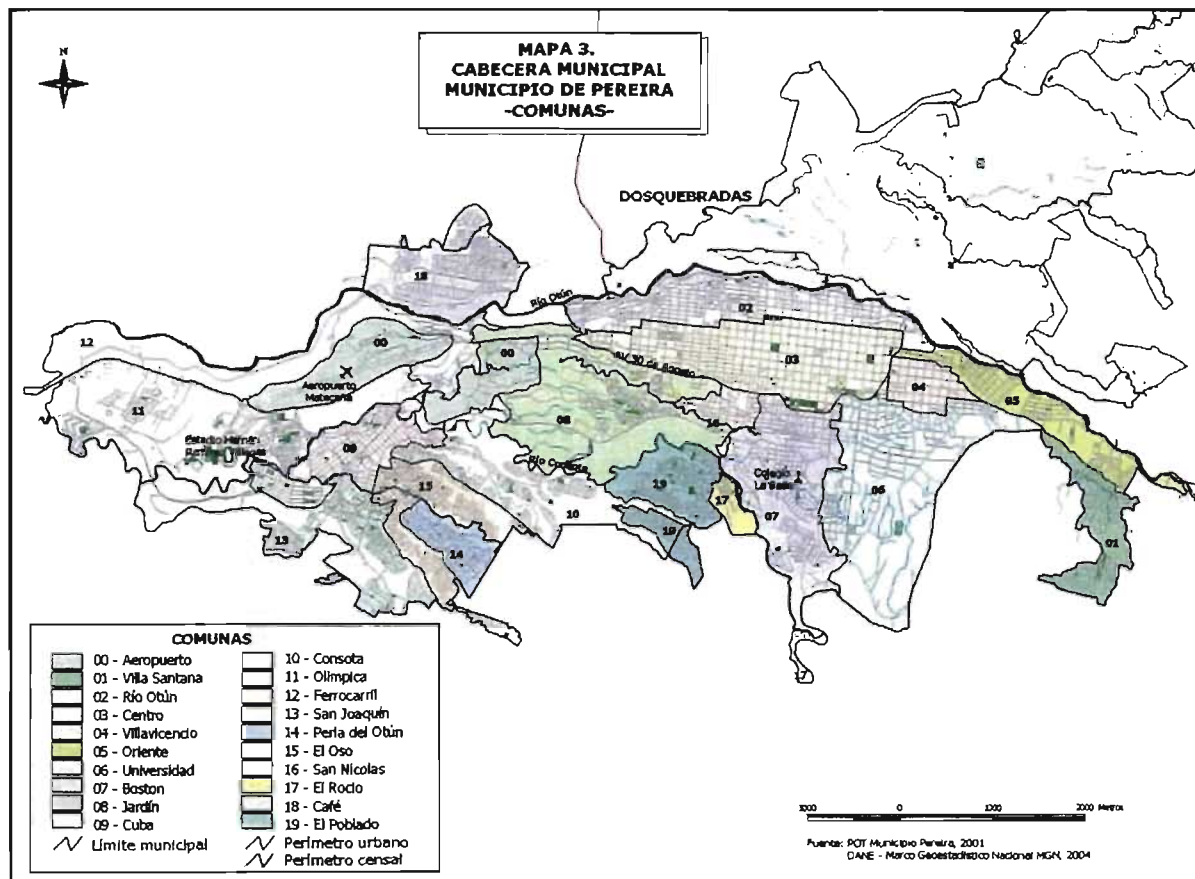
Source : http://www.colombiaenmexico.org/colombia/geografia_mapa_colombia.jpg

4.2 Carte de l'écorégion du Gan Caldas



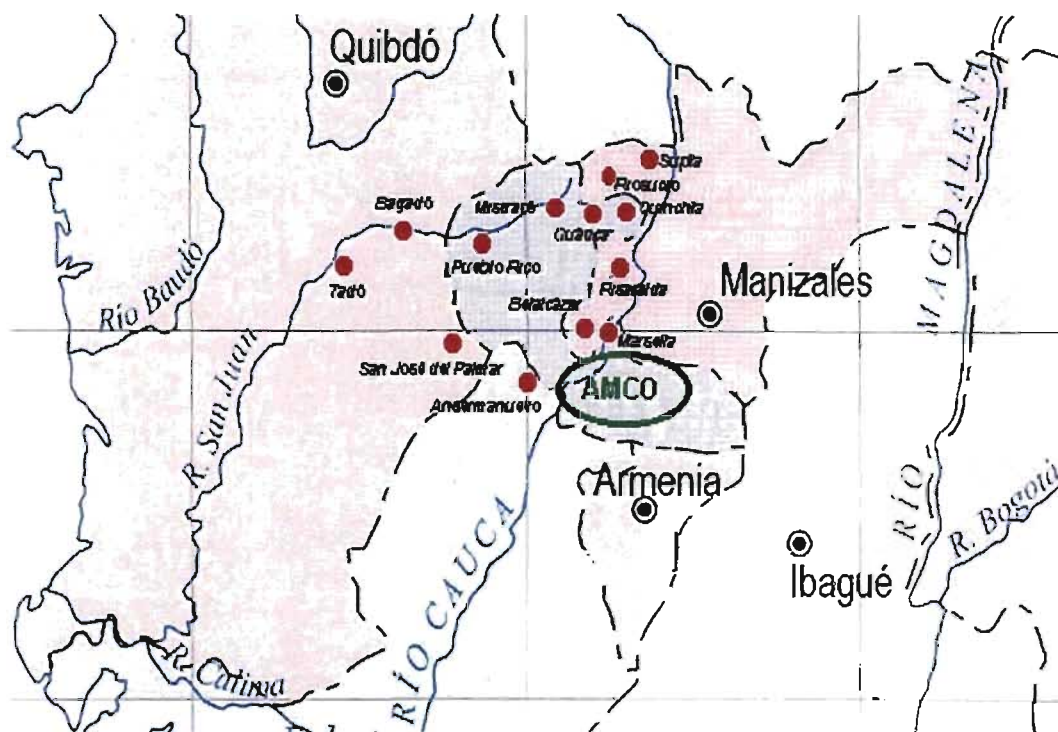
Source : <http://www.mapas.com.co/visor2005/colombia/visor.jsp>

4.3 Carte de la municipalité de Pereira



Source: Bedoya et al., 2006

4.4 Territoires amérindiens dans la zone d'influence de l'AMCO, localisation approximative, 2002



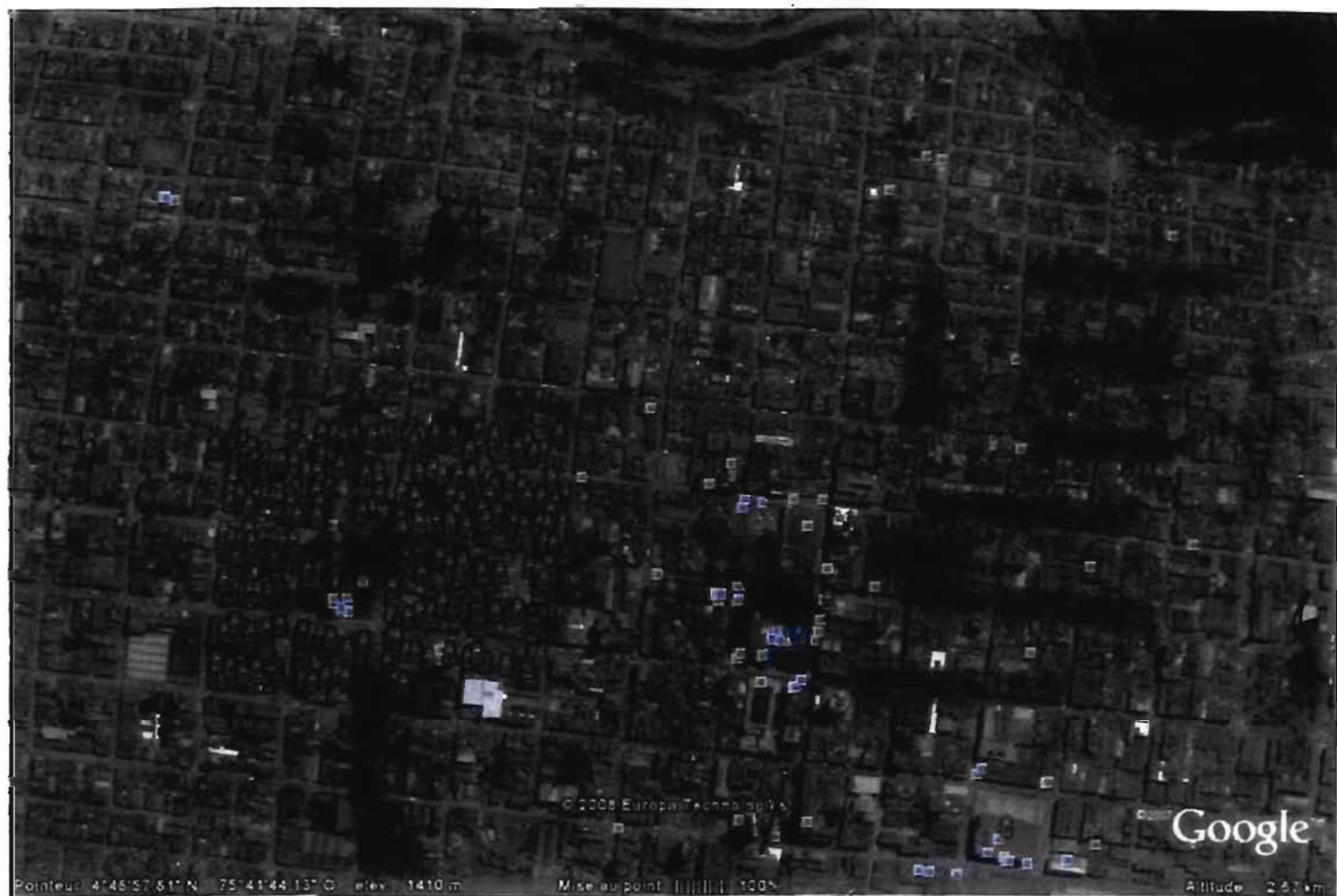
Source: Mejia (2006 :15)

-Territoires Autochtones à Risaralda



Source : <http://www.geo.net.co/web/alejoisaza/risaralda.htm>.

4.5 Carte du centre du centre ville de Pereira



- | | |
|-------------------------------------|-----------------------------|
| 1. Parque El Lago | 4. Maison Embera |
| 2. Plaza de Bolívar | 5. Rue piétonnière de la IB |
| 3. Hôpital Universitaire San Jorge. | 6. Parque de la Libertad. |

5. Photos





25.



26.



27.



28.



29.



30.



31.



32.



33.



34.



35.



36.



37.



38.



39.



40.



41.



42.



43.



44.



45.



46.



47.



48.



49.



50.



51.



52.



53.



54.



55.



56.



57.



58.

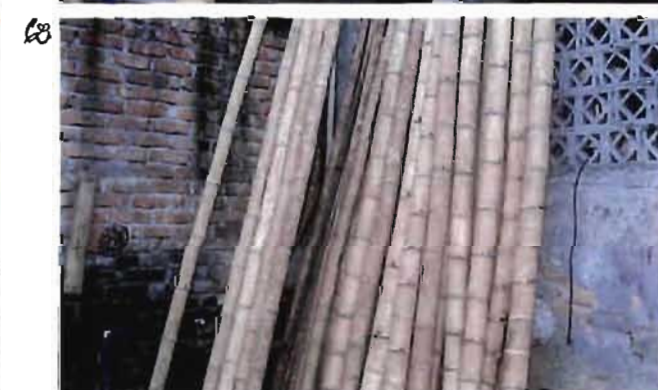


59.



60.





73.



74.



75.



76.



77.



78.



79.



80.



81.



82.



83.



84.



8.



86.



87.



88.



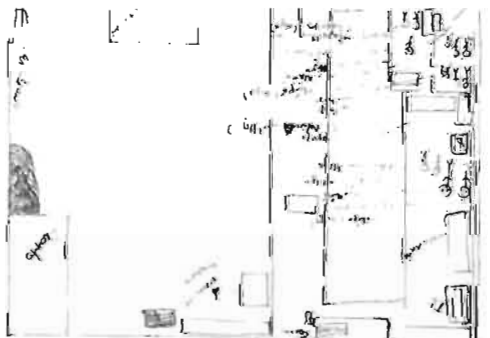
89.



90.



91.



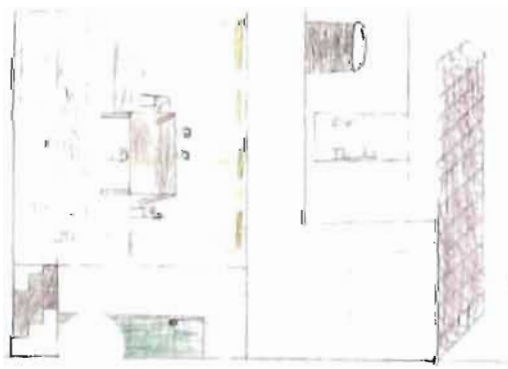
92.



93.



94.



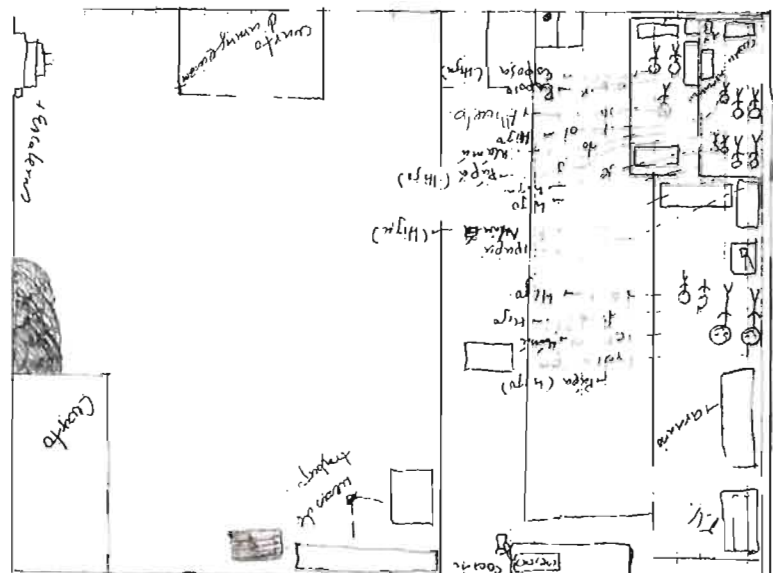
95.



96.



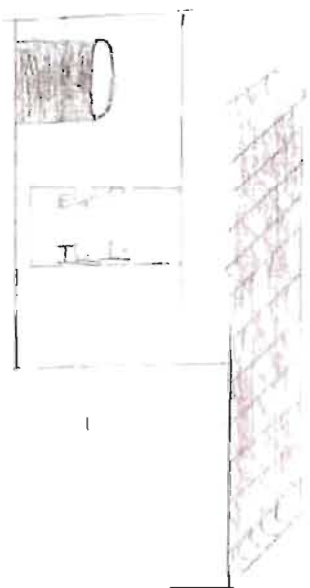
97.



१३



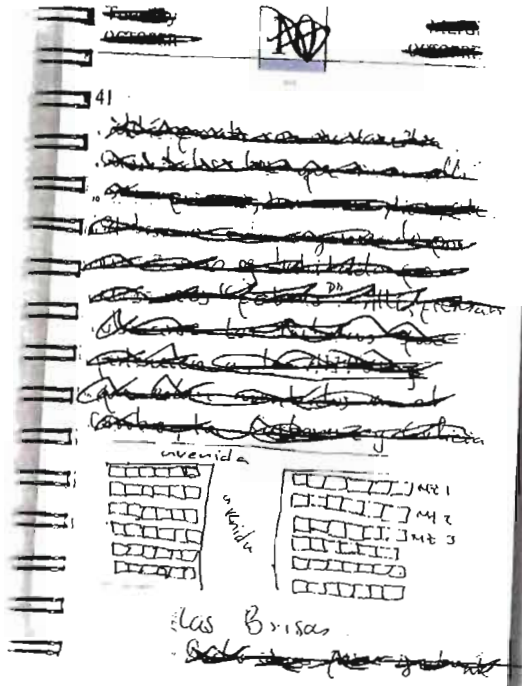
99.



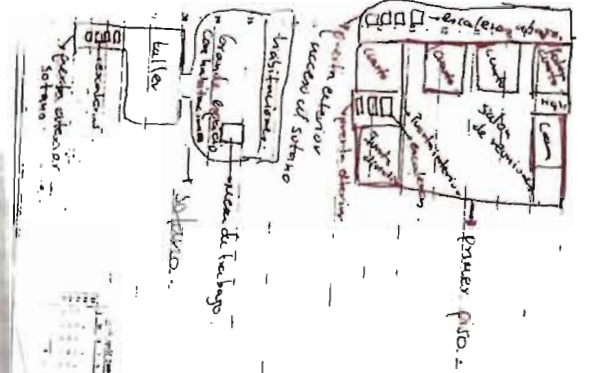
too.



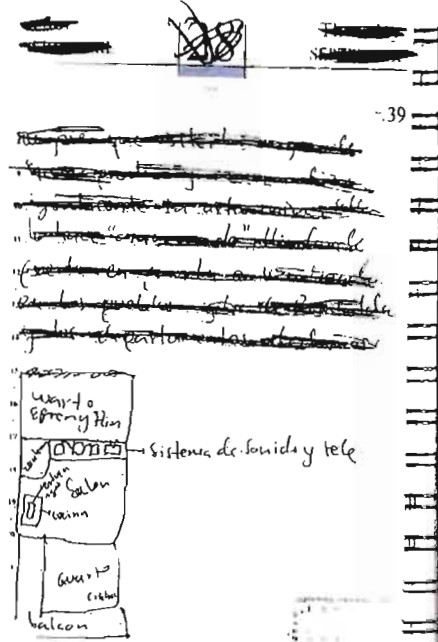
101.



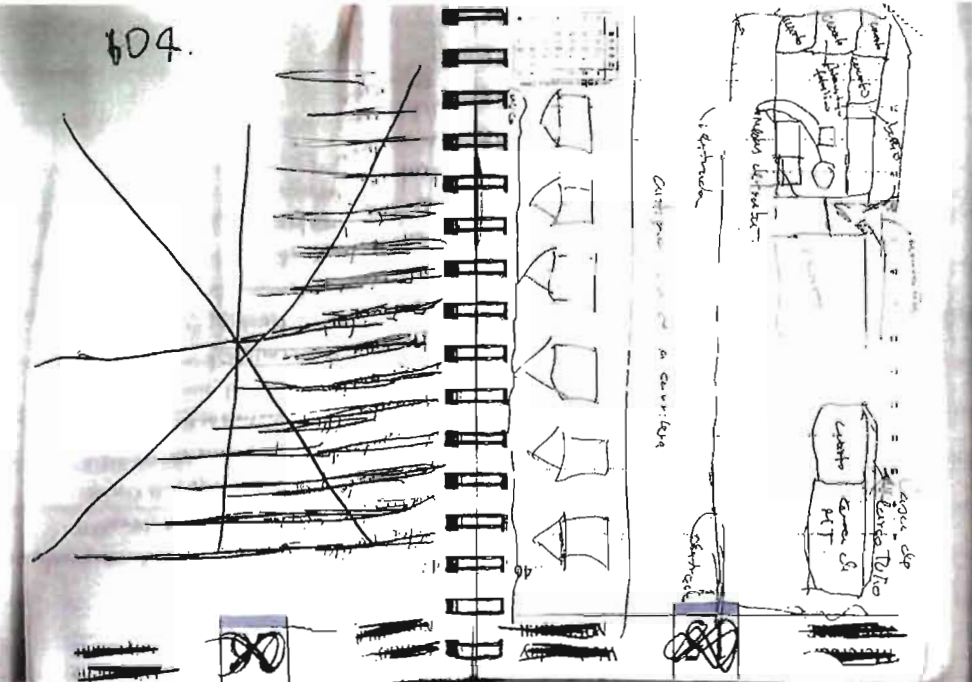
102.

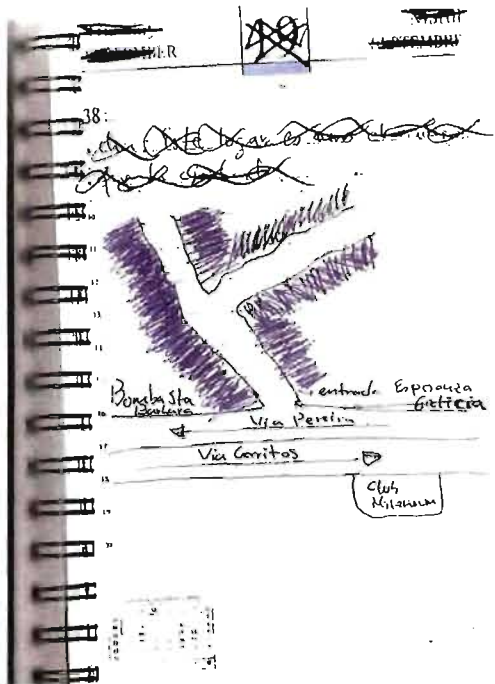


103.

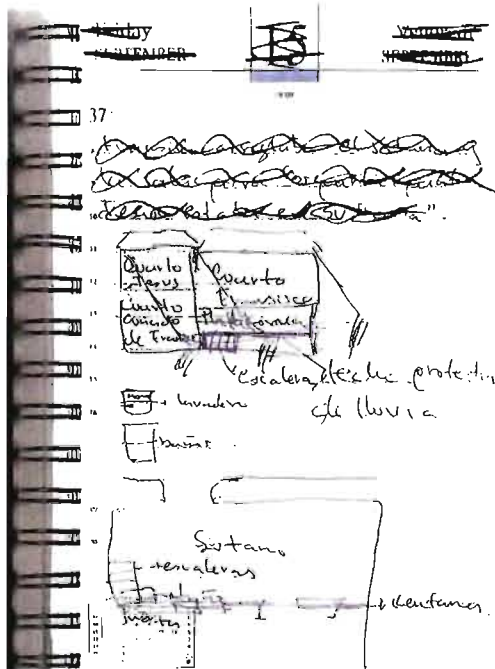
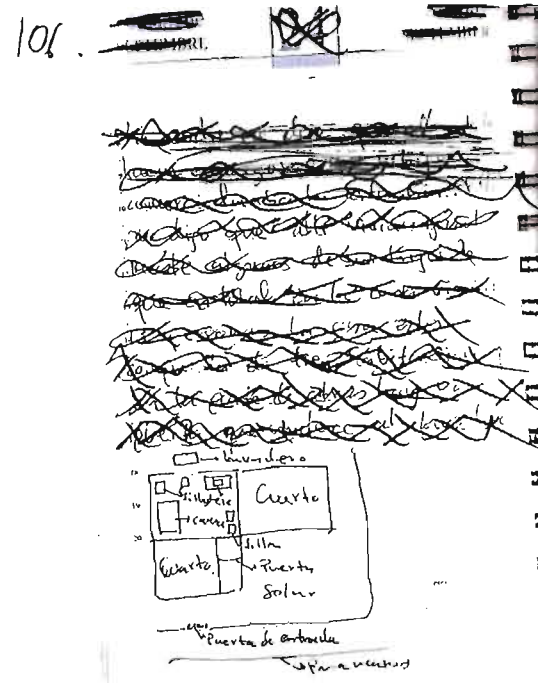


104.





105.



107.

